

Annexe

# Journal officiel des Communautés européennes

N° 131

Décembre 1970

LIBRARY

Édition de langue française

## Débats du Parlement européen

Session 1970-1971

Compte rendu in extenso des séances  
des 2, 3 et 4 décembre 1970

Centre européen, Luxembourg

### Sommaire

Séance du mercredi 2 décembre 1970 ..... 1

Reprise de la session, p. 2 — Excuse, p. 2 — Démission d'un membre du Parlement européen, p. 2 — Rapport sur une pétition, p. 3 — Dépôt de documents, p. 3 — Renvoi en commission, p. 5 — Communications du Conseil, p. 5 — Décision sur l'urgence, p. 5 — Communication du président, p. 5 — Ordre du jour des prochaines séances, p. 6 — Limitation du temps de parole, p. 7 — Règlement concernant les services de navette par autocars entre les États membres, p. 7 — Directive concernant les matériels de multiplication végétative de la vigne, p. 8 — Règlement concernant le prix d'orientation dans le secteur du vin, p. 9 — Règlement concernant certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, p. 12 — Règlement concernant l'assainissement de la production fruitière, p. 12 — Modification de l'ordre du jour, p. 17 — Règlement concernant les irrégularités dans le cadre du financement de la politique agricole commune, p. 17 — Règlement concernant l'élimination des vaches et la non-commercialisation du lait et des produits laitiers, p. 20 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 36.

Séance du jeudi 3 décembre 1970 ..... 37

Adoption du procès-verbal, p. 39 — Dépôt de documents, p. 39 — Réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté, p. 39 — Nomination d'un membre du Parlement européen à la Conférence parlementaire de l'association CEE-EAMA, p. 66 — Troisième programme de politique économique à moyen terme, p. 66 — Modification de l'ordre du jour, p. 87 — Projet de budget supplémentaire n° 3 pour 1970, p. 87 — Pétition n° 3/70, p. 88 — Budget des Communautés européennes pour 1971 - Budget de recherches et d'investissement CEEA pour 1971, p. 90 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 109.

(Suite au verso)

PE: D: 405-4131

## AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

### Séance du vendredi 4 décembre 1970 ..... 110

Adoption du procès-verbal, p. 111 — Budget des Communautés européennes pour 1971 - Budget de recherches et d'investissement CEEA pour 1971 (suite), p. 111 — Décision relative au concours financier à moyen terme, p. 124 — Règlement relatif au concours du FEOGA, p. 131 — Règlement concernant le règlement n° 816/70, p. 135 — Règlement concernant le prix du beurre et du lait écrémé en poudre en Belgique et au Luxembourg, p. 136 — Règlement concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers, p. 136 — Composition des commissions, p. 136 — Calendrier des prochaines séances, p. 136 — Adoption du procès-verbal, p. 136 — Interruption de la session, p. 136.

*Les résolutions adoptées lors des séances des 2, 3 et 4 décembre 1970 figurent au Journal officiel des Communautés européennes n° C 151 du 29 décembre 1970.*

# SÉANCE DU MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1970

## Sommaire

1. Reprise de la session .....	2	14. Règlement concernant le prix d'orientation dans le secteur du vin. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Dröscher, suppléant le rapporteur ....	9
2. Excuse .....	2	MM. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Liogier, au nom du groupe de l'UDE ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Liogier .....	10
3. Démission d'un membre du Parlement européen .....	2	Adoption de la proposition de résolution	11
4. Rapport sur une pétition .....	3	15. Règlement concernant certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Lefebvre, suppléant le rapporteur ....	12
5. Dépôt de documents .....	3	Adoption de la proposition de résolution	12
6. Renvoi en commission .....	5	16. Règlement concernant l'assainissement de la production fruitière. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Liogier, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Liogier, rapporteur .....	12
7. Communications du Conseil .....	5	MM. Wohlfart, au nom de la commission des finances et des budgets ; Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Dewulf ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	12
8. Décision sur l'urgence .....	5	Explication de vote : M. Cifarelli .....	16
9. Communication du président .....	5	Adoption de la proposition de résolution	17
10. Ordre du jour des prochaines séances : M. Jozeau-Marigné .....	6	17. Modification de l'ordre du jour .....	17
11. Limitation du temps de parole .....	7	18. Règlement concernant les irrégularités dans le cadre du financement de la politique agricole commune. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Aigner, fait au	
12. Règlement concernant les services de navette par autocars entre les États membres. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports : M. Jozeau-Marigné, rapporteur .....	7		
Adoption de la proposition de résolution	8		
13. Directive concernant les matériels de multiplication végétative de la vigne. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Dröscher, suppléant le rapporteur ....	8		
M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien .....	9		
Adoption de la proposition de résolution	9		

<i>nom de la commission des finances et des budgets :</i>		<i>Amendement n° 2 à l'article 5 : MM. Liogier ; Kollwelter, rapporteur ; Baas ; Vetrone ; Dröschner ; Mansholt ; Liogier ....</i>	<i>32</i>
<i>M. Aigner, rapporteur .....</i>	<i>18</i>	<i>Adoption de l'amendement n° 2 .....</i>	<i>33</i>
<i>MM. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Richarts .....</i>	<i>19</i>	<i>Examen de l'article 12 : MM. Dewulf ; Spénale ; Laudrin ; Cifarelli ; Dewulf ; Spénale ; Mansholt ; Baas ; Richarts ; Mansholt .....</i>	<i>33</i>
<i>Adoption de la proposition de résolution .....</i>	<i>20</i>	<i>Adoption d'une proposition de M. Mansholt sur l'article 12 .....</i>	<i>35</i>
<b>19. Règlement concernant l'élimination des vaches et la non-commercialisation du lait et des produits laitiers. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Kollwelter, fait au nom de la commission de l'agriculture :</b>		<i>Amendement n° 3 à l'article 18 : M. Spénale .....</i>	<i>35</i>
<i>M. Kollwelter, rapporteur .....</i>	<i>21</i>	<i>Proposition de modification à l'amendement n° 3 : MM. Baas ; Dewulf ; Spénale ; Cifarelli .....</i>	<i>35</i>
<i>MM. Briot, au nom du groupe de l'UDE ; Liogier ; Spénale, au nom de la commission des finances et des budgets ; Kriedemann ; Dewulf, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....</i>	<i>23</i>	<i>Vote par division sur l'amendement n° 3 :</i>	
<i>Explications de vote : MM. Cifarelli ; Richarts ; Vetrone ; Laudrin ; Spénale ; Briot ; Kollwelter ; Mansholt .....</i>	<i>28</i>	<i>Adoption de la première partie de l'amendement .....</i>	<i>36</i>
<i>Examen de la proposition de règlement :</i>		<i>Adoption de la deuxième partie de l'amendement .....</i>	<i>36</i>
<i>Amendement n° 1 sur les considérants 4 et 5 : M. Dewulf .....</i>	<i>31</i>	<i>Adoption de l'ensemble de l'amendement n° 3 et rejet de la proposition de modification de M. Baas .....</i>	<i>36</i>
<i>Suppression du titre I .....</i>	<i>31</i>	<i>Adoption de la proposition de résolution .....</i>	<i>36</i>
<i>L'amendement n° 1 devient sans objet :</i>		<b>20. Ordre du jour de la prochaine séance ....</b>	<b>36</b>
<i>M. Dewulf .....</i>	<i>31</i>		

## PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est ouverte à 16 h 15)

M. le Président. — La séance est ouverte.

### 1. Reprise de la session

M. le Président. — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 19 novembre 1970.

### 2. Excuse

M. le Président. — M. Seefeld s'excuse de ne pouvoir assister à la présente période de session.

### 3. Démission d'un membre du Parlement européen

M. le Président. — J'ai reçu de M. Parri la lettre ci-après :

« Monsieur le Président,

Je dois porter à votre connaissance que mes conditions de santé ne me permettant pas de suivre les travaux du Parlement européen avec la diligence et la continuité nécessaires, je me vois dans l'obligation de donner ma démission du Parlement européen.

A la date de ce jour, j'adresse la même communication au Président du Sénat de la République italienne. »

C'est avec regret que nous prenons acte de cette démission, qui privera le Parlement européen de la collaboration de son doyen d'âge.



**Président**

- Au nom de notre assemblée, j'adresse mes vœux les plus sincères à notre collègue M. Parri.

**4. Rapport sur une pétition**

**M. le Président.** — Au cours de la séance du 16 novembre 1970, j'avais informé le Parlement que j'avais reçu de MM. Falcone, Scheuer et Holtz, agissant au nom des organisations syndicales et professionnelles du personnel des Communautés européennes, une pétition relative à la concertation entre les organisations représentatives du personnel des institutions européennes et le Conseil au sujet du statut des fonctionnaires et de leurs rémunérations.

Cette pétition, inscrite sous le n° 3/70 au rôle général, avait été renvoyée à la commission des finances et des budgets.

Par lettre en date du 27 novembre 1970, la commission des finances et des budgets m'a fait savoir qu'elle avait décidé, conformément à l'article 48, paragraphe 5 du règlement, de faire un rapport sur cette pétition.

**5. Dépôt de documents**

**M. le Président.** — Depuis l'interruption de la session, j'ai reçu les documents suivants :

**I. du Conseil des Communautés européennes :**

**a) des demandes de consultation sur :**

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme (doc. 182/70),

ce document a été renvoyé à la commission économique pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le niveau minimal de la formation de conducteurs de transports par route (doc. 183/70),

ce document a été renvoyé à la commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement complétant le règlement n° 170/67/CEE concernant le régime commun d'échanges pour l'ovo-

albumine et la lactoalbumine en prévoyant des normes de commercialisation (doc. 184/70),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1543 du 23 juillet 1969 relatif aux importations des agrumes originaires de Turquie (doc. 185/70),

ce document a été renvoyé à la Commission de l'association avec la Turquie pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- le Protocole additionnel visé à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du Protocole provisoire annexé à l'accord d'Ankara, régissant la phase transitoire de l'Association entre la CEE et la Turquie,

le nouveau Protocole financier,

l'Acte final relatif aux actes précités, (doc. 186/70),

ce document a été renvoyé à la commission de l'association avec la Turquie ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un projet de traité portant modification de l'article 194 du Traité instituant la Communauté économique européenne et de l'article 166 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (doc. 188/70),

ce document a été renvoyé à la commission politique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 804/68 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (doc. 200/70),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 816/70 du Conseil (doc. 201/70),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et,

**Président**

pour avis, à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant prolongation du délai prévu par l'article 4 paragraphe 3 du règlement n° 130/66/CEE relatif au financement de la politique agricole commune (doc. 202/70),

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le prix d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre appliqué par les organismes d'intervention belge et luxembourgeois (doc. 203/70),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant prorogation, pour l'année 1970, du délai prévu par l'article 20 paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE relatif aux conditions du concours du FEOGA (doc. 204/70),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets ;

- b) — le projet de budget supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1970, établi par le Conseil (doc. 205/70),

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets ;

- la Communication de la Commission au Conseil relative aux modifications à apporter dans les colonnes exercice/crédits 1971 au projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1971 (doc. 158/Annexe 2),

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets ;

## II. des commissions parlementaires, les rapports suivants :

- rapport complémentaire de M. Bousch, fait au nom de la commission économique, sur la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté (doc. 187/70) ;

- rapport de M. Lange, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un projet de troisième programme de politique économique à moyen terme (doc. 189/70) ;

- rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1059/69 déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (doc. 190/70) ;

- rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 9 avril 1968 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne (doc. 191/70) ;

- rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement de règles communes pour les services de navette effectués par autocars entre les États membres (doc. 192/70) ;

- rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant le prix d'orientation dans le secteur du vin pour la période du 16 décembre 1970 au 15 décembre 1971 (doc. 193/70) ;

- rapport de M. Kollwelter, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement instituant un régime de primes d'élimination des vaches et de primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers (doc. 194/70) ;

- rapport de M. Liogier, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2517/69 définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière de la Communauté (doc. 195/70) ;

- rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget de recherches et d'inves-

**Président**

tissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1971, établi par le Conseil (doc. 196/70) ;

- rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes relative à un règlement concernant les irrégularités, la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique commune et l'organisation d'un système d'information (doc. 197/70) ;
- rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1971, établi par le Conseil (doc. 198/70) ;
- rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la pétition n° 3/70 concernant la concertation entre les organisations représentatives du personnel des Institutions européennes et le Conseil au sujet du statut des fonctionnaires et de leurs rémunérations (doc. 199/70) ;
- rapport de M. Adams, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative au rapprochement des législations des États membres concernant la mayonnaise, les sauces dérivées de la mayonnaise et les autres sauces émulsionnées (doc. 206/70).

*6. Renvoi en commission*

M. le Président. — J'informe le Parlement que, à la demande de la commission des transports, déjà saisie au fond des problèmes concernant la politique européenne en matière portuaire, j'ai autorisé, le 19 novembre 1970, la commission économique, la commission des affaires sociales et de la santé publique, ainsi que la commission des finances et des budgets à élaborer un avis sur ce même sujet.

En outre, j'ai autorisé, le 2 décembre 1970, les commissions ci-après à faire rapport :

- la commission politique a été autorisée à présenter un rapport sur le rapport des ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de la Communauté européenne (doc. 155/70) ;
- la commission de l'association avec la Grèce a été autorisée à présenter un rapport sur le rapport de la Commission des Communautés européennes concernant l'évolution des relations économiques entre la CEE et la Grèce (SEC (70) 3197 déf.) ;

- la commission des relations avec les pays africains et malgache a été autorisée à présenter un rapport sur les résultats de la session annuelle que la Conférence parlementaire de l'Association CEE-EAMA tiendra du 11 au 13 janvier 1971 à Yaoundé.

*7. Communications du Conseil*

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes copie conforme des accords suivants :

- Accord entre la Communauté économique européenne et la République du Pérou relatif à la fourniture de farine de froment tendre à titre d'aide alimentaire d'urgence ;
- Accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume Hachémite de Jordanie relatif à la fourniture de farine de froment tendre à titre d'aide alimentaire d'urgence.

Ces documents seront versés aux archives du Parlement européen.

*8. Décision sur l'urgence*

M. le Président. — Je propose au Parlement de décider que les rapports qui n'ont pas pu être déposés dans les délais prévus par la réglementation du 11 mai 1967, soient discutés selon la procédure d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ?

L'urgence est décidée.

*9. Communication du président*

M. le Président. — Avant de passer à la fixation de l'ordre du jour de nos travaux, je voudrais rappeler au Parlement les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles le personnel du secrétariat a dû procéder à la préparation de la présente période de session qui a lieu 10 jours à peine après celle de novembre et à l'ordre du jour de laquelle figurent de nombreux rapports particulièrement complexes, notamment dans le secteur des budgets qui revêt une si grande importance pour notre Parlement.

Je voudrais exprimer à tous nos collaborateurs, et en particulier aux fonctionnaires des services techniques responsables de la traduction et de la reproduction des documents de séance, notre gratitude pour l'effort qu'ils ont accompli pendant cette période, non seulement pendant les heures normales de travail, mais au-delà et même le samedi et le dimanche.

(Applaudissements)

### 10. Ordre du jour des prochaines séances

**M. le Président.** — Lors de sa réunion du 19 novembre 1970, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre du jour qui vous a été distribué.

Depuis lors, j'ai reçu diverses demandes de modifications tendant, notamment, à compléter cet ordre du jour.

En tête de l'ordre du jour d'aujourd'hui était inscrite la question orale n° 12/70 avec débat que M. Berkhouwer avait posée à la Commission des Communautés européennes, au nom du groupe des libéraux et apparentés, sur le problème des relations commerciales entre les Communautés européennes, d'une part, les États-Unis et le Japon, d'autre part.

La parole est à M. Jozeau-Marigné qui a demandé à intervenir sur ce point.

**M. Jozeau-Marigné.** — Avec raison, Monsieur le Président, vous avez rappelé qu'en tête de l'ordre du jour de cette séance et même de notre session le Bureau avait fixé l'examen de la question orale présentée par M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés, sur le problème des relations commerciales entre les Communautés européennes, d'une part, les États-Unis et le Japon, d'autre part. M. Berkhouwer s'est vu obligé de vous faire part et, en son nom, j'en fais part à l'Assemblée, de l'impossibilité dans laquelle il se trouvait, par suite des circonstances ainsi que des renseignements qu'il a obtenus, de présenter cette question à cette session. En son nom, je vous prie donc de bien vouloir la retirer de l'ordre du jour de cette session ; elle pourra être inscrite à celui d'une très prochaine session.

**M. le Président.** — La question orale n° 12/70 avec débat est donc retirée du projet d'ordre du jour.

En conséquence, je vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux :

#### *Cet après-midi :*

- rapport de M. Jozeau-Marigné concernant les services de navette par autocars entre les États-membres ;
- rapport de M. Vals concernant les matériels de multiplication végétative de la vigne ;
- rapport de M. Vals, concernant le prix d'orientation dans le secteur du vin ;
- rapport de M. Dulin concernant certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles ;
- rapport de M. Liogier concernant l'assainissement de la production fruitière ;

- rapport de M. Kollwelter concernant l'élimination des vaches et la non-commercialisation du lait et des produits laitiers ;
- rapport de M. Aigner concernant les irrégularités dans le cadre du financement de la politique agricole commune.

#### *Jeudi 3 décembre 1970*

##### *jusqu'à 10 h :*

- réunion des groupes politiques.

##### *à 10 h et à 15 h :*

- rapport de M. Bousch sur la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire de la Communauté ;
- rapport de M. Lange sur le troisième programme de politique économique à moyen terme ;
- rapport de M. Lange sur le concours financier à moyen terme ;

En présence de M. Möller, président en exercice du Conseil des Communautés européennes,

- rapport de M. Aigner sur le projet de budget supplémentaire n° 3 ;
- rapport de M. Rossi sur la pétition n° 3/70 concernant la concertation entre les organisations représentatives du personnel des institutions européennes et le Conseil ;
- discussion commune des rapports de M. Gerlach sur le projet de budget des Communautés européennes pour 1971 et du rapport de M. Pintus sur le projet de budget de recherches et d'investissements de la CEE pour 1971.

#### *Vendredi 4 décembre 1970 :*

##### *jusqu'à 9 h 30 :*

- réunion des groupes politiques ;

##### *à 9 h 30 :*

Suite du débat sur les rapports de MM. Gerlach et Pintus et vote des projets de budget.

- éventuellement, rapport de M. Vredeling sur le concours du FEOGA ;
- éventuellement, rapport de M. Vals sur le règlement n° 816/70 ;
- éventuellement, rapport de M. Dulin sur le prix du beurre et du lait écrémé en poudre ;
- éventuellement, rapport de M. Dulin sur l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits laitiers.

**Président**

Je rappelle au Parlement que le délai limite pour le dépôt des amendements au projet de budget a été fixé à jeudi, 20 heures.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le projet d'ordre du jour est adopté.

**11. Limitation du temps de parole**

**M. le Président.** — En vue d'assurer le bon déroulement de nos travaux, et conformément aux précédents à Luxembourg, le bureau élargi vous propose, en application de l'article 31, paragraphe 4 du règlement, de limiter le temps de parole comme suit :

- 15 minutes pour le rapporteur et les orateurs parlant au nom d'un groupe, étant entendu qu'il n'y aura qu'un seul orateur par groupe et pour chaque rapport ;
- 10 minutes pour les autres orateurs, y compris les rapporteurs pour avis ;
- 5 minutes pour les orateurs intervenant sur les amendements.

Il n'y a pas d'opposition.

Il en est ainsi décidé.

**12. Règlement concernant les services de navette par autocars entre les États membres**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion selon la procédure d'urgence du rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement de règles communes pour les services de navette effectués par autocars entre les États membres (doc. 192/70).

La parole est à M. Jozeau-Marigné qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Jozeau-Marigné.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le 28 juillet 1966 le Conseil a adopté le règlement relatif à l'établissement de règles communes pour les transports internationaux de voyageurs par route effectués par autocars et par autobus. Ce règlement a voulu définir avec précision les différents services : services réguliers, services occasionnels et services de navette. Les règlements relatifs aux services occasionnels ont été adoptés par votre Assemblée il y a déjà quelque temps, et c'est le 17 juillet 1969 qu'ont été admises les propositions de la Commission relatives aux services réguliers. Il ne restait donc plus qu'à examiner et à adopter des dispositions sur les règles communes relatives aux services de navette effectués par autocars entre les États mem-

bres. Nous en avons été saisis par le Conseil le 9 février 1970. La question a été discutée d'une manière approfondie par notre commission des transports, laquelle, en sa dernière séance, a adopté à l'unanimité des membres présents le texte sur lequel j'ai l'honneur de faire rapport à l'Assemblée.

Je voudrais tout d'abord préciser en quoi consiste le service de navette ; pour ceux qui ne sont pas spécialistes, ce mot pourrait avoir une signification imprécise. Comme je l'ai écrit dans mon rapport, le service de navette consiste essentiellement à transporter vers des lieux fixés à l'avance (et normalement de vacances) des groupes de voyageurs préalablement organisés. Ce service se différencie, d'une part, des services réguliers, en ce qu'il ne peut transporter que des groupes préalablement constitués et ne peut prendre ou déposer des voyageurs en cours de route. Cela a pour conséquence — c'est important — que les services de navette ne sont soumis, sur le plan international, ni à des obligations tarifaires ni à des obligations de service public. Des services occasionnels, d'autre part, les services de navette se distinguent par la périodicité et la régularité des voyages effectués.

Vous voyez tout de suite, que, n'étant soumis ni à des obligations de services publics ni à des obligations tarifaires, les services de navette peuvent offrir des conditions plus avantageuses pour la clientèle et sont donc en mesure de faire une concurrence considérable aux services réguliers, de même qu'ils peuvent susciter des difficultés aux services occasionnels. C'est pourquoi la Commission a proposé l'adoption de certaines règles, qui vous sont soumises aujourd'hui. Je dis tout de suite que notre commission des transports a adopté dans sa quasi-totalité le texte présenté par la Commission exécutive. J'attire cependant votre attention sur un point. Pour permettre d'éviter une concurrence déloyale entre services réguliers et services de navette, des dispositions spéciales ont été prévues, qui, dans le texte proposé, forment la Section II, intitulée « Conditions objectives pour la délivrance de l'autorisation ». En ce qui concerne l'obtention de l'autorisation requise, la Commission a fait une distinction entre deux types de services de navette. Il y a, d'une part, le service de navette comportant uniquement la prestation de transport. La création ou le maintien d'un service sont soumis à un examen des besoins, dans le but essentiel d'éviter une superposition aux services réguliers existants et d'assurer une utilisation optimale des véhicules. L'autre type de service de navette (celui qui fait l'objet des dispositions de l'article 6) se présente lorsque le service demandé comporte, outre les prestations de transport, l'hébergement avec ou sans repas au cours du voyage ou au lieu de destination. Dans ce cas, dit l'article 6, « l'autorisation est délivrée à tout requérant ». Votre commission s'est penchée longuement sur ces dispositions et a tenu à marquer la différence qui existe entre les conditions de l'article 5 et de l'article 6. Il s'agit, je le répète, d'éviter toute concurrence déloyale, mais nous avons considéré que

## Jozeau-Marigné

la situation était toute différente selon qu'il s'agit uniquement d'un transport, ou, au contraire, d'un transport avec hébergement, avec ou sans repas ; en ce dernier cas la situation est considérablement facilitée. Nous avons voulu qu'il ne puisse y avoir aucune fraude. Du reste, la Commission exécutive avait prévu, dans son article 6, que l'autorisation serait donnée à tout requérant, dans la mesure où « le service demandé comporte, outre la prestation de transport, l'hébergement avec ou sans repas au lieu de destination et, le cas échéant, pendant le voyage ». Notre commission a adopté le même esprit, mais proposé une rédaction légèrement différente, et, du reste, acceptée par la Commission exécutive, représentée, à notre séance de commission, par M. Coppé. En voici la teneur : « Le service demandé comporte, outre les prestations de transport, l'hébergement avec ou sans repas tant au cours du voyage qu'au lieu de destination. » Nous n'avons pas modifié le point b) de cet article 6, qui dispose que la durée du séjour au lieu de destination doit être de sept jours au minimum. Enfin, nous avons demandé que le prix du service prévu soit payé globalement par les personnes transportées. J'attire l'attention de nos collègues néerlandais sur une légère erreur que l'on vient de me signaler : dans la version néerlandaise, le mot « globalement » n'aurait pas été ajouté. N'ayant pas la sagesse de connaître la langue néerlandaise, je ne sais ce qu'il en est, mais je souhaite que cette erreur matérielle soit corrigée et le texte néerlandais rendu conforme aux autres versions. Cette indication a évidemment été approuvée aussi à l'unanimité, étant entendu que ce prix global du voyage peut être payé soit au transporteur, soit à toute personne qui a organisé le voyage.

J'ajouterai, pour être complet, que nous avons légèrement modifié l'article 13. Tel qu'il était proposé par la Commission, cet article précisait dans quelles conditions de procédure s'effectuait l'examen des demandes. Le premier alinéa déclarait : « L'examen des demandes est effectué par les États membres sur le territoire desquels se trouvent les lieux de prise en charge et le débarquement des voyageurs, selon la procédure prévue aux articles 14 à 16. » Dans le deuxième alinéa, nous avons précisé que « dans le cas où un service a son lieu de départ et (ou) de destination dans une zone s'étendant sur une profondeur de 25 km à vol d'oiseau à partir d'une frontière avec un autre État membre, ce dernier participe également à l'examen de la demande ». Cette participation aura lieu de toute façon, que l'on applique les dispositions de l'article 5 ou celles de l'article 6. La décision de votre commission parlementaire sur ce point a également été approuvée par la Commission exécutive.

En un mot, Monsieur le Président, mes chers collègues, ce texte complète l'ensemble des règlements qui découlent de la décision prise par le Conseil de ministres en 1966. Le règlement relatif aux services occasionnels a été adopté, celui qui concerne les services réguliers l'a été aussi. Outre ces deux services,

des services de navette ont été prévus et je vous ai indiqué en quoi ils se distinguaient des autres. Encore fallait-il, pour éviter toute concurrence déloyale, qu'un règlement fût arrêté à leur sujet. En posant le principe d'un examen de certaines conditions, à l'article 5, je crois que la Commission exécutive a été sage. La distinction faite à l'article 6 montre que l'on ne veut pas qu'il y ait une concurrence déloyale ou une dérogation détournée.

Dans ces conditions, mes chers collègues, je vous demande d'adopter ce texte, qui, je le répète, a été approuvé à l'unanimité par la commission des transports.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je constate que le représentant de la Commission exécutive ne désire pas prendre la parole.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### 13. Directive concernant les matériels de multiplication végétative de la vigne

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion selon la procédure d'urgence du rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 9 avril 1968 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne (doc. 191/70).

La parole est à M. Dröscher, suppléant le rapporteur, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

M. Dröscher. — (A) Monsieur le Président, c'est à moi qu'il échoit de présenter ici, à la place de mon collègue Vals qui est malheureusement malade, le rapport sur la proposition de la Commission relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 9 avril 1968 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne.

Je tiens à dire au préalable que la commission de l'agriculture a chargé, à l'unanimité moins une abstention, son président de transmettre cette résolution et le rapport de la commission au Conseil et à la Commission des Communautés européennes après avoir adopté la proposition elle-même. Je puis donc m'épargner de longs discours et me borner à faire une remarque quant au fond. Cette proposition signifie l'abandon de l'idée initiale de la Commission qui envisageait d'établir un classement européen

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

**Dröschner**

commun des variétés. Il faut dès lors modifier la directive de manière à permettre le recours aux classements nationaux des variétés. Les esprits malveillants pourraient dire que l'on a créé ici l'Europe des patries des variétés et que l'on a renoncé aux variétés supranationales. Je crois cependant qu'il ne faut pas tirer cette conclusion politique. Il s'agit d'une question d'ordre purement technique qui trouve ainsi une solution plus simple et meilleure, du fait que l'on s'est mis d'accord sur la question décisive, à savoir que ces catalogues nationaux ne tolèrent également une variété, que si elle est distincte, stable et suffisamment homogène.

Je vous prie donc d'approuver la proposition de la commission de l'agriculture, d'adopter la résolution et de la transmettre au Conseil et à la Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, le groupe démocrate-chrétien approuvera également cette proposition de directive. Je crois que la Commission a été bien inspirée de faire cette proposition après avoir constaté que son idée initiale, à savoir la constitution d'un classement européen des variétés, était une entreprise très complexe. Il est en effet apparu que la description des variétés aurait dû s'effectuer sur des bases scientifiques et qu'il aurait fallu quatre à cinq pages d'explications scientifiques pour définir une seule variété, et ceci en langage scientifique que le profane n'aurait évidemment pu comprendre qu'à l'aide d'un commentaire. Par ailleurs, on a constaté qu'il existait une infinité de variétés de vignes dans la Communauté, dont seule une partie avait une importance suprarégionale. Il existe de très petites variétés de vignes, d'importance régionale et qu'il faut laisser où elles sont.

Voilà donc, selon moi, les deux éléments essentiels qui ont incité la Commission à faire cette proposition. D'autre part, je crois que cette proposition tient également compte de l'idée fondamentale de régionalisation et de décentralisation que nous retrouvons également dans les cinq propositions de directives faites par la Commission à la suite du mémorandum Mansholt. Voilà des éléments positifs auxquels nous souscrivons, ce pourquoi nous voterons pour la proposition de résolution.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

#### 14. Règlement concernant le prix d'orientation dans le secteur du vin

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion selon la procédure d'urgence du rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant le prix d'orientation dans le secteur du vin pour la période du 16 décembre 1970 au 15 décembre 1971 (doc. 193/70).

La parole est à M. Dröschner, suppléant le rapporteur, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Dröschner.** — (A) Monsieur le Président, pour ce rapport encore, je remplace M. Vals et je puis vous dire que la commission de l'agriculture a proposé par onze voix contre une et quatre abstentions — le texte original du rapport est à réviser sur ce point — d'adopter la proposition de directive de la Commission.

Il s'agit ici d'une question importante dont la portée et, si je puis dire, la valeur litigieuse, n'est pas cette année-ci ce qu'elle pourrait être en d'autres années, parce que nous n'avons adopté la proposition pour l'année écoulée que le 26 mai 1970 et que nous n'avons donc pas encore retrouvé le rythme normal. En fait, le rapport et la proposition de directive ont été présentés trop tard. Ils auraient dû nous être présentés avant le 1<sup>er</sup> août, ce qui ne pouvait évidemment être le cas en raison de la mise en œuvre de toute l'organisation du marché du vin. Je crois que nous devons savoir gré à l'exécutif de ce que ce retard ne soit pas important et ait permis un travail intensif.

Toutefois, nous ne disposons pas encore du bilan de la campagne de cette année, et il en a également été question au sein de la commission. Nous savons que les propositions de prix, telles qu'elles ont été élaborées, et qui coïncident avec les propositions de l'année dernière que nous avons adoptées en mai, doivent s'inspirer de deux points de vue. Il faut tenir compte d'une part des prix pour 1969-1970, donc pour l'année dernière, et d'autre part des relations générales des prix. Nous savons d'expérience qu'aucune modification importante n'a pu intervenir au cours de ce bref laps de temps. Il serait cependant intéressant, et, comme je l'ai dit, cela a été discuté et décidé en commission, de publier dans les meilleurs délais le bilan de la récolte de la présente année. Nous savons que le volume de la récolte a des répercussions importantes sur le marché. Les vignerons sont souvent placés devant un problème psychologique quand ils sont contraints de vendre immédiatement après la récolte. Lorsque les excédents sont faibles par rapport à la capacité d'absorption — nous savons que même dans ce cas les acheteurs éventuels font semblant de croire à des excédents importants — et les producteurs qui doivent vendre immédiatement après la campagne sont défavorisés.

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.



**Dröscher**

Je puis dire que cette année, dans notre pays, du fait de la bonne récolte, a été l'année des coopératives, des groupements et des associations. Cette année, le vigneron qui vend pour son propre compte, même par l'intermédiaire des coopératives, parce qu'il peut tirer un plus grand profit de la qualité relativement bonne et du volume de la récolte, s'en tire évidemment à bien meilleur compte que ceux qui ont dû vendre au moment de la récolte. Il est apparu cette année plus clairement que jamais que les mesures structurelles que nous voulons prendre trouvent l'approbation des producteurs également dans le secteur viticole. C'est un exemple qui prouve que les mesures structurelles peuvent être efficaces. Mais, comme je l'ai déjà dit, la situation peut être différente selon les régions. Lors des discussions en commission nous avons appris que la France a pris des mesures d'intervention au cours des dernières semaines qui ont précédé ce rapport. En Italie, il n'est pas encore possible d'évaluer la situation. En raison de l'importance du montant des interventions, il serait intéressant de savoir en temps utile comment se présentera le prochain bilan.

Mis à part des doutes qui se sont manifestés au sein de la commission lors de la discussion du rapport, nous avons décidé à la majorité d'adopter la proposition et il m'appartient de défendre ici l'opinion de la majorité de la commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, qu'il me soit permis tout d'abord de remercier le rapporteur du rapport qu'il nous a soumis et de m'adresser ensuite à la Commission pour dire à M. Mansholt que nous serions tous très satisfaits si la Commission déposait dorénavant toutes ses propositions de prix dans les délais aussi utile qu'elle l'a fait pour le vin. Je voudrais, en outre, dire à M. Mansholt que nous nous féliciterions tout particulièrement si la Commission accordait toujours autant d'attention aux propositions de la commission de l'agriculture qu'elle l'a fait dans le cas présent. Les prix que nous avons proposés ont été mieux accueillis par le Conseil et nos propositions de prix étaient plus proches des décisions définitives du Conseil que celles de la Commission.

Il était sage de reprendre en temps utile les prix de l'année dernière et de publier en temps utile les prix d'orientation. Les producteurs et l'industrie du vin peuvent ainsi en tenir compte. Je voudrais en outre constater que l'organisation du marché du vin a eu une influence positive sur l'évolution des prix. Ceci n'a évidemment pas empêché dans certaines régions un fléchissement des prix qu'il faut évidemment attribuer au manque d'associations que M. Dröscher vient de signaler. Chaque année les vignerons font des grands serments lorsqu'ils passent d'une situation excédentaire à une situation de pénurie avec une

évolution des prix inverse. Il serait donc particulièrement indiqué d'arrêter conjointement l'organisation communautaire du marché du vin et le règlement relatif aux groupements de producteurs au début de l'année prochaine, afin de pouvoir l'appliquer à l'échelle communautaire au cours de l'année prochaine.

On n'a pas eu recours partout aux mesures d'intervention ; il semble qu'en Italie on n'y ait pas eu recours, par contre en France, dans une large mesure. Cependant, les mesures d'intervention ne portent que sur les seuls vins de table. C'est pourquoi je prie la Commission de suivre le développement de l'organisation communautaire du marché viticole aussi bien pour les vins de table que pour les vins de qualité de régions déterminées et d'examiner si, le cas échéant, il n'est pas nécessaire d'inclure certains vins de qualité de régions déterminées dans ces interventions. Loin de moi l'idée d'exiger une intervention pour tous les vins de qualité. Dans certaines régions, une intervention pourrait cependant se révéler nécessaire et opportune. Que la Commission y réfléchisse. Nous lui demandons aussi de nous soumettre un rapport après la première campagne viticole, pour nous permettre de voir si et comment l'organisation du marché du vin fait ses preuves et si elle ne nécessite pas certains aménagements.

Monsieur le Président, le groupe démocrate-chrétien votera pour la proposition de résolution.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, mon intervention sera très brève, puisque, en ses points 8, 9 et 10, l'exposé des motifs du rapport de M. Vals exprime fidèlement et excellemment les observations que j'ai faites moi-même lors de la discussion de ce rapport à la commission de l'agriculture. J'avais d'ailleurs, lors d'une précédente session plénière, fait part de mon étonnement à M. Mansholt et celui-ci m'avait fait connaître qu'il se disposait à me donner une réponse. J'attends donc une confirmation de sa part sur l'accord intervenu, confirmation dont je ne doute d'ailleurs pas.

Je rappelle, pour appuyer l'argumentation de M. Vals, que j'avais déposé, le jeudi 14 mai 1970, lors du débat en séance plénière, un amendement tendant à ce que les vins de table de 9 à 10° suivent, dans l'application de l'organisation des marchés, les règles valables pour le type de vin dénommé R I. Mon collègue italien en avait fait autant pour les vins de table de 12 à 12,9°. Ces deux amendements ont été retirés à la suite d'une intervention de M. le Président Mansholt, dans laquelle celui-ci se déclarait d'accord avec la formule très précise et sans équivoque possible retenue par la commission de l'agriculture (qui



**Liogier**

partageait ainsi notre point de vue). Voici cette formule : « Les vins de table rouges et blancs de 12 à 12,9°, de même que les vins de table rouges de 9 à 10° suivent, dans l'application de l'organisation de marché, les règles valables pour les types de vins dénommés R I et A I. » Voilà qui est très clair.

Pour ce qui me concerne, je dois constater que les vins rouges naturels titrant de 9 à 9,5° ne sont pas une exception, loin de là, dans la Communauté, et que les vins rouges ne doivent pas être traités plus mal que les vins blancs. Voudrait-on obliger les producteurs de vins rouges naturels de 9 à 9,5°, à enlever à ces vins ce qui fait justement leur qualité, c'est-à-dire à augmenter le degré en diminuant la qualité par concentration ou chaptalisation, que l'on n'agirait pas autrement.

Je fais remarquer que le ministère français de l'Agriculture notamment a fortement encouragé, dans diverses régions, l'arrachage de cépages de haut degré mais de moindre qualité, pour les remplacer par des cépages recommandés de qualité très supérieure, mais de degré moindre, celui-ci se situant généralement entre 9 et 9,5°. Allez-vous pénaliser les producteurs qui ont ainsi suivi les conseils pressants de leurs présidents de caves, eux-mêmes mus par la direction de l'Agriculture et sa section viticole, à un moment surtout où, par mesure antialcoolique, on prône les vins naturels légers, mais de bonne qualité ?

Je ne saurais d'autre part souscrire à l'argument, parfois avancé, selon lequel les vins de faible degré (le terme de faible degré ne devant d'ailleurs, à mon sens, s'appliquer qu'au-dessous de 9°) résisteraient mal aux transports. C'est faux. Le degré n'est point déterminant, en l'espèce. Mais je connais des vins renommés de haut degré qu'il faut surveiller dès la cave — « comme le lait sur le feu » si vous me permettez cette expression qui mêle le rouge et le blanc — pour les empêcher de tourner. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage !

Quoi qu'il en soit, si messieurs les experts sont passés par là pour s'en tenir arbitrairement, pour des raisons qui m'échappent, à un minimum de 9,5°, la saine raison comme la stricte justice me font un devoir de demander à la Commission qu'elle veuille bien recommander au Conseil l'assimilation au titre R I des vins rouges naturels très répandus dans la Communauté et dont le titre se situe entre 9 et 9,5° suivant en cela, comme M. Mansholt, qui s'y est rallié, la conception de la commission de l'Agriculture.

Sous cette réserve, le groupe de l'UDE votera la proposition qui nous est soumise.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Pré-

sident, le rapporteur a posé une question relative au bilan. Je puis vous dire que ce bilan vient d'être adopté par le comité de gestion et que la Commission l'adoptera définitivement en dernière lecture dans le courant de la semaine prochaine. Ce bilan sera ensuite soumis au Conseil et au Parlement. Nous sommes donc encore dans les délais, puisque l'échéance est le 15 décembre.

Pour répondre à la question qui vient de m'être posée au sujet de l'intervention en faveur des vins titrant moins de 9,5°, je puis vous dire que la Commission s'est évidemment conformée à la promesse qu'elle avait faite au cours du débat sur le règlement, c'est-à-dire de reprendre la formule retenue par la commission de l'Agriculture, à savoir qu'aux vins de table rouges et blancs de 12 à 12,9°, de même qu'aux vins de table rouges de 9 à 10°, sont applicables les règles valables pour les types de vins dénommés R I et A I.

Monsieur le Président, nous avons fait une proposition en ce sens, mais les experts nationaux l'ont rejetée à l'unanimité pour les raisons suivantes : l'intervention pour les vins de 9 à 9,5° suscite des difficultés, parce que ces vins sont de qualité inférieure. En ce qui concerne les vins titrant 12 à 12,9°, ces experts estiment qu'il ne faut pas intervenir, parce qu'on n'intervient pas pour les vins de type R II. Si je ne m'abuse, ce sont là des vins titrant 12,5 à 13,5°, mais je n'en suis pas certain. Il s'agit en tout cas d'une autre catégorie, pour laquelle on n'intervient pas.

La proposition de la Commission a donc été rejetée par le comité de gestion, et c'est pourquoi l'exécutif n'a pas donné suite à l'idée de la commission de l'Agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Liogier.

M. Liogier. — Ma réponse sera très brève. Pour ce qui est de la qualité des vins de 9 à 9,5°, je crois avoir répondu par avance à M. Mansholt. Je ne comprends absolument pas que les experts les aient éliminés et ne les assimilent pas aux vins de la catégorie R I, parmi lesquels ils devraient normalement figurer.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*)

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

15. *Règlement concernant certaines  
marchandises résultant de la transformation de  
produits agricoles*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1059/69 déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (doc. 190/70).

La parole est à M. Lefebvre, suppléant le rapporteur, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Lefebvre.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, mon commentaire du rapport qui devait être présenté par mon collègue M. Dulin, momentanément absent, pourra être fort bref. Il s'agit de la consultation du Parlement par la Commission sur une proposition qu'elle introduit devant le Conseil à l'effet de retarder l'application d'un règlement de décembre 1969 applicable aux caséines et aux caséinates, lequel complétait un règlement de juin 1969 relatif aux produits transformés au départ de produits agricoles. La raison du report de cette application se trouve dans la nécessité à la fois de pouvoir se rendre compte des résultats que donne l'application des subsides au lait écrémé transformé sous forme de caséine et de respecter les prescriptions relatives au commerce international. La Commission a demandé, une première fois, de reporter l'application de ce règlement au 1<sup>er</sup> janvier 1970, une seconde fois, de la reporter au 1<sup>er</sup> janvier 1971. A présent, elle demande de reporter l'application du règlement sans fixer de délai, de façon à lui permettre de l'appliquer au moment où elle aura réuni les éléments nécessaires pour pouvoir justifier l'application.

J'espère que le Parlement voudra bien ratifier la proposition, qui a été adoptée à l'unanimité moins une abstention par la commission de l'agriculture et sur laquelle la commission des relations extérieures a également rendu un avis affirmatif.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

PRÉSIDENTE DE M. CORONA

Vice-président

16. *Règlement concernant l'assainissement de la  
production fruitière*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Liogier, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2517/69 définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière de la Communauté (doc. 195/70).

La parole est à M. Liogier, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Liogier, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le règlement initial concernant les arrachages des pommiers, poiriers et pêchers en vue d'assainir la production fruitière de la Communauté, date du 9 décembre 1969, son entrée en vigueur étant fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1970. Ce règlement a été approuvé par votre commission de l'agriculture et par le Parlement européen en session plénière.

Or, depuis son entrée en vigueur, les demandes d'arrachage ont été si faibles que l'on peut les considérer comme absolument négligeables. La Commission a alors estimé que les incitations prévues étaient trop faibles pour décider les producteurs à l'arrachage. Elles consistaient à octroyer une prime d'arrachage totale et maximale de 500 unités de compte par hectare, cette prime étant d'ailleurs allouée en deux versements : le premier après preuve de l'arrachage, le deuxième trois ans plus tard, après contrôle de la non-replantation. La valeur de la prime variait, de plus, selon l'état du verger ou de la partie de verger arrachée.

La Commission estime, après expérience, que la prime a été fixée à taux trop bas, couvrant à peine, dans certains cas, les frais d'arrachage, et que les modalités de son règlement, obligeant les intéressés à de gros débours avant d'en être remboursés, explique l'échec enregistré jusqu'ici.

Pour y parer, la directive actuelle s'emploie à améliorer les incitations, d'une part en portant la prime de 500 à 800 unités de compte, d'autre part en effectuant en une seule fois, dès que le demandeur a apporté la preuve qu'il a effectivement procédé à cet arrachage, le versement de la prime. Ces mesures ont un effet rétroactif et s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Je dois signaler, en outre, la suppression de l'article 5 du règlement initial, qui déclarait : « Les États

**Llogier**

membres peuvent être autorisés, selon la procédure prévue à l'article 13 du règlement n° 23, à imposer des conditions supplémentaires pour l'octroi des primes. » Ces conditions éventuelles ne pouvant que diminuer la valeur des incitations prévues, la Commission avait, assez justement semble-t-il, décidé de supprimer la restriction constituée par l'article 5. Mais je crois savoir que le Conseil vient d'en décider autrement.

Voilà donc les dispositions essentielles du règlement nouveau soumis à notre appréciation. On ne saurait nier qu'il marque, par rapport au règlement initial, une volonté d'efficacité accrue en ce qui concerne les actions sur l'offre au stade de la production, en vue de rendre de plus en plus faibles et limitées les actions sur les interventions.

On peut prévoir cependant que seront surtout intéressés par ces mesures les détenteurs de vergers anciens ou de vergers qui se sont révélés inadaptés, ou encore ceux qui envisagent une conversion à d'autres spéculations plus rentables. D'où l'intérêt qu'il y aurait à entreprendre une action d'information et peut-être d'aide particulière en vue de faciliter et d'encourager les conversions à des productions plus adaptées et moins pléthoriques.

Eu égard à ces considérations, il est impossible de chiffrer des superficies sur lesquelles devraient s'exercer les arrachages pour atteindre l'objectif prévu de l'assainissement des marchés par l'ajustement de l'offre à la demande. Si l'on admet comme hypothèse que 5 % de la superficie devraient être arrachés pour établir un certain équilibre sur le marché et un rendement moyen à l'hectare de 15 tonnes, la superficie à arracher serait d'environ 35 000 hectares. Le coût de la dépense, au taux de 800 unités de compte par hectare, serait de 28 millions d'unités de compte. On constate que ce chiffre correspond approximativement aux dépenses annuelles des mesures de stabilisation des marchés des fruits et légumes dans le cadre des interventions. Mais votre rapporteur ne peut que faire les plus expresses réserves sur le rendement à l'hectare pris ici comme base pour les surfaces arrachées, rendement qui peut se révéler très inférieur à 15 tonnes pour les raisons que je viens d'indiquer.

On peut donc douter très fortement que la présente proposition soit de nature à assainir, à elle seule, le marché des fruits considérés. D'autres mesures d'ensemble concernant l'assainissement devront donc être prises, et rapidement. En effet, la Commission, interrogée sur les perspectives du marché à long terme semble très optimiste lorsqu'elle croit pouvoir conclure, avec les experts de l'OCDE, que l'on assistera, dans les toutes prochaines campagnes, à des offres supérieures à la demande, mais que la situation devrait ensuite se retourner. Un tel pronostic ne saurait être avancé sans risque d'encourager les produc-

teurs désireux d'étendre encore leurs plantations, ce qui pourrait ultérieurement se révéler désastreux.

Il n'est pas exclu d'ailleurs que les estimations de la Commission quant aux perspectives à moyen terme procèdent du fait que les enquêtes n'ont pas été assez poussées à l'intérieur de chaque État membre, dans le domaine des nouvelles plantations notamment, pour se faire une idée exacte de la situation à venir. Une proposition tendant à un recensement obligatoire vient d'ailleurs de voir le jour et fournira à ce sujet de très utiles indications, après lesquelles l'établissement d'un cadastre fruitier arboricole pour l'ensemble de la Communauté se révélera plus que probablement indispensable, car il permettra d'abord de tirer de très utiles conclusions.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, qu'il s'agit — pour la pêche surtout — de produits très périssables, qui doivent donc être écoulés dans les jours qui suivent immédiatement la cueillette, et que, dans ces conditions, une offre supérieure seulement de 5 % à la demande suffit pour faire tomber les cours de 50 %, d'où l'obligation des actions d'intervention.

Quoi qu'il en soit, la mesure proposée aidera, dans une faible mesure peut-être, mais elle aidera tout de même, à atteindre le but recherché et diminuera d'autant le coût de ces interventions. Il faut, du reste, faire observer que le règlement sur la prime d'arrachage prévoit la prise en charge de seulement 50 % par le FEOGA, le reste étant à la charge des États membres, tandis que les interventions, par contre, sont entièrement financées par la Communauté, sous réserve peut-être d'une certaine participation des producteurs dans le cadre de leurs groupements. D'autre part, il faut prendre en considération que, sur le plan social, les mesures prévues auront certainement de très heureuses répercussions, nombre d'intéressés, surtout dans les régions septentrionales de la Communauté, connaissant présentement des situations très critiques par suite de plantations qui se sont révélées inadaptées. En leur faveur doit s'exercer la même solidarité qu'en d'autres domaines.

En conclusion, la commission de l'agriculture s'est rangée à la proposition de la Commission qui, devant le faible nombre des demandes déposées à ce jour, tend à rendre plus attrayantes les conditions offertes par le règlement en vigueur. L'ancien règlement, cependant beaucoup moins libéral que celui-ci, avait d'ailleurs déjà obtenu son assentiment et celui du Parlement européen. L'expérience peut, peut-être doit-elle même, être tentée. Elle est de nature à faciliter la solution de certains cas et à contribuer à l'assainissement de la production, sans pour cela constituer, à elle seule, la solution au problème d'ensemble de l'équilibre des marchés dans ce secteur.

Qu'il me soit permis, en terminant, de remercier la commission des finances et des budgets et de féliciter son rapporteur, M. Wohlfart, de l'avis excellent qu'il

**Liogier**

a présenté. Nous en avons tenu le plus grand compte, même si nous avons estimé, avec la Commission, que, dans un but de plus grande efficacité, la prime doit être versée en une seule fois.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Wohlfart, rapporteur pour avis de la Commission des finances et des budgets.

**M. Wohlfart.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, si j'interviens brièvement dans le débat que vient d'ouvrir M. Liogier, rapporteur de la commission de l'agriculture, que je félicite de son excellent rapport, c'est pour présenter l'avis de la commission des finances et des budgets. Celle-ci a tenu à marquer certaines réserves sur la proposition de règlement.

Ces réserves portent sur trois points : l'efficacité du régime d'assainissement, le coût de l'opération et le contrôle financier.

A propos de l'efficacité du régime d'aide, je souhaiterais obtenir de la Commission des Communautés l'assurance qu'aucune aide ne sera plus accordée pour favoriser la plantation de nouveaux vergers, au moment même où le régime des aides à l'arrachage est mis en application. Je fais allusion ici à une décision de la Commission du 30 juin 1970 en faveur de certaines régions de l'Italie. Une telle décision, qui va à contre-courant de la politique fruitière, peut constituer un frein sérieux à l'application correcte du régime même. La réponse que M. Vredeling vient d'obtenir à sa question écrite n° 271/70 paraît positive à ce sujet : « Il n'existe pas de risque qu'une telle décision constitue un précédent, le Conseil ayant prévu que l'autorisation de déroger au principe de l'interdiction de toutes aides ne pouvait être accordée que pour les programmes d'aides engagés avant le 1<sup>er</sup> mai 1970. Aucune autre demande d'autorisation ne peut donc à l'avenir être soumise à la Commission ». Cette dernière devrait confirmer ici qu'aucune aide ne sera plus accordée pour des plantations nouvelles.

Ma deuxième observation concerne le coût de l'opération. Le régime d'assainissement prévoit que les exploitants peuvent, sur leur demande, obtenir des aides à l'arrachage — de 800 unités de compte à l'hectare comme vient de le préciser le rapporteur. Il est donc impossible de prévoir le coût définitif, pas plus d'ailleurs que le nombre d'hectares qui seront arrachés. Or les excédents de production correspondent à un certain nombre d'hectares et il serait inutile, voire inopportun, de provoquer l'arrachage d'un plus grand nombre d'hectares. J'ai, certes, obtenu de la Commission des Communautés une estimation du coût probable de l'opération, basée sur les excédents de production, mais cette estimation me paraît assez imprécise.

N'aurait-il pas été préférable de fonder le régime sur

une statistique précise du nombre d'hectares de vergers ? On pourrait alors établir une fourchette en dehors de laquelle l'arrachage serait trop, ou pas assez, élevé. Aussitôt que le chiffre des demandes présentées correspondrait à l'arrachage souhaité, on pourrait mettre fin à l'admission des demandes.

En fait, il semble que la Commission ne pourrait pas agir de la sorte. Elle ne connaît pas exactement le potentiel de production des plantations d'arbres fruitiers. Elle vient même de présenter une proposition concernant des enquêtes à effectuer par les États membres dans ce domaine.

Ma troisième observation a trait au contrôle du régime d'aides. La Commission propose que le paiement de la prime ait lieu en un seul versement. Peut-être ce mode de paiement augmentera-t-il l'attrait du régime. Mais celui-ci sera sans doute plus difficile à contrôler. Un deuxième versement donnerait lieu à un nouveau contrôle, qui pourrait s'avérer utile. C'est pourquoi j'attire l'attention de la Commission des Communautés sur le dernier alinéa de l'article premier de la proposition de règlement, qui, à mon avis, pourrait être supprimé. On peut même se demander — c'est là une opinion personnelle — s'il ne vaudrait pas mieux relever encore le montant de la prime plutôt que de la payer en un seul versement.

Enfin, pour vous faire un rapport complet du débat qui s'est déroulé à la commission des finances, je dois encore mentionner le fait que deux membres se sont prononcés contre la proposition de règlement. A leur avis, ce régime d'assainissement constitue une mesure isolée sans lien avec un plan d'ensemble, dont l'agriculture a grand besoin.

La majorité des membres présents de la commission des finances et des budgets a toutefois donné son assentiment au principe de la proposition de règlement, dans la mesure où celle-ci tend à rendre plus efficace le système des primes à l'arrachage.

La commission de l'agriculture n'a pas présenté d'amendement à la proposition de règlement. Les observations que je viens de présenter au nom de la commission des finances et des budgets n'ont pas non plus pour but de présenter des amendements formels, mais d'attirer l'attention de la Commission des Communautés européennes sur les conditions financières du régime d'assainissement.

Ces observations étant faites, la commission des finances et des budgets peut approuver dans son principe la proposition de règlement.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, je remercie les deux rapporteurs de leurs excellents rapports. Je dirai que les arbres — pommiers, poiriers

**Richarts**

et pêcheurs — qui sont abattus cet hiver ne porteront plus, l'année prochaine, des fruits qu'il faudrait détruire, des fruits qui irriteraient le contribuable européen, des fruits qui causeraient des soucis aux hommes politiques ! C'est vous dire que nous sommes d'accord sur la proposition de règlement. Nous sommes d'avis, en effet, qu'il faut couper le mal dans la racine, qu'il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs. Dans le cas qui nous occupe, le mal, en effet, peut être extirpé. Il s'agit d'une sorte de prime à l'abattage. Mais nous espérons, Monsieur le Président, qu'elle sera plus efficace ici qu'elle ne l'a été ailleurs ! Nous espérons aussi que ces mesures ne serviront pas de prétexte à l'abattage de troncs vénérables auxquels, peut-être, les soldats de Napoléon ont attaché leurs chevaux, ni surtout que les actions d'assainissement seront suivies de reboisements à rendement accru. Nous devons donc être vigilants et surveiller attentivement les effets de ces actions.

Une question encore, Monsieur le Président. La Communauté supportera 50 % des coûts. J'estime que le montant de 800 unités de compte par hectare est considérable. Certes, on comprend que la COPA eût préféré en recevoir 100 de plus ; mais 800 unités de compte par hectare, c'est déjà une somme appréciable. Ce montant incombe, à concurrence de 50 %, à la Communauté. Mais que se passera-t-il si un pays membre n'est pas disposé à prélever les 50 % restants sur ses propres moyens budgétaires ?

Monsieur le Président Mansholt, vous savez que le problème est réel et que ce n'est pas la première fois qu'il se présente. Il se pose en général dans les pays membres qui auraient plus que d'autres besoin de ces interventions. La mesure nous paraît raisonnable, et nous souhaitons que l'action aboutisse ; mais nous vous demandons, Monsieur Mansholt, de nous faire rapport, à l'issue de la première action, sur ces répercussions, sur les surfaces défrichées et les coûts engagés et de nous dire aussi comment l'action aura été menée dans les différents États membres.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Dewulf.

**M. Dewulf.** — (N) Monsieur le Président, c'est bien volontiers que je marque mon accord sur le règlement et sur la proposition de résolution.

Vous n'ignorez sans doute pas que, malheureusement, de nombreux producteurs de fruits, surtout en Belgique et aux Pays-Bas, vivent dans l'attente de ce règlement. Je dis « malheureusement », car nous avons tous conscience du fait qu'il s'agit là d'une mesure d'urgence toute provisoire, qui ne permettra pas d'aboutir à l'assainissement définitif du marché fruitier.

L'inventaire que la commission a fait des mesures d'aide nationales qui y sont toujours la règle, est déjà fort étendu. J'espère que, directes ou indirectes, ces mesures qui contribuent à fausser la concurrence dans le secteur fruitier, continueront à retenir l'attention de la Commission et que, dans un proche avenir, à l'occasion d'un débat plus approfondi sur l'assainissement du secteur fruitier, on pourra reprendre l'étude du dossier.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le rapporteur, M. Liogier. Son rapport est excellent et il l'a présenté au Parlement avec une très grande compétence.

M. Liogier a fait un certain nombre de remarques fort intéressantes. Il a souligné — et sur ce point, je suis d'accord avec lui — que si la mesure en question est, comme l'a dit très justement M. Dewulf, un mal nécessaire, elle ne saurait rester une mesure isolée. Elle doit s'intégrer à un ensemble important d'autres actions. Si nous voulons éviter une trop large intervention sur le marché, qui serait très coûteuse et très impopulaire d'ailleurs, nous devons tenter, dans la mesure du possible, d'adapter à l'avenir l'offre à la demande.

M. Liogier a fait allusion à l'établissement d'un cadastre. Les plantations seraient donc soumises à autorisation, à l'exemple, peut-être, de ce qui existe dans le secteur viticole. Actuellement, ces autorisations sont accordées sur demande, mais dès qu'il y a risque d'excédents, la réglementation devra donc être de stricte application.

En soi, l'idée me semble logique. On pourrait, en effet, s'étonner de nous voir procéder à des arrachages, alors que des horticulteurs, des fermiers ou d'autres propriétaires fonciers qui ne recourent pas à la réglementation, seraient libres d'effectuer de nouvelles plantations, en dehors, bien entendu, de toute subvention. Sans vouloir me prononcer définitivement sur la question, j'estime néanmoins, avec M. Liogier, que le moment viendra où il faudra établir un cadastre fruitier européen assorti, le cas échéant, d'un système d'autorisations. Il faut s'y attendre. Mais espérons que nous réussirons, grâce à la prime d'arrachage et à certaines actions sur le marché, à mettre de l'ordre dans ce secteur, car il est évident que la situation, telle qu'elle s'est développée au cours des deux dernières années, ne saurait durer.

Monsieur le Président, de ma réponse à M. Liogier vous aurez déduit que je ne suis pas très optimiste. Je puis vous assurer d'ailleurs que mes collègues, à la Commission, ne le sont pas davantage. Je suis assez préoccupé par l'évolution du marché, en par-

**Mansholt**

ticulier du marché des pommes, mais également du marché des poires et des pêches.

Quoi qu'il en soit, c'est ce pessimisme qui m'amène à plaider avec vigueur pour une augmentation de la prime d'arrachage et son versement en une seule fois.

Mais alors — et c'est ce que M. Wohlfart a fait remarquer à bon droit — il faut mettre un terme aussi aux mesures d'aide en faveur de nouvelles plantations. Je me rallie pleinement à ce point de vue. Toute mesure d'aide devra être notifiée. Il est naturellement exclu que la Commission puisse marquer son accord sur l'octroi d'aides à la plantation d'arbres fruitiers.

M. Liogier a attiré l'attention également sur l'article 5 du règlement, qui offre aux États membres la possibilité d'imposer des conditions supplémentaires pour l'octroi d'une prime d'arrachage. Le Parlement aura remarqué que, parallèlement à la discussion au sein de la commission de l'agriculture et de la commission des finances et des budgets, un débat est en cours au Conseil. Ce dernier a même consacré avant-hier un échange de vues approfondi à cette question. Il n'a pas encore pris de décision, et ne pourra le faire, naturellement, que lorsqu'il connaîtra l'avis du Parlement. Cette discussion du Conseil a révélé que c'est surtout le gouvernement français qui est attaché au maintien de l'article 5, mais qu'il serait prêt à l'abandonner — ce que la Commission juge très souhaitable — à condition que le financement ne se fasse pas par moitié : le montant pris en charge par la Communauté devrait être plus élevé que celui qui incomberait aux États. Ainsi, il fait dépendre le maintien ou la suppression de l'article 5 de la volonté manifestée par la Communauté de financer le système dans une plus ou moins grande mesure. L'attitude n'est pas dépourvue d'une certaine logique. Le gouvernement français estime en effet que s'il doit payer des sommes importantes, il doit aussi avoir un mot à dire sur les mesures envisagées.

Ainsi donc, si l'on décide en fin de compte que les mesures seront financées à 50 % par la Communauté et à 50 % par les États nationaux, il est à prévoir que le Conseil maintiendra l'article 5. En effet, la suppression de cet article requiert une unanimité qui dans ce cas ne saurait se réaliser. La Commission aura alors à se prononcer sur les conditions supplémentaires éventuelles qu'un gouvernement pourra mettre à l'octroi de la prime d'arrachage.

Je puis assurer le Parlement que la Commission suivra la question avec la plus grande attention. J'ai déjà annoncé au Conseil que si l'exécutif devait avoir l'impression que les conditions supplémentaires auraient, dans l'État concerné, un effet restrictif sur l'application du règlement, il serait amené à ne pas les accepter.

La Commission devra voir si elle peut adopter les mesures arrêtées. Elle devra évidemment suivre la

procédure dite du comité de gestion. Si l'avis de ce comité est négatif, le pays concerné pourra toujours en appeler au Conseil. C'est là, la procédure normale.

M. Richarts a fait remarquer que nous nous attaquons, au véritable sens du terme, à la racine du mal. Sa question sur le financement par moitié a, en fait, déjà trouvé une réponse.

Il a abordé un autre point difficile : celui de savoir ce que l'on fera si un État membre ne libère pas les crédits exigés par le règlement. Disons les choses comme elles sont, Monsieur le Président ! L'année dernière, l'Italie n'a pas débloqué les crédits nécessaires. L'affaire est grave, et il faudrait, au fond, voir si, par son refus, le gouvernement italien n'a pas violé le traité. On pourrait se demander si un pays est en droit de s'opposer à une mesure déterminée en refusant de verser les fonds que le règlement l'oblige d'y consacrer. En d'autres termes, un horticulteur ou un fermier italien qui souhaite se voir appliquer le règlement, pourrait porter plainte contre le gouvernement italien pour ne pas l'avoir mis en mesure d'y recourir.

Je suis prêt à me livrer à une étude plus détaillée de cet aspect du problème. Mais elle serait superflue si l'Italie se montrait disposée, cette année, à débloquer les crédits nécessaires. En tout cas, je puis assurer M. Richarts que cette question a toute notre attention.

Pour terminer, j'accède volontiers à la demande de M. Richarts visant à faire établir, dès que nous disposerons de données suffisantes, un rapport sur la mise en œuvre de la mesure envisagée avec indication des coûts engagés, et de transmettre ce rapport au Parlement.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

Personne ne demande plus la parole ?

La discussion générale est close.

Avant de passer à l'examen de la proposition de résolution, la parole est à M. Cifarelli pour une déclaration de vote.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, en tant qu'Italien, je regrette d'intervenir à ce moment de la discussion, car je pourrais être amené à me référer, d'une façon ou d'une autre, à une attitude ou à une responsabilité qui sont spécifiquement celles du gouvernement italien. Je partage entièrement toutes les critiques qui ont été formulées à l'égard de la mesure en question. J'ai demandé la parole pour expliquer pourquoi je voterai contre et cela avec d'autant plus de conviction que je viens d'entendre les déclarations de M. Mansholt.

**Ci farelli**

J'espérais que, face au manque évident de logique de ces dispositions qui causent un si grave préjudice à la Communauté et qui portent atteinte au prestige dont elle bénéficie auprès de l'opinion publique en Europe et hors d'Europe, M. Mansholt se serait référé au nouveau programme de politique agricole qu'il a présenté et que le Parlement doit étudier d'urgence afin qu'il puisse pleinement suivre son cours. Or, je l'ai entendu dire, bien au contraire, que cette mesure est un mal nécessaire et qu'il faudrait que l'offre soit fonction de la demande.

C'est là, précisément, Monsieur Mansholt, que réside la folie communautaire ! Nous sommes en train de créer une Communauté européenne statique, autarcique, qui, face au monde qui se presse à ses portes, finira par donner raison aux propos outranciers de ceux qui prétendent que nous voulons, en fait, être les « beati possidentes », que nous voulons nous enfermer dans une tour d'ivoire.

J'ai étudié attentivement les précédents qui ont abouti à ce règlement. Pour ce qui est des excédents, il n'y a pas la moindre indication qui permette de penser, par exemple, que l'on songe à la situation des nombreux pays auxquels vont la rhétorique, les bonnes paroles, les proclamations de la Communauté et de ses responsables, mais qui ne bénéficient d'aucune mesure concrète. Je dois dire que le système des autorisations de plantation, symptôme d'une économie sclérosée, place peu à peu la Communauté au niveau des pays communistes, et je me demande si, au moment même où les pays à économie d'État cherchent à modifier leur orientation économique et à susciter la liberté d'initiative, la liberté de mouvement, la liberté du risque, la liberté du profit, nous ne cherchons pas, par une autre voie, par une voie que j'ose qualifier de malthusienne, à créer une Europe immobile et égoïste.

C'est, à mon avis, une question de principe, et en vertu de ce principe je dirai et je répéterai, sans jamais me lasser, que je suis en complet désaccord avec ceux qui prônent une telle politique. J'ajouterai que le système proposé est incohérent, comme vient de le dire M. Wohlfart et comme on peut le déduire également de ce qu'a dit M. Liogier.

D'ailleurs, cette incohérence, j'en trouve la preuve dans les faits. Si ce système aboutit en deux ans au résultat voulu, nous aurons réduit, dans les différents pays de la Communauté, de 5 % les plantations de poiriers, de pommiers et de pêcheurs. Or, qui nous dit que les excédents, dont le volume est fonction du marché — du marché qui ne se laisse influencer ni par les délibérations de la Commission, ni surtout par nos discours — ne réapparaîtront pas ? Qui nous assure que les 95 % de plantations restantes ne produiront pas elles aussi des excédents ? Je prétends que les millions d'unités de compte que coûtera l'opération pourraient être utilisées à des fins meilleures. Et puis, il faut aussi savoir ce que l'on veut : ou bien

nous voulons une économie d'État, et alors il faudra en tirer les conséquences, ou bien nous voulons une économie de marché libre et alors nous devons prévoir les interventions nécessaires et orienter la production de manière à la rendre plus rentable, mais non pas en détruire les bases dans l'espoir de maintenir les prix à leur niveau en agissant sur l'offre.

Il me semble que nous ne pouvons échapper à cette alternative. Je ne sais si d'autres membres du Parlement européen ont déjà défendu ce point de vue ; j'en ai déjà parlé une fois et peut-être y reviendrai-je encore. En résumé, je tiens à répéter que je proteste vigoureusement contre un ensemble de mesures qui nous mènent vers une situation de plus en plus illogique. Les forces politiques qui nous soutiennent — nous ne sommes pas des autocrates, il nous faut le consentement de la population — nous demandent ce que nous faisons de ce système. Au Parlement italien, il n'est pas possible de proposer de nouvelles mesures visant à perpétuer ce malthusianisme communautaire. Les majorités parlementaires se rebellent. Nous ne pouvons continuer à dire à l'opinion publique que nous devons dépenser des millions, des millions du budget italien, des millions du budget communautaire, pour détruire les sources de la production. Nous devons mettre fin à ce système.

Voilà les raisons pour lesquelles je voterai contre la résolution.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté à la majorité (\*).

**17. Modification de l'ordre du jour**

M. le Président. — Pour des raisons d'ordre technique, il y aurait lieu de passer immédiatement à la discussion du rapport de M. Aigner avant d'aborder le rapport de M. Kollwelter.

Il n'y a pas d'objections ? ...

Il en est ainsi décidé.

**18. Règlement concernant les irrégularités dans le cadre du financement de la politique agricole commune**

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.



**Président**

et des budgets sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement concernant les irrégularités, la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune et l'organisation d'un système d'information (doc. 197/70).

La parole est à M. Aigner qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, vous savez que le problème du financement agricole et du contrôle de ces milliards d'unités de compte a déjà retenu notre attention à maintes reprises et nous a déjà causé pas mal de soucis. Ce qui nous occupe aujourd'hui, c'est un règlement qui constitue un premier pas dans une voie qui sera certainement difficile et semée d'embûches. Il s'agit de mettre en place un véritable système fonctionnel de contrôle du financement agricole, et surtout, d'en assurer le fonctionnement.

Il se fait justement, Monsieur le Président, que notre assemblée insiste depuis des années pour que ce contrôle se fasse surtout sur une base communautaire. C'est que nous savons quelle peut être l'importance des sommes en cause lorsque des ressources disponibles au titre du financement agricole sont détournées de leur affectation normale à des fins frauduleuses ou erronées, pour financer des opérations inopportunes. Le règlement qui nous occupe trouve sa base juridique dans le règlement n° 729/70, notamment les articles 8 et 9. Je ne puis que féliciter la Commission d'avoir, en dépit des difficultés, réussi à faire prévaloir devant le Conseil un mécanisme juridique foncièrement logique. Je tiens cependant à souligner expressément, surtout à l'intention du Conseil, que les articles 8 et 9 forment un tout. Si le règlement est adopté sans que des règlements d'application de l'article 9 aient été arrêtés, le fonctionnement du système n'en devra pas moins être assuré. Les décisions du Conseil devront être prises d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1971, après quoi le système proprement dit devra être mis en vigueur dans son ensemble. Je pense que la base juridique dont nous disposons est suffisante. Peut-être M. Mansholt pourra-t-il me dire où en sont les négociations concernant le règlement financier proprement dit. Celui-ci formera, avec les règlements considérés, un triptyque qui constituera réellement une base juridique suffisante. J'invite donc publiquement le Conseil à veiller à ce que cet ensemble puisse entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Monsieur le Président, je ne crois pas qu'il faille donner une description détaillée de ce système. Son élément essentiel est un système d'information complet. Cela signifie que les États membres doivent communiquer à la Commission toutes les informations nécessaires à l'exécution d'un contrôle communautaire. Permettez-moi, Monsieur le Président, de

vous donner, une fois de plus lecture du paragraphe 1 de l'article 9, en y attirant tout spécialement l'attention du Conseil. Voici ce texte : « Les États membres mettent à la disposition de la Commission toutes les informations nécessaires au bon fonctionnement du Fonds et prennent toutes mesures susceptibles de faciliter les contrôles que la Commission — et nous en venons à l'élément essentiel — *estimerait utile* d'entreprendre dans le cadre de la gestion du financement communautaire, y compris des vérifications sur place. »

Je crois, Monsieur le Président, que l'opinion publique, y compris cette assemblée, ne comprendrait guère que nous débattions ici de compétences, que les multiples controverses auxquelles cette question peut donner lieu puissent reléguer à l'arrière-plan l'objectif proprement dit, à savoir l'organisation d'un contrôle efficace et la création d'un système de contrôle approprié. Nous pensons qu'à la faveur d'une coopération empreinte de franchise et du sens des responsabilités entre la Commission et les services responsables des États membres — il va sans dire que ceux-ci ne sont pas exemptés de toutes responsabilités en matière de contrôle — on pourrait réaliser une sorte de « clearing » à l'échelle communautaire, permettant d'analyser l'ensemble des données et des pratiques existantes pour communiquer ensuite les résultats de cette analyse aux États membres et d'aboutir ainsi vraiment à un contrôle efficace avec des chances de succès.

Monsieur le Président, notre commission a modifié la rédaction de certains articles, mais sans toucher au fond. Nous nous sommes surtout préoccupés de renforcer la position de la Communauté. Permettez-moi de souligner que la position du Parlement, doté de compétences nouvelles quant à la décharge à donner de l'exécution du budget et quant au contrôle des milliards destinés au financement agricole, devra, elle aussi, être fondamentalement modifiée à l'avenir. Un parlement ne saurait exercer un contrôle qu'à condition qu'il ait des choses à contrôler, c'est-à-dire qu'il lui soit soumis, à l'échelon communautaire, des éléments à contrôler. En conséquence, le Parlement a, lui aussi, tout intérêt à ce qu'en la matière, il soit procédé de manière correcte, rapide, sérieuse et approfondie.

Nous tenons tout spécialement — et je m'adresse ici à nouveau au Conseil — à ce que la Commission soit mise en mesure d'intervenir sans restriction notamment dans les procédures judiciaires. Cela s'impose, Monsieur le Président, ne serait-ce qu'en matière de transaction. Je ne vois pas, par exemple, pourquoi on pourrait conclure à l'échelle nationale, en ignorant la Commission, des transactions impliquant des pertes sensibles sur le plan des restitutions. Cela relève de la compétence de l'exécutif. C'est pourquoi j'estime qu'il irait de soi que les États membres acceptent, eux aussi, ce qui est tout indiqué. L'article 14 occupe une place particulière dans le règlement. Cet article définit la responsabilité financière respective des États membres et de la Communauté. Comme il s'agit



**Aigner**

de ressources communautaires, d'actions communautaires, il va de soi que la responsabilité de la Communauté est engagée, même en cas de manipulations frauduleuses. Toutefois, il est évident que cette responsabilité ne saurait plus être invoquée dès lors que les fautes commises sont, dans une large mesure, imputables à un État membre, lequel doit alors en supporter lui-même la charge financière.

Pour certains articles, tels que l'article 2, nous proposons de légères modifications. Monsieur le Président, votre commission ne voit pas pourquoi les mesures prises ne devraient être communiquées à l'exécutif qu'à la demande de celui-ci, au lieu de lui être communiquées d'office. Je propose donc de modifier cet article en conséquence.

Une autre modification concerne l'article 5. A ce propos, nous prions surtout le Conseil de faire en sorte que les communications soient faites dans des délais et dans des conditions tels qu'ils permettent à la Commission de donner son avis sur les modifications envisagées.

Pour ce qui est du paragraphe 2 de cet article, il convient d'assurer l'harmonisation progressive des dispositions d'exécution juridiques au niveau des États membres, en mettant la Commission en mesure d'intervenir en temps utile. Les initiatives nécessaires doivent être prises par la Commission sous forme de directives ou de règlements, suivant les procédures communautaires. Il va sans dire, Monsieur le Président, que l'on mettra aussi à profit l'expérience acquise au niveau communautaire grâce à ce système de contrôle, en procédant alors à l'harmonisation des prescriptions et des législations nationales en matière de contrôle.

En ce qui concerne l'article 6, j'estime que le mécanisme de contrôle devrait faire l'objet d'un dialogue permanent entre la Commission et les organismes responsables des États membres. Aussi le texte législatif devrait-il, non pas prévoir une exigence nominale, mais au contraire, stipuler l'intervention optimale la plus appropriée.

L'article 7 tend à établir le principe de l'obligation, par les États membres, d'informer complètement l'exécutif de toutes les procédures, y compris les transactions envisagées.

Bref, Monsieur le Président, je dirai que la pression des inquiétudes nourries en la matière et l'insistance de votre commission, de cette assemblée ainsi que des parlements nationaux ont abouti à l'établissement d'une base juridique permettant la mise sur pied effective, à l'échelon européen, d'un contrôle réel, correct et efficace.

Pour conclure, j'adresserai une prière à M. Mansholt. En tant que telle, la base juridique, aussi solide qu'elle puisse être, demeurera purement illusoire tant que les instruments, c'est-à-dire les effectifs nécessaires,

feront défaut. Si le Conseil devait vraiment hésiter pour l'une ou l'autre raison, je souhaiterais qu'au moins on mobilise des effectifs suffisants dans votre Commission — ou même simplement dans une direction générale — pour que l'exécutif soit pleinement en mesure de s'attaquer à ces tâches dans un proche avenir.

J'estime que tout effort fait en ce sens sera largement payant. Il ne faudrait pas, en tout cas, vouloir réaliser des économies pour des raisons financières.

Monsieur le Président, je recommande l'adoption de la proposition de règlement, moyennant les modifications que nous avons proposées. Je pense que c'est un bon début. Je voudrais remercier la Commission. La proposition est, en soi, logique et bien conçue. Si, dans la pratique, elle est interprétée avec la même logique, et pour autant qu'une coopération étroite s'établisse entre les États membres et la Commission, le succès que nous souhaitons tous ne saurait plus tarder.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes, pour faire connaître au Parlement la position de la Commission exécutive sur les propositions de modification adoptées par la commission parlementaire.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je remercie vivement M. Aigner pour son rapport. Je voudrais faire un rapide commentaire des remarques qu'il a formulées.

Tout d'abord, il y a la différence entre les articles 8 et 9 du règlement de base, en tout cas pour ce qui est des dispositions d'application. L'article 8 du règlement de base appelle des dispositions d'application et c'est là le problème qui nous occupe. Si le Conseil n'arrête pas ces dispositions d'application, l'article 8 demeurera sans effet. C'est la raison pour laquelle nous en débattons ici.

L'article 9, lui, n'appelle pas de dispositions d'application, dont le besoin ne s'est pas fait sentir jusqu'ici. Toutefois, si ces dispositions apparaissaient comme nécessaires pour préciser la portée de l'article 9, nous consulterions bien entendu le Parlement.

Je remercie le rapporteur pour ses propositions de modification, notamment de l'article 5. Je ne cacherai pas au Parlement qu'au cours des discussions que nous avons eues à ce sujet avec les experts nationaux, ceux-ci ont adopté une position bien plus restrictive que la Commission. Pour tout dire, ils souhaiteraient plutôt voir modifier dans le sens opposé le texte dont vous êtes actuellement saisis. Aussi serais-je heureux que le Parlement adopte les propositions de modification du rapporteur. Ce serait nous apporter un

**Mansholt**

soutien précieux et renforcer notre position. Je pense, comme M. Aigner, qu'il importe que la position de l'exécutif soit forte en matière de contrôle des dépenses et surtout, en l'occurrence, quant aux opérations frauduleuses. Aussi m'efforcerai-je volontiers de convaincre les experts nationaux et le Conseil de la nécessité d'adopter les propositions de modification portant sur l'article 5 et sur l'article 6 paragraphe 2.

Il y a ensuite le problème du personnel, qui est un vieux problème. Nous ne manquerons pas d'attirer l'attention du Conseil sur le fait qu'il faut du personnel pour assurer la mise en œuvre du règlement d'application. L'accroissement de la mobilité du personnel dont la Commission dispose dès à présent est certes souhaitable, mais M. Aigner lui-même n'ignore pas que dans n'importe quelle bureaucratie, c'est tout un problème que d'obtenir d'un service qu'il cède du personnel à un autre. Il faut vraiment que chacun soit convaincu de la nécessité de procéder aux transferts. Il ne m'est pas apparu, jusqu'à présent, que cette conviction soit générale au sein de notre Commission, mais j'accepterai volontiers de faire de nouvelles tentatives en vue de réaliser une mobilité plus poussée. Je suis certain que mon collègue Coppé, qui a aussi intérêt, pour des raisons budgétaires, à ce que le contrôle des dépenses soit efficace, ne manquera pas d'appuyer mes efforts. J'espère donc que nous pourrons disposer d'effectifs suffisants pour la mise en œuvre du règlement d'application.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Mansholt. La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, aucun sujet ne fait de plus gros titres dans les journaux que les affaires de fraudes. Si l'on en impute la faute à la politique agricole européenne, peu populaire auprès du public, ce n'est là en général qu'un prétexte. Je tiens à faire remarquer que si fraude il y a, la faute n'en est pas aux organisations de marché actuelles. Des fraudes existent dans tous les domaines et jamais aucune organisation de marché ne sera assez parfaite au point de les exclure. Car les fraudes existeront aussi longtemps qu'elles rapporteront. Vous n'ignorez pas qu'au Proche-Orient la peine de mort frappe les trafiquants de hachisch et de drogue. J'ai lu récemment que dans un de ces pays 50 personnes avaient été exécutées l'an dernier. Le commerce des drogues n'en continue pas moins à fleurir.

Il ne faudrait cependant pas croire que cela constitue une justification de la fraude, tant s'en faut. Je voudrais seulement souligner que le système actuel de réglementation de marché n'est certainement pas à l'origine des fraudes que l'on constate. Je me félicite, Monsieur le Président, de ce que l'on prenne enfin des mesures tendant à réduire les fraudes au minimum. Toutefois, je ne suis pas assez optimiste pour

croire que l'on pourra éliminer les fraudes à cent pour cent par des mesures très perfectionnées.

Je voudrais maintenant faire une petite suggestion à l'exécutif. Les commissions de ce Parlement organisent parfois des voyages d'étude dans la Communauté et j'ai présent à l'esprit un voyage que la commission de l'agriculture a effectué il y a quelques années; elle s'était divisée en trois groupes, et le voyage, fort intéressant, fut par moment, une véritable révélation. Au cours de ces voyages nous gardons les yeux ouverts et nous ne nous contentons pas seulement de regarder les travaux de bravoure financés par des crédits communautaires, nous conservons un esprit critique. La Commission connaît les points que nous critiquons. Aussi lui adresserai-je une demande. Si nos commissions, soit la commission de l'agriculture, la commission des finances et des budgets ou la commission économique s'associent pour un voyage par petits groupes, j'aimerais que la Commission attire notre attention sur les projets critiques. Nous ne voulons pas voir seulement les réussites. Ainsi peut-on parfois douter que tel ou tel barrage représente un bon investissement, surtout quand il est construit dans une région où l'on doit même acheminer l'eau pour la fabrication du béton. Nos voyages doivent servir à quelque chose. Aussi, je le répète, donnez-nous de temps à autre une indication. Nous promettons de parcourir la Communauté les yeux ouverts et de ne rien cacher au Parlement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

*19. Règlement concernant  
l'élimination des vaches  
et la non-commercialisation  
du lait et des produits laitiers*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Kollwelter, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement instituant un régime de primes d'élimination des vaches et de primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers (doc. 194/70).

La parole est à M. Kollwelter, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

**M. Kollwelter, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Messieurs, la commission de l'agriculture du Parlement européen a été saisie par le Conseil le 5 octobre 1970 d'une proposition de la Commission des Communautés européennes relative à un règlement instituant un régime de primes d'élimination des vaches et de primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers.

Le rapporteur a recommandé, en commission, d'approuver la proposition de l'exécutif. Cependant, la commission de l'agriculture, dans sa grande majorité, a décidé après de longues discussions de supprimer tout le titre I — primes d'élimination des vaches laitières, autrement dit les articles 1, 2, 3 et 4 de la proposition de règlement, en arguant du fait que le but recherché par cette proposition, à savoir, réduire la production laitière par l'octroi d'une élimination, ne peut être atteint.

Pour se faire une image exacte de l'effet du régime des primes, il faut retrancher des demandes de primes qui ont été déposées le nombre des vaches qui auraient été éliminées à la suite de cessations d'exploitations. On peut estimer qu'en 1970 la proportion des vaches qui auraient de toute manière été retirées de la production laitière représente environ 50 % des demandes de primes accordées. Le nombre des primes à payer est d'environ 235 000. Du fait des régimes de primes, environ 117 500 vaches auraient été retirées de la production laitière. En d'autres termes cela signifie qu'à peine 12 000 tonnes de beurre ne sont pas parvenues sur le marché. Si l'on compare ce chiffre aux excédents de beurre de la même période, on peut reconnaître sans difficulté que ces mesures ne pouvaient avoir une influence déterminante sur l'établissement d'un marché équilibré.

Ce régime de primes semble avoir été accueilli le plus favorablement par les agriculteurs qui étaient déjà décidés à orienter leur production vers la viande. On ne peut donc pas non plus prétendre que le régime de primes ait joué en l'espèce un rôle important dans l'amélioration des structures des exploitations. Dans de nombreux cas, l'octroi de primes aux exploitants agricoles ne possédant qu'un petit nombre de vaches laitières pourrait plutôt être considéré comme une mesure sociale indirecte.

Au paragraphe 8 de sa résolution relative à des mesures à moyen terme à mettre en œuvre pour réaliser l'équilibre du marché du lait et pour favoriser une nouvelle orientation de la spéculation bovine, le Parlement déclarait être en principe favorable à l'octroi de primes pour les années 1969-1970 aux exploitants qui renoncent volontairement, complètement et définitivement à l'élevage de vaches laitières ou qui s'engagent à orienter convenablement leurs productions, notamment vers la viande bovine. Il exprimait ainsi qu'il devait s'agir d'une mesure limitée dans le temps, c'est-à-dire aux années 1969 et 1970, dans l'attente d'une réglementation du problème général du marché du lait et des produits laitiers.

De l'avis de votre commission la preuve n'a pu être faite que l'octroi de primes d'abattage avait apporté une contribution suffisamment importante à l'établissement d'un équilibre sur le marché du lait et des produits laitiers et une amélioration sensible de la structure des exploitations laitières. Une appréciation des résultats acquis jusqu'ici ne permet pas non plus, selon votre commission, de constater que les objectifs visés par ces mesures ont pu être atteints. On peut alors se demander si cette action ne doit pas être poursuivie sous une forme quelque peu modifiée.

L'élimination des vaches laitières prévue dans la nouvelle proposition de règlement signifie que le détenteur de vaches peut se défaire des vaches d'une autre manière que par abattage. Il est difficile de se rendre compte dans quelle mesure une réduction de la production de lait peut être obtenue par ces dispositions. Par ailleurs, cela compliquerait à tel point le problème déjà fort difficile d'un contrôle efficace qu'une exécution correcte de ces mesures ne peut être assurée. Pour ces motifs, la commission préconise de supprimer le titre I du règlement qui porte sur les primes d'élimination des vaches laitières.

Le régime de primes a intéressé, jusqu'au 30 avril 1970, 0,85 % du cheptel de vaches laitières de la Communauté, soit 160 000 vaches. La quantité de lait qui a ainsi été retirée de la collecte représente environ 16 000 tonnes de beurre. Si le rythme du dépôt des demandes se maintient, il est vraisemblable que le chiffre de 250 000 têtes — 25 000 tonnes d'équivalent beurre — sera atteint à la fin de 1970. De nombreuses demandes émanent visiblement d'exploitants agricoles pour lesquels la décision de ne plus livrer de lait était déjà acquise. Cette décision tient le plus souvent au manque de main-d'œuvre, à l'état sanitaire du troupeau, à la vétusté des bâtiments d'exploitation et à l'amortissement d'emprunts. Cela signifie que pour ces demandeurs le processus n'a été éventuellement qu'accélééré par l'octroi de primes.

Monsieur le Président, la commission ayant décidé de supprimer le premier titre, je voudrais vous demander d'attirer l'attention de nos collègues sur le fait que les paragraphes 4 et 5 de la proposition de résolution disparaissent du même coup et qu'une erreur s'est glissée dans l'élaboration du rapport.

Monsieur le Président, Messieurs, sur le paragraphe II de la proposition de règlement n° 126/70, la commission a formulé un avis favorable. Il a été renoncé à l'exigence d'un abandon total et définitif de la production laitière et on a limité cette renonciation à une période de cinq ans. La pratique aurait démontré que les éleveurs hésitent souvent à s'engager définitivement en matière de production laitière. La limitation à une durée de cinq ans donne au contraire la possibilité à l'exploitant de se reconvertir totalement et définitivement, pendant cette période, à la production de viande ou, par la suite, de reprendre la production de lait. Dans ce dernier cas, on peut estimer que le

**Kollwelter**

régime de primes arrêté n'a pas donné un encouragement suffisant pour une reconversion définitive. En outre, la renonciation définitive à un secteur de production déterminé ne tient pas compte des modifications de marché et de structures non prévisibles dans l'agriculture. D'un point de vue économique, il ne serait pas judicieux de fixer, sans aucune limite de temps, un nombre déterminé d'exploitants agricoles dans le choix qu'ils ont fait en matière de production et de limiter leur capacité d'adaptation à de nouvelles données économiques. La période de cinq ans s'ouvre six mois après l'acceptation de la demande de manière à accorder à l'éleveur un certain délai transitoire. Pendant la période au cours de laquelle il doit cesser toute production laitière, le bénéficiaire de la prime est tenu de garder un nombre d'unités de gros bovins égal ou supérieur à celui des unités de gros bovins détenus à la date du dépôt de la demande, alors qu'en vertu de la réglementation en vigueur jusqu'à présent, il devait démontrer que le nombre d'unités de gros bovins qu'il détenait était au moins égal à celui des vaches laitières détenues le jour du dépôt de la demande. Contrairement à la réglementation en vigueur actuellement, le demandeur doit donc détenir un nombre d'unités de gros bovins qui corresponde, non pas au nombre des vaches laitières détenues jusque-là, mais au nombre total des unités de gros bovins. Cela signifie, en d'autres termes, que l'ensemble du cheptel bovin, qui était jusqu'à présent partiellement orienté vers la production laitière, doit être reconverti entièrement à la production de viande. D'autre part, la Commission a l'intention de stipuler, dans le règlement d'application qu'elle prendra en vertu de l'article 11 du présent règlement, que le calcul des unités de gros bovins se fera sur la base suivante :

cinq brebis de plus d'un an  
= une unité de gros bovins

dix moutons de moins d'un an  
= une unité de gros bovins

une génisse pleine pour la première fois  
= une unité de gros bovins

Cette disposition tiendrait compte de la nécessité, pour certaines régions de la Communauté, de remplacer les vaches laitières par des moutons. Cette idée avait déjà été avancée à plusieurs reprises par votre commission qui se félicite de l'encouragement qui sera ainsi donné à l'orientation vers un produit pour lequel il y a pénurie dans la Communauté, et de la possibilité qui est ainsi ouverte de prendre en considération certaines caractéristiques régionales..

L'application du premier règlement a montré en outre qu'il y a un intérêt général pour l'élevage de génisses vélant à deux ans et abattues ensuite. On encouragerait ainsi la production de veaux d'élevage, qui doivent actuellement être importés en grandes quantités dans la Communauté. Cet objectif pourrait

être atteint si, comme le propose la Commission, les vaches laitières pouvaient être remplacées également par des génisses pleines pour la première fois.

La quantité minimale de lait livré, par vache et par an, dont dépend également l'octroi de la prime, est abaissée, dans la nouvelle proposition de règlement, à 1 200 litres. Cette mesure permet d'appliquer le nouveau règlement à un plus grand nombre d'éleveurs de vaches laitières.

Afin toutefois de garantir une compensation appropriée pour les pertes de revenu occasionnées par l'abandon de la production laitière, le montant de la prime à octroyer sera fonction de la production moyenne de lait par vache. En d'autres termes, la prime versée pour une vache dont la production laitière est faible, sera inférieure à celle qui sera octroyée pour une vache qui fournit une quantité maximum de lait et qui représente par conséquent une perte de revenu plus importante pour l'éleveur. Ainsi, ce ne seront pas les seuls détenteurs de troupeaux de vaches laitières à faible rendement qui seront attirés par la prime.

Contrairement à la disposition en vigueur jusqu'à présent, le nouvel article 8 prévoit que le montant de la prime sera payé en trois versements au lieu de cinq. Au lieu d'être payé en quatre fractions annuelles égales, le solde sera payé en deux fractions égales. Cette accélération du paiement devrait, elle aussi, renforcer jusqu'à un certain point l'incitation à la cessation de la production laitière.

L'article 9 donne une définition précise de la notion d'exploitation, de qui devrait faciliter l'application des mesures prévues.

L'exécutif a précisé, à la suite d'une demande de votre commission, que la notion « unité de production » visait également l'exploitation frontalière dont une partie des moyens de production est située sur le territoire d'un autre État membre, si bien que ces moyens de production doivent être pris en considération lors de l'examen d'une demande de prime.

La procédure de fixation des dates de référence, les modalités relatives au contrôle du respect des engagements ainsi que les autres modalités d'application ont été maintenues dans le nouveau règlement. Cette procédure doit permettre également d'arrêter les modalités concernant le maintien exceptionnel du droit à la prime, notamment lorsque le bénéficiaire abandonne la profession agricole.

En ce qui concerne les modalités de contrôle, votre commission insiste pour que les dispositions d'application soient rédigées de manière à assurer réellement un contrôle efficace dans tous les États membres.

L'article 12 prévoit, en application des dispositions du règlement n° 729/70, que les dépenses totales prévisibles qui s'élèveraient, sous réserve de la suppres-

**Kollwelter**

sion de la prime d'élimination, sont éligibles à environ 30,5 millions d'u.c. au FEOGA.

L'article 18 du nouveau règlement stipule que le règlement n° 1975/69 et ses règlements d'application sont abrogés, les engagements pris restant toutefois valables.

Votre commission tient à signaler à ce propos les difficultés qui découlent du fait que, pour des situations identiques, des réglementations sont arrêtées à intervalles rapprochés, réglementations ayant des effets juridiques différents pour les bénéficiaires.

Alors qu'en vertu de l'ancienne réglementation, les bénéficiaires des primes restent indéfiniment liés par les engagements souscrits, les éleveurs de vaches laitières bénéficiant du nouveau règlement pourront à nouveau décider librement, au bout de cinq ans, de l'orientation de leur production. Il serait opportun d'apporter une attention particulière à l'examen de cette question.

L'article 17 devrait être complété en ce sens que le rapport sur l'application du régime de primes instauré par le règlement serait soumis non seulement au Conseil, mais aussi au Parlement européen.

**M. le Président.** — La parole est à M. Briot, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Briot.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, ce projet, qui ne vient pas pour la première fois devant le Parlement, marque une très grande inquiétude de la part de la Commission, ainsi que de ceux qui s'occupent des finances de la Communauté. Vous avez d'ailleurs entendu tout à l'heure M. Aigner trouver que les dépenses sont trop importantes, et vous lirez, dans le rapport fait par M. Gerlach au nom de la commission des finances et des budgets, que les dépenses sont trop lourdes.

Comme le moment est venu où nous pouvons constater la gestion de la Communauté et voir les effets des décisions prises par le Conseil de ministres et appliquées par la Commission, je voudrais, si vous le permettez, analyser les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés à ce point.

Il fut un temps où l'on institua une prime en faveur des producteurs de poudre de lait. Le résultat en a été d'accroître le volume de la collecte, mais non celui de la production. L'on s'aperçoit aujourd'hui que cette poudre de lait, que l'on transforme en poudre de lait maigre en retirant la matière grasse, on la met sur les marchés, et c'est précisément ce qui coûte si cher. Il ne s'agit déjà plus d'un problème agricole, mais d'un problème de transformation, né de l'erreur que fut l'instauration de cette prime en faveur des fabricants de poudre de lait. Un coup d'œil aux accords qui viennent d'être conclus un peu partout, et principalement avec les pays du bassin méditer-

ranéen montre que cette poudre de lait, créée par une prime et subventionnée, figure dans l'annexe relative aux produits exportés. Or ce produit agricole qu'est le lait, l'on n'aurait pas dû le collecter, car il a donné des « montagnes de beurre » ! Voilà déjà une conséquence des décisions prises !

Lorsque l'on analyse le projet qui nous est soumis, on constate qu'il se fonde sur un raisonnement partant de la transformation, donc d'une base industrielle, et non de la production. Mais c'est la production que l'on charge d'un méfait, en accusant la politique agricole de nous coûter trop cher. Voilà ce qu'il était besoin de dire dans cette Assemblée.

Pour remédier à cette situation, la Commission, à la demande du Conseil, nous fait des propositions. Déjà en mars 1970, elle nous proposa certaines mesures tendant à l'abattage de vaches. Or l'abattage des vaches ne change rien, puisque ce n'est pas la production de lait qui a augmenté, mais la commercialisation. Et l'on s'aperçoit aujourd'hui que l'abattage des vaches devient un méfait, puisque nous allons manquer de veaux. Sans doute avait-on oublié que ce sont les vaches qui font les veaux !

Que sort-il de cette confusion ? Le règlement présent, qui, vous l'avez vu, contient deux titres, l'un négatif, l'autre positif. Le titre négatif est celui qui a trait à l'élimination des vaches. Il s'adresse aux exploitants qui détiennent deux vaches laitières. Or il ne peut s'agir, dans ce cas, que d'une exploitation de subsistance, où le mari va travailler à l'usine et où la femme reste à la ferme, la vente quotidienne de lait accroissant les ressources du ménage. Ce qui est grave, c'est l'aspect social du problème, et non son aspect économique. Autant nous sommes décidés ici à donner notre assentiment à l'octroi d'aides à ceux qui ne peuvent plus vivre dans une profession qu'ils vont quitter, autant nous ne sommes pas d'accord d'y procéder par des méthodes économiques, d'autant plus qu'on tue précisément l'animal dont on a besoin pour reproduire !

C'est la raison pour laquelle, avec d'autres collègues, j'interviens pour que l'on ne retienne pas le Titre 1 du projet, qui ne s'accrochait à rien du point de vue économique, mais n'était qu'un procédé destiné à tenter d'annihiler les effets néfastes de l'avantage accordé à un certain moment à la poudre de lait. J'ai voulu montrer par suite de quelle erreur de jugement l'on accuse à présent la politique agricole de grever les finances de la Communauté.

Le second titre est positif. Il prévoit des primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers. Sur ce point nous sommes d'accord. Car si l'on ne commercialise pas les produits laitiers, l'on n'aura pas d'excédents.

Je dois tout de même faire remarquer à M. Mansholt que c'est une situation curieuse. On a donné une prime à la poudre de lait pour accroître la commer-

**Briot**

cialisation. Voilà qu'à présent nous donnons une prime aux agriculteurs-éleveurs pour qu'ils ne commercialisent pas. Il y a là une contradiction manifeste. Notez, Monsieur Mansholt, que je comprends votre difficulté, je partage votre ennui. Mais les actes nous suivent, ou plutôt suivent le Conseil de ministres, puisque c'est lui qui a décidé. Il ne faut pas — et c'est pour le proclamer que je suis intervenu — que le Conseil vienne battre sa coulpe sur la poitrine des autres. Je le dis avec fermeté : il ne faut pas charger les agriculteurs de tous les péchés d'Israël, alors que la situation que l'on déplore est la conséquence d'une erreur. Voilà ce qu'il était nécessaire de dire ce soir.

Que faire alors ? Il s'agit pour nous de voter le second Titre, de manière à favoriser ceux qui gardent leurs veaux et les nourrissent à l'étable, c'est-à-dire à éviter la collecte, source d'excédents que nous devons subventionner, vous savez à quel prix ! Autant je suis, sur le plan économique, contre le premier volet de votre proposition, qui est négatif, autant je suis d'accord pour voter l'autre, qui est positif. Mais à une condition : que vous interveniez auprès du Conseil de ministres en lui demandant de cesser ce procédé inconcevable qui consiste à subventionner la poudre de lait, à retirer du lait la matière grasse butyrique, à y réintroduire des matières végétales et animales et à le revendre à l'agriculteur pour élever ses veaux. Il fallait beaucoup d'imagination pour trouver un système pareil !

Mes amis et moi, nous ne donnerons donc pas notre assentiment à ce Titre 1, qui est parfaitement négatif, mais nous vous demandons de vous soucier de la position de ces agriculteurs qui voient le temps passer, c'est-à-dire le progrès les assaillir à tel point qu'ils quittent leurs fermes. Il y a là un aspect social important. En revanche, nous vous donnons notre appui pour l'attitude positive que vous avez prise au Titre 2.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je tiens tout d'abord à dire que j'interviens ici en mon nom personnel. Il s'est trouvé, à la commission de l'agriculture, une faible majorité pour supprimer le Titre 1 de la proposition de règlement, intitulé « Primes d'élimination des vaches laitières ». Je le regrette. Certes, je reconnais que le terme d'« élimination » est malheureux et que, pour des raisons évidentes, il doit être remplacé chaque fois qu'il se présente, aussi bien dans le titre que dans le texte, par celui d'« abattage ».

Je regrette cette suppression pour deux raisons : la première c'est qu'en éliminant les primes malheureusement dites d'élimination, on élimine tout aussi malheureusement du droit aux primes les plus modestes de nos producteurs de lait. Il ne faut pas craindre de

dire, en effet, que la mesure prise a aussi un caractère social très marqué. Celui-ci ne peut pas nous laisser indifférents. Mais, si elle a un caractère social — et ici je ne rejoins absolument pas mon ami et collègue M. Briot —, elle a aussi une portée pratique positive. Cette portée pratique est positive parce qu'il tombe sous le sens qu'elle diminuera la production de lait dans la mesure même où elle intéressera un plus grand nombre de producteurs, même si, comme le disait tout à l'heure M. Briot, il s'agit d'exploitations de subsistance, puisque dans ces exploitations comme ailleurs on vend effectivement le lait produit. Je connais aussi, pour ma part, de nombreux petits exploitants qui ne gardent leurs vaches, actuellement assez inadaptées aux pâturages de montagne, par exemple, que parce que les moyens leur manquent de se convertir à l'élevage bovin pour la boucherie. L'incitation prévue au Titre 1 serait de nature à les décider à cette conversion. Et ce n'est là qu'un exemple. J'estime donc, pour ces raisons et pour bien d'autres, que le Titre 1 doit être maintenu.

Quant au Titre 2, je comprends mal que, pour de mauvaises raisons de contrôle, on élimine cette fois (cela fait beaucoup d'éliminations !) des primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers les exploitants agricoles détenant moins de 11 vaches laitières. Ceux qui ont moins de 11 vaches laitières sont cependant, remarquez-le bien, légion dans la Communauté. En imposant de telles restrictions, l'on va exactement à l'encontre du but recherché, c'est-à-dire la diminution de la production du lait. Sait-on en effet qu'en France, selon les toutes dernières statistiques parues, le tiers des exploitations, soit 9 % du cheptel, compte de 1 à 4 vaches. Un autre tiers des exploitations, soit 26,3 % du cheptel, compte de 5 à 9 vaches. Ainsi, en France, plus des deux tiers des exploitations, représentant plus d'un tiers du cheptel, comptent moins de 10 vaches, et ces chiffres seraient encore accrus si nous possédions les statistiques relatives aux exploitations détenant entre 9 et 11 vaches. De tels chiffres ont leur éloquence.

Aussi, les ayant livrés à votre méditation, je vous demande tout simplement si, en suivant l'article 5 du Titre 2, vous allez de gaieté de cœur accepter de rejeter dans les ténèbres extérieures plus d'un tiers du cheptel et plus de deux tiers des exploitations.

Sans doute pourrait-on trouver un moyen terme. Aussi vous proposé-je par amendement d'abaisser le seuil et de retenir pour la prime à la non-commercialisation toutes les exploitations agricoles détenant plus de 5 vaches laitières (au lieu de 10). Je pourrais évidemment parler des divers articles, souligner, par exemple, les difficultés d'application du contrôle de la lactation prévu au Titre 7, et nombre d'autres choses encore. Je ne le ferai pas, pour donner plus de poids aux deux idées maîtresses que je viens d'énoncer... et aussi pour ne pas dépasser mon temps de parole.

**Liogier**

Mais des observations ont été faites sur la production laitière et la baisse constatée en 1970. M. Briot, en particulier, nous en fait part en commission de l'agriculture. Certains croient pouvoir en déduire qu'il n'est pas sage de restreindre par de fortes incitations la production, alors que nous risquons de manquer de lait et de produits laitiers à l'avenir. Ces pessimistes estiment que la production est à un tournant décisif et n'augmentera plus. Ils arguent, à ce sujet, de la baisse récente des inséminations artificielles de races laitières au profit des races à viande. Ces statistiques seraient des plus récentes et confirmeraient celles qui concernent le cheptel laitier.

Pour les optimistes — si l'on peut dire — il s'agit d'un phénomène conjoncturel, et donc passager, qui serait dû en grande partie au rajeunissement du cheptel, ce qui aurait provoqué un ralentissement temporaire de l'augmentation de rendement par vache. De plus, 1969 a connu, c'est certain, de mauvaises conditions climatiques. Dans cette hypothèse, la reprise doit avoir lieu à la fin de 1970 ou au cours de 1971, où l'on connaîtrait alors une surproduction égale ou supérieure à celle que nous avons connue dans le passé. Devant deux conjectures aussi opposées le profane que je suis ne saurait évidemment exprimer d'opinion. Mais il en va autrement pour la Commission, qui possède tous les moyens et dispose de tous les procédés d'investigation désirables. Puisqu'elle nous propose de lutter contre la surproduction laitière, elle doit bien être persuadée, et les arguments dans ce sens ne doivent certes pas lui manquer, que la surproduction ne fera, selon une expression populaire, que croître et embellir, car dans le cas contraire, la proposition de règlement qui nous est soumise devrait rejoindre en leur linceul d'autres propositions malheureuses. Aussi serions-nous heureux de connaître à ce sujet les arguments de la Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale, suppléant M. Cointat, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, je ne prends pas la parole à titre personnel, mais M. Cointat, qui n'a pu être parmi nous ce soir et qui devrait présenter l'avis de la commission des finances et des budgets, m'a demandé de le remplacer.

Je n'insisterai d'ailleurs pas, en débutant, sur les conditions de travail dans lesquelles nous sommes placés actuellement. Je pense qu'il faudra le faire d'une façon plus efficace quand le Président du Conseil sera parmi nous. Je tiens quand même à souligner que, si nous ne sommes pas plus nombreux sur ces bancs, c'est que nous sommes obligés, dans le même temps, d'avoir une réunion commune de la commission économique et de la commission des finances pour des affaires qui doivent passer à l'ordre du jour de cette session. Il en résulte des conditions de travail absolument impossibles, vu les nécessités de traduc-

tion, de distribution, etc. Je le dis au passage, car il faut bien que l'on sache que si nous sommes actuellement si peu nombreux ici, c'est parce que nous sommes en train de travailler partout ailleurs.

En ce qui concerne l'affaire qui nous est soumise : abattage des vaches et primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers, je ne reviendrai pas sur tous les éléments du rapport de M. Cointat, que je remercie de son travail. Ce document est annexé au rapport de la commission de l'agriculture. Je voudrais simplement insister sur un ou deux points.

Premièrement, la commission des finances et des budgets ne s'est pas prononcée sur le principe de la prime à l'abattage des vaches, estimant que cela concernait la commission de l'agriculture. Elle a seulement fait savoir qu'elle avait une préférence pour la prime de non-commercialisation du lait, mais elle n'était pas en possession de l'avis du rapport de la commission de l'agriculture lorsqu'elle émit son avis, et elle ne s'est pas prononcée sur ce point.

Deuxièmement, il est apparu à la commission des finances qu'il était absolument nécessaire d'introduire un amendement pour ne pas avoir demain deux catégories de producteurs ayant participé, les uns dans le cadre du règlement 1975/69, les autres dans le cadre du nouveau règlement, à la politique de réduction des surplus dans ce domaine. En effet, dans le règlement 1975/69 l'engagement des producteurs était définitif, tandis que dans le nouveau règlement qui nous est proposé il est limité à cinq ans. Cela veut dire que ceux qui ont pris des engagements dans le cadre du règlement précédent vont se trouver, au bout de cinq ans, démunis de tous moyens de reprendre éventuellement une activité dans le domaine de la production laitière ou de la production bovine, alors que ceux qui auront bénéficié du règlement actuel pourront, au bout de cinq ans, reprendre une telle activité. On se retrouverait donc avec deux catégories de personnes, qui, ayant voulu suivre la même politique, n'auraient plus, dans quelque temps, les mêmes droits. Nous avons donc estimé nécessaire d'introduire un amendement à l'article 18, pour faire en sorte que ceux qui ont pris des engagements dans le cadre de la précédente réglementation, puissent, après cinq ans, s'ils ont pendant cette période satisfait à leurs engagements, se trouver libérés, comme si on leur avait appliqué la réglementation nouvelle.

Troisièmement, la commission des finances et des budgets a insisté pour que les dépenses qui résulteront de cette nouvelle réglementation soient prélevées sur les réserves déjà constituées par la section Orientation du FEOGA, ainsi que le Parlement l'a d'ailleurs demandé dans une résolution du 17 novembre 1970. Nous tenons à le souligner à nouveau au passage.



**Spénale**

Quatrièmement, la commission des finances et des budgets s'est demandé si le régime de primes ne devait pas être modulé selon les conditions géographiques, certaines régions de montagne pouvant mériter des incitations spéciales. Estimant toutefois que ce point était du domaine de la commission de l'agriculture, elle s'est contentée de soulever la question, sans prétendre la trancher.

Enfin, Monsieur Mansholt, la commission a émis le vœu, auquel vous avez déjà donné tout à l'heure une réponse, que les règles générales d'application de l'article 9 du règlement 729/70 relatives aux mesures de contrôle reçoivent une suite dans les plus brefs délais.

Voilà, mes chers collègues, l'essentiel de l'avis émis par la commission des finances, lequel vous aurait été mieux présenté par M. Cointat. Sous réserve de ces observations, la commission des finances et des budgets recommande l'approbation du projet de règlement.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur le Président, après qu'à la commission de l'agriculture une majorité — dont je faisais partie avec mes amis — eut refusé de poursuivre, dans des conditions encore moins favorables à notre avis, la tentative (née du désespoir) d'abattre des vaches et de payer pour cela une prime, je me suis demandé et redemandé si je pouvais encore voter en faveur du reste de la proposition, et je suis arrivé à la conclusion que non. Je voudrais, d'un mot, vous expliquer pourquoi.

**M. Mansholt.** — Attendez que j'aie parlé.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur Mansholt, nous nous connaissons depuis trop longtemps, et nous savons, en particulier, que nos avis et notre optimisme diffèrent trop en matière de politique agricole pour que (et je le regrette) je puisse espérer que vous me convaincrez aujourd'hui. Permettez-moi donc d'expliquer pourquoi. Je crains, ou plutôt j'espère qu'un nombre suffisant d'agriculteurs, notamment ceux qui s'occupent actuellement de production et de commercialisation du lait, comprendront, assez tôt encore pour éviter des illusions et des erreurs d'investissement, que la structure de leur entreprise ne se prête pas à une production de viande, lucrative, rentable et moderne. Certes, nous leur offrons une prime, mais à mon avis elle engage plutôt à chercher une issue là où il n'y en a certainement pas pour la grande majorité d'entre eux. Je ne voudrais pas participer à cette opération. Je ne tiens pas à être impliqué dans de telles entreprises, qui se traduisent finalement par — je n'irai pas jusqu'à dire des tromperies — mais en tout cas des déceptions. C'est pourquoi, si heu-

reux que je sois que la majorité de la commission ait décidé de supprimer le titre I, je voterai aussi contre le reste de la proposition.

**M. le Président.** — La parole est à M. Dewulf, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Dewulf.** — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'apprendrai rien à M. Mansholt en déclarant, comme l'a déjà fait le rapporteur, que l'avis sur cette proposition a provoqué un véritable malaise au sein de la commission de l'agriculture. M. Mansholt sait probablement aussi que cette mesure met le groupe démocrate-chrétien dans une situation très désagréable. Je crois même pouvoir déclarer que nous approuverons cette mesure temporaire et marginale, mais que nous le ferons avec une certaine répugnance, parce qu'elle n'est pas prise dans le cadre d'une politique d'ensemble et cohérente des produits laitiers.

D'autre part, les prévisions des services de la Commission concernant la tendance de la production, son volume et l'importance des excédents, nous laissent de plus en plus sceptiques. J'ajouterai, par parenthèse, que l'on entend même parfois dire au sein de notre groupe politique que ce scepticisme ne concerne pas seulement le secteur laitier, avec ses montagnes de beurre et de poudre de lait, mais d'autres produits encore.

Quoi qu'il en soit, nous attendons toujours une réponse à la question fondamentale de savoir quelles sont les perspectives réelles de la production laitière, quel est l'avenir réel du secteur du gros bétail.

C'est pourquoi nous demandons si cette mesure limitée et, je le répète, marginale, est vraiment efficace. Peut-elle réellement favoriser la spécialisation des entreprises, la spécialisation régionale, un meilleur équilibre entre la production laitière et la production de viande ?

Nous sommes également inquiets pour une autre raison. Je n'irai pas par quatre chemins : nous nous inquiétons de voir le Conseil et la Commission jouer au chat et à la souris, alors qu'il est nécessaire et urgent que des décisions soient prises et des propositions présentées pour les prix agricoles, et en particulier pour les prix des produits laitiers. Aussi le Conseil et la Commission ne peuvent-ils continuer à jouer ce jeu, ne serait-ce que parce que l'incertitude, le malaise et même, dans certaines régions, la rancoeur croissent chez de nombreux agriculteurs.

C'est pourquoi le groupe démocrate-chrétien, comme la commission de l'agriculture, estime qu'il y a lieu d'organiser d'urgence au Parlement européen un débat d'ensemble sur la politique dans le secteur du lait et des produits laitiers. Nous espérons que la Commission européenne tiendra compte de ce sérieux avertissement.



**Kriedemann**

En attendant, je le répète, notre groupe est prêt, sans enthousiasme et sans autre commentaire, à suivre la majorité de la commission de l'agriculture dans sa manière de considérer cette mesure limitée, temporaire et marginale, qui est, de plus, à notre avis, quelque peu boiteuse. Il votera donc pour les propositions de modification.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes, pour faire connaître au Parlement la position de la Commission exécutive sur les propositions de modification adoptées par la commission parlementaire.

En ce qui concerne les amendements au texte adopté par la commission parlementaire, M. Mansholt aura la faculté d'intervenir au fur et à mesure de leur examen.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je commencerai naturellement par remercier M. Kollwelter de son rapport qui a, comme il fallait s'y attendre, provoqué des difficultés assez considérables à la commission de l'agriculture et a même donné lieu, d'après ce que je viens d'entendre, à des discussions animées dans différents groupes politiques.

Monsieur le Président, si vous attendez de moi un plaidoyer en faveur de cette proposition de la Commission au Conseil, vous serez déçu. J'ai déjà dit l'an dernier, vous vous en souviendrez, que je ne considérais pas l'abattage de vaches comme une mesure durable, mais comme une mesure d'urgence pour l'été 1968. La proposition date en effet d'avril 1968, si j'ai bonne mémoire, et était considérée comme une mesure provisoire, dans l'attente de mesures plus larges tendant non seulement à rétablir l'équilibre des marchés, mais également à améliorer la structure de la production agricole et à adapter la production à la demande. Il ne s'agissait donc pas seulement, en fin de compte, d'une réduction momentanée de la production de lait, réduction qui d'ailleurs se justifiait à l'époque en fonction de nos prévisions en matière de production qui, je le dis à l'adresse de M. Dewulf, se sont avérées entre-temps. Pour 1968, nous avions prévu un fort excédent et nous avons eu raison sur ce point ; je tiens à le souligner encore une fois.

Cependant, le Conseil ne nous a pas suivis et n'a guère pris de mesures en 1968 et 1969. Et lorsqu'il les a enfin arrêtées, il était trop tard. Un certain nombre d'agriculteurs s'y étaient déjà préparés en organisant leur cheptel, en fonction plus des mesures à arrêter par le Conseil que d'une gestion économique normale du point de vue du marché. Et encore, j'ai mesuré mes paroles.

Je peux donc fort bien comprendre les doutes exprimés dans le rapport de M. Kollwelter, par exemple au paragraphe 3, page 19, et au paragraphe 6, page 20. Devons-nous persévérer dans la voie de cet abatage, de cette élimination de vaches ? Je dois dire que la Commission, elle aussi, se l'est demandé. Si nous avons finalement décidé de le faire, c'est que nous ne séparions pas cette mesure du titre II, qualifié de partie positive par M. Briot, par opposition à la partie négative constituée par le titre I.

Je vous avouerai, Monsieur le Président, que le débat de la commission de l'agriculture et le débat du Parlement aujourd'hui m'ont entre-temps fait reconsidérer la question. J'ai été séduit par la démonstration — je dirais presque ardente — de M. Briot, qui a fait ressortir la manière pour le moins étrange dont les choses se passent. Et c'est vrai, on a commencé par un prix garanti pour la poudre de lait, qui incitait les agriculteurs à apporter à la laiterie le lait qui allait auparavant aux veaux ; ensuite, lorsque la montagne de poudre de lait s'éleva trop, on a de nouveau accordé une prime pour ramener la poudre de lait aux veaux, et même aux porcs au moyen d'une prime supplémentaire, et on a de surcroît pris une disposition visant à ne pas commercialiser le lait de la mère, mais à le donner directement au veau.

Je dois admettre que si l'on aligne ainsi toutes ces mesures, le côté étrange de l'opération apparaît clairement.

Je ne ferai pas de long discours, Monsieur le Président. Je suivrai le Parlement ; s'il se prononce en majorité pour la suppression du titre I, je présenterai au Conseil une proposition sur la base de l'article 149. Nous supprimerons alors ce chapitre. La parole est donc maintenant au Parlement.

Pour ce qui est du titre II, je voudrais dire que j'estime que dans les circonstances actuelles, son maintien peut se justifier. J'admets, Monsieur Dewulf, que cette mesure n'est pas très heureuse non plus puisqu'on s'attaque à la manifestation du mal plutôt qu'au mal lui-même.

Étant donné que, d'une part, des mesures sont prises à l'égard des prix garantis, qui influencent artificiellement la vente du lait, que d'autre part, nous donnons de nouveau des primes pour nous débarrasser de certains produits (en l'occurrence le beurre — mais c'est un problème très difficile — et, tout autant, la poudre de lait), il est souhaitable d'avoir une vue d'ensemble de la question. Je suis d'ailleurs tout disposé à avoir avec vous en temps utile — pas encore maintenant — un débat sur le lait et les produits laitiers.

Ce débat viendra. Dès que les prix que le Conseil doit fixer sur proposition de la Commission seront connus, et dès que ces propositions seront combinées — et les choses évoluent dans ce sens — avec un

**Mansholt**

certain nombre de mesures structurelles et sociales, nous aurons une vue d'ensemble du problème. Ce sera au printemps prochain, sous peu donc. C'est pourquoi, je peux être bref maintenant ; je n'ai aucune objection contre les modifications proposées au titre II.

Je peux répondre à M. Spénale que, si la chose ne soulève pas d'objection juridique, je suis prêt à accepter l'amendement n° 3 de la commission des finances et des budgets, dont le texte est le suivant :

« A la demande du bénéficiaire, les engagements pris en application des articles 2 et 6 du règlement 1975/69 peuvent être levés après cinq ans si ces engagements ont été dûment respectés pendant cette période. »

Je suis donc d'accord, en général, avec les observations qui ont été faites ici. En ce qui concerne le titre I, nous appliquerons l'article 149 du traité, de sorte que la proposition de la Commission ne comprendra plus l'élimination des vaches. Évidemment, le Conseil pourra toujours prendre une décision contraire à la volonté du Parlement ; cela, nous ne pouvons l'éviter.

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Avant de passer à l'examen de la proposition de résolution, la parole est à M. Cifarelli pour une explication de vote.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je ne ferai pas un long discours, non seulement en raison du respect dû aux règles que nous nous sommes données et qui régissent l'Assemblée, mais aussi parce que, sur le fond, mon explication de vote est identique à celle que j'ai donnée antérieurement.

J'ai écouté avec la plus grande attention tant les interventions du rapporteur que celle de mon collègue Briot, et il me semble que, d'une façon ou d'une autre, il en résulte tout autre chose qu'un raisonnement réduisant à zéro ma décision de voter contre. Alors que l'on renonce à l'élimination des vaches — et il faudra les porter sur la lune, car sinon je ne vois pas comment on peut les éliminer en tant que productrices de lait... — alors que l'on y renonce parce que la commission de l'agriculture propose de supprimer le titre premier du règlement, le titre II deviendrait une mesure logique. Je ne suis pas d'accord. M. Mansholt conviendra avec moi que nous nous trouvons toujours dans la même logique destructrice de richesses, alors que nos interventions devraient orienter le marché vers la production, vers ce qui sert effectivement la Communauté.

Je n'aurais rien à objecter si les mesures étaient orientées vers une production accrue de viande de bœuf, dont la Communauté a besoin, et ne tendaient pas, comme en l'espèce, à obtenir des déclarations écrites même de ceux qui possèdent seulement cinq vaches — selon l'amendement proposé par M. Liogier — et qui s'engagent pour cinq ans à ne pas commercialiser le lait. En dehors des inconvénients, des falsifications qui auront lieu — je présume honnête toute personne, mais le « Pater Noster » nous dit de ne pas induire en tentation — en dehors de tout cela, il y a le manque de logique de ces mesures, alors que dans la Communauté, pour ne parler que d'elle, on ressent fortement la nécessité d'augmenter la consommation de lait et d'en fixer le prix à un niveau raisonnable. Dans mon pays, par exemple, de larges couches de la population devraient augmenter leur consommation de lait et se heurtent à des prix élevés. Nous devons donc améliorer la circulation des produits dans le cadre de la Communauté et ne plus favoriser des visées autarciques et des intérêts industriels très discutables.

Pour conclure, Monsieur le Président, je dirai qu'en soulevant ces questions, je le fais en ayant conscience de l'importance de l'opinion publique de nos pays. Vous vous rappelez peut-être qu'en Italie, par exemple, sous la tyrannie fasciste, les sentiments de l'opinion publique constituaient un argument en faveur des ennemis de la liberté, donc des fascistes, lorsque ceux-ci révélaient que certains pays chauffaient les machines des navires avec du café ou dépensaient des sommes considérables pour détruire la production, alors que d'autres pays ne disposaient pas de ressources correspondant à leurs besoins.

Ces problèmes posent toujours une question de principe. C'est pourquoi je voudrais vous prier, chers collègues, de ne pas croire que je parle ainsi à la suite d'un durcissement inattendu : je suis rationnel, même si, n'étant pas français, je ne puis me dire cartésien ; je suis rationnel et prêt à comprendre que la politique est aussi l'art du compromis. Mais les compromis doivent se faire par la voie de la logique, non de l'illogisme. Que mon sympathique collègue M. Briot me permette de dire que j'attendais justement de sa logique cartésienne un non aussi grand que ce bâtiment. Nous ne l'avons pas entendu et je n'ai pas l'intention de lui en faire reproche, mais le non que je prononce, pour petit qu'il soit, est très résolu.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts pour une déclaration de vote.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, la discussion dans les commissions intéressées et également devant ce Parlement a montré clairement que cette proposition ne soulève l'enthousiasme de personne, ni la mienne. Il est évident que la situation du marché du lait a complètement évolué depuis un an à la

**Richarts**

suite d'un ensemble de circonstances. Je ne sais pas s'il s'agit ici d'un état durable ou d'un phénomène passager. Je dois également constater que les mesures prises jusqu'ici ont tout au plus donné des résultats peu importants. Je constate, en outre, qu'il s'agit également de mesures hétérogènes et contradictoires, car j'ai appris par hasard que les crédits accordés par la Communauté auraient servi, Monsieur Cifarelli, à construire, au sud de la Communauté, des étables de capacité importante pour la région, à savoir pour 500 vaches et plus, et je ne sais donc pas comment on peut concilier cette augmentation de capacité avec la question qui nous occupe ici.

Tous ces faits doivent être appréciés de manière très critique. Je dirais donc qu'en prenant ces mesures nous nous attaquons aux symptômes, sans extirper le mal par la racine.

Monsieur Mansholt, je me réjouis que nous puissions discuter, vraisemblablement en mars, des prix et des structures. Il faudra alors veiller à ce que tant les structures de production que les structures de commercialisation du lait soient largement influencées.

Je puis vous dire que c'est la dernière fois que je me résous, à grand peine, à donner mon adhésion. Je suis également disposé à appuyer l'amendement de M. Liogier, pour la raison que l'on ne peut interrompre brusquement une mesure qui est en cours d'application.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vetrone pour une déclaration de vote.

**M. Vetrone.** — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, je dois, dans cette déclaration de vote, rappeler tant à moi-même qu'à mes collègues de la commission de l'agriculture, qu'à l'époque où l'exécutif nous a proposé pour la première fois cette mesure d'encouragement que constituent les primes à l'abattage des vaches, la commission de l'agriculture avait accepté la proposition, tout en recommandant que soit également instituée une prime d'engraissement, car en proposant une prime à l'abattage des vaches, on cherchait évidemment à réduire les excédents de beurre, mais, la Communauté manquant de viande, il était dans la logique des choses d'instaurer également une prime d'engraissement.

Le Conseil de ministres nous a placés à l'époque devant une mesure nouvelle qui n'était pas celle que nous avions proposée, à savoir la prime d'engraissement, mais la prime à la non-commercialisation, et nous nous sommes donc retrouvés avec une prime à l'abattage des vaches et une prime à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers. L'exécutif vient de nous proposer à nouveau cette double mesure, tout en substituant au mot abattage celui d'élimination; la commission de l'agriculture a estimé — également en raison de l'absence de résultats

positifs — ne pas devoir donner son accord à la prime d'élimination des vaches, mais conserver en revanche la prime de non-commercialisation du lait et des produits laitiers. Elle a cependant oublié de rappeler à l'exécutif qu'il existait une proposition qui n'a pas été adoptée et qui pourrait l'être à cette occasion : la prime d'engraissement.

Tout ce raisonnement se base sur des données économiques, mais il n'est pas douteux que ces mesures, que se soit l'abattage ou l'élimination des vaches, la prime à la non-commercialisation du lait ou des produits laitiers, comportent un aspect social et, en présentant sa proposition visant à renoncer à la première partie du règlement en examen et à n'en accepter que la deuxième, la commission de l'agriculture fait, à mon avis, quelque chose d'antisocial. En effet, la prime à l'élimination des vaches concernait également les petits éleveurs, puisque le règlement parlait de deux vaches au minimum, alors que la prime à la non-commercialisation que nous devrions approuver n'intéresse que les éleveurs possédant au moins dix vaches. Cela signifie donc que l'on supprime les éléments sociaux au détriment des petits éleveurs alors que l'on conserve, en revanche, les mesures anti-sociales et anti-économiques pour ne favoriser que les gros éleveurs et les éleveurs moyens.

Je ne puis que vous faire part de mon intention de m'abstenir, Monsieur le Président et mes chers collègues, car, en ma qualité de rapporteur sur la cinquième directive proposée par M. Mansholt, je suis notamment surpris de voir que ce soir M. Mansholt a accepté sans aucune difficulté la proposition de la commission de l'agriculture visant à éliminer la première partie de la mesure de l'exécutif.

Je m'abstiendrai de voter, car je ne saurais comment voter. Le fait que M. Mansholt ait accepté sans difficulté la proposition de la commission parlementaire d'éliminer les cinq premiers articles de la mesure, m'a incité à me demander s'il n'avait pas non plus perdu de vue la cinquième directive qu'il nous a présentée et dans laquelle, à propos des primes à verser en complément des primes fixées dans la deuxième directive, il était question de l'abattage des vaches. Si l'on élimine cette partie qui constitue l'une des deux parties essentielles des mesures complémentaires prévues dans la cinquième directive, je me demande si je dois continuer à être rapporteur. Je devrais peut-être le faire parce que la première partie de cette directive prévoit finalement la prime d'engraissement dans le cadre de la réforme des structures, alors que la prime à la non-commercialisation du lait n'a été envisagée que du point de vue économique pour réduire les excédents.

Je dois donc dire que, pour apaiser ma conscience, je ne puis ce soir que m'abstenir, attitude que j'estime avoir suffisamment motivée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Laudrin pour une déclaration de vote.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, je dirai, très brièvement, que la proposition qui nous est faite est à la fois un peu cruelle, car les vaches font partie de nos paysages familiers, et peut-être un peu inutile, comme l'ont précisé certains orateurs qui m'ont précédé.

Cette proposition présente le désagrément de diviser les groupes, fût-ce le nôtre, qui pourtant a une certaine habitude de l'unité. Et je voudrais vous demander, Monsieur Mansholt, s'il vous est possible tout de même, pour apaiser certaines craintes, de répondre à la question précise que vous a posée M. Dewulf, relative à un problème qui se trouve du reste aussi, en résumé, dans les considérants des propositions : « Considérant que la situation actuelle dans le secteur du lait et des produits laitiers est caractérisée par des excédents importants ; considérant qu'il existe cependant... une tendance à l'abandon de la production laitière... »

En ce qui me concerne, j'eusse aimé, avant de fixer mon vote, entendre de votre part des renseignements sur l'évolution de la production de lait. Ce que je vous demande, ce n'est pas le débat très long que vous nous promettez. Je voudrais savoir si à l'heure actuelle il n'existe pas un certain recul dans la production de lait, s'il n'y a pas des transferts de production de région à région, ce qui semble se caractériser dans certaines régions de France et qui gêne même la production fromagère, et si ce que nous proposons a un sens économique quelconque. Je dois dire que pour les profanés qui n'appartiennent pas à la commission de l'agriculture et qui n'ont pas eu à en débattre, c'est un problème. Je voudrais le voir éclairer par votre compétence.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, ce n'est pas pour une déclaration de vote que j'ai demandé la parole, mais la procédure qui se déroule me surprend un peu.

Pour l'instant l'on fait des déclarations de vote sur des virtualités. Cela peut durer longtemps...

En fait, il y a un texte de la Commission exécutive il y a des modifications proposées par la Commission de l'agriculture et il y a des amendements divers. Si les paragraphes 2 à 5 sont approuvés, la signification du vote est complètement différente de ce qu'elle sera s'ils sont, au contraire, éliminés.

Je pense dès lors qu'il faudrait d'abord se prononcer sur les amendements. On pourra ensuite dire comment on vote sur l'ensemble.

**M. le Président.** — La parole est à M. Briot.

**M. Briot.** — Monsieur le Président, M. Spénale a parfaitement raison, car l'amendement qu'il propose mérite d'être voté.

En 1969, en effet, M. Mansholt s'en souviendra, nous avons voté, à propos de l'abattage des vaches, un règlement sans limitation de durée, alors que le projet qui nous est soumis fixe un plafond de cinq ans. Nous ne pouvons pas créer deux catégories, cela ne serait pas défendable. C'est pourquoi il est indispensable de supprimer le texte de 1969 pour se rallier à l'amendement de M. Spénale, amendement de clarté et d'équité.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kollwelter.

**M. Kollwelter, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je puis déclarer brièvement que pour ma part je suis d'accord avec le sous-amendement de M. Spénale. C'est moi, en effet, qui ai souligné en commission les difficultés et — pour ne pas dire les injustices — les différences de traitement entre les agriculteurs qui relèvent du règlement de l'année passée. Il s'agit ici, comme quelqu'un l'a dit, d'une question juridique. Abstraction faite de cette question juridique, il se pose également pour les intéressés une question humaine, une question de justice, si ceux, à qui s'appliquaient les dispositions antérieures, ne peuvent bénéficier des conditions équivalentes et meilleures du nouveau règlement. Je ne vois aucune difficulté à approuver l'amendement de M. Spénale. Cependant la question juridique n'en est pas résolue pour autant, comme l'a dit M. Mansholt.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je n'éprouve aucune difficulté à comprendre les arguments qui plaident en faveur de l'amendement de M. Spénale. J'ai simplement déclaré qu'il pourrait soulever des difficultés juridiques. En l'absence de mes conseillers juridiques, il m'est impossible, pour l'instant, de me prononcer définitivement sur ce problème. Si cet amendement ne devait toutefois pas soulever d'objections du point de vue juridique, j'estime, pour des considérations humanitaires, que nous ne pouvons adopter une autre attitude à l'égard des agriculteurs qui ont été les premiers à appliquer la mesure en question. Nous ne pouvons pas continuer à les obliger à renoncer à la production ou à la commercialisation du lait.

Nous sommes d'ailleurs déjà parvenus à concilier nos vues en ce qui concerne le titre I du règlement. En effet, dans le règlement d'application de ce premier titre, nous avons également tenu compte, au cours de l'exercice écoulé, de l'effet rétroactif de la

**Mansholt**

période-limite de cinq ans pendant laquelle les agriculteurs s'engageaient à ne plus produire.

Je n'ai donc aucune objection à l'encontre de cet amendement.

Je voudrais encore répondre à la question qui a été posée au sujet de la production et de la consommation de produits laitiers. Il m'est impossible d'entrer dans les détails pour l'instant. Je tiens uniquement à dire que nos craintes subsistent quant à un déséquilibre entre la production et la consommation au cours de la prochaine campagne. Sans doute la production a-t-elle diminué dans certaines parties de la Communauté pour de multiples causes, d'ordre social et aussi en raison des mauvaises conditions atmosphériques, etc.

Fort heureusement, la consommation de fromage a entre-temps augmenté, ce qui a assurément contribué à éliminer les excédents. Nous avons toutefois supprimé la majeure partie de ces excédents en les vendant à très bas prix. L'année passée, les dépenses que nous avons consacrées à cet effet se sont élevées à 900 millions de dollars et cette année, sur une base annuelle, c'est-à-dire du point de vue économique, nous devons encore dépenser environ 600 millions de dollars pour liquider les excédents de lait en poudre et de beurre. Vous retrouverez d'ailleurs ces chiffres dans le budget, dont l'examen figure à l'ordre du jour de la présente session. C'est donc une grande partie du budget du FEOGA qui est consacrée à ces dépenses.

Ce montant, réparti sur l'exercice budgétaire — M. Coppé défendra ce point demain — sera, si mes souvenirs sont bons, d'environ 750 millions de dollars. Sur base annuelle, donc sur la base des incidences économiques de la production et des ventes, les coûts s'élèveront grosso modo à 600 millions de dollars. Mes craintes à propos du marché laitier ne sont donc pas totalement apaisées, mais il n'empêche — et ce sera aussi ma réponse à la question posée par M. Dewulf — que le problème ne pourra être résolu de cette manière, ni même au moyen des mesures prévues dans le titre II. Car c'est d'un problème social qu'il s'agit. C'est pourquoi nous devons créer, en arrêtant des mesures sociales, une structure de production adaptée tant au marché de la viande qu'à celui des produits laitiers.

Aussi espérons-nous que le titre II ne constituera qu'une série de mesures de transition, des mesures marginales, selon l'expression de M. Dewulf. A ce propos, je me range aussi entièrement à l'avis de M. Richarts.

Si le Conseil approuve les cinq directives proposées par l'exécutif, les mesures sociales et les mesures structurelles soumises pour l'instant à l'examen de la commission de l'agriculture, nous pourrions renoncer à l'élimination des vaches et aussi aux mesures

prévues dans le titre II pour les remplacer par une série de mesures tout à fait différentes.

Je voudrais en tout cas conseiller au Parlement de suivre l'avis de la commission de l'agriculture et par conséquent, d'approuver le règlement en question, en considérant comme acquise la suppression du titre I de ce document. La Commission — je tiens à le souligner expressément — suivra le Parlement dans cette voie et modifiera en conséquence la proposition qu'elle a présentée au Conseil.

**M. le Président.** — Nous passons à l'examen de la proposition de règlement, l'examen de la proposition de résolution proprement dite étant réservé.

Sur les considérants, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Dewulf et qui tend à supprimer les considérants 4 et 5.

J'attire l'attention de l'Assemblée sur le fait que, dans la pratique, la suppression des considérants 4 et 5 est la conséquence logique de la suppression du titre I du règlement, suppression proposée par la commission de l'agriculture.

Monsieur Dewulf, désirez-vous intervenir ?

**M. Dewulf.** — Monsieur le Président, j'accepte votre interprétation, selon laquelle, si le Parlement suit la commission de l'agriculture, les considérants doivent être supprimés. Ce qui n'empêche que du point de vue technique la commission de l'agriculture avait fait une erreur.

**M. le Président.** — Je mets aux voix les conclusions de la commission de l'agriculture concernant le préambule, les considérants et le titre I de la proposition de règlement.

Ces conclusions sont adoptées.

L'Assemblée vient donc de décider la suppression du titre I et, par là-même, la suppression des considérants 4 et 5.

En conséquence, l'amendement n° 1 de M. Dewulf devient sans objet.

Je rappelle que le représentant de la Commission des Communautés européennes a déclaré qu'il était disposé à modifier la proposition de règlement en tenant compte de la suppression du titre I, qui vient d'être votée par le Parlement.

La parole est à M. Dewulf.

**M. Dewulf.** — Monsieur le Président, je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la portée du vote entraîne également l'adaptation de tous les textes suivants qui se réfèrent encore au titre I.

**M. le Président.** — Certainement, Monsieur Dewulf.

**Président**

Nous continuons l'examen de la proposition de règlement.

Sur l'article 5, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Liogier et dont voici le texte :

Au paragraphe 1 de cet article, substituer

au chiffre « 10 » :

le chiffre « 5 ».

La parole est à M. Liogier pour défendre son amendement.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, si l'amendement que je vous ai proposé était voté, l'article 5 deviendrait, au paragraphe 1 : « Chaque exploitant agricole détenant plus de cinq vaches laitières » au lieu de dix — « peut bénéficier, sur sa demande et dans les conditions définies ci-dessus, d'une prime à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers provenant de l'exploitation gérée au moment du dépôt de la demande ».

Je vous ai déjà donné à ce sujet mon point de vue et des chiffres qui semblent éloquentes ; je n'y reviendrai donc pas. Rejeter mon amendement, c'est exclure des possibilités laissées par la directive plus d'un tiers du cheptel et plus des deux tiers des exploitations. C'est aller aussi à l'encontre de l'efficacité que cependant l'on semble rechercher. Je vous demande seulement de permettre d'accroître l'efficacité du Titre 2, d'une part, et, d'autre part, de vous refuser à exclure du bénéfice de la mesure, par une impitoyable sélection, le plus grand nombre d'exploitants de la Communauté.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Kollwelter.** — (A) Monsieur le Président, la commission de l'agriculture a décidé à la majorité de maintenir à l'article 5, paragraphe 1, la définition : « les exploitants agricoles détenant plus de 10 vaches laitières ».

**M. le Président.** — Quel est l'avis de la Commission ?

Je vois que M. Mansholt ne désire pas prendre la parole.

La parole est à M. Baas.

**M. Baas.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais faire une brève déclaration de vote sur l'amendement présenté par M. Liogier. M. Liogier semble oublier que le règlement à l'examen a précisément été proposé pour les exploitations agricoles dont les dimensions sont suffisantes pour qu'elles puissent réellement tirer profit d'une telle mesure. C'est pourquoi la Commission a fixé le nombre minimum de vaches laitières à détenir à dix et certainement pas à cinq. Dans ce cas, je ne comprends pas non plus pourquoi

M. Mansholt ne s'oppose pas à cet amendement, car il touche à la caractéristique essentielle du règlement. Si des exploitants agricoles qui ne détiennent pas plus de cinq vaches laitières peuvent entrer en ligne de compte pour l'octroi de la prime, il en résultera un énorme fatras administratif, dont il n'est guère possible d'évaluer les conséquences. En me fondant sur cette considération, qui n'a rien à voir avec la position sociale des agriculteurs en cause, donc dans l'unique souci d'éviter les complications administratives, je voterai contre l'amendement de M. Liogier.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (I) Je répète ce que j'ai déjà dit : l'amendement en question ne vise qu'à conférer un caractère plus social à ce règlement. Je ne pense pas qu'il faille, à cause des difficultés d'ordre administratif, négliger la masse des petits éleveurs.

**M. le Président.** — La parole est à M. Dröscher.

**M. Dröscher.** — (A) Monsieur le Président, je crois que le problème n'a pas encore été entièrement tiré au clair. A première vue, on pourrait croire que l'amendement présenté par M. Liogier est une mesure sociale : il vise à soutenir les petits exploitants. Mais c'est tout à fait faux. Il ne s'agit en aucune façon d'une mesure sociale, car la prime n'est octroyée qu'aux exploitants agricoles qui passent d'une structure d'exploitation à une autre ; n'oublions tout de même pas qu'une telle réadaptation entraîne des frais considérables et qu'elle doit être réalisée en fonction de certains critères. Imaginez-vous donc quelle pourrait être l'efficacité d'un contrôle si l'on donnait à une masse de petites et plus petites exploitations la possibilité d'obtenir cette prime. Il serait tout simplement impossible, du point de vue administratif et probablement aussi du point de vue financier, d'atteindre à l'effet souhaité si nous descendions en dessous de la limite des dix vaches laitières. Si l'on tient absolument à prendre une mesure qui n'est déjà que trop mauvaise, il faudrait au moins rester dans des limites acceptables, sinon cet argent sera dépensé en pure perte et les résultats que nous voulons obtenir ne seront pas atteints. Cela n'a rien à voir avec une attitude sociale, car les exploitants agricoles ne s'en trouveront ni plus mal, ni mieux. Ils pourront continuer à élever leurs bovins en vue de la production laitière. Le problème, c'est de savoir ce que nous voulons, nous.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je tenais simplement à dire que je ne me sens pas du tout obligé d'intervenir pour chaque amendement qui est présenté. A Monsieur Baas, je répondrai néanmoins que la majorité de la commis-

**Mansholt**

sion de l'agriculture a, à mon avis, estimé à bon droit qu'il fallait maintenir le minimum de 10 vaches laitières. Et je présume que le Parlement se ralliera à l'avis de sa commission compétente.

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier.

**M. Liogier.** — Si l'on veut que le contrôle soit encore plus facilité, on peut tout aussi bien fixer le plafond à 50 ou 100 vaches, au lieu de 10 ! A ce moment l'on n'aura absolument plus rien à régler et le contrôle sera tout à fait facile !

Maintenant, je suis obligé de répéter ce que je vous ai dit tout à l'heure. Il y a plus de deux tiers des exploitations agricoles dans l'ensemble de la Communauté qui détiennent moins de dix vaches. Et pour répondre à ce que disait tout à l'heure M. Baas, je ferai remarquer que nous ne disons pas « moins de cinq vaches », mais « au-dessus de cinq vaches », ce qui n'est tout de même pas tout à fait la même chose.

**M. le Président.** — Chers collègues, la question me semble mûre pour une décision : Choisissons donc entre 10 ou 5.

Je mets aux voix l'amendement n° 2 de M. Liogier.

L'amendement n° 2 est adopté.

La parole est à M. Dewulf.

**M. Dewulf.** — Monsieur le Président, il va de soi qu'il faudra modifier techniquement l'article 12 de façon que celui-ci tienne compte de l'incidence financière de l'adoption de l'amendement de M. Liogier.

Le texte tel qu'il fut adopté par la commission de l'agriculture, prévoyait la disparition du Titre 1 et, pour le Titre 2, une prime à partir de dix vaches et plus. Corrigée par la commission de l'agriculture, l'incidence financière de cette mesure avait été ramenée, à l'article 12, à 30,5 millions. Puisque nous venons d'adopter l'amendement de M. Liogier, la prime sera payée à partir de 5 vaches et plus. L'incidence financière dont il est question à l'article 12 sera donc différente.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, si l'on se rapporte au rapport pour avis de la commission des finances, et plus particulièrement à la page 31 du document, paragraphe 4, l'on constate que les 32 millions d'u.c. concernaient à la fois l'abattage des vaches et la non-commercialisation du lait. Or, si nous avons fait des dépenses nouvelles en descendant le plafond de 11 à 6 (pour parler avec précision), nous avons, d'un autre côté, fait des économies en supprimant la prime à l'abattage des vaches. Tout est donc à recalculer. Mais le chiffre avancé est probablement assez proche de la vérité.

**M. le Président.** — La parole est à M. Laudrin.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, je pense que, dans ce genre de discussion, nous sommes au stade prévisionnel et que, par conséquent, vouloir, comme M. Dewulf semble le souhaiter, calculer sur des chiffres précis est probablement une erreur.

Deuxièmement, M. Spénale vient de faire une remarque justifiée, étant donné que nous avons supprimé le premier chapitre. Je fais remarquer, en outre, que la commission de l'agriculture est plus royaliste que le roi, puisque le coût prévisionnel accepté par la Commission était de 55 millions, au lieu de 30,5 ! Alors je vous en supplie, faites des économies, et je crois que vous avez le droit de le préciser. Mais, en tout état de cause, la Commission avait prévu davantage.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Je crois qu'il faudrait également supprimer l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 12. En fait, il ne s'agit que d'une prévision. Les délibérations acquises par l'assemblée engagent à une certaine action. Un état prévisionnel n'est jamais une loi, et il ne sert qu'à inscrire au budget des postes qui pourront être modifiés par la suite en fonction de la réalité.

Dans le cas présent, la réalité est toute différente. La commission de l'agriculture pourra par la suite demander à l'exécutif de lui communiquer ses dernières prévisions et faire ultérieurement rapport à ce sujet au Parlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Dewulf.

**M. Dewulf.** — Monsieur le Président, je suis confus d'intervenir une nouvelle fois. L'inclusion dans les règlements des prévisions financières est une innovation, demandée entre autres par le Parlement et, en tout cas, décidée par les exécutifs. Voilà pourquoi il y a dans le règlement une prévision financière. Et dès qu'elle y est, elle doit être techniquement justifiée. Nous étions partis de 55 millions d'u.c. ; on a laissé tomber le Titre 1, dont le coût avait été estimé à 25 millions d'u.c. par la commission de l'agriculture. Je ne discute pas du montant, je demande simplement que l'on adapte à nouveau le chiffre suite à l'adoption de l'amendement de M. Liogier.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, je voudrais dire à M. Dewulf que ce qui a été promis au Parlement, c'est une fiche financière sur le coût des politiques opérationnelles décidées. Cela ne signifie pas que ces prévisions financières doivent être incluses dans les textes votés par le Parlement.



## Spénale

La circonstance où nous nous trouvons montre qu'il sera préférable, à l'avenir, de ne plus inscrire le coût prévisionnel des opérations dans les textes, mais sur une fiche qui nous sera fournie et qui ensuite sera éventuellement modifiée en fonction de nos votes. Faute de quoi nous ne pourrions plus aller jusqu'au bout de nos textes, car, dès que nous voterons des amendements, nous ne pourrions plus chiffrer les coûts et ne pourrions dès lors plus arrêter le texte. Il devient donc nécessaire que l'on s'en tienne à ce qui avait été prévu, à savoir la fourniture d'une fiche financière.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, la remarque faite par M. Dewulf est exacte. L'article 6, paragraphe 2 c) du règlement n° 729/70, relatif au financement de la politique agricole commune, contient la disposition suivante : « en même temps qu'il décide d'une action commune, le Conseil détermine le coût prévisionnel total de l'action commune et la durée envisagée pour sa réalisation ». M. Dewulf a donc raison de dire qu'il faut obligatoirement citer un chiffre, car il s'agit d'une action commune.

Le coût prévisionnel total a été ramené de 55 à 30 millions d'unités de compte du fait de la suppression du Titre I. Sur la base de l'amendement de M. Liogier, je voudrais maintenant vous proposer le chiffre de 45 millions d'unités de compte.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je crois que l'amendement présenté par M. Liogier aurait dû être complété par un chiffre. Le chiffre proposé par M. Mansholt ne peut pas être exact, car la proposition initiale de la Commission fixait le coût prévisionnel à 55 millions d'unités de compte. Or, l'amendement de M. Liogier a des implications financières plus importantes.

Maintenant, un nombre supplémentaire de vaches est concerné par cette mesure. Il faudra pouvoir disposer d'au moins 65 millions d'unités de compte si l'on veut donner tous ses effets à l'amendement présenté par M. Liogier.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (N) Monsieur le Président, après la suppression du titre I et la modification du titre II, plus personne dans cette salle n'est, pour l'instant, en mesure de donner des renseignements exacts quant aux incidences financières de ce règlement. Quant à moi, je ne tiens absolument pas pour catastrophique — comme certains orateurs l'ont dit — l'amendement présenté par M. Liogier. Je suggérerai que l'amende-

ment proposé à l'article 12, paragraphe 2 c) soit retiré et que nous nous en tenions au texte de l'exécutif.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt. — (N) Monsieur le Président, je laisse au Parlement le soin de décider l'adoption ou le rejet de l'amendement. Mais si vous me demandez quelles en seront les incidences financières, je vous répondrai qu'elles s'élèveront à environ 15 millions. Bien sûr, personne ne le sait de manière précise, M. Richarts, je vous l'accorde. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il s'agit d'une estimation, d'un coût prévisionnel. Nous verrons bien à quels résultats nous aboutirons. Mais je ne suis pas d'accord avec M. Baas. A l'origine, les dépenses étaient estimées à 55 millions ; du fait que les mesures relatives à l'abattage des vaches ont été supprimées, ces prévisions ne sont plus exactes.

La commission de l'agriculture a alors estimé que les dépenses diminueraient d'environ 25 millions, soit de 55 à 30 millions d'unités de compte. Je ne m'explique vraiment pas comment la commission de l'agriculture est parvenue à ce montant de 30,5 millions...

M. Baas. — (N) Ce montant figurait dans l'annexe du règlement...

M. Mansholt. — (N) Vous avez raison, il s'agit donc d'environ 30 millions.

Si vous me demandez maintenant si l'amendement de M. Liogier aura des effets, je répondrai par l'affirmative. Il est évident que les coûts administratifs augmenteront dans une proportion considérable, mais l'amendement produira des effets.

Monsieur le Président, je n'ai pas d'objection tellement pertinente à opposer à l'amendement de M. Liogier. Le mieux, c'est que je m'en tienne à l'argumentation de M. Dröschner ; il a raison sur de nombreux points. Mais c'est au Parlement bien sûr qu'il appartient d'adopter ou de rejeter cet amendement.

Si vous me demandez quel chiffre il y a lieu de retenir, je peux vous répondre que je laisse également ce soin au Parlement. Il est toutefois déjà huit heures moins dix, Monsieur le Président, et je pensais aider le Parlement en citant un chiffre, mais, s'il faut encore discuter longtemps à ce sujet, nous n'aboutirons à rien. Il se pourrait que ce soit 40 millions, mais j'ai pensé, quant à moi, pouvoir avancer le chiffre d'environ 45 millions. En d'autres termes, l'amendement présenté par M. Liogier en faveur des agriculteurs entraînera des dépenses supplémentaires d'environ 15 millions d'unités de compte, et ce montant n'est pas une bagatelle.

(Applaudissements)



M. le Président. — Chers collègues, nous sommes donc saisis d'une proposition concrète de la part de M. Mansholt et qui consiste à remplacer, à l'article 12, paragraphe 2, lettre a) le chiffre de 30,5 millions d'u.c. par 45 millions d'u.c.

M. Richarts. — (A) C'est vraiment du maquignonage !

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition de M. Mansholt relative à l'incidence financière prévue à l'article 12, paragraphe 2, lettre a).

Cette proposition est adoptée.

Sur l'article 18, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par M. Spénale, et dont voici le texte :

Compléter cet article par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« 2. A la demande du bénéficiaire, les engagements pris en application des articles 2 et 6 du règlement 1975/69 peuvent être levés après cinq ans si ces engagements ont été dûment respectés pendant cette période. »

La parole est à M. Spénale pour défendre son amendement.

M. Spénale. — Monsieur le Président, je n'ai pas à défendre à nouveau cet amendement, puisque je l'ai fait tout à l'heure.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je suis quelque peu surpris de voir M. Spénale présenter cet amendement. En effet, il implique que nous voulions corriger les conséquences d'un contrat conclu sur la base du règlement n° 1975/69 en adoptant postérieurement de nouvelles dispositions législatives. Dans l'amendement de M. Spénale, il est dit : « ... si ces engagements ont été dûment respectés pendant cette période... ». Quel sera le sort de ceux qui ne respectent pas ces engagements ? On m'a toujours appris qu'il fallait respecter un engagement. C'est pourquoi je pense pouvoir conseiller à M. Spénale de supprimer tout au moins le dernier membre de phrase de son amendement : « si ces engagements ont été dûment respectés pendant cette période ». Ces engagements découlent en effet d'un contrat conclu sur la base d'un règlement arrêté en 1969.

Nous intervenons en l'occurrence dans un contrat de droit privé. Et du point de vue du droit public, je m'oppose tout particulièrement à l'adoption d'une réglementation applicable exclusivement à ceux qui ont respecté leurs engagements. Il est tout de même évident, dans ce cas, que nous devons aussi arrêter une réglementation à l'égard des agriculteurs qui n'ont pas respecté leurs engagements, car ils n'avaient plus droit à la prime, qui leur a été versée à tort.

C'est pourquoi je voudrais en tout cas demander à M. Spénale de supprimer le membre de phrase : « si ces engagements ont été dûment respectés pendant cette période », car on pourra alors tout au moins parler d'une décision équitable de droit public.

Quant à moi, je continue toutefois à me demander, M. Spénale, s'il est possible, du point de vue du droit public, de définir dans un règlement les obligations que l'on a acceptées en vertu d'un contrat de droit privé conclu sur la base d'un autre règlement. Mais c'est là une question d'ordre juridique à laquelle je ne puis répondre ; je voudrais néanmoins inviter M. Spénale à supprimer en tout cas le dernier membre de phrase de son amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Dewulf.

M. Dewulf. — Monsieur le Président, je m'abstendrai sur l'amendement, parce que je le trouve excessivement dangereux comme précédent, et je préférerais attendre de savoir d'abord ce qu'en pensent les juristes de la Commission.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, en ce qui concerne le point de droit, je ne me prends pas pour un grand juriste, mais, dans mon pays tout au moins, la règle constante est que toute loi restrictive de liberté, et encore plus la loi pénale, est toujours d'application rétroactive lorsqu'elle est plus favorable et qu'elle ne peut pas avoir d'application rétroactive lorsqu'elle est plus restrictive. En l'espèce, des gens auraient renoncé jusqu'à la fin de leur existence à la possibilité de pratiquer une activité économique et seraient seuls dans ce cas, alors que le règlement sous lequel ils ont souscrit cet engagement ne serait plus d'application ou que le règlement qui lui aurait succédé appliquerait des règles beaucoup moins restrictives de liberté, puisqu'elles ne vaudraient que pendant cinq ans. Il me paraît sans aucun doute, à la lumière du droit général en application dans mon pays et dans la plupart des pays latins que, dans ce cas, la rétroactivité n'est pas contestable.

Sur le second point, je tiens à dire que cet amendement n'est pas mon amendement. On y a mis mon nom parce qu'il fallait mettre un nom. C'est un amendement qui a été voté à l'unanimité par la commission des finances et que M. Cointat aurait présenté s'il avait été là.

Quant à savoir enfin — c'est la question posée par M. Baas — s'il faut mettre « si ces engagements ont été dûment respectés dans cette période », je crois que oui. Si nous ne le mettons pas, cela signifiera que les gens auront le droit, après cinq ans, de reprendre une activité, même s'ils ont triché dans la période intermédiaire. Ce serait les encourager à tricher.

**Spénale**

N'oublions pas que ce contrat, ce minimum de cinq ans, est exigé aussi dans la nouvelle réglementation. Il ne faudrait pas que, pour éviter de défavoriser ces gens par rapport à ceux qui vont bénéficier d'un nouveau règlement, nous allions finalement les favoriser. La bonne règle est donc de les mettre dans le même cas que les autres, mais en leur faisant subir aussi la pénitence de cinq ans.

Le texte tel que la commission des finances l'a proposé — je répète que je ne fais que le défendre — me paraît donc exprimer une règle à la fois correcte et correctement rédigée.

M. le Président. — La parole est à M. Cifarelli.

M. Cifarelli. — (1) En premier lieu, je voudrais faire observer que les dispositions de l'article 18 visent, d'après la proposition de l'exécutif, aussi bien les primes du titre I que celles du titre II ; il y a donc les primes relatives à l'abattage et les primes relatives à la non-commercialisation. Il faudrait donc avant tout coordonner les textes en ce sens.

En second lieu, je regrette de ne pouvoir souscrire aux derniers arguments formulés par M. Spénale. Lorsqu'un engagement n'est pas respecté, la sanction ne peut pas consister à proroger indéfiniment cet engagement. Les sanctions pourraient être d'ordre civil ou, plus précisément d'ordre pénal, en cas de fraude, lorsqu'une somme a été obtenue de la Communauté et que les engagements n'ont pas été respectés. En cas du non respect de l'engagement, on pourra peut-être aller en prison, mais on ne peut donner une sanction à vie en ce sens que l'engagement dure indéfiniment quand, pour tous les autres, cet engagement peut cesser au bout de 5 ans.

Je pense donc devoir approuver les observations de M. Baas, selon lequel il convient de supprimer le dernier membre de phrase de l'amendement de M. Spénale.

M. le Président. — Je suis saisi d'une proposition de M. Baas tendant à supprimer la dernière phrase de l'amendement n° 3 présenté par M. Spénale. Il s'agit de la phrase ci-après :

« ... si ces engagements ont été dûment respectés pendant cette période. »

Pour tenir compte de cette proposition, nous allons procéder à un vote par division.

Je mets aux voix la première partie de l'amendement n° 3 présenté par M. Spénale et qui se termine par les mots : « ... après cinq ans ».

La première partie de l'amendement n° 3 est adoptée.

Je mets aux voix la deuxième partie de l'amendement n° 3 présenté par M. Spénale.

La deuxième partie de l'amendement n° 3 est adoptée.

La proposition de M. Baas est donc rejetée.

Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement n° 3.

L'ensemble de l'amendement n° 3 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution, modifiée par les amendements qui ont été adoptés.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée (\*).

## 20. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, jeudi 3 décembre 1970, à 10 heures et à 15 heures avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de M. Bousch sur la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire ;
- rapport de M. Lange sur le troisième programme de politique économique à moyen terme ;
- rapport de M. Lange sur le concours financier à moyen terme ;
- rapport de M. Aigner sur le projet de budget supplémentaire n° 3 pour 1970 ;
- rapport de M. Rossi sur la concertation entre les organisations représentatives du personnel des Institutions européennes et le Conseil ;
- discussion commune des rapports de M. Gerlach sur le projet de budget des Communautés européennes pour 1971 et de M. Pintus sur le projet de budget de recherches et d'investissements de la CEEA pour 1971.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h)

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

# SÉANCE DU JEUDI 3 DÉCEMBRE 1970

## Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	39	Adoption des paragraphes 7 et 8 .....	57
2. Dépôt de documents .....	39	Amendements n <sup>os</sup> 2 et 3 aux paragraphes 9 et 10: M. Cousté .....	57
3. Réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté. — Discussion d'urgence d'un rapport complémentaire de M. Bousch, fait au nom de la commission économique :		Retrait de l'amendement n <sup>o</sup> 2 : MM. Löhr ; Lange .....	57
MM. Offroy, rapporteur suppléant ; Aigner, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets ; Giraudo, rapporteur pour avis de la commission politique ; Boersma, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Cantalupo, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Cousté, au nom du groupe de l'UDE ; Leonardi ; Lange, au nom du groupe socialiste ; Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Bousquet .....	39	Adoption du paragraphe 9 .....	58
Examen de la proposition de résolution ..	54	Rejet de l'amendement n <sup>o</sup> 3 et adoption du paragraphe n <sup>o</sup> 10 .....	58
Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 3 .....	55	Adoption des paragraphes 11 à 15 .....	58
Amendement n <sup>o</sup> 8 après le paragraphe 3 : MM. Cousté ; Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lange ; Triboulet ; Barre ; Cousté ; Spénale .....	55	Amendement n <sup>o</sup> 4 au paragraphe 16 : M. Cousté .....	58
Rejet de l'amendement n <sup>o</sup> 8 .....	56	Retrait de l'amendement n <sup>o</sup> 4 et adoption du paragraphe 16 .....	58
Amendement n <sup>o</sup> 1 au paragraphe 4 : MM. Cousté ; Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lange .....	56	Adoption des paragraphes 17 et 18 .....	58
Rejet de l'amendement n <sup>o</sup> 1 et adoption du paragraphe 4 .....	56	Amendement n <sup>o</sup> 5 au paragraphe 19 : MM. Cousté ; Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lange ; Spénale .....	58
Adoption du paragraphe 5 .....	56	Adoption de l'amendement n <sup>o</sup> 5 .....	58
Amendement n <sup>o</sup> 9 au paragraphe 6 : MM. Cousté ; Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lange .....	56	Adoption des paragraphes 20 à 22 .....	58
Adoption de l'amendement n <sup>o</sup> 9 .....	57	Amendement n <sup>o</sup> 6 au paragraphe 23 : MM. Cousté ; Lange ; Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Cousté ....	58
Adoption du paragraphe 6 modifié .....	57	Retrait de l'amendement n <sup>o</sup> 6 .....	59
		Adoption du paragraphe 23 .....	59
		Amendement n <sup>o</sup> 7 au paragraphe 24 :	
		MM. Triboulet ; Lange ; Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Triboulet ; Poher ; Spénale ; Lange ; Löhr ; Triboulet ; Löhr ; Lückner ; Bersani ; Spénale ; Cifarelli ; Califice ; Triboulet ; Lange ; Kriedemann ; Corona ; Triboulet ; Spénale ; Califice ; Burgbacher ; Triboulet ; Lückner ; Triboulet .....	59
		Modification de l'amendement n <sup>o</sup> 7 :	
		MM. Corona ; Lange ; Löhr ; Corona ; Triboulet .....	65

Rejet de l'amendement n° 7 modifié et adoption du paragraphe 24 .....	66	Retrait de l'amendement n° 4 et adoption du paragraphe 25 .....	86
Adoption des paragraphes 25 et 26 .....	66	Adoption des paragraphes 26 et 27 ....	87
Déclaration de vote : M. Cousté .....	66	Adoption de la proposition de résolution	87
Adoption de la proposition de résolution	66	6. Modification de l'ordre du jour .....	87
4. Nomination d'un membre du Parlement européen à la Conférence parlementaire de l'association CEE-EAMA .....	66	7. Projet de budget supplémentaire n° 3 pour 1970. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets : MM. Aigner, rapporteur ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Dulin .....	87
5. Troisième programme de politique économique à moyen terme. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Lange, fait au nom de la commission économique :		Adoption de la proposition de résolution	88
MM. Lange, rapporteur ; Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Boersma, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Cifarelli, au nom du groupe socialiste ; Laudrin, au nom du groupe de l'UDE ; Lange ; Leonardi ; Bersani ; Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Dulin ; Barre ; Lange ; Laudrin .....	66	8. Pétition n° 3/70. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets :	
Examen de la proposition de résolution ..	84	MM. Rossi, rapporteur ; Califice ; Bermani .....	88
Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 7 .....	84	Adoption de la proposition de résolution	90
Amendement n° 1 au paragraphe 8 ....	84	9. Budget des Communautés européennes pour 1971. — Budget de recherches et d'investissement CEEA pour 1971. — Discussion commune, selon la procédure d'urgence d'un rapport de M. Gerlach, fait au nom de la Commission des finances et des budgets, et d'un rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets :	
Adoption de l'amendement n° 1 .....	84	Motion de procédure :	
Amendement n° 2 au paragraphe 9 : MM. Laudrin ; Burgbacher ; Laudrin ; Burgbacher ; Lange .....	85	MM. Biaggi, auteur de la motion ; Pintus ; Spénale .....	91
Adoption de l'amendement n° 2 .....	85	Rejet de la motion de renvoi du rapport de M. Pintus .....	92
Adoption des paragraphes 10 à 17 ....	86	Discussion des rapports de MM. Gerlach et Pintus :	
Amendement n° 3 au paragraphe 18 : M. Lange .....	86	MM. Gerlach, rapporteur ; Pintus, rapporteur ; Möller, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Spénale, au nom du groupe socialiste ; Borocco, au nom du groupe de l'UDE ; Leonardi ; Flämig, au nom du groupe socialiste .....	93
Adoption de l'amendement n° 3 modifié	86	10. Ordre du jour de la prochaine séance ..	109
Amendement n° 5 après le paragraphe 18 : MM. Lange ; Laudrin .....	86		
Adoption de l'amendement n° 5 modifié	86		
Amendement n° 6 après le paragraphe 18	86		
Adoption de l'amendement n° 6 .....	86		
Adoption des paragraphes 19 à 24 .....	86		
Amendement n° 4 au paragraphe 25 : M. Laudrin .....	86		

PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est ouverte à 10 h 15)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

a) du Conseil des Communautés européennes une demande de consultation sur :

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 70/66/CEE en ce qui concerne l'exécution de l'enquête de base en Italie (doc. 212/70), ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture.

b) des commissions parlementaires, les rapports suivants :

— rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, un rapport sur le projet de budget supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1970, établi par le Conseil (doc. 207/70) ;

— rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le prix d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre appliqué par les organismes d'intervention belge et luxembourgeois (doc. 208/70) ;

— rapport de M. Dröscher, fait au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 816/70 du Conseil (doc. 209/70) ;

— rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant prorogation, pour l'année 1970, du délai prévu par l'article 20, para-

graphe 1 du règlement n° 17/64/CEE relatif aux conditions du concours du FEOGA (doc. 210/70) ;

— rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 804/68 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (doc. 211/70) ;

— rapport de M. Lange, fait au nom de la commission économique, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme (doc. 213/70).

3. Réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport complémentaire de M. Bousch, fait au nom de la commission économique, sur la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté (doc. 187/70).

La parole est à M. Offroy, suppléant le rapporteur, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Offroy. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon collègue et ami M. Bousch ayant été victime d'un accident de la circulation, d'ailleurs sans gravité mais qui l'oblige à rester alité, l'on m'a demandé de présenter à sa place le rapport dont il avait été chargé par la commission économique.

Afin d'éclairer le Parlement sur ce rapport, il faut, je crois, faire un rapide historique. En effet, à l'origine, le rapport de M. Bousch et la résolution qui en était la conséquence devaient être rédigés à partir du rapport intérimaire de ce que l'on appelle le groupe Werner. C'est ainsi qu'au mois de septembre, la commission économique discuta du rapport et d'un premier projet de résolution. Puis, dans la seconde quinzaine d'octobre, le rapport final du groupe Werner ainsi que le mémorandum de la Commission au Conseil à ce sujet furent connus, et une autre discussion eut lieu au sein de la commission économique, qui tint compte de ces deux nouveaux documents. Mais on n'avait pas eu le temps de les étudier vraiment, et lorsque la résolution fut présentée, à Strasbourg, au mois de novembre, le Parlement décida qu'il était préférable que la commission économique pût disposer d'un délai supplémentaire pour examiner plus à fond le rapport final du groupe Werner, le mémorandum de la Commission et

**Offroy**

les amendements qui avaient été présentés à Strasbourg en séance. C'est ce qui fut fait le 23 novembre. Et c'est ainsi qu'a été élaboré le projet de résolution qui vous est présenté actuellement.

Il est certain que cette élaboration par morceaux et par étapes a un peu nui à l'unité du document, a entraîné certaines répétitions et certains défauts de construction, dont je demanderai au Parlement de bien vouloir excuser la commission et son rapporteur.

Pourquoi, dira-t-on, la commission n'a-t-elle pas décidé alors de refondre entièrement ce texte et de faire un rapport complètement nouveau sur la base du dernier rapport du groupe Werner et du mémorandum de la Commission ? C'est simplement parce que le temps nous fut trop chichement mesuré. C'est, en effet, dans la seconde quinzaine de novembre que ces différents documents furent renvoyés à la commission, et il était essentiel que cette résolution pût être présentée au début de décembre, à la présente session du Parlement, faute de quoi nous n'aurions pu exercer aucune influence sur les décisions que le Conseil doit prendre dans le courant de ce mois.

Comme le sait le Parlement, en effet, le paragraphe 8 de la résolution de La Haye prévoit que le plan d'union économique et monétaire par étapes devra être élaboré en 1970, et il apparaît que le Conseil aussi bien que la Commission désirent éviter tout retard dans ce domaine et respecter le délai fixé par les accords de La Haye. Dans ces conditions, nous avons été obligés de nous contenter, à la commission économique, d'amender et de modifier le premier projet de résolution. Je ne cacherai pas que ce travail de ravaudage, nécessité par les délais très courts dont nous disposions, a provoqué certaines impropriétés de termes que je demande encore une fois au Parlement de nous excuser.

D'autre part, il était impossible de refondre complètement le document, parce que les débats qui avaient eu lieu à la commission économique avaient montré que ce projet d'union économique et monétaire soulevait de grands conflits d'opinion, de grandes divergences de vues, voire des passions.

Je n'en donnerai que quelques exemples. Certains estimaient que la seule partie du rapport Werner vraiment actuelle et susceptible d'être adoptée dès maintenant était la partie constituée par les mesures concrètes et précises proposées pour la première étape de l'union économique et monétaire, c'est-à-dire pour les années 1971, 1972 et 1973. D'autres, au contraire, considéraient que le plus important dans le rapport Werner était constitué par l'étape finale, c'était d'entériner dès maintenant les aspects institutionnels de l'union économique et monétaire et de se prononcer immédiatement sur le transfert à la Communauté, de certains droits souverains des États membres.

En fait, les débats de la commission économique ont montré que cette vieille querelle théologique ne concorderait pas avec la réalité. D'un côté, il est évident qu'une union monétaire supposera des transferts de compétences à un centre de décision commun. L'exclure à l'avance, c'est exclure l'union monétaire : le droit de battre monnaie a toujours été un droit régalien, un attribut de la souveraineté ; on ne peut concevoir qu'il y ait une monnaie commune de l'Europe si tous les gouvernements gardent l'intégralité de leurs pouvoirs monétaires actuels. Par ailleurs, il est apparu tout aussi évident qu'on ne pouvait pas décider dès maintenant ce que seraient ces transferts de compétences. Il est nécessaire d'une part d'avoir l'expérience que procurera cette première étape de trois années prévue par le plan Werner. Il importe d'autre part de connaître le résultat final des négociations sur l'élargissement de la Communauté, et, si, comme il est vraisemblable, cet élargissement aboutit, de voir quelles seront les positions des nouveaux membres de la Communauté économique européenne au sujet de l'union monétaire. Enfin, il faut habituer les opinions publiques à envisager progressivement les évolutions qui seront nécessaires. Je sais que, lorsque j'émetts cette opinion, certains de mes collègues pensent surtout à l'un de nos six pays, mais je dois dire très fermement que les conversations que j'ai eues avec un certain nombre de parlementaires ainsi que la lecture des journaux me donnent à penser qu'il n'y a pas actuellement un seul parlement national qui soit prêt à transférer immédiatement à un pouvoir extérieur des droits aussi importants que ceux de fixer le montant du budget, de décider des orientations budgétaires et de l'utilisation des soldes budgétaires, de trancher sans appel en matière fiscale et monétaire.

Puisqu'il fallait donc attendre et envisager l'avenir avec prudence, la résolution qui vous est soumise, vous propose des formules prudentes. Elle souligne la nécessité de progresser pas à pas avec une ferme persévérance dans cette première étape de trois ans, comme nous y invitait M. Schiller, le 18 novembre dernier à Strasbourg. Mais, en même temps, elle envisage des évolutions plus importantes pour l'avenir, sans préciser ni les dates, ni les modalités de ces transformations.

Un autre élément de la discussion qui a eu lieu à la commission économique fut de savoir si l'union économique et monétaire devait se faire uniquement dans le cadre du traité de Rome. Certains voulaient que l'on précisât sans plus tarder les modifications qu'il convenait d'apporter au Traité. Là encore, les débats de la commission économique ont montré que cette discussion ne correspondait pas à la réalité. Il est certain qu'on ne pourra pas faire l'union monétaire intégrale dans le cadre du traité de Rome, pour la bonne raison que le traité de Rome ne prévoit pas l'union monétaire. Il faudra donc un jour ou l'autre le compléter. Mais il est non moins

**Ottroy**

certain que l'on ne peut dès maintenant décider ce que seront les amendements à apporter à ce traité, et ce pour les mêmes raisons que celles précédemment indiquées : l'expérience à acquérir dans le cadre de la première étape de trois ans, l'évolution des négociations sur l'élargissement, enfin l'accoutumance des opinions publiques à ces différentes mesures. C'est pour cela que si elle parle de compléter le traité de Rome, la résolution qui vous est proposée aujourd'hui envisage seulement, dans la première étape de trois ans, des études préliminaires sur ce que pourraient être les modifications à apporter éventuellement au Traité.

Enfin, un troisième élément était que certains ne voulaient pas entendre parler d'une répartition des responsabilités de la politique économique et monétaire entre les institutions nationales et les institutions communautaires, alors que d'autres voulaient la définir tout de suite. Sur ce point encore la résolution qui vous est proposée suggère une voie moyenne : cette répartition ne sera étudiée que lorsque viendra le moment où devront être prises des décisions ayant des conséquences pratiques pour les compétences des parlements nationaux. Et la résolution se garde bien de préciser la date à laquelle ce moment viendra.

C'est ainsi que l'unanimité a pu être obtenue au sein de la commission économique. Faut-il en conclure que la résolution qui vous est présentée est parfaite ? Certes non. Elle présente de nombreuses imperfections. D'abord, dans la mesure où elle est un compromis, elle ne satisfait pleinement aucun des membres de la commission économique, et il en sera de même, sans doute, pour les membres du Parlement européen. Mais n'est-ce pas là le sort de tous les compromis ?

En ce qui concerne des exemples plus concrets, il est certain que, dans son paragraphe 8, la résolution introduit, en matière sociale, deux éléments très importants : non seulement elle demande, comme le faisaient le groupe Werner et la Commission, la consultation des partenaires sociaux, mais elle pose en principes la répartition équitable des fruits de l'expansion économique et la nécessité d'un assentiment aussi large que possible des partenaires sociaux.

A mon avis, ces dispositions sont encore timides, car il est évident qu'il n'y aura pas d'union économique et monétaire s'il n'y a pas un minimum d'accord des partenaires sociaux. Il suffirait, en effet, de grèves généralisées, de demandes importantes de hausses salariales, d'une accélération rapide des transferts sociaux, pour que les décisions prises en matière économique et monétaire soient réduites à néant. On peut même dire que s'il y avait des menaces de grèves, de revendications globales, de transferts sociaux importants, les gouvernements seraient amenés à faire montre, en matière économique et monétaire, d'une réserve qui, vraisemblablement, ne permettrait de

progresser que très lentement dans cette union que nous souhaitons tous. Il faut donc, à mon sens, envisager un véritable parallélisme entre les progrès de l'Europe sociale et les progrès de l'Europe économique et monétaire. Si la résolution ne va pas jusque là, elle apporte néanmoins des éléments nouveaux et constructifs. C'est la raison pour laquelle je souhaite que ce paragraphe 8, notamment, soit adopté par le Parlement.

Un autre domaine est celui de la solidarité monétaire. A ce sujet, dans son paragraphe 6, la résolution se contente de ne pas exclure la possibilité d'une réduction des marges de fluctuation des cours de change entre les monnaies des pays membres. Ici encore, à mon avis, la résolution est un peu timide. M. Schiller nous disait, le 18 novembre : « Une union monétaire implique à l'intérieur la convertibilité totale et irréversible des monnaies, l'élimination des marges de fluctuation des cours de change, la fixation irrévocable des rapports de parité et la libération totale des mouvements de capitaux ». Voilà certainement l'objectif vers lequel nous devons tendre. La résolution se contente de ne pas l'exclure. A mon avis c'est insuffisant, mais ici encore il a fallu adopter un compromis entre les tendances divergentes des membres de la commission.

D'autres lacunes pourraient être signalées et le seront sans doute par les orateurs qui me suivront dans ce débat.

Cela dit, j'invite toutefois le Parlement européen à approuver cette proposition de résolution, pour plusieurs raisons. La première est qu'il apparaît, après les laborieuses discussions de la commission économique, qui ont duré, au total, une dizaine d'heures, que ce projet est la seule base sur laquelle puisse être réunie la quasi-unanimité des membres du Parlement européen. La seconde est que, malgré ses imperfections, cette résolution, si elle est approuvée par le Parlement, pourra exercer une influence réelle sur les décisions que le Conseil prendra ce mois-ci dans le domaine de l'union économique et monétaire. Je sais bien que nous n'avons qu'un pouvoir consultatif, mais les gouvernements savent aussi qu'en tant qu'élus du peuple, nous représentons la souveraineté et le sentiment populaires. Or ils n'ignorent pas qu'il n'y aura pas d'union économique et monétaire en Europe si l'opinion publique européenne n'appuie pas ce projet de toutes ses forces. Dans ces conditions, ils ne peuvent pas ne pas tenir compte des sentiments que nous exprimerons en tant que représentants du peuple.

Enfin je suis sûr que, si de graves dissensions apparaissaient entre nous à propos de ce projet, nous serions privés de toute possibilité d'exercer une influence réelle dans un domaine qui est sans doute le plus important de ceux qui nous ont été soumis dans tout le cours de cette année. Une intransigence doctrinale en cette matière créerait chez les uns l'arrière-pensée que l'on veut les faire aller trop vite



**Offroy**

et trop loin dans un chemin encore semé d'embûches et pourrait les amener à exprimer des refus ou des réserves. A d'autres, une telle intransigeance doctrinale donnerait le sentiment qu'il y a des arrières-pensées, que celles-ci émanent de personnes qui, au fond, ne sont pas favorables à l'union monétaire et ne souhaitent pas voir l'Europe devenir vraiment indépendante par rapport aux monnaies étrangères, mais qui veulent, en ajoutant dans la corbeille de baptême de l'union économique et monétaire des éléments parfaitement inutiles au stade actuel, donner à d'autres la responsabilité des refus et des atermoiements qu'en réalité ils souhaitent.

C'est la raison pour laquelle je crois que nous ne devons pas tourner le dos aux conseils de prudence que nous donnait M. Schiller à Strasbourg. N'alourdissons pas nos décisions et nos votes par des arrières-pensées contradictoires qui les priveraient de toute efficacité politique puisque, comme le dit Paul Valéry, « les seuls traités qui comptent sont ceux qui sont conclus entre les arrières-pensées ».

**M. le Président.** — Avant de donner la parole aux autres orateurs inscrits, je voudrais rappeler à tous les collègues que nous avons décidé d'organiser le débat, c'est-à-dire que les porte-paroles des groupes disposeront de 15 minutes pour leurs interventions et les autres orateurs de 10 minutes.

La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets.** — (A) Monsieur le Président, la commission des finances et des budgets a eu l'occasion de discuter de cet ensemble de problèmes avec la commission économique. Malheureusement, nous étions pressés par le temps ; nous avons envisagé de poursuivre le dialogue de manière permanente avec la Commission et le Conseil. Nous nous lançons dans une véritable aventure et nous devrions tenter tous ensemble, même si nos opinions sont divergentes, de trouver un dénominateur commun afin de progresser dans ce domaine. Permettez-moi d'ajouter tout de suite que si des divergences sont apparues aujourd'hui, et peut-être n'est-ce là qu'une apparence, entre les délégations au sein du Conseil, entre le Conseil et la Commission et entre la Commission et le Parlement, nous devons toutefois constater que si la Commission s'engage résolument sur la voie de l'intégration, notre Parlement et ses deux commissions lui accorderont, j'en suis certain, un appui total, quelle que soit la conception à laquelle elle se sera arrêtée. Il est d'autre part évident que le Conseil devra étudier ce problème de manière continue et en lui accordant la priorité. Nous n'ignorons pas que nous sommes à un carrefour et que la route choisie décidera, le cas échéant, du succès ou de l'échec de l'unification européenne.

Pour ce qui est de la première étape, Monsieur le Président, la commission des finances et des budgets

a présenté, dans l'avis qu'elle a élaboré en vue du rapport de M. Bousch, une exigence que nous prions le Parlement de soutenir et dont nous demandons au Conseil et à la Commission de tenir compte dans leurs délibérations. Il s'agit, dans cette phase de la discussion, d'une requête minimum, à savoir que les mesures tendant au renforcement, notamment dans le domaine de l'intégration monétaire de la Communauté, devront être fondées sur une évolution convergente des économies des États membres et, en particulier, sur une politique budgétaire harmonisée. Nous savons évidemment à quel point il est difficile aujourd'hui de rapprocher les politiques budgétaires, de les mettre en concordance, ne serait-ce que sur la base de données d'orientation. Ce sera là une tâche d'une extrême difficulté et il faudra à la Communauté une très grande faculté d'intuition à l'égard des États membres et vice-versa pour mettre au point ces données d'orientation et pour arriver ainsi à une harmonisation des politiques budgétaires.

Une autre considération est la suivante : un transfert de pouvoirs du plan national au plan communautaire est à notre avis indispensable et il doit garantir un contrôle démocratique au niveau communautaire par un accroissement des pouvoirs du Parlement européen. Monsieur le Président, je considère la controverse qui se dessine à ce propos comme superflue, car il est indispensable de transférer des droits souverains nationaux dès le début de la première étape. En réalité, nous avons déjà transféré des droits souverains nationaux à la Communauté. Il ne faut pas accorder à la législation formelle de cet état de fait le rôle qu'on semble vouloir lui attribuer. Nous avons déjà acquis des droits souverains par l'action de la Communauté qui nous a permis d'arriver à une intégration douanière, et en réalité il n'existe plus de souveraineté dans ce domaine. Nous constatons pratiquement tous les jours, dans nos parlements nationaux, qu'à elles seules nos actions ne suffisent plus si elles ne sont pas harmonisées et coordonnées avec celles d'autres États membres. Il va donc de soi qu'il doit être tenu compte de cette exigence. Et c'est dans ce domaine que nous pouvons constater une des grandes erreurs dans l'évolution de notre Communauté. Nous avons déjà transféré de nombreux droits nationaux à la Communauté ; nous avons renoncé à des droits nationaux, mais il n'y a pas eu de véritable reprise au niveau institutionnel, par exemple par les institutions européennes et notamment par le Parlement européen. La structure constitutionnelle du Parlement européen est en retard sur la réalité. La troisième exigence de la commission des finances et des budgets est donc — et cela devrait aller de soi — que le Parlement européen doit être consulté sur toutes les décisions fondamentales prises périodiquement en ce qui concerne l'évolution de l'union économique et monétaire et cela non seulement par la Commission ; nous voulons que s'instaure également un dialogue avec le Conseil.

# Aigner

Une autre exigence que nous posons déjà pour la première étape — et notre opinion est identique à celle de la Commission en ce qui concerne les mesures à prendre au cours de la première étape — concerne l'élimination renforcée des frontières fiscales intra-communautaires. A mon avis, il faudrait rapprocher au plus tôt notamment les taux et l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée et des accises, et cela dès la première étape.

Monsieur le Président, nous connaissons dans la Communauté une multitude d'unités de compte et c'est à elles que se réfère une autre exigence de notre commission. Nous pensons que tant sur le plan économique que sur le plan purement financier, il est tout simplement indispensable d'en arriver à une unité de compte unique. Dès que nous l'aurons obtenue, nombre de problèmes nous paraîtront sensiblement moins difficiles à résoudre qu'ils ne le semblent aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous estimons que le Conseil devrait en traiter d'une manière plus approfondie dès sa session du 14 décembre. Des propositions de solution ont été avancées en si grand nombre qu'il devrait être possible de trouver une voie acceptable.

Nous estimons également que le rapport annuel que le Comité des gouverneurs des banques centrales établira pour le Conseil et la Commission devrait être communiqué au Parlement européen, ce qui serait une base pour l'instauration d'un dialogue permanent.

Monsieur le Président, voilà des exigences établies par la commission des finances et des budgets dans l'état actuel de la discussion. Pour terminer, permettez-moi de dire une chose encore : Notre opinion — qui se couvre entièrement avec celle que le Président en exercice du Conseil a exprimée lors de la dernière période de session du Parlement européen à Strasbourg — est que l'Europe sera un pôle de stabilité ou ne sera pas. Je crois que notre position dans le monde, notre position dans le système monétaire mondial, notre structure intérieure nous obligent tout simplement à tenir compte de cette vérité. Je sais à quel point il est difficile de trouver un dénominateur commun entre croissance, stabilité et équilibre du commerce extérieur, etc. C'est même là un des problèmes les plus difficiles à résoudre. Aussi demandons-nous — et c'est, je crois, l'opinion qui prévaut dans les deux commissions — qu'il soit dûment tenu compte de la stabilité dans l'ensemble de nos réflexions.

Monsieur le Président, je crois que nous nous trouvons à l'orée d'une grande tâche et que c'est avec beaucoup d'espoir que le Parlement européen s'engage dans ce dialogue permanent. Nous ne pouvons qu'espérer que lors de la prochaine session du Conseil du 14 décembre il sera possible de fixer vraiment le début de la première étape, d'arriver à un minimum d'accord pour que nous puissions nous engager dans cette voie pleine d'espoir.

M. le Président. — La parole est à M. Giraudo.

M. Giraudo, *rapporteur pour avis de la commission politique*. — (I) Monsieur le Président, je me limiterai à quelques brèves paroles pour dire que la commission politique de notre Parlement, qui a été appelée à donner son avis sur le rapport Werner ainsi que sur les propositions de la Commission des Communautés européennes, a transmis son avis à la commission économique, compétente au fond, en soulignant tout particulièrement qu'en ce qui concerne l'union économique et monétaire, le rapport Werner et les propositions de l'exécutif sont fidèles aux orientations données par la conférence de La Haye. A cet égard, l'avis de notre commission a rappelé le paragraphe 3 du communiqué de La Haye qui dit qu'il importe de préparer les voies d'une Europe unie, le paragraphe 4 qui dit que ce sont ses finalités politiques qui donnent à la Communauté tout son sens et sa portée, et les paragraphes 8 et 15 qui prévoient la création d'une union économique et monétaire parallèlement à la mise en œuvre de l'union politique de l'Europe. Ce sont donc des finalités politiques qui ont été précisées à la conférence de La Haye, laquelle ne faisait qu'interpréter les finalités ultimes des traités, non seulement dans leurs dispositions explicites, mais également implicites qui, en vue de la réalisation de l'union économique et monétaire, devront se traduire par une modification ou mieux encore par une mise au point de ces traités.

La commission politique a porté un jugement favorable sur la position prise par la Commission des Communautés européennes en ce qui concerne les perspectives d'ensemble de la réalisation de l'union économique et monétaire, et donc aussi sur les dates et les instruments pour la mise en œuvre par étapes ; elle a aussi tout particulièrement donné son accord aux conceptions de la Commission sur la mise en œuvre de la première étape de cette union, une première étape dont le but essentiel doit être de mettre pleinement en œuvre les dispositions des traités, dans la mesure où ces dispositions permettent déjà, ou tout au moins n'empêchent pas, la coordination des politiques économiques et des politiques monétaires. A ce propos, la commission politique a souligné l'importance des actions que la Commission s'est engagée à entreprendre avant le 1<sup>er</sup> mai 1973 afin de permettre ensuite le passage à la seconde étape.

Enfin, et ce sera ma conclusion, Monsieur le Président, la commission politique a souligné l'importance qui s'attache au renforcement des pouvoirs du Parlement européen en matière de budget et de contrôle, renforcement qui doit intervenir dès la première étape et permettre que la mise en œuvre de l'union économique et monétaire soit réalisée avec le concours actif du Parlement européen, dans la mesure justement où ce domaine ne relève plus des

**Giraud**

parlements nationaux, et en vue aussi du transfert des pouvoirs qui devra avoir lieu au cours de la deuxième étape, lorsque l'union économique et monétaire passera effectivement de la phase de la simple coordination à la phase de véritable union, une union à laquelle devront souscrire tous les États qui œuvrent désormais en commun à la réalisation de cet aspect fondamental de l'union politique.

Monsieur le Président, j'espère que l'assemblée voudra donner son approbation à la proposition de résolution déposée par la commission économique, résolution que la commission politique a pleinement appréciée et approuvée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Boersma, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Boersma. — (N) Monsieur le Président, le premier point que je voudrais aborder a trait à la proposition de résolution élaborée par notre collègue, M. Bousch, auquel je souhaite un prompt rétablissement.

Je constate que cette proposition de résolution a été adoptée, après de longues délibérations, à l'unanimité par la commission économique. Cela ne veut évidemment pas dire que chacun des membres de cette commission ait obtenu satisfaction à 100 %. Il ne serait d'ailleurs pas fort difficile d'apporter des améliorations à certains paragraphes de cette résolution ou de les compléter.

Le groupe démocrate-chrétien attache une grande importance à l'unanimité qui s'est faite au sein de la commission économique de même qu'il apprécie tout particulièrement le fait que le rapport ait pu être présenté en temps voulu en dépit des délais extrêmement courts — tous les rapports figurant à l'ordre du jour ont d'ailleurs dû être rédigés à la hâte, faute de temps — dont disposait le rapporteur pour son élaboration. A ce propos, je me réfère expressément au paragraphe 5 de l'exposé des motifs très succinct, dans lequel la commission économique déclare textuellement qu'elle se propose de poursuivre ses délibérations sur la matière, et notamment sur les finalités et le contenu de la seconde étape ainsi que sur d'autres problèmes importants. Ces délibérations seront par conséquent poursuivies après la très importante session du Conseil du 14 décembre prochain.

Au vu des considérations que j'ai émises jusqu'à présent, je ne vous surprendrai pas, Monsieur le Président, en déclarant que le groupe démocrate-chrétien votera unanimement la proposition de résolution et qu'il s'est abstenu, après mûre réflexion, de présenter des amendements afin qu'une majorité aussi large que possible puisse se dégager en faveur de cette résolution. Je peux d'ores et déjà déclarer que nous rejetterons les amendements qui feront l'ob-

jet d'un vote, si ces amendements tendent à restreindre le contenu et l'importance qualitative de la résolution à l'examen.

Permettez-moi en second lieu de formuler quelques observations de caractère général. En effet, l'ordre du jour de la présente séance appelle aussi l'examen des deux propositions de décision et de la résolution présentées par la Commission européenne. Le fait que nous souscrivions à la proposition de résolution implique déjà que nous pouvons dans l'ensemble nous rallier aux propositions de l'Exécutif, compte tenu également des explications orales fournies par M. Malfatti au cours de la session plénière à Strasbourg. Nous constatons — quelles que soient les déclarations que d'aucuns font en ce moment à ce sujet — qu'il n'y a aucune opposition fondamentale entre les propositions faites par le groupe de travail Werner et les propositions provisoirement limitées présentées par la Commission européenne.

Je tiens à déclarer expressément que le groupe démocrate-chrétien approuve les orientations fondamentales telles qu'elles sont exposées dans le rapport Werner, à cette restriction près que nous ne voyons pas la nécessité de créer des institutions nouvelles.

Je tiens aussi à insister tout particulièrement sur le fait que nous sommes convaincus que la première phase implique déjà une option fondamentale pour l'union économique et monétaire tout entière. On ne saurait en effet se contenter d'instaurer un semblant d'union monétaire. Ou bien il faut la vouloir ou alors y renoncer. A ce propos, je voudrais me référer à une partie essentielle de la résolution, à savoir d'un de ses considérants, qui renvoie aux décisions prises par le Conseil lors de sa 16<sup>e</sup> session des 8 et 9 juin dernier. Dans la communication à la presse publiée à l'issue de cette session, il est dit, sous le titre « Plan par étapes en vue de la réalisation d'une union économique et monétaire », au sixième tiret : « La première phase ne peut pas être considérée comme un objectif en soi ; elle est indissociable du processus complet d'intégration économique et monétaire. Elle doit donc être engagée avec la détermination de parvenir à l'objectif final. » Cette phase est donc la première étape.

Monsieur le Président, tel était par conséquent le point de vue du Conseil les 8 et 9 juin 1970.

Afin de dissiper tout malentendu, je signalerai que la Commission européenne a fait une déclaration analogue. A la page 4 du texte néerlandais des communications et propositions relatives à l'institution par étapes de l'union économique et monétaire, il est dit, au point 1, que le programme à arrêter pour une première étape sera considéré comme indissociable du processus complet de réalisation de l'union économique et monétaire. La Commission européenne a donc, elle aussi, fait une déclaration formelle à ce sujet. Et c'est dans cette même optique qu'il faut situer la déclaration faite il y a deux semaines

**Boersma**

devant le Parlement européen à Strasbourg par M. Schiller, président en exercice du Conseil.

J'attire l'attention sur toutes ces déclarations, à la lumière des résultats de la session du Conseil qui vient de se dérouler les 23 et 24 novembre et dans la perspective de la session plus importante encore qui aura lieu le 14 décembre prochain.

J'imagine fort bien que l'on puisse, en ce moment, avoir des réactions assez émotionnelles à la suite de la session qui vient d'avoir lieu. Je m'abstiendrai délibérément d'en faire autant. Nous aurons souvent encore l'occasion de procéder à des échanges de vues sur les décisions que le Conseil arrêtera la semaine prochaine.

Pour terminer ma brève intervention, je voudrais une nouvelle fois préciser tout particulièrement les vues du groupe démocrate-chrétien sur certains points.

Nous voulons une Europe qui connaisse la croissance économique, mais aussi la stabilité. Nous ne souhaitons pas seulement une première étape, mais un processus complet permettant d'aboutir à l'union économique et monétaire. Dans ce contexte, nous souhaitons que la situation évolue en direction d'une union politique et estimons indispensable le transfert de certaines compétences nationales au Parlement européen, qui doit devenir l'institution de contrôle dans ce domaine.

Monsieur le Président, j'espère que, dans deux semaines, le Conseil se réunira dans ce même esprit constructif et qu'un an après la Conférence au sommet de La Haye, l'esprit qui anima celle-ci n'y fera pas défaut. A ce propos, je voudrais également donner lecture d'une autre conclusion à laquelle le Conseil est parvenu au cours de sa 116<sup>e</sup> session de juin dernier, à savoir :

« L'union économique et monétaire signifie que les principales décisions de politique économique seront prises au niveau communautaire et donc que les pouvoirs nécessaires seront transférés du plan national au plan de la Communauté. Son aboutissement pourra être l'adoption d'une monnaie unique, qui garantira l'irréversibilité de l'entreprise (je souligne le mot « irréversibilité »). » Ce point a donc été adopté au cours d'une session du Conseil qui a eu lieu il y a moins de six mois. J'espère que le Conseil est toujours de cet avis.

Monsieur le Président, nous voulons qu'au premier janvier, la réalisation de l'union économique et monétaire soit entamée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cantalupo, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Cantalupo.** — (I) Monsieur le Président, au nom du groupe des libéraux et apparentés, j'exprime un

avis favorable tant sur le rapport de M. Bousch que sur la proposition de résolution qu'il contient.

Nous estimons que l'achèvement de l'union économique et la création d'une unité monétaire commune constituent la conclusion logique et nécessaire de toutes les actions entreprises actuellement en vue du renforcement de l'unité européenne dans quelque domaine que ce soit. Une monnaie européenne constituera un élément essentiel dans les échanges internationaux de marchandises et de capitaux et permettra à la Communauté d'affirmer ses objectifs de politique monétaire et économique dans les organismes internationaux et devant le monde.

Nous nous félicitons de ce qu'à la suite des décisions prises par le Conseil, le 6 mars 1970, la Commission économique ait fait diligence pour mettre au point la proposition de résolution à l'examen. Nous estimons que les dispositions du traité de Rome permettent à la Communauté de progresser sur la voie de l'harmonisation de la politique économique et monétaire, tout en sachant que la réalisation de l'union définitive impliquera que le traité soit complété et révisé. Dans ce but, nous espérons et souhaitons que les études faites en vue de compléter et de modifier le traité soient menées à bonne fin, parallèlement à la première étape, afin que nous soyons suffisamment préparés au passage à la seconde étape. Les libéraux et apparentés considèrent que les mesures tendant au renforcement de l'intégration monétaire devront être fondées sur une évolution convergente des différentes économies des États membres et surtout sur une politique budgétaire harmonisée. Cela implique le maintien constant d'un certain parallélisme dans l'harmonisation des politiques monétaires et économiques afin que soit évitée toute solution de continuité dans le processus de développement.

Nous sommes d'accord avec une réduction, dans un délai relativement court, des marges de fluctuation des taux de change entre les pays de la Communauté, réduction qui est la première condition, la plus sensible à la masse populaire, pour arriver progressivement à l'harmonisation monétaire. Nous insistons cependant sur le fait que les mesures d'harmonisation et de décentralisation des politiques économiques et monétaires doivent s'accompagner d'une politique sociale qui — comme l'a si bien dit M. Offroy — appelle la collaboration des masses et fassent participer les masses organisées et ouvrières, soutenues par le consensus populaire, à l'œuvre que nous menons pratiquement au sommet. L'organisation économique et monétaire ne doit pas être l'œuvre du sommet ; elle doit, finalement, être l'œuvre des peuples.

Nous rappelons la déclaration du 10 juillet 1970 qui constatait l'évolution conjoncturelle en cours dans la Communauté et nous espérons que, en étroite collaboration avec le Parlement européen, des consultations périodiques seront mises en œuvre qui, en effet, ne peuvent pas être menées par le seul exécutif. Les

**Cantalupo**

rapports entre le Parlement et l'exécutif doivent devenir réels même s'ils ne sont pas entièrement codifiés. L'action menée doit être commune ou elle sera vouée à l'échec ou tout au moins retardée.

En outre, nous estimons nécessaire de prévoir le moment où devra être abordé le problème de la répartition des tâches entre les institutions nationales et les institutions communautaires, notamment dans le domaine de la politique économique et monétaire. Le moment viendra où les parlements nationaux et le Parlement européen devront agir de plein accord si l'on ne veut pas qu'intervienne un autre arrêt dans le processus de développement. Le transfert de certains pouvoirs des parlements nationaux au Parlement européen posera le problème du renforcement des pouvoirs du Parlement européen. Et c'est ici que revient constamment le contenu politique de notre grande œuvre même si le terme « politique » n'est pas expressément mentionné. L'harmonisation de l'action des parlements nationaux et de l'action du Parlement européen est une tâche de politique générale.

Nous estimons aussi que les politiques fiscales doivent être harmonisées au plus tôt, et je m'adresse surtout à mon propre pays qui, en ce domaine, devra donner une preuve de bonne volonté en mettant immédiatement en discussion devant le parlement la réforme fiscale qui doit être harmonisée, également en ce qui concerne la taxe à la valeur ajoutée, avec les décisions de la Communauté européenne.

Nous insistons pour que dans un avenir proche soient libéralisées dans toute la mesure du possible la circulation des capitaux, la circulation de la main-d'œuvre et la circulation de tous les services qui comportent la collaboration des masses, des industries et de tous ceux qui sont pratiquement le sang de l'organisation unitaire que nous voulons créer.

Nous estimons que nous devons, en tant que Parlement européen, être tenus constamment au courant des conversations qui auront lieu entre la Commission et les pays qui demandent à adhérer à la Communauté. Il ne nous est pas possible de prendre des décisions sans savoir, par exemple, ce qu'en pense l'Angleterre qui en certains domaines, dont le premier est de savoir s'il faut considérer éventuellement la livre sterling comme monnaie de réserve, devrait pouvoir exprimer son point de vue, ce qui, intervenant en temps utile, faciliterait son entrée dans la Communauté alors que, s'il intervient trop tard, il pourrait faire obstacle à l'élargissement de la Communauté.

Nous sommes donc d'accord, en ce qui concerne la première étape qui est évidemment la plus facile, avec l'esprit des propositions que la Commission a soumises au Conseil. Cette première étape doit avoir une durée de trois ans et nous espérons que les propositions élaborées par la Commission ne constituent qu'un premier pas, celui de la mise en route, dirais-

je, des mécanismes et des organismes ; tout retard dans cette mise en route empêcherait le passage effectif à la deuxième étape. Dans la proposition de résolution de la commission économique, à laquelle nous exprimons nos vifs éloges et notre gratitude pour la diligence et la passion avec lesquelles elle a accompli son travail, figurent des éléments que nous approuvons tout particulièrement, et notamment l'exigence d'un contrôle démocratique exercé par le Parlement européen dans le cas du transfert de certaines compétences des parlements nationaux aux institutions communautaires.

Par contrôle démocratique nous pensons qu'il faut entendre non seulement la manière et la procédure avec lesquelles le Parlement exercera ce contrôle, mais surtout l'essence même du contrôle, à savoir l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, sans quoi il ne pourra certainement pas être considéré comme un parlement vraiment démocratique. Nous affirmons donc que l'évolution des pouvoirs du Parlement doit aller de pair avec l'évolution de l'union économique et monétaire. Nous voulons encore mettre en évidence qu'il faudra, au cours de la première étape, parvenir à un renforcement de la coordination des politiques économiques à court terme, notamment en ce qui concerne la politique budgétaire, l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté et le rapprochement des taux et de l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée. On éliminerait ainsi une grave discrimination fiscale et l'on apporterait, dans les limites du possible, une importante contribution au rapprochement des économies. Il importe aussi de parvenir à la libre circulation des capitaux, à la mise en œuvre d'une politique régionale — qui sera un des instruments importants permettant certaines égalisations par-delà les frontières en enjambant les obstacles représentés jusqu'ici par les structures nationales — et enfin, aux premières mesures destinées à instaurer un régime de changes spécifique dans la Communauté qui, en commençant par réduire les différences parfois énormes entre les diverses monnaies, crée, du moins virtuellement, une parité des monnaies, tant dans la pratique que dans le commerce qui en est fait.

Nous approuvons donc l'intention de la Commission de soumettre au Conseil, avant le 1<sup>er</sup> mai 1973, une communication sur les progrès accomplis à cette date dans la réalisation de l'union économique et sur les mesures à arrêter pour le passage à la deuxième étape. Nous estimons que le renforcement de la coordination des politiques économiques des États membres et l'intensification de la collaboration entre les banques centrales, collaboration qui, pour la première étape, a été accueillie favorablement par tous les États membres, constituent un pas en avant sérieux et pratique vers l'entente entre tous les pays membres, ce qui permettra probablement à ces pays de constater que les obstacles de la deuxième étape seront moins importants que prévu.

**Cantalupo**

Nous souscrivons à la demande de la Commission d'inviter le comité monétaire et le comité des gouverneurs des banques centrales à élaborer rapidement, c'est-à-dire au cours de la première étape, un rapport sur l'organisation et les fonctions d'un Fonds européen de coopération monétaire, car l'assimilation progressive des changes et la coopération monétaire constituent de toute évidence la base indispensable à un accord final. Nous demandons que le Conseil des gouverneurs des banques centrales élabore en temps utile, dans les douze mois, un rapport destiné à la Commission et au Conseil et que ce rapport fasse l'objet d'un débat exhaustif du Parlement européen. Nous attendons de la Commission qu'elle nous présente, toujours en temps utile, des propositions nous permettant d'accomplir des progrès réels sans aborder immédiatement le problème des institutions qui pourrait soulever de nouvelles difficultés entre nous.

Avec les réserves et les souhaits que je viens d'exprimer, en pleine conscience de la contribution que la Commission a apportée à la mise en œuvre de la première étape, les libéraux et apparentés approuvent le rapport Bousch et la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cousté, au nom au groupe de l'UDE.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, ce débat se situe après la discussion très intéressante et très complète que nous avons eue à Strasbourg. C'est dire — et j'ai pu constater que ce fut fait — qu'il doit exonérer ceux qui interviennent de redites et que nous devons limiter à mettre en lumière l'originalité de notre démarche d'aujourd'hui.

Celle-ci se situe entre deux délibérations du Conseil des ministres : celle de la semaine dernière et celle qui est prévue pour le 14 décembre. Or, que souhaitons-nous ? Nous souhaitons que l'union économique et monétaire prenne un véritable départ. Nous souhaitons donc que la Commission, qui s'est fort bien exprimée à Strasbourg, puisse faire adopter avant la fin de l'année et son projet de résolution et ses deux propositions de décision, c'est-à-dire qu'abandonnant le domaine de l'intention, nous entrons, sur le plan particulier de l'union économique et monétaire, dans le domaine de l'exécution des décisions de La Haye. La volonté d'aboutir à ce résultat, le Parlement peut la montrer en adoptant la résolution proposée par la commission économique et en acceptant quelques amendements que nous avons déposés.

La note dominante des interventions tant de M. Offroy que de MM. Aigner et Giraud a été la modération. Il est clair que, devant l'importance de l'événement, chacun, et c'est très bien ainsi, retient ses pensées les plus exigeantes et souligne ce qui rapproche les points de vue des uns et des autres. Aussi

nos propositions d'amendements ne vont-elles pas dans un autre sens. Elles tendent seulement à préciser ce qui est finalement, je crois, le consentement de ce Parlement, déjà ressenti à Strasbourg, mais exprimé tout à l'heure, à ce que sans tarder l'on entre véritablement dans la première étape de l'union économique et monétaire.

Je puis donc me contenter d'indiquer très brièvement que nos amendements sont animés d'un esprit positif, que nous nous réjouissons beaucoup qu'à Strasbourg le Parlement européen ait décidé que la commission économique devait les examiner et qu'ils aient finalement trouvé un écho dans ses travaux — ce dont je la remercie vivement — ne fût-ce que le plus clair d'entre eux, qui affirme, à juste titre, que cette étape de l'unification économique et monétaire peut parfaitement être engagée sans autre forme que l'application du traité de Rome, c'est-à-dire que nous n'avons pas besoin, pour que les décisions soient prises le 14 décembre, d'une modification du Traité ; ce que tout le monde reconnaît et ce dont tout le monde, je pense, doit se réjouir.

Dans ces conditions, nos amendements sont essentiellement préoccupés d'efficacité et de pragmatisme. C'est d'ailleurs ce que déclarait le gouvernement français vendredi dernier, répondant, par la bouche du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à une question d'actualité que je lui posais sur l'unification économique et monétaire de l'Europe : « Dans ce domaine de la construction européenne comme dans les autres, il convient d'éviter le travers qui consiste à croire qu'on a résolu ipso facto le problème quand on a créé une institution ; une institution supranationale n'est pas automatiquement synonyme de volonté politique et d'efficacité ». Or ce qui existe maintenant, et réjouissons-nous en, c'est la volonté politique et le souci d'efficacité. C'est donc dire que nous allons aboutir. Dans ces conditions, comment ne pas souligner l'importance des propos tenus par M. Schiller, non seulement dans le discours qui nous fut distribué à Strasbourg, mais aussi dans celui qu'il a prononcé en réponse à nos questions. Constamment il a souligné un point que je me permets de rappeler : « la réalisation de ces mesures dans un délai de trois ans représenterait déjà un pas considérable en avant, l'expérience des années passées nous enseigne précisément qu'il faut progresser pas à pas avec une ferme persévérance ; c'est pourquoi il convient d'établir des bases concrètes et solides au cours de la première étape ». Dans ces conditions soulignons que les propositions formulées dans le rapport oral de M. Offroy sont utiles et correspondent à ce que nous pensons.

Enfin, je voudrais attirer l'attention sur notre amendement n° 7, présenté par M. Terrenoire. Il est la conséquence logique du fait que nous entendons voir appliquer entièrement le traité de Rome pour la mise en place de l'union économique et monétaire, que nous entendons que toutes les politiques sociales complémentaires à l'union économique et monétaire



**Cousté**

soient marquées, comme M. Offroy l'a rappelé, que, de plus, nous voulons dès lors que l'on ne fasse pas allusion à ces transferts non encore nécessaires de compétences. En conséquence, nous estimons, comme le dit très bien M. Terrenoire au nom de notre groupe, que tout progrès vers l'union économique et monétaire ne contribuera vraiment à l'édification d'une Europe unie que s'il prend place dans un ensemble d'efforts destinés à donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde. L'Europe, en effet, ne se fera qu'avec le consentement des peuples et donc de ses représentants, que ce soit dans le présent Parlement européen ou dans un Parlement européen renouvelé et avec la volonté politique commune des dirigeants de nos États.

Cette volonté, j'en suis sûr, se manifestera dans ce Parlement par l'adoption du rapport Bousch et d'un certain nombre de nos amendements. Je suis persuadé qu'ainsi nous progresserons vers une Europe de stabilité, une Europe de succès, une Europe dont on demande à faire partie. Une telle Europe sera un facteur de progrès et de développement pour l'ensemble du commerce mondial et assumera sa responsabilité à l'égard du monde en développement. C'est ce que nous souhaitons.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Leonardi.

**M. Leonardi.** — (I) Dans le bref laps de temps qui m'est imparti, je tenterai d'exposer les raisons pour lesquelles nous voterons contre la proposition de résolution.

Nous nous devons de faire observer que la politique communautaire suivie jusqu'ici s'est traduite par de graves contradictions.

D'abord à l'intérieur, parce que le degré d'intégration auquel nous sommes arrivés n'est pas compatible avec l'autonomie dont disposent encore les différents États pour la plupart des options qu'ils doivent arrêter dans le domaine économique et monétaire.

Ensuite à l'extérieur, parce qu'un développement ultérieur des pays communautaires n'est pas possible en maintenant l'actuelle dépendance à l'égard du dollar, avec toute les conséquences bien connues que cela implique.

La solution de ces contradictions se trouve dans leur contexte même, en ce sens que seule une politique commune en matière monétaire et économique peut permettre de résoudre les contradictions intérieures de la Communauté et lui donner en même temps la puissance nécessaire pour mettre en œuvre une politique autonome à l'égard du dollar.

Aussi, comme je l'ai déjà dit à Strasbourg, nous ne croyons pas que l'on puisse mettre en doute l'utilité

d'une évolution vers l'union économique et monétaire.

Là n'est pas le problème. Le problème est plutôt de définir les voies à suivre pour atteindre cet objectif, de savoir qui le contrôle et dans l'intérêt de qui il doit être réalisé.

A cet effet, et je rappelle ce que j'ai déjà dit par ailleurs, il est nécessaire que, dès la première étape, on se rende compte de la portée réelle des mesures, même initiales, qui seront arrêtées.

La progression pas à pas, le réalisme feint qui en appelle continuellement au possible, ont pour seul but d'éviter une discussion globale du problème qui ne peut pas ne pas être politique. On veut progressivement enlever leur autonomie aux différents pays et créer des situations irréversibles, ce qui obligera les pays les plus faibles à subir les pas suivants, même s'ils vont à l'encontre de leurs propres intérêts.

En particulier, on ne peut considérer comme mesure peu importante la simple réduction des marges de fluctuation des changes à l'intérieur de la Communauté. Pas par pas, en partant de la réduction des marges de fluctuation des changes, on prétend arriver à une politique commune des revenus, c'est-à-dire reporter au niveau communautaire ce qui a été combattu et défait au niveau national.

La proposition de résolution confirme sans cesse la nécessité d'un contrôle démocratique, la consultation avec les représentants des partenaires sociaux, etc.

Il est notamment affirmé au paragraphe 10 : « estime qu'en cas de transfert de pouvoirs en matière de politique économique et monétaire du plan national à celui de la Communauté, il faut garantir un contrôle démocratique au niveau communautaire par un accroissement des pouvoirs du Parlement européen ».

Toutefois, au paragraphe 4 on explique ce qu'il faut en réalité entendre par ce contrôle démocratique : « est d'avis que les dispositions du traité de Rome permettent à la Communauté de progresser sur la voie de l'harmonisation de la politique économique et monétaire, mais que la réalisation de l'union économique et monétaire implique que le traité soit complété. »

Nous ne sommes pas d'accord. Dans leur conception et dans leur application les traités de Rome sont impératifs et parfaitement antidémocratiques. Il ne s'agit pas de les compléter, mais de les modifier par une réforme profonde.

Toutes les affirmations relatives à la démocratie, au contrôle et à la participation des peuples faites dans le cadre des traités de Rome ont, à notre avis, bien peu de valeur.



**Leonardi**

Il nous semble tout aussi impossible que, dans le cadre des traités, on applique une « politique sociale, régionale et structurelle d'envergure » ainsi qu'on affirme vouloir le faire au paragraphe 7 de la proposition de résolution.

A cet égard, je rappelle le sort qu'a connu le rapport Spaak de 1956 qui constituait le point de départ des traités de Rome pour ce qui est de ses aspirations en matière de justice sociale, aspirations qui n'ont jamais été réalisées.

Le même sort attend les aspects positifs du rapport Werner et de l'exposé des motifs du rapport Bousch ainsi que les parties acceptables de la proposition de résolution.

La manière antidémocratique et technocratique de prendre au sommet les décisions à arrêter par la Communauté ne pourra que tourner l'union économique et monétaire vers la protection des plus forts, des intérêts constitués. Et tout le reste n'est que parole vide de sens.

Les différents États se verront privés des pouvoirs sur lesquels les citoyens peuvent encore exercer un contrôle, sans qu'un contrôle analogue puisse s'exercer au niveau communautaire, pour lequel on réaffirme la validité des traités de Rome.

D'autre part, la discussion que nous avons eue à Strasbourg a révélé clairement quelle est la véritable interprétation des objectifs de l'union économique et monétaire, une interprétation sur la base de laquelle la contradiction qui existe entre « monétaristes » et « économistes » a été considérée comme une fausse contradiction.

Le véritable but de la proposition d'une union économique et monétaire est d'assurer la stabilité qui est considérée comme un objectif absolument prioritaire.

Il est inutile d'essayer de faire croire que cet objectif n'est pas politique. La stabilité, dans la situation actuelle, signifie la défense prioritaire des intérêts constitués. Et pour défendre cette stabilité, les traités de Rome sont exactement ce qu'il faut et ils n'ont pas besoin d'être complétés.

Il est alors inutile de parler d'autres objectifs et le processus même d'individualisation de la Communauté en matière monétaire et économique ne conduira qu'à la constitution d'un nouveau bloc, alors même que les forces plus progressistes, non seulement européennes mais du monde entier, estiment nécessaire de mettre fin à la politique des blocs.

Nous sommes d'avis que la stabilité ne peut être considérée comme objectif prioritaire, mais uniquement comme instrument pour la réalisation d'options politiques, déterminées démocratiquement, et qui doivent avoir valeur prioritaire.

Mais pour ce faire, les traités de Rome sont absolument inadéquats et doivent donc faire l'objet d'une révision.

Au cours de ma récente intervention à Strasbourg, j'avais pour ces raisons proposé que notre Parlement demande à la Commission de rendre compte des résultats obtenus par l'union douanière, de manière que l'on puisse juger la situation réelle qui, en fait, n'est pas du tout positive, comme on l'affirme sans plus, et qui n'est pas non plus considérée comme positive par les jeunes, les émigrants et une bonne partie des travailleurs.

Sur la base de cette documentation, le Parlement européen devrait procéder à une analyse critique de ce qui a été accompli, en associant à ce travail les forces sociales, syndicales, les jeunes, etc.

Ce n'est que par la suite, et sur la base de ce début de consultation démocratique, que l'on devrait passer à de nouvelles propositions en vue de faire avancer le processus d'intégration.

Sans actions de ce genre, qui permettent d'aller de l'avant dans le processus d'unification, j'estime que le Parlement européen laissera s'échapper une bonne occasion de démontrer qu'il est capable d'intervenir et d'agir démocratiquement. En résumé, de nouveaux pas sur la voie parcourue jusqu'ici peuvent conduire, dans une situation internationale différente de celle connue jusqu'alors, non pas à un renforcement de la Communauté, mais à sa désintégration.

Aussi notre vote sera négatif.

M. le Président. — La parole est à M. Lange, au nom du groupe socialiste.

M. Lange. — (A) Monsieur le Président, chers collègues, je me permettrai tout d'abord de présenter quelques observations au nom du groupe socialiste et, ensuite, avec votre permission, et afin de gagner du temps, d'y ajouter quelques remarques en ma qualité de président de la commission économique. Je voudrais pour commencer rappeler au nom de mon groupe que les actuels six États membres de la Communauté ont signé, en 1957, à Rome, un traité qui était l'expression de leur volonté de créer une Communauté économique. On peut penser, et il faut peut-être le rappeler aujourd'hui dans ce Parlement, qu'à l'époque les parties contractantes se rendaient parfaitement compte de ses conséquences, sans préjudice du fait que certaines dispositions du traité nécessitent certainement d'être complétées en vue de l'évolution future.

Ainsi, par exemple, nous pouvons constater qu'à l'heure actuelle le pouvoir législatif est détenu par le Conseil et que le Parlement ne dispose que de fonctions consultatives. Cette situation doit bien entendu se modifier dans le cours du temps. On ne peut y échapper. Mais je pense qu'à l'époque déjà, les par-

**Lange**

ties contractantes ont réfléchi à ce problème et qu'aucune d'elles n'a eu l'intention de créer une Europe bureaucratique et technocratique au lieu d'une Europe démocratique. A mon avis, il ne faut pas oublier ce point de vue.

En outre, il importe à mon avis de rappeler encore que ce Parlement estime que le traité de Rome permet un grand nombre de choses qui ne sont pas dites expressément dans ses dispositions, dans la mesure où le traité n'interdit que ce qu'il exclut expressément. Je suis donc convaincu que, dans ces conditions, l'on peut réaliser l'union économique avec relativement peu de modifications du traité et que l'on peut trouver les points d'appui nécessaires à la réalisation d'une union monétaire si l'on interprète de manière extensive les dispositions relatives à l'harmonisation, aux conditions analogues de concurrence et autres. Je ne veux pas déclencher une controverse sur ce point, je tiens simplement à signaler que si nous voulons l'Europe, si nous voulons faire progresser l'intégration, si en même temps nous voulons, comme c'est prévu dans le traité de Rome, permettre à d'autres pays de participer à la Communauté économique, nous devons avoir la volonté d'appliquer ce traité dans son esprit initial. Je ne vois pas d'autres possibilités.

Monsieur le Président, chers collègues, l'objet dont nous débattons aujourd'hui ne peut être considéré que sous ce point de vue. Nous devons discuter de trois questions différentes : premièrement, de la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire ; deuxièmement, de la politique économique à moyen terme ; troisièmement, du mécanisme de concours financier à moyen terme. Ces trois questions forment un tout. La discussion a d'ailleurs montré qu'elles sont complémentaires. Il devrait donc être évident pour le Parlement que les conceptions formulées dans le rapport Werner, ou mieux dit dans le rapport du groupe Werner, sont une chose et que les propositions de la Commission en vue de la réalisation de l'union économique et monétaire en sont une autre. Je dirai donc, au nom de mon groupe, que nous nous félicitons de ce que les considérations portent également sur le débat du 18 novembre au cours duquel la Commission a commenté ses propositions et a fait connaître l'interprétation qu'elle leur donne. On peut sans doute considérer à ce propos, et la Commission et le Conseil devraient en prendre note, qu'en principe il n'y a pas contradiction entre le rapport du groupe Werner et les propositions de la Commission. Certaines réserves tombent si l'on accepte ce principe, et c'est ce que fait le Parlement européen qui souhaite par ailleurs que le Conseil et la Commission se sentent eux aussi engagés par les déclarations faites le 18 décembre en séance plénière à Strasbourg, d'une part, par le président en exercice du Conseil et, d'autre part, par le président de la Commission. Si telle est leur volonté, on peut penser que demain ou après-demain certaines préoccupations de ce Parlement deviendront sans objet.

Toujours au nom de mon groupe, je voudrais attirer l'attention sur un autre point. Nous pouvons une fois de plus constater qu'en diverses occasions — et il n'y a là rien de neuf, je voudrais simplement le rappeler — nous avons entendu des professions de foi sur l'Europe, l'intégration économique, l'unification européenne, et que lorsqu'un doute surgit, ce sont ceux-là même qui ont professé leur foi qui cherchent des méthodes, qui consciemment ou inconsciemment créent de nouvelles difficultés sur la voie de l'intégration, qui en pratique ne rendent pas possible la création de l'Europe telle qu'elle a été conçue en 1957, à Rome, par les parties contractantes. C'est pour cela que nous estimons qu'il faut écarter tout ce qui créerait des difficultés dans la poursuite de l'intégration, mais aussi de l'élargissement, de l'approfondissement et du renforcement. Nous considérons le rapport du groupe Werner comme un instrument permettant de réaliser cet objectif. Nous considérons la politique économique à moyen terme — permettez-moi de le dire dans ce contexte sans vouloir anticiper sur un autre point de l'ordre du jour — comme un autre instrument en vue de réaliser cet objectif, un instrument peut-être plus réel que ne l'est le rapport Werner pour la réalisation de l'union économique et monétaire.

Si la Commission fait les efforts nécessaires en ce sens, et si en tant qu'organe exécutif elle applique les propositions actuelles de manière à établir un lien avec la politique économique à moyen terme, je suis persuadé que nous ferons des progrès au cours de la première étape de la réalisation de l'union économique et monétaire.

Pour autant, mes chers collègues, nous pouvons en tant que socialistes approuver la proposition de résolution qui nous est présentée par la commission économique. Cette proposition de résolution se prononce d'une part sur les questions de principes et d'autre part sur les propositions de la Commission au Conseil. Il n'est pas nécessaire que je rappelle les points sur lesquels nous sommes en principe d'accord. Nous espérons toutefois que lors de la réduction possible des compétences nationales, non seulement d'une réduction de pure forme, mais réelle, aucun obstacle ne sera placé sur la voie de la réalisation de l'union économique et monétaire, que bien au contraire, sans modifications formelles du traité, le Conseil et la Commission reconnaîtront à ce Parlement, en tant qu'organe de contrôle, les compétences qui lui reviennent en tant que Parlement. On ne doit donc pas aller jusqu'à dire qu'aussi longtemps que les mesures formelles n'ont pas été prises aucun progrès ultérieur ne peut être accompli ; il faut au contraire considérer le tout comme un processus dynamique qui se traduit dans l'évolution future et dans la manière où ce Parlement traitera des problèmes et qui conduit alors à la réaction des intentions dont font état les différents documents en discussion. Je tiens beaucoup à ce que le travail se fasse dans cet esprit.

**Lange**

Au surplus, en ce qui concerne le contrôle démocratique, la commission parlementaire a donné quelques indications à l'exécutif et nous attendons de l'exécutif qu'il prenne en temps voulu les initiatives que, selon le traité, il lui incombe de soumettre au Conseil. Je préconiserai donc qu'à l'avenir le Conseil, chaque fois que des problèmes importants lui sont soumis — on pourrait même laisser tomber le mot « important » — c'est-à-dire chaque fois que la Commission lui soumet, quels qu'en soient les motifs, des propositions, que le Conseil donc décide immédiatement de la consultation du Parlement, indépendamment de sa décision de 1964, selon laquelle deux formes de consultation sont possibles, la consultation obligatoire sur la base du traité et la consultation facultative par le Conseil. Si le Conseil instaurait à ce propos une pratique qui permettrait la consultation du Parlement sans que celui-ci ne soit mis sous la pression du temps, nous nous acheminerions sur une voie qui assurerait un contrôle, également par ce Parlement.

Il me paraît donc absolument nécessaire — et ceci s'adresse au Conseil et à la Commission — que ce que nous avons voulu exprimer, notamment dans la proposition de résolution, doit être compris exactement comme nous l'avons dit. C'est là en tout cas le point de vue des socialistes. Indépendamment du fait que les délibérations à la commission économique ont donné lieu à des divergences d'opinion sur un certain nombre de questions, divergences qui se sont traduites par des compromis plus ou moins acceptables pour tous les intéressés, nous disposons d'une base qui nous permet de poursuivre notre tâche. C'est pourquoi mon groupe appuie la proposition de résolution et le rapport de M. Bousch.

Permettez-moi maintenant de parler en tant que président de la commission économique. Je tiens tout d'abord à remercier M. Offroy d'avoir remplacé M. Bousch qui a été empêché d'assister à cette séance parce qu'il a été victime d'un accident. J'ajouterai que la commission a transmis à M. Bousch des vœux de prompt rétablissement car il a mérité, pour l'ensemble de son travail et aussi en tant qu'homme, qu'on lui souhaite d'être très bientôt à nouveau parmi nous.

C'est à juste titre que M. Offroy a exposé la manière dont les négociations se sont déroulées à la commission économique. Vous en connaissez le résultat. La commission tenait beaucoup à exposer d'une part les principes et d'autre part les opinions exprimées quant à la réalisation par étapes des propositions de l'exécutif. C'est la raison des répétitions sur lesquelles M. Offroy a attiré l'attention. D'une part donc ont été fixés les principes, et d'autre part, ces principes ont été repris expressément en liaison avec les propositions de l'exécutif. Cela devrait permettre à l'exécutif et aussi au Conseil de voir l'intérêt que la commission porte à certains points que je n'ai pas besoin

de relever ici, car ils ressortent clairement de la proposition de résolution.

Je puis dire pour ma part, que nous nous prononcerons par la suite sur les amendements déposés par le groupe de l'union démocratique européenne. Je puis y renoncer maintenant parce que j'ai l'intention d'y revenir ensuite. Toutefois, en ma qualité de président de la commission économique, je puis dire que selon les conceptions qui se sont dégagées de la discussion en commission, les amendements de l'UDE ne seront sans doute pas acceptés, car ils changent l'esprit de la proposition de résolution déposée par la commission. Cette opinion est également celle de mon groupe et elle concorde d'ailleurs avec ce qu'en a dit M. Boersma en tant que vice-président de la commission économique et en sa qualité de porte-parole de son groupe.

Monsieur le Président, nous sommes d'avis que tout bien considéré, les documents du groupe Werner et les propositions de l'exécutif forment une base à partir de laquelle on pourra demain et plus tard poursuivre, par ces mesures décisives, dans la voie de l'application du traité de Rome en vue de la réalisation pleine et entière d'une Communauté économique, avec toutes les politiques communes qu'une telle Communauté économique implique.

M. le Président. — La parole est à M. Barre.

M. Barre, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, je voudrais, au terme de ce premier échange de vues, exprimer les remerciements de la Commission des Communautés européennes aux rapporteurs et aux commissions qui se sont penchés sur les documents qui devaient être soumis à l'avis du Parlement et me féliciter de la très grande qualité et de la haute tenue de ces débats.

J'ai eu le privilège de participer aux discussions de la commission économique et je constate avec un vif plaisir que celle-ci s'accorde à l'unanimité sur un projet de résolution, qui, ai-je besoin de le dire, reçoit l'assentiment de la Commission des Communautés européennes.

Il y a trois projets d'avis. Le premier, de la commission économique, a été préparé par M. Bousch, auquel j'exprime, au nom de la Commission, tous nos vœux de prompt rétablissement. Ayant participé à toutes les discussions qui ont conduit à l'adoption de ce projet, je dois dire que je partage — et j'ai déjà sur ce point exprimé en commission l'avis de la Commission des Communautés européennes — les points de vue raisonnables et efficaces repris dans cette communication.

Le projet d'avis que M. Aigner a présenté au nom de la commission des finances et des budgets contient un certain nombre de remarques et d'observations

**Barre**

qui méritent la plus grande attention. Je voudrais faire observer à M. Aigner que l'horizon temporel que la Commission a retenu, c'est-à-dire le courant de la présente décennie, peut paraître trop rapproché à certains. Mais, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire le 18 novembre, au cours du débat de votre Assemblée, nous avons besoin d'un horizon qui nous permette d'organiser nos efforts tendant à la réalisation de l'union économique et monétaire. Nous ne savons certes pas ce qui peut se passer dans les dix années à venir, mais du moins est-il bon que nous nous fixions certaines échéances, qui pourront constituer à la fois un stimulant et un aiguillon. D'autre part, le projet d'avis de la commission des finances et des budgets attire l'attention sur les problèmes liés à la politique budgétaire et à l'harmonisation fiscale. J'ai eu déjà l'occasion de dire à M. Spénale aussi bien qu'à M. Aigner, au cours des travaux de la commission économique, combien la Commission des Communautés européennes tenait à ce que des progrès puissent être obtenus dans ces domaines.

Le troisième projet d'avis, celui que M. Giraudo a présenté au nom de la commission politique, contient, lui aussi, un certain nombre de remarques très importantes. Je dois dire que l'avis de la commission politique rejoint les intentions qui ont toujours été celles de la Commission. Par exemple, lorsqu'il affirme que les modifications du traité rendues nécessaires pour la réalisation des objectifs finals ne comportent pas une transformation de la nature et de l'orientation fondamentale des traités, ceux-ci devant bien plutôt être améliorés et complétés compte tenu des résultats obtenus du fait de leur application ou encore lorsque le même projet d'avis note que c'est précisément cette application des traités qui doit être élargie et complétée pour épuiser toutes les possibilités qu'offrent actuellement les dispositions des traités de renforcer la coordination des politiques économiques et monétaires. Enfin lorsqu'il insiste sur le fait que la commission politique partage l'idée exprimée par la Commission européenne dans sa communication au Conseil, sur l'opportunité de ne pas préjuger trop à la hâte la répartition future des compétences entre les institutions communautaires d'une part, et entre ces institutions et les autorités des États membres, d'autre part. Car — et cela a été dit très clairement par votre commission politique — il n'a jamais été dans l'intention ni dans l'esprit de la Commission de ne pas reconnaître et de ne pas dire (bien mieux, cela a été écrit !) que la réalisation de l'union économique et monétaire impliquerait un transfert progressif des compétences à la Communauté. Ce point n'est pas discutable et il se trouve d'ailleurs dans les conclusions du Conseil des 8 et 9 juin. Mais une chose est de le reconnaître, une autre est de préjuger, sans savoir comment évolueront les faits ni dans quelles conditions les modifications devront s'effectuer, la répartition des compétences. A plus forte raison, la Commission des Communautés européennes a-t-elle cru nécessaire, pour des motifs qui ont été clairement exprimés dans l'avis de la commission politique, d'indi-

quer que l'important était que le développement s'effectuât dans le cadre des institutions communautaires.

Pour terminer, je voudrais présenter rapidement quelques observations sur certaines remarques qui ont été faites au cours de ce débat.

Je voudrais tout d'abord dire qu'il y a un certain jeu qui consiste à opposer tel document à tel autre document, telle personne à telle autre personne. Nous savons tous comment ce jeu s'est développé au cours de ces dernières semaines. Je dirai qu'il ne me paraît pas digne de la grande tâche que nous avons à accomplir. La Commission des Communautés européennes a fait des propositions en tenant le plus large compte du rapport Werner, qui a été soumis à la Commission et au Conseil. Elle a retenu de ce rapport tout ce qui pouvait, à terme et dans une première étape, servir à la construction d'une union économique et monétaire. Sur certains points, elle a exprimé, sinon certaines réserves, du moins le souci d'un certain éclaircissement. C'est là un droit que personne, je crois, ne peut lui contester. Sur d'autres points, la Commission a souhaité, notamment dans ses projets de proposition ou de résolution, mettre en relief certaines idées ou certaines actions qui n'étaient pas clairement soulignées dans le rapport. Je crois que, sur ces points, un large accord a été trouvé. D'une part, nous avons un rapport, dont nous avons dit, dans notre projet de communication au Conseil, qu'il était une contribution essentielle à la construction de l'union économique et monétaire. D'autre part, nous avons des propositions. Les propositions n'ont pas la même nature qu'un rapport. Des propositions doivent être précises dans le fond, précises dans la forme et précises quant aux périodes de temps au cours desquelles des actions doivent être réalisées.

Tel est le sens du projet de résolution et des propositions soumis au Conseil et qui l'ont été parce qu'il était de la responsabilité de la Commission de faire des propositions au Conseil. Le Président de la Commission s'est largement expliqué sur ce point lors du débat du 18 novembre, et je l'ai fait pour ma part lors de ce même débat. Nous n'empêcherons évidemment pas les commentaires, remarques ou observations. Du moins voulais-je dire de la façon la plus claire que l'inspiration et la volonté de la Commission étaient d'agir, dans le respect des principes et avec ténacité, en vue de l'objectif : l'union économique et monétaire.

A cet égard, lorsque M. Aigner déclare que, si la Commission veut avancer dans la voie de l'intégration, elle aura l'appui de ce Parlement, je voudrais dire que cette expression conditionnelle est assez curieuse, car il y a déjà quelque temps que la Commission s'efforce de promouvoir des progrès dans un certain nombre de domaines, et il n'y a pas de raison de concevoir la moindre suspicion à l'égard de l'intention et de la volonté de la Commission.

**Barre**

Je voudrais encore faire observer à M. Aigner que la Commission est très sensible au fait que la stabilité doit être un objectif majeur de la Communauté. Cela figure dans notre projet de résolution, lequel souligne qu'un des objectifs est d'assurer la croissance, le plein emploi et la stabilité dans la Communauté. Je rappellerai aussi au Parlement que, depuis le mois de juin 1969, la Commission a attiré l'attention du Conseil sur l'évolution inflationniste au sein de la Communauté à un moment où certaines organisations internationales tendaient plutôt à parler de récession dans certains pays de la Communauté. La Commission économique sait, et votre Parlement aussi, quelle importance la Commission a toujours attaché, dans les débats de conjoncture qui ont été tenus, à la stabilité dans la Communauté. Mais je voudrais dire clairement que la stabilité ne peut pas être dissociée des exigences du développement, car notre Communauté, si elle veut répondre à la montée des besoins individuels et collectifs, à ses responsabilités internationales, notamment dans le domaine de l'aide aux pays en voie de développement, doit être une Communauté de croissance et de développement en même temps qu'une Communauté de stabilité. C'est toute l'inspiration du troisième programme de politique économique à moyen terme. J'ajouterai, pour citer les sources les meilleures et les plus augustes, que le communiqué de La Haye définit cette Communauté comme une Communauté de stabilité et de croissance. Pour nous, il n'est pas possible de dissocier ces deux exigences, qui sont fondamentales tant pour le présent que pour l'avenir de la Communauté.

Ma dernière remarque concernera les aspirations de justice sociale, dont il convient de tenir compte, la nécessité de développer les politiques sociales dans la Communauté et le contact permanent avec les partenaires sociaux. Il y a longtemps que la Commission a pris position sur ce point. Elle l'a fait dans un certain nombre de documents. Elle s'est réjouie de constater que le rapport Werner contenait des indications précises à cet égard. Les mêmes indications ont été reprises dans les propositions que la Commission a faites au Conseil, et vous savez parfaitement qu'indépendamment de ce qui pourrait être décidé dans le cadre des institutions communautaires, la Commission a toujours eu le plus grand souci de conserver des contacts étroits avec les partenaires sociaux, et notamment avec les organisations syndicales de la Communauté. Ce serait, en tout cas, un grand sujet de satisfaction pour la Commission, si, dans les prochains mois, des méthodes plus concrètes et plus efficaces de concertation avec les partenaires sociaux pouvaient être trouvées et pratiquées dans la Communauté.

Je voudrais, pour terminer, remercier de nouveau les commissions et les rapporteurs, et particulièrement le président de la Commission économique, de la compétence et de la largeur de vues avec les-

quelles la question qui nous occupe aujourd'hui a été discutée et traitée.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousquet.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, nous venons d'entendre un remarquable exposé de M. Barre et je tiens aussi à remercier M. Offroy des indications qu'il nous a données à la suite du rapport modifié de M. Bousch, ainsi que les différents orateurs qui m'ont précédé.

A l'heure actuelle, comme le signalait M. Cousté, nous sommes parvenus à une étape que j'appellerai l'étape de modération. C'est, en effet, cette modération que nous devons rechercher avant tout. A la veille de la première phase de la création d'une union économique et monétaire, nous devons nous défaire de tout esprit de polémique ou de croisade, car nous avons beaucoup à construire.

Cette première étape, a dit le rapport Werner, sera de trois ans. Au moment où elle va commencer — dans un mois : c'est imminent —, un certain nombre de problèmes nous sollicitent.

Il y a d'abord la coordination des politiques économiques, ce qui n'est pas peu dire. En son troisième programme de politique économique à moyen terme, la Commission nous a présenté un document volumineux, remarquable et profondément pensé. Pour la première fois, il contient des orientations chiffrées et des actions structurelles, et il fixe les procédures de mise en œuvre de ce troisième programme, en liaison avec les politiques conjoncturelles qui devront être coordonnées avec un système d'indicateurs d'alerte, ce qui est également un facteur nouveau.

Deuxième point important : à partir de 1971, nous devons confronter annuellement, au niveau des ministres des finances, les projets de budget nationaux. Ce facteur entièrement nouveau comporte évidemment de très lourdes responsabilités et de très grandes difficultés. Il faudra élaborer des orientations à moyen terme sur le plan des budgets, ce qui ne sera pas simple. Il y a la question des soldes, qui soulèvera, sur les plans nationaux, des difficultés considérables, mais elle est fondamentale pour la création d'une politique économique et monétaire à moyen terme.

Troisième grand facteur, et non le moindre, de cette première étape : le marché des capitaux. Nous devons évidemment faire s'interpénétrer les marchés financiers des États membres. Un groupe spécial, créé auprès du Comité monétaire, sera chargé de consultations régulières sur les mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté. Cette mesure sera suivie de l'adoption de dispositions d'harmonisation fiscale portant sur les intérêts, les dividendes et la structure des impôts sur les sociétés. Ce programme est immense et combien difficile.

**Bousquet**

Dans le domaine fiscal proprement dit, il faudra généraliser la TVA — autre problème extraordinairement compliqué —, adopter un programme pour le rapprochement de ses taux ainsi que pour l'harmonisation des accises.

Renforcement de la solidarité monétaire : c'est un problème fondamental. Un mécanisme de concours financier à moyen terme devra prévoir l'utilisation des droits de tirage spéciaux, qui devra être mise en place dès la première étape. Une concertation devra être instituée entre les gouverneurs des banques centrales sur les politiques de crédit des États membres. Des procédures permettant une prise de position commune des États membres au sein des organismes monétaires internationaux seront systématiquement appliquées. Si le système des changes venait à être modifié sur le plan international, des règles uniformes devraient être établies pour la Communauté en tant que groupe, et les marges de fluctuation des monnaies des pays membres seraient maintenues.

Telles sont — et, certes, je passe un grand nombre de points importants — les grandes lignes de ce qui nous attend pour la première étape, qui, vous en demeurez d'accord avec nous, sera une étape de consultation, de coordination et de concertation entre les gouvernements. Peu à peu, cette première étape donnera évidemment lieu à des transmissions de pouvoirs entre les États nationaux et la Communauté proprement dite ; mais tout cela se fera par étapes.

En ce qui concerne le troisième programme économique à moyen terme, le grand document de la Commission contient un certain nombre de points que je rappellerai très rapidement. La Commission emploie quatre indicateurs pour définir les orientations de la politique économique : la croissance économique, le degré de réalisation du plein emploi, l'évolution du niveau général des prix, la réalisation de l'équilibre des échanges extérieurs.

Pour la première fois, comme je vous le disais tout à l'heure, la Commission a établi des orientations chiffrées sur l'évolution de l'économie à moyen terme. Mais l'on n'a pas, semble-t-il, tenu suffisamment compte de la politique agricole et des conditions qu'elle impose dans le domaine de la politique économique. Il est indispensable d'établir une politique commune de l'énergie — nous en savons quelque chose, puisque jusqu'à maintenant nous avons peu progressé dans ce domaine —, une politique commune des transports — domaine où tout est encore à faire — et une politique commune de la recherche — nous l'avons vu à propos d'Euratom. Ces politiques contribueraient à la réalisation des objectifs du programme de politique économique à moyen terme. Enfin, il est un problème extraordinairement important sur lequel je tiens, avec M. Offroy, à appeler une fois de plus l'attention, comme l'a d'ailleurs fait M. Barre : la politique sociale. Cette politique sociale a été assez négligée jusqu'ici et elle

risque, si nous n'y attachons pas suffisamment d'importance, de nous gêner considérablement à l'avenir. Il y a — et il doit d'ailleurs y avoir — une interpénétration totale entre les évolutions économiques et les évolutions sociales. Un progrès important résulte du fait que la Commission entend maintenant expressément — elle le déclare dans son troisième programme de politique économique — vouloir renforcer le dialogue avec les partenaires sociaux sur l'évolution de l'économie générale et les orientations concrètes et en faire une pratique permanente. C'est très important, car il est incontestable que, malgré toutes les difficultés que nous allons avoir à surmonter en matière monétaire et en matière économique générale, nous risquons peut-être d'avoir des difficultés pires encore du côté des centrales syndicales, si nous n'arrivons pas à les concilier à nos vues et nous accorder avec elles sur un programme commun : politique des revenus, politique sociale en général, Fonds social européen, de manière à améliorer le niveau de vie des travailleurs et que ceux-ci se rendent compte que, dans ce domaine, nous aboutissons à des résultats concrets et tangibles.

Non moins important pour cette première étape — nous y avons mis l'accent hier à la commission des finances et à la commission économique — doit être le programme de soutien monétaire mutuel. On ne peut, en effet, concevoir une politique économique qui ne serait pas jumelée avec une politique de soutien mutuel monétaire. Même si cette question semble ressortir davantage au rapport que nous allons examiner cet après-midi, il n'est pas possible de parler du rapport Bousch sans dire un mot du soutien monétaire. Ce point est fondamental, parce que si nous adoptons le rapport sur la politique économique, il faut absolument qu'à cette session aussi nous adoptions le rapport sur le soutien mutuel des différentes monnaies des Six. Nous avons une tâche très importante à remplir dans ce domaine. Dans une suite normale de la politique économique et monétaire, ces deux aspects, fondamentaux, ne peuvent pas ne pas être joints.

Cela dit, sous réserve de l'accord donné aux amendements proposés par M. Cousté, nous voterons le rapport de M. Bousch et sa proposition de résolution.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

**Président**

Ces textes sont adoptés.

Après le paragraphe 3, je suis saisi d'un amendement n° 8, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Après le paragraphe 3, insérer un paragraphe 3 bis nouveau rédigé comme suit :

« 3 bis. Estime que l'instauration à brève échéance du concours financier à moyen terme prévue dans les propositions de la Commission de février 1969 constitue un préalable aux actions nécessaires à la mise en place de la première étape de l'union économique et monétaire. »

La parole est à M. Cousté pour défendre son amendement.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, mon commentaire sera bref, le texte étant, à mon sens, suffisamment clair.

« Estime que l'instauration à brève échéance du concours financier à moyen terme prévue dans les propositions de la Commission de février 1969 constitue un préalable aux actions nécessaires à la mise en place de la première étape de l'union économique et monétaire. »

Nous savons que ces propositions sont en cours d'examen, nous voudrions qu'elles aboutissent et nous considérons qu'elles forment un tout avec les dispositions de l'union économique et monétaire.

C'est dans ce sens que nous croyons faire œuvre positive en souhaitant une mesure pratique déjà demandée par la Commission. Et, puisque M. Barre est là, je serais heureux que la Commission dise si elle est d'accord sur l'orientation de cette proposition, que le groupe de l'UDE trouve raisonnable et utile.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, mon groupe estime que ce passage concerne la politique économique à moyen terme et n'est pas à sa place ici. Je vous dirai donc, au nom de mon groupe, que nous rejetons cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Je comprends les idées exposées par M. Cousté et je conviens avec lui qu'il importe d'établir un lien qui, cependant, n'est pas à sa place ici mais dans la résolution sur le concours financier à moyen terme. Cette adjonction semble donc inopportune et je dois dire, au nom de mon groupe, que nous rejetons l'amendement dans ce contexte.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, est-ce que nous pourrions entendre l'avis de la Commission sur l'opportunité d'insérer dans le texte une référence à la politique communautaire ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Barre.

**M. Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, pour ce qui est du soutien financier à moyen terme, je rappellerai ceci : premièrement le communiqué de La Haye déclare que le plan par étapes en vue de l'union économique et monétaire doit être fondé sur le Mémoire de la Commission du 12 février 1969, lequel contient cette mesure du soutien financier à moyen terme.

Deuxièmement, le rapport Werner indique que la mise en œuvre de la première étape doit se faire après que les deux dernières décisions à prendre par le Conseil concernant le programme à moyen terme et le soutien à moyen terme auront été arrêtées, et ce avant la fin de cette année.

Troisièmement, M. Schiller, président en exercice du Conseil, et M. Scheel avant lui, vous ont dit ici que le Conseil se proposait de statuer avant la fin de l'année sur le programme à moyen terme et sur le soutien financier à moyen terme.

En tant que représentant de la Commission, je n'ai pas à prendre parti sur le point de savoir si un amendement doit ou non être inclus dans une proposition de résolution. Je voulais simplement vous rappeler ces trois éléments de base. Je conçois très bien que M. Cousté écrive que l'instauration à brève échéance du concours financier à moyen terme constitue un préalable aux actions nécessaires à la mise en place de la première étape de l'union économique et monétaire : c'est ce qui se trouve dans un certain nombre de textes. Il appartient à l'Assemblée de savoir si elle le dit ou si elle ne le dit pas.

**M. le Président.** — Monsieur Cousté, insistez-vous pour que votre amendement soit voté ?

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, je me réjouis d'entendre la Commission confirmer l'inspiration de mon amendement. J'y puise un réconfort et, quel que soit le sort de mon amendement, une confirmation de la justesse de nos vues.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, c'est pour une explication de vote que j'ai demandé la parole. Je pense que ce paragraphe 3 bis, c'est un fait, n'est pas contraire au sens général de la résolution. Mais ce qui a soulevé beaucoup de méfiance, c'est que ce texte dit, non pas que cette instauration constitue une des actions, etc., mais un préalable, donnant ainsi



**Spénale**

à penser que rien ne peut être fait tant que cela ne l'est pas.

Pour cette raison, je ne voterai pas, personnellement, cet amendement de M. Cousté.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 8.

L'amendement n° 8 est rejeté.

Sur le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Après les mots « harmonisation de la politique économique et monétaire des États membres » modifier comme suit la fin du paragraphe :

« et que la réalisation de l'union économique et monétaire devra se réaliser par étapes ».

La parole est à M. Cousté pour défendre cet amendement.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous sommes satisfaits de la rédaction de la première partie de ce paragraphe 4 du projet de résolution : « Est d'avis que les dispositions du traité de Rome permettent à la Communauté de progresser sur la voie de l'harmonisation de la politique économique et monétaire des États membres... » c'est, en effet, ce que nous avons rappelé à Strasbourg, et nous sommes heureux de le voir sanctionner.

Mais nous ne pensons pas qu'il faille ajouter : « la réalisation de l'union économique et monétaire implique que le traité soit complété ; à cet effet, des études devront être entreprises avant la fin de la première étape ». Selon nous, s'il faut compléter ou modifier le traité, ce ne sera éventuellement qu'à la fin de la première étape, c'est-à-dire d'une part après l'expérience vécue dans les faits de la mise en place de l'union économique et monétaire entre les Six, mais aussi, d'autre part, le moment venu — car nous souhaitons que l'élargissement soit un fait — avec le concours des nouveaux membres de la Communauté. Parler déjà d'une telle nécessité, c'est préjuger d'une manière qui n'est point heureuse des décisions que nous trouverons peut-être nécessaires, mais qui, en tout cas, ne doivent pas, sinon pour un exercice intellectuel, constituer dès aujourd'hui une décision d'orientation contenue dans une résolution.

Mon amendement tend donc à substituer à la dernière partie de ce paragraphe 4 les mots « et que la réalisation de l'union économique et monétaire devra se réaliser par étapes », ce qui, permettez-moi de vous le dire, est exactement ce que M. Schiller déclarait, le 18 novembre, à Strasbourg.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, mon groupe regrette de ne pouvoir se rallier à cet amendement pour les raisons suivantes : le fait d'abord que le traité de Rome n'a probablement pas besoin d'être modifié ; ni je crois d'être complété. L'examen des diverses matières a révélé qu'à l'issue de la première étape le traité serait sans doute complété. Mon groupe estime qu'il convient, dans cette perspective, d'entreprendre les études nécessaires avant même que ne s'achève la première étape. Aussi mon groupe ne votera-t-il pas cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Je puis me rallier aux vues de mon collègue Löhr sans préjudice des déclarations que j'ai faites précédemment. Cependant, étant donné les divergences de vues sur la question, il faudrait examiner en temps opportun ce qui serait éventuellement nécessaire pour compléter le traité.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 4.

Le paragraphe 4 est adopté.

Sur le paragraphe 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 5 est adopté.

Sur le paragraphe 6, je suis saisi d'un amendement n° 9, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Rédiger comme suit le début de ce paragraphe :

« 6. Souhaite à relativement court terme une réduction... »

(le reste sans changement).

La parole est à M. Cousté pour défendre son amendement.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, cet amendement tend à ôter à la rédaction de ce paragraphe 6 son caractère négatif : « n'exclut pas la possibilité à relativement court terme d'une réduction des marges de fluctuation des cours de change entre les monnaies des États de la Communauté », en exprimant un souhait positif qui va dans le sens des mesures pratiques que nous souhaitons dès la première étape : « souhaite à relativement court terme une réduction, etc. ».

En adoptant cet amendement, le Parlement ne fera que redire exactement ce qui a été dit par les six États membres de la Communauté à la conférence

**Coûté**

du Fonds monétaire international à Copenhague, où l'on a déclaré que, loin d'aller dans le sens du maintien ou de l'accroissement des marges de change, l'on entendait personnaliser la Communauté économique européenne en en faisant une zone de stabilité monétaire, mais aussi de plus grande union et de cohésion entre les monnaies.

J'ose donc espérer que cet amendement, dont l'inspiration positive est évidente, recueillera, lui, l'adhésion du Parlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Je dirai que nous approuvons cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Nous également.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 9.

L'amendement n° 9 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 6 ainsi modifié.

Le paragraphe 6 ainsi modifié est adopté.

Sur les articles 7 et 8, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 7 et 8 sont adoptés.

Sur les paragraphes 9 et 10, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

— Amendement n° 2 au paragraphe 9, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

supprimer ce paragraphe.

— Amendement n° 3 au paragraphe 10, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Rédiger ce paragraphe comme suit :

« 10. Estime indispensable au fur et à mesure de l'élaboration de l'Union Économique et Monétaire qu'un contrôle parlementaire soit établi au niveau communautaire. »

La parole est à M. Cousté pour défendre ces deux amendements.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, puisque nous nous réclamons du sens des réalités, je vais l'appliquer immédiatement. L'amendement n° 1 demandait

l'application du traité de Rome et l'utilisation pour la construction de l'union économique et monétaire de toutes les possibilités qu'il offre. L'amendement n° 2, qui tend à supprimer le paragraphe 9, est pratiquement la conséquence logique de l'amendement n° 1. En effet, ce que nous voudrions éviter dans la rédaction du paragraphe 9, c'est que l'on parle de répartition entre les institutions nationales et les institutions communautaires des responsabilités de la politique économique et monétaire. Puisque nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de parler déjà de modification du traité, nous ne pensons pas qu'il soit opportun de parler aujourd'hui déjà d'une répartition entre les institutions nationales et communautaires des responsabilités de la politique économique et monétaire. Nous nous contentons de souhaiter de toutes nos forces que le traité de Rome soit appliqué, que les organes communautaires fonctionnent, de façon que l'union économique et monétaire, au lieu d'être le vœu de la conférence de La Haye devienne réalité. Pour éviter toute discussion, je puis donc parfaitement retirer cet amendement n° 2, auquel serait vraisemblablement réservé le même sort qu'à l'amendement n° 1.

Quant au paragraphe 10, nous l'avons rédigé en évitant de parler de transferts du plan national au plan communautaire de pouvoirs en matière de politique monétaire, parce que nous les considérons inopportuns, mais en rappelant qu'il importe que le Parlement puisse contrôler à tous les stades l'action déployée par la Commission et le Conseil en vue de la mise en place de l'union économique et monétaire.

L'amendement n° 3 sur la rédaction du paragraphe 10 pourrait donc être accueilli par le Parlement, dans la mesure où nous-mêmes, faisant preuve du sens des réalités que j'évoquais tout à l'heure, nous retirons l'amendement n° 2.

**M. le Président.** — Monsieur Cousté, j'aimerais savoir très exactement si vous retirez votre amendement n° 2 qui porte sur le paragraphe 9 et si vous maintenez votre amendement n° 3 qui porte sur le paragraphe 10.

**M. Cousté.** — Je retire l'amendement n° 2, qui concerne le paragraphe 9, mais je maintiens l'amendement n° 3 sur le paragraphe 10.

**M. le Président.** — L'amendement n° 2 est retiré.

La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, mon groupe estime que la rédaction du paragraphe 10 explique mieux ce que nous avons voulu dire que l'amendement n° 3. Mon groupe ne votera donc pas cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange. — (A) Nous nous félicitons que M. Cousté ait retiré l'amendement n° 2 et donné les raisons pour lesquelles les paragraphes 9 et 10 sont liés. La proposition formulée par la commission économique étant logiquement construite, nous y souscrivons et nous ne nous voyons malheureusement pas en mesure d'adopter votre amendement, Monsieur Cousté ; nous voterons donc contre.

M. le Président. — L'amendement n° 2 ayant été retiré, je mets aux voix le paragraphe 9.

Le paragraphe 9 est adopté.

Je mets aux voix l'amendement n° 3 au paragraphe 10.

L'amendement n° 3 est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 10.

Le paragraphe 10 est adopté.

Sur les paragraphes 11 à 15, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 11 à 15 sont adoptés.

Sur le paragraphe 16, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Cousté pour défendre son amendement.

M. Cousté. — Monsieur le Président, étant donné le sort qui a été réservé à l'amendement n° 1, puis à l'amendement n° 3, il est logique que je retire l'amendement n° 4.

M. le Président. — L'amendement n° 4 est retiré.

Je mets aux voix le paragraphe 16.

Le paragraphe 16 est adopté.

Sur les paragraphes 17 et 18, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 17 et 18 sont adoptés.

Sur le paragraphe 19, je suis saisi d'un amendement n° 5, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 19. Souhaite que soit accélérée l'étude demandée par le Conseil à la Commission en vue de parvenir à l'harmonisation des unités de compte utilisées dans la Communauté. »

La parole est à M. Cousté pour défendre son amendement.

M. Cousté. — Monsieur le Président, dans cet amendement, nous souhaitons que soit accélérée l'étude demandée par le Conseil à la Commission — ce qui n'était pas dans le texte — en vue de parvenir à l'harmonisation des unités de compte, terme qui nous paraît avoir, du point de vue monétaire, plus de sens que celui d'homogénéité.

Cet amendement est donc plus de forme que de fond. J'espère, dès lors, qu'il sera accueilli favorablement par le Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Löhr. — (A) Monsieur le Président, mon groupe approuvera cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange. — (A) Je m'associe à la déclaration de M. Löhr.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, ayant été, en commission, l'auteur de cet amendement, je tiens à dire que le terme d'homogénéisation a été repris d'une résolution du Conseil chargeant la Commission d'étudier cette question.

Mais je conviens que la rédaction de M. Cousté est meilleure que celle que nous avions proposée et, en ce qui me concerne, je m'y rallie très volontiers.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 5.

L'amendement n° 5 est adopté. Il devient le nouveau paragraphe 19.

Sur les paragraphes 20 à 22, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 20 à 22 sont adoptés.

Sur le paragraphe 23, je suis saisi d'un amendement n° 6, présenté par M. Cousté et dont voici le texte :

Ajouter à la fin : « et au Comité économique et social ».

La parole est à M. Cousté pour défendre son amendement.

M. Cousté. — Monsieur le Président, ce paragraphe 23 devrait, selon notre groupe, être complété de façon

**Cousté**

à prévoir que le rapport annuel des gouverneurs des banques centrales sera également communiqué — cela nous paraît indispensable — au Comité économique et social.

J'espère que cette proposition, qui va dans le sens de l'effort de concertation avec les partenaires sociaux, organisée dans le Conseil économique et social, sera accueillie favorablement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Le comité économique et social, Monsieur Cousté, a la mission toute particulière de donner des consultations au Conseil. Le Parlement a également une mission de consultation et il n'a pas manqué d'en débattre ; j'estime inadmissible que nous mettions d'autres institutions au même niveau que le Parlement, institutions qui, par ailleurs, ont été créées dans des conditions tout à fait différentes de celles du Parlement.

J'insiste donc auprès des collègues de l'UDE pour qu'ils retirent leur amendement qui dans le cas contraire sera rejeté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais dire à l'auteur de l'amendement, M. Cousté, que le Comité économique et social reçoit automatiquement toutes ces communications. Je crois qu'il est inutile de signaler que ces rapports doivent être également transmis au comité économique et social. Je tiens cela comme allant de soi et je crois, Monsieur Cousté, qu'il ne serait pas très sage de demander un vote sur cette question. Je vous demanderai donc de retirer votre amendement.

**M. le Président.** — Monsieur Cousté, insistez-vous sur le vote ?

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, étant donné d'une part le climat de ce débat et notre volonté d'aboutir, même si parfois nos intentions les plus efficaces échouent, d'autre part la confirmation qui m'est donnée que ces documents sont effectivement communiqués au Comité économique et social, nous retirons cet amendement n° 6.

**M. le Président.** — L'amendement n° 6 est retiré.

Je mets aux voix le paragraphe 23.

Le paragraphe 23 est adopté.

Sur le paragraphe 24, je suis saisi d'un amendement n° 7, présenté par M. Terrenoire, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 24. Estime que tout progrès vers l'union économique et monétaire ne contribuera vraiment à l'édification d'une Europe unie que s'il prend place dans un ensemble d'efforts destinés à donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États une volonté politique commune. »

La parole est à M. Triboulet pour défendre cet amendement.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, le texte qui termine la proposition de résolution présentée par la commission économique est un texte de pure forme, dont le contenu va de soi.

Si nous avons proposé un autre texte, ce n'est pas du tout pour aller contre cette rédaction, tout à fait honorable. Mais nous voudrions aller plus loin et nous voudrions que, dans ce paragraphe 24, l'on donne tout son sens à la proposition, qui, telle qu'elle se présente, nous paraît trop étroite. Certains des amendements présentés par M. Cousté ont pu paraître négatifs (ils ont d'ailleurs été doublement négatifs, puisque vous les avez repoussés !) qui disaient : N'allons pas jusqu'à imaginer des modifications au traité. Pourquoi ne nous contenterions-nous pas du cadre institutionnel actuel ? Pourquoi prévoir des modifications dans la répartition des compétences entre les parlements nationaux et les institutions communautaires ? Pourquoi envisager déjà ces problèmes d'avenir, ces problèmes de structure, pour employer un mot à la mode ?

Et bien, notre attitude montrait clairement, au contraire, une volonté de rester fidèles à une doctrine qui nous est chère. Nous pensons que si un jour le développement des mesures d'union économique et monétaire devait aboutir à des modifications profondes de structure, alors il faudrait une volonté politique expresse, il faudrait qu'en ce domaine comme dans tous les domaines de l'Europe unie et spécialement dans celui de la politique, nous puissions avoir des décisions prises au sommet. Nous ne croyons pas que c'est par le biais de solutions techniques, par un accord entre fonctionnaires des Communautés européennes et fonctionnaires de nos divers ministères des finances que nous pouvons progresser beaucoup dans la voie de l'union économique et monétaire et, à plus forte raison, dans la voie de la politique européenne.

Nous voulons donc, en fin de proposition, rappeler que tout progrès vers une union économique et monétaire complète et véritable doit prendre place dans un ensemble d'efforts destinés à donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États, une volonté politique commune, qu'ils auront l'occasion d'exprimer, j'en suis sûr, dans de nouvelles Conférences de La Haye. C'est ainsi qu'ils feront de nouveau progresser l'Europe, tout comme la

**Triboulet**

dernière Conférence de La Haye vient de permettre un certain nombre de progrès décisifs.

Cet amendement terminal rejoint donc les amendements que M. Cousté a déposés dès le début de l'examen de cette proposition de résolution. Nous nous contentons des solutions techniques de la première étape et souhaitons que, dans la proposition, l'on ne parle pas d'une nécessité automatique de réformes de structure profondes, car nous pensons que, si la voie qui nous mène vers l'union économique et monétaire devait un jour imposer de véritables changements de structure posant des problèmes politiques et, par exemple, retirant aux parlements nationaux, comme le disait si bien M. Offroy ce matin, certains droits budgétaires, il faudrait reposer le problème sur le terrain politique. Il serait vain de croire que c'est uniquement par des mécanismes techniques que nous aboutirons à ces décisions. Il faudrait, à ce moment-là, que les chefs d'État et de gouvernement décident que certains droits budgétaires seront retirés aux parlements nationaux et il faudrait que chacun de ceux-ci acceptât d'abandonner une partie de ses droits propres.

C'est pour rester dans la réalité politique que nous avons déposé l'ensemble de ces amendements et notamment le dernier. Celui-ci signifie que, pour aller jusqu'au bout, il faudra une décision politique au sommet.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Monsieur Triboulet, je dois dire, à mon regret, que je ne puis partager vos vues. Vous avancez une chose à laquelle chacun de nous peut sans doute souscrire. Mais j'estime que cela ne doit pas figurer dans cette résolution. Par votre nouveau paragraphe 24, vous visez à remplacer ce qui constitue en fait une mission concrète de la Commission et qui, de l'avis de la commission économique et de l'avis des groupes, doit être maintenue. Nous ne sommes donc pas en mesure d'accueillir cette déclaration d'amour à l'Europe dans la résolution. Nous devons donc purement et simplement rejeter cet amendement et nous en tenir à la demande que nous formulons au paragraphe 24 à l'adresse de la Commission. C'est, me semble-t-il, dans ce contexte, une sage et juste mesure.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais encore dire à l'auteur de l'amendement que les idées qu'il exprime par son amendement répondent fidèlement à l'esprit des traités de Rome. Au cours de ces treize dernières années, il était évident pour mon groupe que pour ces motifs et dans cet esprit, il nous fallait poursuivre l'œuvre d'intégration européenne.

Si toutefois l'auteur de l'amendement devait persister dans son intention de donner forme à cette idée dans cette très importante matière qu'est l'union économique et monétaire, je me permettrai, au nom de mon groupe, de lui suggérer un compromis. Si l'auteur de l'amendement se déclare d'accord avec la rédaction du paragraphe 24 de la proposition de résolution de la commission économique, on pourrait alors ajouter dans une deuxième partie : « tout en conférant à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États une volonté politique commune ».

Si vous en êtes d'accord, Monsieur Triboulet, vous aurez l'approbation de mon groupe.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, j'accepte que notre amendement ne se substitue pas au paragraphe 24, mais vienne s'y ajouter ; c'est-à-dire que nous voterions le paragraphe 24 de la proposition de résolution, puis nous y ajouterions notre formule, qui deviendrait alors un paragraphe 24 bis, voire 25.

**M. le Président.** — La parole est à M. Poher.

**M. Poher.** — Monsieur le Président, je voulais simplement dire que je ne vois pas comment je pourrais voter le texte actuel de l'amendement de M. Terrenoire. Je ne sais pas en ce moment ce que deviendra le compromis qui s'annonce entre MM. Löhr et Triboulet, mais pour l'instant, au moment où nos ministres des Affaires étrangères des six pays viennent de se réunir à Munich pour pratiquer ce qu'on appelle « la coopération politique », il me semble étrange que le Parlement puisse se permettre de souhaiter des efforts « destinés à donner... aux dirigeants de nos États une volonté politique commune ». A quoi servirait une réunion comme celle de Munich, si l'on suppose que les dirigeants de nos États ne sont pas animés d'une volonté politique commune ? Je voterai donc contre le texte de l'amendement de M. Terrenoire. Je serais davantage d'accord, en revanche, si, comme paraît le souhaiter M. Löhr, l'on disait que « les peuples ont conscience de leur unité profonde et les dirigeants des États de la nécessité d'une volonté politique commune ». Mais ce qui ne me permet pas pour l'instant d'accepter cet amendement, c'est que je ne puis concevoir que des dirigeants qui se réunissent pour rapprocher leurs politiques ne soient pas animés déjà d'une volonté politique commune !

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, avant de prendre position sur cet amendement, je voudrais poser une question à son auteur.

**Spénale**

Est-ce que dans son esprit, « donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde signifie, entre autres, procéder à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, ce qui est certainement un des moyens les plus efficaces pour donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde ?

S'il me répond oui sur ce point, je voterai, personnellement, son amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Monsieur le Président, si M. Triboulet se déclare d'accord avec la proposition de notre collègue Poher, je pourrais appuyer une telle expression de volonté dans une proposition de résolution. La condition sine qua non en est toutefois que le paragraphe 24 demeure inchangé. On pourrait alors ajouter un nouveau paragraphe 25 ou 24 au sens où l'entend M. Poher. Je vous en prie, Monsieur Triboulet, de vous prononcer à ce sujet.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais rappeler ce que j'ai dit précédemment. Mon groupe serait d'accord de laisser inchangé le paragraphe 24 de la proposition de résolution de la commission économique, mais d'y ajouter, Monsieur Triboulet : « tout en donnant à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États une volonté politique commune ». Ce serait une formule de compromis à laquelle mon groupe pourrait se rallier.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, je crois que je ne suis d'accord ni avec M. Spénale, ni avec M. Poher.

Si je ne suis pas d'accord avec M. Spénale, c'est pour une raison bien simple : je pense qu'il a mis la charrue avant les bœufs, ce qui me paraît particulièrement grave pour quelqu'un d'origine rurale comme lui. Il faut, en effet, que nos peuples aient une conscience commune de ce que représente l'Europe pour que des élections au suffrage universel aient un sens, et vous savez parfaitement que c'est précisément là un des obstacles actuels aux élections au suffrage universel. Je suis persuadé que dans le département de M. Spénale les électeurs sont tout à fait avertis des problèmes européens ; je n'en dirais pas exactement autant des départements que je connais le mieux. Par suite, une action de propagande est nécessaire. C'est elle que nous souhaitons : « ... un ensemble d'efforts destinés à donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde ».

J'ajoute tout de suite que si ces efforts de propagande, d'information de l'électeur de ce que représente l'Eu-

rope sont accomplis, nous pourrions évidemment, dans les modifications de structures futures, sur décision des chefs d'État ou de gouvernement et des parlements nationaux, envisager l'élection au suffrage universel. Comme c'est la doctrine que nous avons toujours défendue, je pense que M. Spénale ne m'a interrogé qu'avec une certaine malice.

Quant à M. Poher, il ne semble pas avoir bien saisi l'articulation de notre texte. Je réponds d'ailleurs au représentant du groupe démocrate-chrétien que s'il s'agit de déclarer que dès maintenant, nos peuples ont conscience de leur unité profonde et les dirigeants de nos États une volonté politique commune, comme semblait le déclarer M. Poher, nous nous inscrivons en faux contre cette affirmation. L'électeur, dans son ensemble, n'est pas encore — je le répète — assez averti des problèmes européens. Quant à la volonté politique commune des chefs de gouvernement, cher Monsieur Poher, vous êtes trop averti de la politique européenne pour ignorer qu'il reste un certain nombre de divergences profondes entre nos dirigeants sur un certain nombre de points de la politique européenne et mondiale. C'est cet ensemble d'efforts que nous souhaitons que vise notre proposition d'amendement. Vous devriez être entièrement d'accord pour que et le Parlement européen, et la Commission européenne, et le Conseil de ministres (dans la mesure où celui-ci est un organe communautaire) interviennent auprès de chacun de nos gouvernements pour mieux les avertir de ce que souhaitent le Parlement européen et les parlementaires européens et pour tenter d'obtenir qu'ils coordonnent davantage leurs efforts en vue d'aboutir à une Europe unie. Il reste de nombreux problèmes à résoudre ; je ne les énumérerai pas, pour ne pas lasser votre attention.

Bref, je crois que notre texte est admissible par tous. Tous, vous désirez que l'on accomplisse un ensemble d'efforts destinés à la fois à augmenter la conscience qu'a chacun de nos peuples de son unité européenne et à encourager nos dirigeants dans leurs efforts — ils en accomplissent, je le reconnais, mais ceux-ci n'ont pas encore abouti — pour établir, sur l'ensemble de la politique européenne, une volonté commune.

**M. le Président.** — Il apparaît donc que l'amendement n° 7 n'est plus destiné à se substituer au paragraphe 24, mais à ajouter un nouveau paragraphe 24 bis.

La parole est à M. Löhr.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, je tiens, dans un souci d'objectivité, à faire en mon nom personnel la déclaration suivante :

Monsieur Triboulet, je ne suis plus en mesure d'approuver votre amendement après l'interprétation que

**Löhr**

vous venez d'en donner et au cours de laquelle vous vous êtes principalement adressé à M. Spénale. Je le regrette beaucoup, mais le contenu de vos déclarations me ramène à ce que j'ai dit précédemment, à savoir que ces considérations sont inspirées de l'esprit de Rome, qui anime nos travaux depuis treize ans ; force m'est donc de déplorer que vous avez donné une telle interprétation. J'aurais volontiers été disposé à me rapprocher, par voie de compromis, de votre point de vue. Je suis toutefois obligé de refuser l'interprétation que vous donnez. Monsieur le Président, je rappelle que j'ai parlé en mon nom personnel.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lückner.

**M. Lückner.** — (A) Monsieur le Président, l'amendement présenté par M. Triboulet est indiscutablement l'un de ceux dont les implications politiques sont les plus profondes. A mon avis, nous nous rendrions un mauvais service en ne tenant pas suffisamment compte dans nos délibérations de la portée politique de cet amendement. Monsieur le Président, je prends acte du fait que M. Triboulet est disposé à accepter le paragraphe 24 tel qu'il a été formulé par la commission économique. Si M. Triboulet reste de cet avis, il serait assurément possible d'ajouter un nouveau paragraphe 24 a) et d'y insérer une formule contenant un appel général, d'ordre moral et politique, de même nature que celui que M. Triboulet a formulé dans son amendement. Toutefois, deux éléments jouent un rôle en l'occurrence, à condition toujours que le paragraphe 24 soit adopté sans modifications. La proposition de M. Triboulet implique, dans sa première partie, un facteur temps à propos duquel une remarque s'impose. Dans le paragraphe 24, on exprime en effet l'espoir que les propositions de la Commission permettront de faire des progrès plus importants vers l'union économique et monétaire dans un cadre institutionnel équilibré. Dans ce cas, nous ne pouvons guère poursuivre, dans un paragraphe nouveau : « Tout progrès vers l'union économique et monétaire ne contribuera vraiment à l'édification d'une Europe unie que s'il prend place dans un ensemble d'efforts communs ». Nous devrions éliminer ce facteur temps et ajouter un paragraphe 25 entièrement nouveau et rédigé comme suit : « Estime que tous les responsables sont appelés à faire les efforts nécessaires en vue de donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États une volonté commune ». Toutefois, cet appel ne pourrait être lancé que si la version actuelle du paragraphe 24 était maintenue.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bersani.

**M. Bersani.** — (I) Monsieur le Président, je voulais dire la même chose que M. Lückner et je renonce donc à la parole.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, ma question à M. Triboulet n'était pas taquine, elle était tout à fait sérieuse. Je pense que même si, à cause de la politique agricole commune, les paysans de ma région ont une certaine idée du fonctionnement de la Communauté économique européenne, ils n'en ont pas une conscience très vive, et la prise de conscience politique serait certainement facilitée par une consultation électorale dans laquelle ils se trouveraient impliqués. Il me paraît comme à beaucoup ici, qu'en définitive, c'est nettement le moyen le plus efficace de parvenir rapidement à donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde.

Dans la mesure où M. Triboulet pense que l'élection du Parlement européen au suffrage universel doit être l'aboutissement, la consécration d'une conscience déjà acquise par tous les peuples européens de leur unité profonde, je dis que l'on se prive du moyen essentiel pour le renvoyer aux calendes grecques.

Dans ces conditions, je ne pourrai pas, personnellement, adopter cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, j'estime qu'en cette matière il ne s'agit pas de faire des paroles mais d'aller au fond des choses. Il ne s'agit pas de propagande, mais de la construction européenne.

Cet amendement a été présenté dans l'esprit et dans le but qui caractérise tous les amendements présentés par le groupe de l'UDE et que nous avons rejetés parce que nous ne souscrivons pas aux conceptions de ce groupe sur la construction de l'Europe. Or, que sur la base d'une proposition de M. Löhr, à laquelle je ne puis souscrire — et que je dirais inconsiderée — on en vienne à une sorte de *do ut des*, c'est-à-dire, je vote pour ton amendement si tu acceptes l'amendement en tant que paragraphe 24 bis, cela ne me semble pas conforme à l'exigence de clarté que nous avons toujours réclamée.

Voilà pourquoi je dis que le paragraphe 24 est parfaitement adapté à tout ce que nous concevons dans le domaine de l'union économique et monétaire et que, par contre, on ne peut accepter l'amendement en discussion qui s'inspire des idées selon lesquelles tout devrait rester immobile jusqu'au moment d'une énorme palingénésie. Ce sont des idées pour lesquelles, je l'ai déjà dit lors de la dernière session, la construction de l'Europe relève un peu de la réponse donnée au duc de Milan par un condamné à la pendaison. Celui-ci demanda au duc de le laisser choisir l'arbre auquel il serait pendu, ce qui lui fut accordé, si bien qu'il ne fut jamais pendu parce que, évidemment, il ne trouva jamais d'arbre.

Je m'oppose donc à cet amendement ; je suis d'avis qu'il faut voter en faveur du paragraphe 24 et rejeter l'amendement quel qu'en soit le texte.



**M. le Président.** — La parole est à M. Califice.

**M. Califice.** — Monsieur le Président, je voudrais demander à M. Triboulet s'il serait d'accord sur rédaction suivante de l'amendement, laquelle répondrait aux préoccupations exprimées, il y a un instant, par M. Poher : « Estime que tout progrès vers l'union économique et monétaire contribue vraiment à l'édification d'une Europe unie dans la mesure où nos peuples ont la conscience de leur unité profonde et où les dirigeants de nos États ont une volonté politique commune ».

De cette manière, on ne se limite pas aux efforts à déployer, on constate ce qui se passe aujourd'hui.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — J'accepte, c'est une très bonne rédaction.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange.** — (A) Je dois malgré tout demander à M. Triboulet s'il maintient, tout en acceptant la rédaction proposée par M. Califice, l'interprétation qu'il a donnée à cette phrase, car s'il la maintient, je ne pourrai pas, en ce qui me concerne, approuver que le paragraphe soit complété en ce sens.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur le Président, nous nous efforçons tous de trouver une formule susceptible de faire l'unanimité et, quant à moi, il importe avant tout que ce qui sera dit au paragraphe 24 soit adopté à une majorité aussi large que possible. C'est pourquoi je voudrais demander à M. Triboulet et à ses amis s'ils peuvent marquer leur accord sur l'adjonction suivante au paragraphe 24 : « Attend de la Commission etc. — puis : « en tenant compte du fait que l'édification d'une Europe unie n'est possible que si l'on rappelle constamment à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États la nécessité d'une volonté politique commune ». En complétant le paragraphe 24 de cette manière, il ne serait pas nécessaire d'insérer un paragraphe nouveau, qui manquerait d'ailleurs, à mon avis, d'un contexte approprié.

**M. le Président.** — La parole est à M. Corona.

**M. Corona.** — (I) Monsieur le Président, je comprends que l'on s'efforce à parvenir à une position commune sur l'amendement proposé par M. Triboulet, mais je voudrais d'abord chercher à comprendre l'esprit dans lequel il a été formulé initialement.

Il me semble qu'il vise tout d'abord à supprimer le paragraphe 24, évidemment, puisque l'objet du pa-

ragraphe 24 n'est absolument pas repris dans l'amendement de M. Triboulet. En fait, on ne sait pas qui devrait accomplir les efforts « destinés à donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde et aux dirigeants de nos États une volonté politique commune ». Le paragraphe 24 confie une tâche précise à la Commission ; le Parlement a un interlocuteur auquel il s'adresse. M. Triboulet fait disparaître cet interlocuteur.

Le second objectif de cet amendement, qui me semble l'objectif de fond — et c'est tellement vrai que M. Triboulet renonce à demander la suppression du paragraphe 24 si son amendement est approuvé — est le suivant : M. Triboulet estime, d'accord évidemment avec son groupe — qu'il faut mettre un frein aux espoirs qui naissent du fait même de la création de l'union économique et monétaire, et en définitive, il entend dire par son amendement que l'union économique et monétaire n'aura de valeur politique que si elle est assortie d'autres initiatives.

Or, à mon avis, accepter un amendement de ce genre serait dénaturer le sens même de notre proposition de résolution. Cela ne signifie rien d'autre que de noyer dans la généralité des initiatives qu'il invoque en faveur de l'union des peuples et de la volonté politique des États membres, tout ce qu'il y a de positif, également du point de vue politique, dans l'union économique et monétaire.

Même avec des corrections, le sens de l'amendement reste dans l'esprit de ce qui est de la philosophie de tous les amendements déposés par le groupe de l'UDE. Je pense qu'étant donné l'attitude qui est la nôtre, nous devons rejeter cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, je voudrais répondre tout de suite à ce que vient de dire M. Corona. Celui-ci m'a mal écouté, car il donne le sentiment que j'ai accepté le paragraphe 24 sur l'opposition des membres de cette Assemblée. Il a mal écouté mon explication du texte que je défendais car, dès le début, j'ai déclaré que le paragraphe 24 chargeant la Commission de faire des propositions permettant de faire des progrès plus importants me paraissait louable et que je l'acceptais. Sur quoi l'on me proposa de corriger, dans ce cas, la présentation de l'amendement et j'acceptai tout de suite que notre amendement vint s'ajouter au paragraphe 24. Ce paragraphe, nous l'avons toujours trouvé normal, mais, je l'avais dit, il est plutôt une formule de style, car il est évident que la Commission fera des propositions pour aller plus loin. Mais enfin, si on tient à le dire, nous sommes tout à fait d'accord, et nous l'avons été dès le début.

Quant à ce paragraphe 25, j'accepte, comme je l'ai dit, la rédaction de M. Califice, car elle répond exactement à ce que nous souhaitons, c'est-à-dire à la

**Triboulet**

fin de l'étude de l'union économique et monétaire, lier cette dernière au processus d'édification de l'Europe unie. Nous voulons signifier que faire l'union économique et monétaire, c'est bien, mais ce n'est qu'un des aspects partiels de l'œuvre de construction de l'Europe et que, pour progresser vraiment vers l'Europe unie, il faut aller jusqu'à la persuasion de nos opinions publiques et la volonté politique commune de nos gouvernements dans tous les domaines.

Sur ce point, je pense que nous pouvons être unanimes, quitte à différer d'avis sur les modalités de cette progression vers l'Europe unie ou les méthodes de cette persuasion des opinions de nos peuples. M. Spénale, par exemple, pense que, pour persuader l'opinion, il faudrait tout de suite des élections au suffrage universel ; nous, nous pensons qu'on peut, au contraire, placer les élections au suffrage universel à un stade plus éloigné. Ces questions de méthode ne changent rien à la signification de notre texte qui est la suivante : l'union économique et monétaire prend place dans un effort plus large de construction de l'Europe.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, juste un mot. Je dirai d'abord à M. Triboulet que la question n'est pas de savoir s'il faut mettre plus ou moins tôt l'élection au suffrage universel du Parlement européen, mais de savoir quelle conception l'on en a : Est-ce un moyen ? Doit-ce être un couronnement ? Pour M. Triboulet, elle est la fin, la dernière étape. Sur ce point, nous divergeons essentiellement, car pour moi cette élection est aussi un moyen.

A M. Califice, je dirai qu'à mon grand regret, je ne pourrai pas voter la formulation qu'il a proposée, parce que je la trouve en retrait sur l'amendement proposé initialement par le groupe de l'UDE. Dans l'amendement du groupe de l'UDE, il y avait — même si nous sommes en désaccord sur la façon de considérer certains moyens — une volonté dynamique. Donner à nos peuples la conscience de leur unité profonde, était quand même un objectif. Or, d'après la rédaction de M. Califice, tant que nos peuples n'ont pas le sentiment de leur unité profonde et nos dirigeants une volonté politique commune, nous ne pouvons rien faire qui contribue vraiment à l'édification de l'Europe unie. Or, je suis persuadé que, même si ces éléments n'existent pas actuellement, nous faisons des choses qui contribuent à l'intégration de l'Europe unie, que les ressources propres, la politique d'aide financière à moyen terme, etc., tout cela travaille à l'intégration de l'Europe unie !

Si l'on dit que cette phrase a pour but de nous faire faire des efforts supplémentaires pour arriver à cette conscience profonde de l'unité des peuples, je suis embarrassé. Mais telle que la chose est formulée dans

la rédaction de M. Califice, je ne vois plus aucune difficulté à cette proposition de paragraphe supplémentaire et je ne pourrai, par conséquent, la voter.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Califice.

**M. Califice.** — J'ai proposé tout à l'heure ce que j'espérais être une formulation de compromis. Je désire maintenant donner mon opinion personnelle sur la question.

Premièrement, je crois que les peuples européens ont maintenant conscience de leur unité profonde. Deuxièmement, je ne crois pas que tous les dirigeants des États aient une volonté politique commune.

J'allie les deux affirmations. Le premier terme est réalisé, c'est à présent aux dirigeants de nos États à réaliser le second, de manière que nous puissions faire des progrès importants sur la voie de l'unité européenne.

**M. le Président.** — La parole est à M. Burgbacher.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, chers collègues et surtout cher collègue Triboulet, je voudrais poser une question pour laquelle je vous demande d'avoir de la compréhension, même si elle devait vous surprendre. Entendez-vous, en proposant cette formule, dans laquelle le mot « unité » se rapporte aussi bien aux peuples qu'aux dirigeants, pérenniser sur le plan politique le principe des décisions à l'unanimité et exclure à jamais la possibilité de prendre des décisions politiques conformément au principe du vote majoritaire ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, si à propos d'un texte qui fixe un objectif louable : replacer l'union politique et monétaire dans le cadre plus vaste de l'union de l'Europe, nous soulevons toutes les questions que nous agitions ici depuis des années, nous n'aurons pas terminé cette discussion ce soir !

M. Burgbacher sait parfaitement que, pour ce qui est des votes à l'unanimité, nos six gouvernements se sont mis d'accord pour le moment pour traiter à l'unanimité tous les problèmes essentiels. Il peut se faire que, dans l'avenir, des structures se modifient, que les chefs d'État et de gouvernement décident que certaines autres décisions seront prises à la majorité. L'avenir nous le dira. En fait, tout ce que nous accomplissons, si fragmentaire que cela puisse paraître — et ici je donne tout à fait raison à M. Spénale — nous fait peu à peu progresser vers cette union profonde, où les problèmes d'unanimité ou de majorité ne se poseront plus.

**Triboulet**

C'est par cette idée d'une marche en avant qui se poursuit que nous voudrions terminer cette résolution, si je puis dire, en beauté !

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker. — (A) Monsieur le Président, je voudrais tenter un dernier effort de conciliation, car il s'agit, pour moi comme pour d'autres collègues, d'obtenir si possible que le paragraphe 24 soit adopté dans sa formule actuelle à une majorité aussi large que possible. Ma proposition est la suivante : 1) le paragraphe 24 est maintenu tel qu'il a été proposé par la commission économique. 2) il est inséré un paragraphe 24 a), rédigé comme suit : « Estime que tout progrès vers l'union économique et monétaire renforce le sentiment profond que nos peuples ont de leur unité et favorise la volonté politique des dirigeants de nos États membres ». C'est là une dernière proposition pour parvenir à un compromis.

M. le Président. — La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet. — J'ai le regret de dire qu'autant j'étais d'accord sur la rédaction de M. Califice, autant je ne puis l'être sur celle de M. Lücker. En effet, le seul sens que puisse avoir notre texte est de dire que l'union économique et monétaire est un des éléments de la construction européenne, mais qu'il faut qu'en même temps nous travaillions sur un terrain beaucoup plus vaste : celui de la conscience de l'unité profonde dans les peuples et celui de la volonté politique commune des États, car vous savez bien que notre but a toujours été l'Europe politique.

Or M. Lücker se contente de nous décerner un brevet de bons Européens, en disant que ce que nous venons de faire pour l'union économique et monétaire aboutit à renforcer la conscience européenne des peuples et la volonté commune des États. C'est vrai, mais ce n'est pas ce que nous voulons dire. Nous voulons aller plus loin, en disant que ces progrès doivent être associés à des progrès dans les autres domaines de la construction européenne. Nous voulons aller en même temps plus loin.

M. le Président. — Il serait peut-être possible de tenir compte de tous les desiderata présentés par les différents orateurs en rédigeant l'amendement de façon à faire ressortir à la fois l'aspect positif du progrès vers l'union économique et monétaire et la nécessité d'agir dans tous les domaines pour réaliser l'union politique.

On pourrait, par exemple, penser à une rédaction de cette nature :

« estime que tous progrès vers l'union économique et monétaire contribuera à l'édification d'une Europe unie à condition d'agir, à tous les égards, de manière à donner à nos peuples la conscience de leur unité

profonde et de conférer aux dirigeants de nos États une volonté politique commune. »

Il me semble qu'une solution de ce genre pourrait être acceptée par tout le monde.

La parole est à M. Corona.

M. Corona. — (I) Si nous voulons réduire l'amendement à une question de mots ayant pourtant une signification, je crois que la difficulté provient de la condition qui, dans la dernière version formulée, est présentée par le « si » et dans l'amendement initial de M. Triboulet par le « que si ».

Pour ma part, je voudrais aussi proposer un texte qui pourra peut-être concilier les différentes exigences en présence par une donnée de fait et non par une condition ; je dirais donc : estime que le progrès vers l'union économique et monétaire contribuera à l'édification d'une Europe unie et devra s'accompagner d'un ensemble d'efforts etc. ».

L'union économique et monétaire et l'union politique sont deux processus parallèles sur lesquels nous attirons l'attention de tous ceux qui doivent y contribuer.

Si l'on introduit le « que si » de M. Triboulet ou le « si » proposé par vous, Monsieur le Président, on réduit l'importance de la première partie de la phrase en disant qu'en soi l'union économique et monétaire n'aura aucun effet et, dans une seconde partie de phrase, on fait dépendre cet effet d'un ensemble d'efforts. Si, au contraire, nous disons que... « le progrès... contribuera ... et devra s'accompagner... », les deux choses resteront sur le même plan.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange. — (A) Je regrette de devoir dire qu'après ce débat déroutant, je suis toujours d'avis que nous ne devrions pas accepter de compléter ou de modifier la proposition de résolution par un texte de ce genre.

M. le Président. — La parole est à M. Löhr.

M. Löhr. — (A) Je vous prie d'en venir au vote, car il se fait très tard. Personnellement, je me rallie à l'opinion exprimée par mon collègue Lange.

M. le Président. — La parole est à M. Corona.

M. Corona. — (I) Je n'insiste pas sur la proposition que je vous ai faite et qui ne semble guère avoir de succès.

M. le Président. — La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet. — J'insiste pour que l'on vote sur l'amendement dans la version qui a été indiquée tout à l'heure.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 7 dans la version indiquée tout à l'heure.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 24.

Le paragraphe 24 est adopté.

Sur les paragraphes 25 et 26, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 25 et 26 sont adoptés.

Avant de passer au vote sur l'ensemble de la proposition de résolution, la parole est à M. Cousté pour une explication de vote.

M. Cousté. — Monsieur le Président, vous m'excusez d'intervenir encore à la fin d'un débat qui a été très long et d'ailleurs intéressant, mais je dois préciser la position de notre groupe, puisque les dernières discussions ont prouvé que l'on pouvait prêter à certains des intentions qu'ils n'ont pas.

Nous sommes pour l'union économique et monétaire, nous sommes persuadés que les dispositions du traité de Rome nous permettent de l'engager et nous souhaitons que, dès le 14 décembre, le Conseil des ministres donne à la Commission les pouvoirs nécessaires.

Mais, pour être tout à fait clairs, Monsieur le Président, nous pensons que le rejet de nos amendements malgré l'affirmation très claire de notre volonté de voir se réaliser l'union économique et monétaire telle qu'elle a été l'objet de nos discussions à Strasbourg et ici, nous oblige à nous abstenir dans le vote final de la résolution qui finalement n'a pas été amendée comme nous le souhaitions. Nous ne pouvons donc accepter finalement, dans une sorte d'euphorie qui serait de la confusion, ce que nous avons clairement refusé au cours du débat.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'UDE)*

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

Nous allons interrompre maintenant nos travaux pour les reprendre à 15 heures.

La séance est suspendue.

*(La séance, suspendue à 13 h 30, est reprise à 15 h 20)*

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

## PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

M. le Président. — La séance est reprise.

### 4. Nomination d'un membre du Parlement européen à la Conférence parlementaire de l'association CEE-EAMA

M. le Président. — J'ai reçu du groupe socialiste une demande tendant à nommer M. Bermani membre de la Conférence parlementaire de l'association entre la CEE et les EAMA en remplacement de M. Jannuzzi.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Cette nomination est ratifiée.

## PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

### Vice-président

### 5. Troisième programme de politique économique à moyen terme

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Lange, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un projet de troisième programme de politique économique à moyen terme (189/70).

La parole est à M. Lange qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Lange, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, vous avez déjà souligné que le rapport qui fait l'objet du présent débat est examiné selon la procédure d'urgence. C'est pourquoi vous me permettrez sans doute d'exposer au Parlement les conditions dans lesquelles sa commission économique a dû traiter non seulement ce problème, mais aussi — et c'est plus préoccupant encore — celui du concours financier à moyen terme. Aussi le rapport de la commission économique n'est-il pas non plus assorti d'un exposé des motifs circonstancié. Cet exposé se borne à souligner les circonstances dans lesquelles la commission a été obligée de délibérer et d'adopter sa proposition de résolution. Je crois devoir déclarer au nom de la commission qu'à l'avenir, il importe réellement de veiller à ce que le Conseil et l'exécutif — et le Conseil est davantage visé que l'exécutif — créent des conditions qui permettent au Parlement, dès lors que sa consultation est demandée et qu'il doit donner son avis dans un délai déterminé, de disposer d'un délai suffisant pour examiner les problèmes avec le soin voulu. Si je dis « examiner avec le soin voulu », je ne veux pas dire pour autant que

**Lange**

nous n'ayons pas abordé l'examen de ce problème avec toute l'attention requise. Mais, pressés par le temps comme nous l'avons été cette fois, il est possible que l'un ou l'autre point ait été négligé et je crois que le Conseil, de même que la Commission — et c'est à nouveau le Conseil qui est principalement visé — devraient avoir intérêt à ce que le Parlement dispose de délais corrects pour examiner les documents relativement complexes qui lui sont soumis. En ma qualité de rapporteur, je me dois de répéter ce que j'ai déclaré ce matin dans un autre contexte : le Conseil devrait donner à sa décision de 1964, dans laquelle il s'est réservé le droit de ne demander la consultation du Parlement que lorsqu'il la juge nécessaire, un caractère obligatoire de telle manière que le Parlement soit en principe saisi sur tous les problèmes. A mon avis, il n'est pas bon — et je peux, en tant que rapporteur, le dire au nom de la commission économique — que le Conseil veuille encore, à une date relativement tardive, connaître l'avis du Parlement bien qu'il sache que le problème est examiné à tous les niveaux dans les institutions de la Communauté. Lorsque le Conseil manifeste aussi soudainement le désir de consulter le Parlement, le déroulement des travaux parlementaires en est, dans une certaine mesure, perturbé ou interrompu, car la commission économique et les autres commissions du Parlement se fixent, elles aussi, certains délais dans lesquels elles se proposent d'examiner les problèmes qui leur sont soumis. Il serait donc souhaitable — je ne vois pas de représentants du Conseil, mais il suffira de relire le procès-verbal de la séance — qu'à l'avenir, de telles difficultés soient évitées. La commission économique s'est donc déclarée disposée à examiner ce problème, le Conseil l'ayant informée, par l'intermédiaire du Président du Parlement, qu'il tenait à prendre une décision à ce sujet les 13 et 14 décembre prochain. Monsieur le Président, votre commission estime que le Parlement devrait se prononcer avant cette date, afin que le Conseil puisse, en arrêtant sa décision, tenir compte de l'avis du Parlement. La Commission est donc tout à fait désireux de coopérer et disposé à se prononcer sur un texte qui devra alors entrer très rapidement en vigueur, comme c'est le cas pour le troisième programme de politique économique à moyen terme. En tant que rapporteur, j'ai cru devoir faire ces observations, car les membres de cette commission n'ont pas manqué de s'élever vigoureusement contre le procédé qui leur était imposé et — permettez-moi de le dire à ma décharge — j'ai dû déployer, non pas en tant que rapporteur, mais comme président de la commission, des efforts certains pour décider les membres de la commission à l'accepter. Des observateurs neutres pourront, en cas de doute, en témoigner. Mais je ne veux, pour l'instant, fixer personne du regard. Nous avons donc donné notre avis. Et maintenant, Monsieur le Président, mes chers collègues, abordons, si vous le voulez bien, le fond du problème. La commission économique approuve en principe le troisième programme de politique économique à

moyen terme. Elle n'a toutefois pas, contrairement à ses habitudes, présenté de rapport détaillé pour les raisons que j'ai déjà exposées, car elle a tout simplement estimé qu'il était impossible d'examiner, en un laps de temps aussi court, si les données chiffrées figurant dans le document de l'exécutif et dont la majeure partie a été communiquée à l'exécutif par les États membres, répondent chacune aux nécessités d'une politique économique à moyen terme. Il ne faut pas perdre de vue que ce programme, qui contient pour la première fois des données chiffrées, vise, compte tenu également des différents indicateurs, à atteindre les objectifs du traité, à savoir d'assurer un haut niveau d'emploi, des structures aussi équilibrées que possible dans le domaine des prix, de rétablir, si tel n'est pas le cas, puis d'assurer l'équilibre des échanges extérieurs et, enfin, de rendre possible une croissance économique régulière. Ce sont donc là les quatre objectifs déterminants de politique économique qui entrent toujours, en cas de doute, en conflit selon l'évolution de la conjoncture économique, l'un ou l'autre de ces objectifs étant alors considéré comme prioritaire.

La commission économique a donc salué la présentation d'indicateurs comportant des données chiffrées. De ce fait, la proposition de la Commission relative au troisième programme débouche pour la première fois sur une politique économique actualisée de la Communauté. Si, dans le premier et le deuxième programme — le deuxième n'ayant été, au fond, qu'un correctif apporté au premier, valable pour la même période que le premier — la Commission avait, quant à elle, établi de telles données comparables, les États membres, eux, ne l'avaient pas fait.

En l'occurrence, on s'efforce par conséquent, pour la première fois, de poursuivre activement une politique économique en fonction de certaines données ou conceptions chiffrées. Sans doute de telles données chiffrées ne sont-elles pas des lois dans le sens d'une obligation stricte pour tous les participants, mais on ne pourra probablement pas éviter — et la commission économique n'a pas manqué de le souligner — d'adapter ce programme de politique économique à moyen terme en fonction de l'évolution économique de la Communauté à des intervalles plus ou moins réguliers, mais régulièrement quand même, c'est-à-dire tous les ans. La commission économique tient d'ailleurs à ce que cette adaptation se fasse après consultation du Parlement.

En fait, la commission estime que, dans ce domaine, tous les problèmes doivent être réglés de commun accord et après consultation réciproque. Il est d'autant plus indispensable de procéder ainsi qu'un programme de politique économique à moyen terme de cette nature, qui prévoit d'une part des orientations pour les États membres et d'autre part des orientations pour la Communauté, n'établit même pas, par des orientations de caractère variable, la relation directe existant entre la politique économique de la

### Lange

Communauté et les politiques économiques des États membres.

C'est donc une raison supplémentaire de passer, si les États membres se mettent d'accord sur ce programme de politique économique à moyen terme et si l'on se fonde sur les incidences que la politique communautaire aura sur les États membres, à certaines actions qui ne relèvent déjà plus de nos jours de la compétence réelle ou du véritable pouvoir de disposition des différents pays membres. Aussi faudra-t-il vérifier d'autant plus minutieusement, au niveau communautaire, chacune des adaptations et la réalisation du programme de politique économique à moyen terme.

La remarque que j'ai faite tout à l'heure fait également apparaître, Monsieur le Président et cher collègue, que nous considérons comme une lacune que l'on ait, au fond, d'abord défini les orientations pour les États membres, puis seulement, en s'y fondant dans une certaine mesure, celles qui seront valables pour la Communauté.

Nous aurions souhaité, et nous le disons d'ailleurs dans notre proposition de résolution, qu'à l'avenir, les orientations pour la Communauté et, partant, la politique économique de la Communauté en tant qu'ensemble, aient priorité sur les considérations des États membres et soient respectées par ceux-ci. Eu également égard aux intentions manifestées en ce qui concerne l'union économique et monétaire et, à condition de le vouloir, à un concours financier à moyen terme encore à discuter et à déterminer, nous estimons qu'il est absolument indispensable que le marché commun évolue vers une économie unifiée, comme c'est aussi le cas dans les États membres, notamment lorsqu'ils ont des structures fédérales. Les différents membres d'un État fédéral ne poursuivent pas non plus de politique économique autonome, celle-ci n'existant plus qu'au plus haut niveau. Il faudrait que la Communauté connaisse une évolution analogue. La commission économique a du reste fort bien compris — et se félicite de la chose — qu'il était nécessaire d'élaborer une stratégie à moyen terme pour atteindre cet objectif. Cette stratégie ne semble toutefois pouvoir être élaborée que si l'on met parallèlement en place les instruments correspondants. Je me permets, en outrepassant peut-être quelque peu mon mandat, de signaler que l'on pourrait éventuellement concevoir pour la Communauté des instruments analogues à ceux que nous connaissons déjà en République fédérale d'Allemagne sous la forme de la loi visant à promouvoir la stabilité et la croissance de l'économie. Il sera toutefois nécessaire, et nous sommes les premiers à en convenir, d'apporter certains correctifs à ces instruments, même en République fédérale. Je reste néanmoins convaincu de la nécessité de doter la Communauté de tels instruments.

Monsieur le Président, votre commission partage cet avis et j'espère que la Commission et le Conseil

en tiendront dûment compte au cours de leurs délibérations futures. Toutefois, dans le but d'obtenir à l'avenir que les différents pays membres communiquent des données forcément comparables pour déterminer l'évolution probable et souhaitée — ou souhaitable — de l'économie, il importe, me semble-t-il, de rappeler une nouvelle fois un problème qui a déjà été discuté en d'autres occasions, à savoir au cours des débats consacrés à la politique conjoncturelle.

La commission économique et moi-même estimons indispensable — et l'exécutif a confirmé ce point de vue, je tiens à le souligner expressément en tant que rapporteur — que soient élaborées, en vue de l'interprétation des faits économiques, des méthodes statistiques permettant la comparabilité de tous les facteurs des différentes régions de la Communauté. Aussi longtemps que ce ne sera pas le cas, nous tâtonnerons pratiquement dans le noir pour ce qui est des conclusions que nous pourrions tirer, pour l'avenir, de l'évolution constatée.

Nous sommes donc convaincus que l'accomplissement de cette tâche est des plus urgentes en vue de créer les conditions indispensables à l'établissement d'estimations et de projections à peu près infaillibles et sûres.

Monsieur le Président, la commission économique a, au fond, divisé sa proposition de résolution en trois parties : dans la première partie, elle approuve les propositions de l'exécutif, dans la deuxième, elle met en évidence les lacunes de ces propositions et, dans la troisième, elle soumet au Parlement les conclusions auxquelles elle est parvenue.

Nous sommes d'avis qu'il ne faut en aucun cas — indépendamment des déclarations que j'ai faites jusqu'à présent — négliger la politique structurelle — que l'exécutif a aussi mentionnée — dans le cadre de la politique économique générale, qui devra désormais être jusqu'à un certain point mise en œuvre, sur la base de ce programme, en fonction de certains impératifs de politique conjoncturelle. Il faudrait toutefois élaborer la politique structurelle sur la base de critères communautaires et non en fonction des conceptions des différents pays membres. Il faut donc qu'une politique globale des structures soit inspirée de considérations communautaires et qu'elle fasse l'objet de réflexions au niveau de la Communauté. Au demeurant, votre commission estime que la politique économique est un tout indissociable et qu'il n'est pas possible d'en exclure ou d'en retirer certains secteurs partiels, comme les États membres le font, eux aussi, depuis des années. De l'avis de votre commission, l'agriculture devra, à l'avenir, être considérée, bien plus que ce ne fut le cas dans le passé, en fonction des aspects de politique économique générale. Sur ce point, le Parlement, pour autant que j'aie pu en juger, nous approuvera sans restrictions. Doivent également faire partie de cette politique globale, la politique commune des transports, qui a été for-

**Lange**

tement négligée dans ce contexte, ainsi que la politique commune de recherche et la politique énergétique commune.

Aussi votre commission s'est-elle efforcée de préciser que, à son avis, il importe de pouvoir, lors de l'élaboration d'une politique économique à moyen terme, travailler sur la base d'orientations chiffrées. Il faudrait notamment éliminer progressivement, dans le cadre d'une politique économique globale, tout ce qui a un relent de protectionnisme. Il faut que la Communauté soit réellement, comme les porte-parole de ses institutions responsables l'ont affirmé à diverses reprises, une Communauté ouverte.

Toutefois, nous sommes également d'avis que, dans le cadre de la politique économique à moyen terme, il convient de mettre au point des instruments appropriés permettant aux hommes vivant et travaillant dans la Communauté d'avoir des conditions d'existence et des conditions de travail décentes. Il faut donc, dans ce contexte, tenir tout particulièrement compte des aspects et des conséquences de politique sociale et élaborer par ailleurs une politique des revenus répondant à ces impératifs.

C'est là un autre problème, sur lequel nous devons revenir en particulier ; les politiques financière, budgétaire et monétaire entrent de toute évidence aussi dans ce cadre global. Nous nous trouvons donc à nouveau en présence du catalogue tout entier que nous avons déjà discuté en une autre occasion.

Monsieur le Président, à notre avis, il faudrait inciter les pays membres à faire preuve, au sein du Conseil, de la volonté politique d'établir la relation directe — n'existant pas encore pour l'instant — entre les orientations communautaires et les orientations nationales en mettant en œuvre, après s'être engagés à appliquer le programme de politique économique à moyen terme, des politiques nationales qui débouchent sur une politique économique communautaire de façon qu'il n'y ait plus de politique économique dictée par les intérêts nationaux. Ces problèmes, nous les avons également évoqués ce matin dans un autre contexte. Il faut que la volonté politique existe de faire abstraction des considérations nationales pour ne plus tenir compte que de l'intérêt communautaire. Nous continuons d'estimer — je tiens à le souligner une nouvelle fois — qu'il est un problème auquel nous devrions attacher une attention toute particulière et qui s'est manifesté jusqu'à présent à des degrés divers dans les différents États membres, à savoir le problème de l'emploi de travailleurs étrangers. Par travailleurs étrangers, je veux dire les travailleurs des pays tiers, des pays situés en dehors de la Communauté. Dans ce domaine, il n'y a pas non plus, pour ce qui est du degré de réalisation du plein emploi en tant qu'indicateur, de conceptions communes et la commission économique estime qu'il importe, à l'avenir, d'éviter que ces travailleurs subissent un traitement discriminatoire.

Nous sommes par ailleurs d'avis qu'il faut garantir la fonction de contrôle à assumer par le Parlement dans le cadre de la communautarisation de la politique économique de la Communauté ; dans ce domaine, il faut aussi que le contrôle démocratique soit exercé par le Parlement européen. Nous sommes également d'avis que votre commission devrait être chargée de poursuivre l'examen des problèmes résultant de la réalisation du programme de politique économique à moyen terme ; il va de soi qu'outre la commission compétente au fond, les commissions saisies pour avis devraient, elles aussi, participer à cet examen. Le Parlement aura donc à s'occuper en permanence de ces problèmes.

Enfin, une dernière observation, liée aux délais extrêmement courts qui nous ont été impartis et contre lesquels je me suis élevé au début de mon intervention. La commission des affaires sociales et de la santé publique a donc présenté des amendements. Nous aurons à en reparler en détail et je ne me prononcerai pas encore à ce sujet maintenant. En tant que rapporteur, je voudrais néanmoins inviter les commissions saisies pour avis à rédiger, étant donné le manque de temps, les idées qu'elles voudraient voir insérées dans la résolution de telle manière que l'équilibre global de la résolution ne souffre pas de ce qu'il y ait, sur l'un ou l'autre point, des considérations par trop détaillées de politique sociale. J'adresse cette demande à mes collègues de la commission des affaires sociales et de la santé publique, mais elle vaut évidemment aussi pour les autres commissions saisies pour avis.

La commission des affaires sociales et de la santé publique est la seule à avoir présenté officiellement des amendements. Je présume qu'il nous sera possible de nous mettre d'accord au cours d'une discussion ouverte en séance plénière afin que nous puissions présenter à la Commission et au Conseil un document cohérent contenant un jugement valable sur le programme de politique économique à moyen terme.

Monsieur le Président, à ce stade du débat, je n'ai pas d'autres observations à présenter.

**M. le Président.** — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Merchiers.** — Le groupe libéral m'a chargé d'intervenir sur ce très important problème, c'est-à-dire sur le troisième programme économique à moyen terme. Et notre groupe attache à ce document toute l'importance qu'il mérite. En effet, il ne s'agit pas, bien entendu, d'un plan rigide, mais d'un programme et, dans l'ensemble, d'indications et de tendances qui nous semblent absolument indispensables pour que les six pays puissent axer leurs propres programmes sur celui que la Commission suggère, à juste titre, pour créer un climat et des objectifs sagement ordonnés pour notre Communauté. Le rap-



**Merchiers**

porteur a souligné il y a quelques instants qu'en réalité ce programme semblait être un rassemblement des différentes idées émises par les divers pays ; il y a quelque chose de vrai là-dedans, et je suppose que les programmes ultérieurs n'auront plus cette même tendance, car au fur et à mesure que la Communauté s'instaurera, c'est elle qui sera en effet l'indicatrice du programme que les autres pays suivront par la suite. Notre propos n'est évidemment pas d'analyser ce programme, ni surtout de nous appesantir sur le projet de résolution, d'ailleurs extrêmement documenté : il compte 27 points et ils ont tous leur importance. La seule chose que nous voudrions faire, c'est attirer l'attention de la Commission sur certains aspects et nous nous rapportons pour commencer au document même de la Commission exécutive qui mentionne expressément qu'une place plus grande doit être donnée aux actions structurelles et régionales — et je souligne ici le mot « régionales ». Nous voulons en effet souligner l'importance de cette phrase dans le cadre du problème qui nous occupe. Si on laissait, en effet, les choses en l'état, que se passerait-il ? Il y a une constatation que nous faisons chaque jour : c'est que la prospérité appelle la prospérité, et aussi l'expansion mais qu'au contraire, là où il y a dépression dans une région, la pauvreté continue à régner. Cela est d'abord vrai à l'échelle mondiale, car les pays industriellement développés et avancés de l'Ouest continuent leur progression et augmentent régulièrement leur potentiel, tandis que dans le même temps les pays en voie de développement ne parviennent pas à rattraper leur retard. D'aucuns même, économistes, prédisent que dans une vingtaine d'années, l'écart existant n'aura cessé de se creuser, et nous pouvons considérer que pareille situation peut devenir dramatique pour la paix du monde. Mais si nous transposons cette situation à l'échelle de notre Communauté, nous devons craindre que le même phénomène ne se vérifie aussi dans une certaine mesure. Nous avons en effet, dans la Communauté, des régions extrêmement prospères et très industrialisées où le plein emploi règne, mais nous avons aussi plusieurs régions périphériques qui sont éloignées du rayonnement de prospérité et où existe le sous-emploi et où on constate hélas ! souvent la fuite des jeunes populations parce qu'elles ne parviennent plus à trouver de l'emploi. Je suis sûr que si notre ancien président, M. Pleven, avait été ici, il aurait incontestablement mis l'accent sur cette situation, car vous savez combien il était attaché au problème du développement des régions périphériques. C'est donc pour elles surtout que l'effort économique doit être fait dans ce troisième programme de politique économique qui fait l'objet de nos débats. Car notre but à tous, le but de notre Communauté, est que, dans un souci égalitaire, nous puissions faire jouir toutes nos populations des bienfaits d'une union économique qui, sans cela, n'aurait peut-être plus ce sens. Cela devra donc se refléter dans les budgets annuels, qui doivent devenir des instruments équilibrés de la politique économique, et

aussi tendre vers le plein emploi, également dans les régions que nous pouvons considérer comme moins développées de notre Communauté. Voilà un premier point que nous désirions souligner. Et je suppose que lorsque les délégués de la Commission répondront aux divers orateurs, ils auront à cœur de mettre l'accent sur leurs intentions en ce qui concerne ces régions périphériques. Un second point que je voudrais souligner est celui qui a été mis en exergue par notre commission sociale. Celle-ci a mis l'accent sur la nécessité et l'utilité de la concertation avec les partenaires sociaux. Je pense qu'en effet, si nous voulons réaliser les programmes tels qu'ils ont été établis, la collaboration du secteur privé avec tous les organes communautaires doit être considérée comme extrêmement souhaitable, et nous l'appuyons donc sans réserve. Mais ici pourrait se poser le problème de la représentativité de ces partenaires sociaux ou des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs. Il existe différentes organisations syndicales dans notre Communauté, il faudrait par conséquent, estimons-nous, établir certains critères suffisamment larges qui permettraient à des organisations syndicales, réparties à travers certains pays de la Communauté, de participer également à cette concertation que nous souhaitons. Enfin, Monsieur le Président, Messieurs, je prends note de certaines appréhensions qui ont été émises il y a quelques instants par notre rapporteur au sujet des amendements qui ont été présentés par la commission sociale. Je voudrais apaiser ces craintes. Nous avons essayé, lors de la rédaction de nos amendements, qui devraient s'intégrer dans ce projet de résolution, d'y inclure les choses indispensables, et je pense que nous avons eu le souci de le faire en mettant l'accent surtout sur les problèmes principaux. Nous n'avons pas voulu faire un relevé complet de tout ce qui, au point de vue social, devrait être réalisé dans les années à venir, mais nous avons cherché à mettre l'accent sur ce qui devrait particulièrement attirer l'attention de ceux qui sont appelés à veiller à l'exécution de ce programme économique. Et je crois pouvoir dire au nom de mon groupe, Monsieur le Président, Messieurs, qu'après examen des différents amendements qui ont été déposés par la commission sociale, nous sommes en mesure de nous y rallier. En conclusion, nous voudrions féliciter la commission et son président de la remarquable proposition de résolution qui nous a été soumise, en ce qu'elle a examiné différents points de vue que nous pouvons accepter, et c'est la raison pour laquelle je puis, au nom de mon groupe, de notre groupe, affirmer que nous voterons cette proposition de résolution avec, éventuellement, les amendements proposés par la commission sociale.

**M. le Président.** — La parole est à M. Boersma, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Boersma.** — (N) Monsieur le Président, je tiens tout d'abord, au nom du groupe démocrate-chrétien, à féliciter la Commission européenne pour l'excellent

**Boersma**

travail qu'elle a accompli. Je voudrais également rendre hommage au travail que le rapporteur, M. Lange, a dû effectuer dans les conditions mauvaises et difficiles qu'il vient de nous décrire.

Au demeurant, je ne sacrifie pas, en disant ces mots, à un rite, car je pense réellement que ces félicitations sont méritées.

Monsieur le Président, nous sommes d'accord sur le fond du problème tel que la Commission européenne l'a exposé, puisqu'il a déjà été abordé dans le cadre de l'examen du point précédent de l'ordre du jour : il s'agit du développement équilibré de la Communauté, dont les éléments les plus importants sont la croissance économique, la nécessité d'assurer le plein emploi et de réaliser des réformes sociales ainsi que nos préoccupations à l'égard du tiers monde et l'aide au développement. Je suis parfaitement d'accord, surtout en ce qui concerne le dernier point, avec les déclarations que M. Merchiers vient à l'instant de faire sur le problème du tiers monde. Enfin, la CEE n'est pas une île : de nombreux liens nous rattachent aux peuples vivant en dehors d'elle. Il importe, dans la situation prospère qui est la nôtre, que nous en tenions pleinement compte lors de l'établissement de nos objectifs à moyen terme.

Dans ce contexte, l'inflation et la lutte contre l'inflation font partie des problèmes dont la solution est urgente. L'inflation est le fléau de notre temps. A dire vrai, nous vivons, sur le plan économique et social, une période qui rappelle à maints égards celle que nous avons connue au cours des années 1930. De nos jours, il est aussi impossible qu'à l'époque de trouver, sur le plan national, voire même parfois sur une base nationaliste, un remède à la pénurie d'emplois sur le marché du travail. Aujourd'hui, nous ne réussirons pas davantage qu'à l'époque à supprimer, sur une base nationale, la pénurie de main-d'œuvre ainsi que les tensions et les tendances inflationnistes qui en découlent.

De même, je suis parfaitement d'accord avec la Commission européenne pour dire qu'il sera certainement impossible de juguler définitivement les tendances inflationnistes. Étant donné la priorité absolue accordée aux efforts visant à assurer, dans la mesure du possible, le plein emploi, il faudra tenir compte de la possibilité de voir apparaître régulièrement de légères tendances à l'inflation. Aussi la Commission est-elle partie de l'idée qu'une évolution inflationniste des prix de l'ordre de 2,5 à 3 % pouvait être considérée comme une hypothèse réalisable.

J'ajoute d'ailleurs immédiatement que j'espère que nous réussirons à rester dans ces limites. La Commission a déclaré que cette hypothèse n'était pas dépourvue de réalisme. J'aimerais néanmoins apprendre, au cours de la présente séance plénière, sur quoi M. Barre fonde son optimisme. Je souhaite que l'on réussisse, mais dans ce cas, il reste beaucoup à faire et notamment, pour ne citer qu'un exemple, aux

Pays-Bas où l'inflation a été en moyenne de 6 à 7 % l'an ces dernières années. Il ne sera pas nécessaire que je vous donne une description plus détaillée des conséquences sociales, des maux sociaux qui découlent de cette situation.

J'aimerais donc apprendre de M. Barre sur quels éléments il se fonde pour affirmer que ce pari sera tenu. En dépit de l'excellent rapport de la Commission européenne, nous n'en sommes, à vrai dire, qu'aux débuts dans le domaine de l'analyse, de la prise en considération des facteurs structurels, d'une politique économique mieux harmonisée et dont les objectifs seraient plus concrets. Il reste énormément à faire. Je considère toutefois que ces premiers jalons sont très importants et je suis également d'avis qu'ils constituent une base suffisante pour parvenir, en partant de cette approche, de cette forme de coordination, à la réalisation de l'union économique et monétaire, qui est étroitement liée à ces problèmes.

Je souscris également à la déclaration faite par la Commission européenne à la page IV du texte néerlandais, à savoir que les prochaines années auront une grande importance pour l'avenir de la Communauté et que de nouvelles secousses, analogues à celles de 1969, ébranleraient gravement la Communauté. En l'occurrence, il ne faut pas uniquement penser à des crises monétaires etc., mais aussi à d'éventuelles secousses politiques.

Permettez-moi maintenant de faire une observation à propos de la politique à mettre en œuvre. Je souscris entièrement aux déclarations faites à ce sujet par M. Lange. En politique, une telle manière de procéder implique la poursuite du développement de la zone économique unie que la Communauté doit devenir et qui doit remplacer de plus en plus les régions économiques nationales. Compte tenu également de la situation conjoncturelle qui a régné dans les États membres au cours des dernières années, et qui existera probablement aussi l'année prochaine, les populations de la Communauté en tireront assurément un profit social important. Quelle que soit la nature des problèmes économiques qui se poseront, aucun État membre n'est en mesure de les résoudre seul. La coopération est la condition *sine qua non* de la réussite dans ce domaine. Grâce à elle, nous pourrions également améliorer les conditions d'existence, objectif que nous nous proposons d'atteindre. Comme l'Exécutif, je voudrais faire une distinction entre, d'une part, le niveau de vie dans l'acception générale et matérielle de ce terme et, d'autre part, les conditions d'existence au sens de l'atmosphère, au sens du milieu dans lequel l'homme doit habiter, travailler et vivre.

Le rapport à l'examen tout comme le rapport relatif à la politique industrielle font heureusement apparaître avec netteté que les idées périmées font progressivement place à des idées neuves et que l'on reconnaît que les problèmes posés par l'air, l'eau et

**Boersma**

le sol relèvent du domaine économique, qu'il s'agit sans cesse davantage de biens économiques, c'est-à-dire de biens de plus en plus rares auxquels il faut attacher du prix.

Fort heureusement, il est tenu compte de cette évolution dans les théories économiques, elle est de plus en plus prise en considération dans le domaine de la politique économique et il faudra qu'elle soit, dans une mesure sans cesse plus grande, acceptée dans le domaine de l'économie d'exploitation. On ne saurait méconnaître plus longtemps que l'eau et l'air sont des biens économiques. La société tout entière devra payer le prix de leur sauvegarde. Ce point de vue sera évoqué tout à l'heure, mais je tenais d'ores et déjà à exprimer ma satisfaction à propos du fait que la proposition de résolution qui nous est soumise consacre un paragraphe spécial à ce problème.

J'en arrive, pour terminer, à certains points de la proposition de résolution. Je considère tout d'abord que la phrase du paragraphe 12, qui accorde une grande importance à une politique appropriée en matière de revenus, est primordiale.

Je ne me cache pas, au demeurant, que la notion de politique en matière de revenus est susceptible d'interprétations diverses. Je le remarque immédiatement dès que j'évoque la notion de politique des revenus avec mes collègues allemands, à quelque groupe politique qu'ils appartiennent. M. Lange me dira immédiatement que la politique des revenus n'a aucun lien avec la politique des prix. Les délibérations de la commission économique ont confirmé cette thèse. Quant à moi, mon opinion est différente. Quand on parle de politique des revenus, on ne peut se limiter uniquement à évoquer l'évolution des rémunérations et des salaires, mais il faut aussi étendre le champ d'application de cette politique à d'autres catégories de revenus qui acquièrent ce revenu par le biais de la fixation des prix. Dans ce contexte, la Commission européenne se heurtera probablement à une difficulté particulière, d'autant plus que les États membres ne poursuivent le plus souvent ni politique des salaires, ni politique des prix, sans même parler d'une politique des revenus s'étendant à toutes les catégories de revenus.

J'aimerais néanmoins apprendre de M. Barre quelles sont les possibilités existant en vue de parvenir à l'élaboration — très importante — d'une politique en matière de revenus.

Par ailleurs, j'attache une importance très grande au contenu du paragraphe 14. Dans l'exposé des motifs joint à son rapport, M. Lange a tout particulièrement insisté sur ce point. Il s'agit bien entendu des relations entre la Communauté et les États membres et la volonté de transférer certains pouvoirs politiques à la Communauté.

Le paragraphe 17 traite du problème de la population de l'environnement, dont je viens de parler à

l'instant. Il est particulièrement important que ce paragraphe figure dans la proposition de résolution. Quand nous parlons de politique économique dans le sens le plus large de ce terme, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de cette orientation.

Le problème de la migration des travailleurs, évoqué au paragraphe 18, constitue un problème à part. Monsieur le Président, il ne s'agit pas, bien sûr, de restreindre les possibilités d'immigration, comme on a pu le penser un moment au cours des délibérations au sein de la commission économique. Il est surtout question, dans ce contexte, de pallier les conséquences éventuelles d'un excédent de main-d'œuvre étrangère si la situation conjoncturelle venait à se modifier. On peut craindre que la grande masse des travailleurs étrangers soit considérée comme une sorte de troupe de réserve conjoncturelle. D'où l'appel instant adressé à la Commission européenne d'examiner les aspects sociaux du problème des travailleurs migrants.

Monsieur le Président, je voudrais, pour terminer, attirer l'attention sur les paragraphes 19, 20 et 21, dont le contenu se passe de commentaires. Ils contiennent un certain nombre de déclarations politiques très importantes, auxquelles nous souscrivons volontiers.

Monsieur le Président, nous sommes au seuil d'une nouvelle période, au cours de laquelle nous procéderons régulièrement à des échanges de vues avec la Commission européenne sur les progrès enregistrés dans ce domaine. Nous sommes tout à fait disposés à approuver la proposition de résolution, dont j'espère qu'elle marquera le début d'une bonne et saine planification de la politique économique de la Communauté.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli, au nom du groupe socialiste.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir, au nom du groupe socialiste, exprimer un jugement favorable sur le troisième programme de politique économique à moyen terme qui est soumis à notre examen aujourd'hui.

Notre satisfaction porte d'abord sur le fait que l'exécutif a présenté ce document en temps utile, c'est-à-dire avant l'échéance du premier et du deuxième programme de politique économique à moyen terme. En fait, dans le rapport sur le deuxième programme — il suffit de se reporter au document de novembre 1968 — on déplorait que ce programme n'ait pas été présenté avant le début de la période de référence. Or, le troisième programme doit être considéré comme une définition opportune des objectifs communautaires de politique économique et il doit donc éveiller tout particulièrement l'attention de l'opinion

**Cifarelli**

publique et recevoir son appui. Il s'agit en l'occurrence d'un acte d'une grande portée communautaire. Aussi, il importe que tous les citoyens en soient informés de manière efficace.

Nous aurions voulu, comme l'a déjà dit le président de la commission économique, M. Lange, pouvoir disposer de plus de temps pour nos délibérations que ce soit en commission ou en assemblée plénière. Si cependant cela se révélait nécessaire, nous reviendrions sur ce thème, notamment aussi parce que les problèmes relatifs au troisième programme devront être, nous le souhaitons et le Parlement voudra sans doute approuver ce point de vue, portés périodiquement devant le Parlement.

Nous souhaitons qu'entre-temps on fasse sur les données de ce programme l'effort de divulgation que nous avons demandé. Les exigences de programme prévalent aujourd'hui dans tous les pays de la Communauté, mais il est de la plus haute importance que l'harmonisation des programmes nationaux se situe à un niveau tout à la fois plus vaste et plus élevé, c'est-à-dire au niveau communautaire, notamment du fait que la politique communautaire non seulement est toujours mieux définie et concrétisée sur la base des résultats acquis à La Haye, mais qu'elle tend à prendre des proportions plus vastes du fait de l'élargissement de la Communauté.

Certains points fondamentaux de ce troisième programme pour 1971/1975 peuvent être considérés comme positifs. En premier lieu, il contient des orientations chiffrées compatibles ; en second lieu, il définit des politiques économiques globales ; en troisième lieu, il définit les principales actions dans le domaine des structures soit en se référant au plan national, soit au plan communautaire.

S'appuyant sur la constatation d'une grave asymétrie entre la réalisation poussée de l'union douanière et les progrès limités accomplis dans le secteur des politiques communes, le troisième programme économique à moyen terme souligne une fois de plus, et c'est là un point fondamental pour nous, l'interdépendance accrue et croissante entre les pays membres et donc la nécessité d'un rapprochement accru et toujours plus conscient de leurs actions planifiées, de leurs objectifs et de leurs politiques économiques et sociales. Retenons cependant que le programme vise notamment à la coordination préalable des objectifs nationaux pour qu'il en résulte pour tous, et pour chacun des six États, une situation qui leur permette de renoncer définitivement aux mesures protectionnistes et aux changements de la parité monétaire à l'intérieur de la Communauté. Cette tendance du programme soumis à notre examen reflète les expériences fort graves, que nous avons tous en mémoire, faites dans deux de nos pays.

Nous savons d'ailleurs tous fort bien que si l'intégration a présenté des avantages pour tous les États

membres et s'est traduite — pour prendre un exemple général — par le fait que la Communauté est devenue le principal fournisseur et aussi le principal acheteur du monde, on ne peut oublier que subsistent, de manière parfois aiguë, des tensions économiques et sociales. On peut déplorer un manque de souplesse et des retards dans l'aménagement de l'appareil de production ; de graves disparités subsistent sur le plan régional qui ne laissent pas de nous préoccuper ; nous assistons au développement d'un climat inflationniste qui ne peut pas ne pas alarmer les États membres et la Communauté tout entière, plus particulièrement si l'on songe aux prix. En outre, les investissements des entreprises ne s'orientent pas assez en fonction du grand marché intérieur constitué par la Communauté, et l'évolution du flux monétaire et financier n'a pas encore donné lieu à un véritable marché européen des capitaux.

Ces constatations sont pour tous évidentes et il importe de faire face à cette situation par une stratégie cohérente favorisant la construction européenne. C'est à une telle stratégie que tend le troisième programme économique à moyen terme en prévoyant un cadre temporel approprié et des mesures visant à éviter le grave dilemme entre le développement et la stabilité.

Ceci nous amène au point fort du programme, à la définition, à l'étude et à l'appréciation des évolutions compatibles, autrement dit de la compatibilité entre les politiques économiques des différents pays. Les politiques globales sont établies sur la base d'orientations chiffrées qui répondent justement à cette exigence de la compatibilité. Cela vaut tant pour la politique conjoncturelle que pour la politique des structures dans le but de parvenir à un meilleur équilibre territorial, une action uniforme dans le domaine des relations économiques extérieures et finalement, et pourquoi pas, à une contribution au progrès économique des pays en voie de développement qui nous sont associés.

Le groupe socialiste approuve, Monsieur le Président, les quatre grands « indicateurs » que sont l'expansion économique, le plein emploi, l'évolution du niveau général des prix et l'équilibre des échanges extérieurs.

Rappelons que la Commission se réfère à la croissance économique mesurée sur la base de l'augmentation du revenu global à prix constants, au degré de réalisation du plein emploi mesuré sur la base de l'indice de chômage, à l'évolution du niveau général des prix sur la base de l'offre et de la demande, à la réalisation d'un équilibre des échanges extérieurs mesuré sur le solde extérieur des compatibilités nationales.

Ces indicateurs de la politique économique exigent l'élaboration de données constamment valables et cette élaboration est un des points que le rapporteur de la commission économique a, à juste titre, tout particulièrement soulignés.

**Cifarelli**

Quant à nous, nous avons voulu apprécier la définition de ces indicateurs de performance sous un autre point de vue, car le contrôle de la compatibilité devra se référer aux projections nationales de développement en tant que fait politique particulièrement important de notre temps, ce qui suppose une connaissance active et un examen réfléchi de la part des hommes politiques tant sur le plan national que sur celui de la Communauté. Une politique de programme s'impose dans tous les pays de la Communauté, mais à notre avis — et comme il est rappelé dans le troisième programme — elle n'est pas concevable sans une politique des revenus. Et cette politique des revenus exige à son tour la mise en œuvre d'une politique des prix si l'on veut défendre le pouvoir d'achat et la stabilité monétaire.

Nous exprimons également notre accord sur deux points fondamentaux de l'orientation de toute politique économique programmée, c'est-à-dire de la stratégie de la concertation d'ensemble, à savoir la régulation de la demande globale à moyen terme et l'orientation des politiques structurelles.

S'il est vrai que, dans la phase actuelle du développement de la Communauté, les initiatives en vue de telles orientations restent, ainsi qu'il est dit dans le programme, de la compétence des États membres, il est vrai aussi que leur succès dépend toujours plus des bases et des objectifs communautaires. On note d'ailleurs dans les programmes des six pays que les tâches à réaliser avec une priorité absolue sont, indistinctement pour tous ces pays, la politique de l'emploi, la politique régionale, la réforme de la fiscalité, les services collectifs, autrement dit toutes les actions destinées à faire face aux exigences de la construction de logements, des transports urbains, des écoles, de la formation professionnelle.

Nous sommes d'accord aussi avec l'importance accordée, dans le troisième programme, à la politique régionale, et c'est là le problème le plus large et celui qui, en même temps, mérite la plus grande attention dans les six pays, en vue de l'aménagement du territoire et de la défense de l'environnement. Nous soulignons, comme l'a d'ailleurs fait notre collègue Boersma et comme mention en a été faite explicitement dans la proposition de résolution, l'importance de la défense de la collectivité humaine, que ce soit à l'égard de la pollution de l'air et de l'eau ou de la destruction de l'environnement, et j'ajouterai — parce que nous devons avoir l'orgueil d'être une Europe civilisée ou tout au moins une part importante de cette Europe — de la défense de tout ce qui constitue notre patrimoine de cités, de monuments, de manifestations culturelles, de témoignages de civilisation, de tout ce qui doit faire partie de notre société hautement industrialisée, si nous voulons éviter la destruction de tout ce qui nous entoure, de tout ce qui est la vie de l'esprit outre que la base de l'ordre social et du développement économique.

D'autre part, la politique régionale implique la coordination des infrastructures. Quiconque s'attache au problème du développement régional, en France, en Italie, en Allemagne, dans tous les pays de la Communauté, sait comment il faut mettre en œuvre les stimulations afin d'éviter les contradictions et les gaspillages, sait comment mettre en œuvre la politique des infrastructures afin de rendre cohérents les moyens et les objectifs.

Ce sont des problèmes faciles à énoncer mais extrêmement difficiles à résoudre, des problèmes auxquels chacun des six pays, et donc la Communauté dans son ensemble, doit faire face. L'impact avec les problèmes du territoire, les politiques structurelles, qu'il s'agisse de politique agricole, industrielle ou sociale, est chaque jour plus évident, plus important, plus significatif. En bref, nous devons, en Europe, éviter la création de nouveaux déséquilibres et, à ce propos, je tiens à attirer l'attention non seulement sur les situations de ce que nous appelons les régions frontières, qui auparavant étaient isolées et traitées de manière diverse et qui aujourd'hui deviennent des régions de passage avec toutes les innovations que cela implique, mais aussi sur le déséquilibre grave qui apparaît entre la zone centrale du territoire communautaire — celle que les savants en géographie économique et politique appellent, par référence au passé, du nom fascinant de « Lotharingie communautaire » — et les régions périphériques, en particulier l'ouest de la France et le sud de l'Italie. Il incombe à la Communauté de promouvoir un développement équilibré aux fins d'éviter une aggravation de ces grands et inquiétants déséquilibres territoriaux dans les régions périphériques de deux de nos pays.

C'est en quelque sorte le lien que nous établissons en matière de politique régionale entre la constatation des exigences énoncées et la mise en route d'une politique adaptée aux décisions qui ont été arrêtées et auxquelles le Parlement a donné son accord. C'est un début bien modeste, un début aux moyens absolument inadéquats, mais malgré tout un début qui peut être, permettez-moi cette image, la boule de neige qui déclenche l'avalanche. En d'autres termes il est nécessaire que la politique régionale des différents pays soit constamment portée à la connaissance des organes communautaires et concertée avec ceux-ci, que ces organes communautaires se spécialisent en la matière et que l'on commence à créer des possibilités d'action au niveau communautaire, en termes d'interventions, de bonifications d'intérêts et de crédits à cet effet.

Tout ceci constitue le début d'un développement extrêmement important de la politique communautaire qui, à notre avis, doit être considérée comme significative justement dans le cadre du troisième programme de politique économique à moyen terme.

J'aborderai encore un point, Monsieur le Président, et j'en aurai terminé. Il s'agit de l'importance que

**Cifarelli**

nous attachons à la politique de l'emploi. L'édifice que représente ce programme s'appuie sur deux piliers : la politique régionale et la politique active de l'emploi. Cette dernière est d'une importance vitale surtout si l'on considère qu'il est inévitable que, physiologiquement, la Communauté mène au retrait de facteurs productifs et à leur réemploi sous de nouvelles conditions, à la création de nouvelles industries et à l'abandon de certains secteurs industriels, à toute une série de vastes transformations à l'égard desquelles il n'est pas souhaitable de prendre une attitude immobiliste, d'avoir une vision autarcique, ou le souci de se rattacher au passé. De ce fait acquièrent une énorme importance des problèmes de la formation professionnelle, de la sécurité sociale en rapport avec le chômage fractionnel et tout ce qui se rapporte aux interventions en matière d'infrastructure et de réalisations en vue de réduire ou d'éliminer le poids des transformations communautaires qui pèse sur chaque citoyen.

Je devrais encore mentionner, Monsieur le Président, que le groupe dont je suis le porte-parole attache une grande importance à une consultation organisée permanente des partenaires sociaux, et au contrôle du Parlement. Les orateurs qui m'ont précédé, et notamment le président et le rapporteur de la commission, qui appartient à mon groupe, ont déjà largement parlé de ce problème. Je n'y reviendrai donc pas et je conclurai en vous remerciant d'avoir eu tant de patience et de m'avoir accordé quelques minutes supplémentaires.

**M. le Président.** — La parole est à M. Laudrin, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, au nom de l'Union démocratique européenne, je voudrais dire au rapporteur, M. Lange, notre complet accord, et je pense qu'il en saisira tout le prix après les discussions un peu enfiévrées de ce matin. Nous n'avons pas de réserves à formuler, encore que je voudrais simplement me réserver dans cette intervention de juger l'affaire sous son aspect social, laissant de côté délibérément l'aspect économique que vous avez traité avec beaucoup d'autorité. Nous sommes d'accord avec vous et en conséquence avec la commission, parce que nous pensons que le rapport fait par la commission tient compte des différentes discussions qui se sont élevées ici même d'une part dans le Parlement, d'autre part dans la commission des affaires sociales pour souligner l'importance de l'événement social dans le développement économique, et je signale simplement — je pense que cela ne vous fera aucun chagrin, Monsieur Lange — l'existence d'un chapitre C) intitulé : La politique économique au service des finalités de la société. Et puisque M. Barre semble vouloir porter aujourd'hui toute la responsabilité de la Commission, je voudrais lui signaler deux timidités et lui poser trois problèmes.

Deux timidités dans sa rédaction puisqu'aussi bien, au paragraphe 11, on dit que les objectifs généraux du développement social, qui sont actuellement l'ambition des politiques nationales, deviendront progressivement ceux de la politique communautaire. Je me demande pourquoi vous êtes au futur, et pourquoi vous ne dites pas qu'à partir d'aujourd'hui les problèmes qui sont envisagés dans les politiques nationales sont aussi envisagés par la Commission européenne. Vous devriez dire : deviennent aussi ceux de la politique communautaire. D'ailleurs, vous en avez donné des exemples et des réalisations, mais je pense qu'il y a là une erreur de rédaction. De même que vous avez une deuxième timidité à la fin du paragraphe 11, quand vous dites que le présent programme ne peut définir l'ensemble des moyens permettant de répondre à des objectifs ambitieux mais nécessaires. Vous n'avez pas le temps, vous n'en avez pas le loisir, et ceci me permet de vous poser une question précise. Quand paraîtra ce fameux plan social décennal que nous avait promis Monsieur Levi Sandri ? Si vous faites une politique à moyen terme qui va porter sur cinq ans, nous avons raison de penser que ce programme devrait d'ores et déjà nous être présenté, sinon nous risquons de courir après une décennie qui sera trop fortement entamée. Alors j'aimerais bien que vous puissiez nous donner quelques renseignements sur l'état de cette étude et de ces propositions.

Deuxièmement, nous nous réjouissons — et c'est mon deuxième problème — de la création toute récente du Comité permanent de l'emploi. Longtemps nous avons regretté que les ministres du travail soient en chômage lorsqu'il s'agissait de se réunir entre eux. Depuis quelque temps, ils se voient plus fréquemment et ils viennent de réaliser une œuvre qui est de première importance, mais sur laquelle nous n'avons d'autre référence que ce qui nous est dit dans les journaux, à telle enseigne que nous hésitons encore sur la mise en œuvre de cette création récente, sur la composition qu'elle va instituer, et qui a son importance, et sur je dirais presque l'importance que va prendre cet organisme dans le cadre de votre politique économique. Et une troisième remarque, qui a d'ailleurs été soulignée avec intérêt par le président de la commission économique tout à l'heure : un plan à moyen terme c'est très bien, à la condition que ça fonctionne, et ça ne fonctionne qu'à la condition d'être surveillé. Que la commission économique y mette son œil en permanence, nous n'y voyons pas d'inconvénient, mais je pense, Monsieur le Président, que vous accepterez que les commissions concernées, comme la commission des affaires sociales, puissent aussi intervenir régulièrement, ne serait-ce que pour donner leur avis.

J'aurais l'honneur de présenter tout à l'heure à M. Lange quelques amendements. Il les a déjà écartés d'un revers de main, comme un pasteur qui veille sur ses brebis et n'en veut ajouter aucune autre. Je tiens à vous dire, Monsieur Lange, que nous respecterons

**Laudrin**

l'esprit de votre résolution. Il n'est pas question d'en changer l'orientation, mais permettez à une commission qui a été sollicitée pour avis de ne pas rester muette et de préciser tel ou tel point que vous avez pu tout à l'heure négliger dans la présentation que vous avez faite. Je pense que nous signalerons simplement les aspects sociaux auxquels la commission était particulièrement attachée et vous aurez une tranquillité d'esprit quand vous saurez que ces amendements ont été signés par plusieurs membres appartenant à divers groupes, et que c'est la commission sociale tout entière qui vient vous demander de bien vouloir lui ouvrir une petite fente dans votre rapport pour y glisser ses revendications principales.

Dans une récente étude, et je vais terminer très rapidement, dans une récente étude publiée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et qui étudie le produit national brut par habitant, à la fin de 1968, sous l'angle des variations annuelles, nous sommes amenés à constater que nos six pays de la Communauté sont en tel progrès économique que nous deviendrons très vite, si ce n'est déjà réalisé, des pays riches à travers le monde, et peut-être cette Communauté constituera-t-elle, sur le plan économique, un des blocs les plus puissants du monde dans quelques années, au terme de cette décennie. Mais dans cette optique, puisqu'aussi bien la commission elle-même a bien défini qu'elle ne voyait le développement économique que sous l'angle des finalités sociales, dans cette optique, nous devons nous imposer un double devoir. Veiller d'abord à une juste répartition du revenu global, du revenu de nos États, en associant à la gestion du capital et à sa participation, en aidant tous ceux qui sont handicapés d'une façon ou d'une autre, d'une façon très particulière. Les classes laborieuses doivent, dans cette décennie, parvenir à une modification importante de leur statut. J'ajoute qu'il faudra aussi — et c'est un point de vue qui a été soulevé par la commission et que peut-être, Monsieur Lange, vous avez laissé un peu dans l'ombre. Il faudra que nous sachions nos devoirs vis-à-vis des pays sous-développés. L'écart se creuse tragiquement entre les pays qui possèdent et ceux qui sont en arrière du développement économique. Nous avons vis-à-vis d'eux des devoirs de solidarité et d'entraide et si nous refusions pour notre part de remplir ce double devoir vis-à-vis des classes laborieuses ou des classes qui sont dans la misère d'une part, vis-à-vis des pays sous-développés, d'autre part, la jeunesse de ce temps nous rappellerait à l'ordre par ses légitimes contestations, voire par ses violences, nous ferait envisager de détourner notre économie de marché vers des notions d'une plus juste valeur afin de partager les richesses et les chances, pour nous aider à revenir à une nouvelle valeur de civilisation, si nous ne voulons pas être remplacés par d'autres systèmes. Les membres de ce Parlement sont, je le sais, très ouverts à ces problèmes. Ils comprennent la révolte des jeunes comme les besoins des pays sous-développés. Notre dévelop-

pement économique n'est pas, et ne sera jamais, une fin en soi. Personne ici n'osera le soutenir. Nous vivons au bénéfice d'une société qui doit devenir de plus en plus humaine, non simplement pour nos six pays, mais pour tous ceux qui sont liés avec nous par un contrat d'association, pour tous ceux vers qui nous pouvons exercer notre influence et notre action. Je pense que la finalité, comme le dit même le texte de la commission, la finalité de notre économie, c'est une société meilleure.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser, mais je suis amené à intervenir, à la suite d'une observation faite par M. Laudrin, pour dissiper immédiatement un malentendu.

Le geste que j'ai fait tout à l'heure n'était pas un geste de refus, mais bien un geste engageant. Nous mettrons d'accord en toute franchise sur les propositions de la commission sociale. Je n'ai aucun doute à ce sujet. Je voudrais simplement ajouter une remarque : la politique économique que nous poursuivons n'a de toute façon qu'un sens, à savoir de créer une société plus juste ou une plus grande justice sociale. C'est bien là le sens d'une politique économique. Nous devons nous demander à l'intention de qui une telle politique économique à moyen terme a été conçue et s'il est indiqué d'y associer ou non l'un ou l'autre problème éminemment politique. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet aspect lors de la discussion des différents amendements.

Comme je l'ai dit, Monsieur Laudrin, nous sommes francs. Il faut admettre que les commissions ont dû travailler dans des conditions difficiles. Une partie de ces commissions a immédiatement coopéré, l'autre n'a pas été en mesure de le faire. Dans ces conditions, nous avons donc ici une discussion très ouverte et je trouve que pour une innovation, nous ne nous y prenons pas trop mal. Aussi vous serais-je reconnaissant si nous pouvions nous entretenir ensuite, en pleine connaissance de cause, sur les différentes conceptions et sur les amendements complémentaires.

**M. le Président.** — La parole est à M. Leonardi.

**M. Leonardi.** — (I) Je me limiterai à quelques paroles car je souscris aux observations faites par les orateurs qui m'ont précédé pour ce qui est des conditions dans lesquelles nous avons dû étudier ce problème du plus haut intérêt.

Je dirai donc brièvement le pourquoi de notre vote défavorable à la proposition de résolution bien que nous approuvions divers points et notamment les paragraphes 4, 5, 8, 16, 17, 21 et 22. Je dirai aussi que les orateurs auxquels je succède et qui se sont lon-



**Leonardi**

guement arrêtés sur les rapports entre l'économie, la justice sociale etc., ont exposé beaucoup de points avec lesquels nous sommes d'accord. Le problème, ou plutôt le point sur lequel nous divergeons, ce n'est pas l'affirmation des exigences largement ressenties, mais le passage de l'affirmation de ces exigences aux faits. Je crois qu'il est important de se rappeler que ce programme de politique économique à moyen terme doit être considéré en étroite liaison avec le programme de l'union économique et monétaire et les observations que je pourrais donc faire sur ce programme économique à moyen terme sont les mêmes que celles que j'ai faites ce matin sur le projet d'union économique et monétaire. En ce domaine aussi, le problème prioritaire qui émerge d'un flot de paroles est celui de la défense de la stabilité. En effet, si nous considérons les quatre indicateurs de compatibilité, c'est-à-dire le solde des paiements étrangers, le taux d'augmentation général des prix, le taux d'expansion du produit national et le taux de chômage, les deux premiers sont considérés comme fondamentaux et les deux autres, qui sont liés à des conditions structurelles, sont considérés comme indicateurs d'efficacité. Bien entendu, nous comprenons fort bien l'attitude de celui qui veut défendre des positions d'équilibre et de stabilité : cela signifie défendre les intérêts constitués, et c'est justement ce que nous ne voulons pas, ce pourquoi nous sommes opposés à ce programme.

Si d'autre part, nous considérons les données quantitatives qui sont l'expression des données fournies par les différents pays, nous voyons par exemple que pour le pays le plus pauvre de la Communauté, le mien, l'Italie, on prévoit une croissance du produit national brut de 5,5 à 6 % par an, qui n'est que légèrement supérieur à celui des autres pays et qui se traduirait au terme de cinq années par une augmentation des écarts absolus, qui sont les seuls qui comptent, car manifestement les comparaisons ne peuvent être faites — du moins pour ce qui intéresse la masse des citoyens — sur des écarts relatifs qui sont en fait des écarts abstraits, mais sur des écarts absolus. Dans leur ensemble, les données quantitatives nous semblent moins des réalités que des désirs que les différents gouvernements, et encore moins les autorités communautaires, ont bien peu de possibilités de contrôler. Parmi les orateurs qui m'ont précédé, c'est notamment M. Boersma, je crois, qui a signalé que la hausse des prix dans son pays est très différente de ce qui est mentionné dans le programme qui nous est soumis. On peut en dire autant pour ce qui est de l'Italie. C'est pourquoi je crois que ces données sont davantage un désir qu'une réalité. Aussi, plutôt que de faire naître une inutile espérance de stabilité, il serait plus juste de reconnaître que nos pays se trouvent en une phase de grande instabilité, probablement croissante, et que le processus d'unification européenne est en soi un processus révolutionnaire nécessairement lié à l'instabilité. Cela me paraît plus juste, et ce serait aussi une œuvre beau-

coup plus intéressante que celle qui consiste à recourir inutilement à de pieux désirs de stabilité qui se prêtent à la défense des intérêts constitués, alors que ces intérêts constitués ne sont plus reconnus par l'opinion publique européenne et ne réussissent même plus à s'affirmer, tant il est vrai qu'est en cours un processus inflationniste que tous reconnaissent. Il me semble inutile dans cette situation de faire ce qu'a demandé M. Lange, c'est-à-dire de considérer les données quantitatives comme la somme des données fournies par les différents pays, qu'il faudrait une politique globale communautaire, ce à quoi nous souscrivons. Mais pour ce faire, il faudrait créer une situation institutionnelle qui n'existe pas aujourd'hui et que d'ailleurs on ne peut créer dans le cadre des traités existants. Pour conclure ce bref exposé, et en nous réservant bien entendu d'intervenir par la suite, après un examen plus attentif et plus approfondi des documents, je dirai qu'il me semble valoir la peine d'examiner les conditions de l'instabilité pour les rendre compatibles avec des formes de démocratie historiques, en vue d'éviter des ruptures qui ne manqueraient pas d'intervenir si nous conservons des situations abstraites et des illusions éloignées de la réalité. Je le répète, il s'agit d'éviter des ruptures plus douloureuses que cela n'est nécessaire, et qui sont dues à notre incapacité en matière d'intervention et de juste prévision, à une malsaine acceptation de la situation de fait.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bersani.

**M. Bersani.** — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, deux sentiments m'animent : d'une part, je reconnais l'effort qui a été accompli pour la présentation de ce programme, plus systématique, plus limpide, plus clair dans ses objectifs, mieux structuré par rapport aux précédents, et, d'autre part, je me dois de constater que tant en commission qu'en séance plénière nous disposons de trop peu de temps pour discuter d'un document parmi les plus importants de la vie communautaire. Lorsque nous parlons de plans ou de programmes, nous touchons au cœur même du problème composé par les divers éléments de tout notre système. Aussi, je tiens à donner acte à M. Lange d'avoir présenté avec beaucoup d'efficacité et de maestria le problème sous ses diverses composantes, ses différents aspects, avec toutes les questions qui se posent à nous. Ce troisième programme se caractérise, comme je l'ai déjà dit, par la structure et la vision toutes différentes qui lui permettent d'aborder l'ensemble des problèmes avec une vue plus large et une approche plus documentée et systématique des questions majeures. Il couvre les cinq années qui peuvent être considérées comme les plus décisives pour le développement de la Communauté, pour son élargissement, pour son évolution démocratique. Nous savons que la Commission s'est engagée à présenter avant 1972 des propositions pour un renforcement des pouvoirs du Parlement en matière budgé-

**Bersani**

taire, avant 1973 des propositions pour la réforme des traités et avant 1974 des propositions pour l'adaptation des pouvoirs du Parlement au secteur législatif, et nous savons aussi qu'au cours de ces cinq années un ensemble d'autres mesures sont destinées — nous l'espérons fermement et, pour ce qui est de nous, nous le voulons — à faire progresser de manière décisive l'évolution communautaire.

Or, je dirais, que ce programme, à un certain moment, établit un lien entre tous ces phénomènes et réclame une vue stratégique dans laquelle la volonté politique est mise en condition de dominer les instruments et les situations en rapport avec les objectifs. Cependant, si nous jetons un regard en arrière, nous ne sommes guère enthousiastes en nous rappelant ce qu'il est advenu du premier et du deuxième programmes et dans notre dessein d'y collaborer.

La Commission nous dit que ce troisième programme se veut un tournant décisif ; il fait état d'une « nouvelle voie », d'une « nouvelle stratégie », il tend en quelque sorte à une mise au point du problème de la programmation européenne en rapport avec la situation d'aujourd'hui. La Commission se rallie donc à notre appréciation générale, c'est-à-dire qu'il est nécessaire de placer la programmation européenne sur le terrain des réalités par une meilleure coordination et orientation de nos objectifs. Tous les collègues qui m'ont précédé ont mis l'accent sur la nécessité que, de ce point de vue, le programme établisse un meilleur équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et politiques. La seule appréciation de ces problèmes sur le plan économique n'aurait aucun sens ou n'aurait qu'un sens partiel et limité, ce qui ne saurait nous satisfaire. Mais il serait opportun — et il me semble que le rapporteur s'est déjà rallié aux suggestions faites par d'autres orateurs et auxquelles je puis souscrire — que cet aspect de la question, qui est directement lié à la justice sociale et aux objectifs sociaux du programme, soit mieux mis en évidence dans la proposition de résolution. Le programme s'appuie sur quelques grands indicateurs et, tout comme mes collègues, je les tiens pour pleinement valables. Il s'agit de voir de quelle manière le problème des structures peut être posé sur une base plus réaliste. Il ne fait aucun doute que, par rapport au premier programme, la politique des structures est mieux tracée, mieux définie dans le troisième programme. Mais nous devons nous demander si nous avons encore le temps d'arrêter les mesures nécessaires. Ainsi, par exemple, j'insiste sur ce qui a déjà été dit, et que l'on peut d'ailleurs lire aussi dans le programme, à savoir qu'il est nécessaire de progresser plus rapidement, avec plus de force dans cette direction.

La Commission se demande si l'on peut raisonnablement prévoir que les projets de politique régionale donneront les résultats espérés, et elle semble, elle aussi, nourrir des doutes à cet égard ; il est vrai que si les instruments financiers dont nous disposons ac-

tuellement ne donnaient pas des résultats satisfaisants dans de brefs délais, cela soulèverait le problème de nouvelles ressources en faveur des projets régionaux de la Communauté.

J'estime plus probable qu'il faudra aborder dans peu de temps ce nouveau tournant de la politique régionale. Mais en attendant, comme le soulignait justement M. Cifarelli, il s'agit de passer finalement aux actions concrètes en se servant des mesures sur lesquelles le Parlement a déjà donné un avis résolument favorable et qui devraient constituer le premier élément d'action dans un domaine aussi essentiel.

Il ne fait aucun doute que malgré les efforts accomplis tant au niveau national qu'au niveau européen, les écarts entre les diverses régions et les diverses zones vont manifestement en s'accroissant, et ceci en contradiction avec tout ce que nous avons dit et tout ce que nous nous sommes proposé de faire jusqu'ici. A cette constatation ne semble pas répondre ce que nous faisons en réalité, que ce soit par la lenteur de nos actions ou par le montant des fonds que nous avons, à ce jour, consacrés à cet objectif. En outre, pour ce qui est du problème des structures sectorielles, il ne fait aucun doute que malgré les difficultés qu'elles présentent, une accélération de notre politique s'impose.

Quant à la politique agricole commune, je renvoie au projet Mansholt et au deuxième programme, et je pense qu'en l'état actuel des choses, on ne pouvait probablement pas faire mieux. Mais ceci est encore un symptôme de l'incertitude, qui est encore là notre aujourd'hui, à l'égard des exigences pourtant impérieuses qui nous demandent d'accélérer et de rendre plus efficace notre travail dans le secteur agricole.

Mais ce qui émerge finalement aujourd'hui, dans toute son importance, du nouveau programme, si on le compare aux programmes précédents, c'est le problème de l'emploi, et nous le constatons avec satisfaction, tout comme nous nous félicitons de la constitution du comité permanent, même si, comme le soulignait fort justement M. Laudrin, il reste confiné dans un climat qui ne nous permet pas de savoir exactement quelles sont exactement les mesures prises ou à prendre et donc d'en donner une appréciation critique appropriée. Le problème du plein emploi reste une des pierres de touche de l'efficacité morale et non pas seulement technique des progrès que nous réalisons, et je voudrais, quant à moi, examiner attentivement le rôle essentiel qu'il doit avoir en tant qu'élément moteur de toute cette nouvelle stratégie.

Il est intéressant de voir comment, ce programme aborde, en même temps que d'autres indicateurs, tels l'expansion économique, le plein emploi, les prix, l'inflation etc., le problème du tiers monde. Le fait que le tiers monde soit considéré — et c'est là aussi une nouveauté — comme un des objectifs du développement d'une communauté équilibrée, et ne soit pas vu seulement en fonction de l'extérieur mais

**Bersani**

je dirais aussi de ses répercussions intérieures, de ses répercussions morales, le fait que, comme l'affirme la Commission, ce n'est que par l'accomplissement des devoirs fondamentaux de solidarité qu'une communauté croît dans l'équilibre et la justice, me semble une chose vraiment importante, voire considérable.

Je ne me limiterai pas à constater qu'en substance nous tournons autour de 1 % du revenu global brut en ce qui concerne notre contribution au tiers monde ; je crois que le moment est venu où, convaincus de notre responsabilité au niveau mondial, nous devons avoir pour but d'aller un peu au delà de la moyenne des autres pays, des autres aires économiques du monde, et où nous devons nous demander ce que nous devons réellement faire pour définir notre politique à l'égard du tiers monde.

Outre le renforcement et la défense de la politique d'association, pour laquelle nous devons étudier — nous en reparlerons à la prochaine conférence de Yaoundé — de nouveaux mécanismes et des formes plus efficaces de collaboration, outre l'objectif d'une politique généralisée d'aide au tiers monde que nous partageons avec tous les pays du monde, je crois que le problème se pose aussi de savoir dans quelle mesure les politiques régionales peuvent être développées de manière appropriée, le problème donc des responsabilités spécifiques qui nous incombent en tant qu'aire politico-économique européenne. Je crois que nous devons nous efforcer d'étudier ce problème avec la plus grande précision et nous demander si, à côté de la défense des valeurs originales et particulières de la Convention de Yaoundé, qui nous tient tellement à cœur, nous ne devons pas songer à quelque chose d'analogue, qui serait généralisé et institutionnalisé pour toute l'aire méditerranéenne, avec une vision nouvelle qui dépasserait l'aspect fragmentaire et épisodique de tout ce que nous avons fait jusqu'ici. Et ensuite, le moment n'est-il pas venu pour nous de considérer l'appel de Buenos Aires, l'invitation, la demande pressante qui nous est adressée par les pays d'Amérique latine ?

Pour terminer, Monsieur le Président, je voudrais dire qu'à côté de la politique des revenus qui navigue encore dans le brouillard et dans laquelle j'ai peine à voir clair, notamment parce que je ne vois aucun élément nouveau dans l'attitude négative qui a été jusqu'ici celle des partenaires sociaux, il est nécessaire de souligner l'accent nouveau qui caractérise le dialogue avec les partenaires sociaux, je tiens cependant à ajouter que les méthodes employées jusqu'ici me semblent par trop épisodiques, trop éloignées du colloque systématique que la Commission estime être le but à atteindre. Les partenaires sociaux considèrent encore le problème communautaire comme fort éloigné et je suis donc d'avis que nous devons entreprendre quelque chose d'entièrement nouveau. A ce propos, la Commission a fait une ouverture intéressante, mais je crois que nous devons trouver le moyen de mieux préciser ce que nous devons faire, convain-

cus que nous sommes de toucher en ce domaine ce qui est vraiment essentiel.

Monsieur le Président, chers collègues, je désire, pour terminer, donner acte une fois de plus au rapporteur de l'excellent exposé qui a introduit son rapport, et tout en exprimant une appréciation d'ensemble favorable à ce programme pour les éléments de progrès indéniable qu'il contient, je désire toutefois manifester ma perplexité à l'égard de certains aspects encore fort incertains et souligner la valeur fondamentale qui doit être celle de tout programme dans la construction européenne, en tant qu'élément de coordination et en tant qu'élément qui, dans la mise au point des divers secteurs et des diverses politiques communes, doit avoir un sens non seulement économique mais aussi social et moral.

**PRÉSIDENCE DE M. SCELBA**

**M. le Président.** — La parole est à M. Barre.

**M. Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Messieurs, j'ai suivi avec un très vif intérêt le débat qui vient d'avoir lieu sur le troisième programme de politique économique à moyen terme et je voudrais remercier tous les orateurs, non seulement de leurs encouragements, mais aussi de leurs remarques constructives et de leurs critiques. Je ne voudrais pas abuser de votre attention. Je me bornerai simplement à quelques observations sur les divers points qui viennent d'être soulevés.

Plusieurs orateurs, et notamment M. Lange, président de la commission économique, ont regretté que la commission économique du Parlement et le Parlement aient été saisis de ce projet de troisième programme dans un temps très bref et n'aient pas eu le temps d'examiner au fond tous les aspects contenus dans ce programme. Nous sommes bien conscients de la rapidité avec laquelle nous avons dû travailler ; mais je voudrais rappeler au Parlement que, depuis le début de cette année, le travail qui a été fourni par les institutions communautaires compétentes a été considérable. Ce n'est en effet que le 26 janvier 1970 que le Conseil a accepté les orientations fondamentales sur lesquelles la Commission souhaitait que puisse être établi le troisième programme de politique économique à moyen terme. Jusqu'ici les deux premiers programmes, consistaient en des analyses doctrinales ou en des vues d'ensemble de tous les problèmes qui intéressaient la Communauté. Le Parlement, à diverses reprises, a regretté que ces programmes ne soient pas suffisamment opérationnels. Mais si l'on voulait modifier l'orientation des programmes, il était indispensable que le Conseil prenne position et ce n'est que le 26 janvier 1970 que le Conseil a d'une part accepté le principe des orientations chiffrées et qu'il

**Barre**

a d'autre part accepté — ce qui était un progrès très important — que dans ce programme puissent être examinées les actions structurelles qui, sur le plan national et sur le plan communautaire, devaient tendre à la réalisation d'un développement équilibré. Vous n'ignorez pas que cette question avait jusqu'ici été considérée comme ne relevant pas des discussions au niveau communautaire. Sur la base des décisions prises par le Conseil, le Comité de politique économique à moyen terme a travaillé dans des conditions de rapidité et d'efficacité remarquable. Entre le mois de février et le début d'octobre, le Comité de politique économique à moyen terme, aidé par les services de la Commission, a en effet pu mettre au point le document qui est sous vos yeux. Ce document est le document du Comité de politique économique à moyen terme. La Commission prend la responsabilité de certaines orientations ; elle a participé à tous les travaux, elle a apporté son concours à ce Comité et, étant chargée de présenter au Conseil et au Parlement le rapport du Comité de politique économique à moyen terme, elle a estimé qu'elle pouvait faire siennes toutes les conclusions et accepter tous les développements de ce rapport. Aussi voudrais-je, ici, rendre hommage au Comité de politique économique à moyen terme et tout particulièrement dire combien la Commission a trouvé, auprès des hautes personnalités qui constituent ce Comité, un concours à la fois loyal et efficace, non seulement au niveau communautaire, mais encore à l'intérieur des États membres, puisque les membres du Comité sont de très hautes personnalités de nos six pays. La Commission a été saisie de l'avant-projet de troisième programme le 15 octobre. Elle l'a immédiatement transmis au Conseil à la fin d'octobre. Le Conseil a saisi, au début de novembre, la commission économique du Parlement européen et si nous avons souhaité tous, Conseil et Commission, l'avis du Parlement européen, c'est parce que Conseil et Commission estiment qu'avant la fin de cette année, ce programme devrait être adopté de manière que, dès l'an prochain, la coordination des politiques économiques puisse s'effectuer en fonction de critères et d'orientations qui soient clairs, non seulement pour les institutions de la Communauté, mais aussi pour les États membres. Je reconnais que le temps est limité et je remercie la commission économique, toutes les commissions intéressées et le rapporteur, M. Lange, de l'effort qui a été fait. Je voudrais dire ici que ce qui importe, c'est peut-être moins l'analyse détaillée du document qui vous est présenté aujourd'hui que ce que, dans son rapport, M. Lange appelle le contact permanent qui devra s'établir entre la commission économique, les autres commissions, le Parlement dans son ensemble, la Commission des Communautés européennes et le Conseil, au fur et à mesure que seront faites les propositions et que seront prises les décisions qui auront pour but de faire entrer dans la réalité les orientations contenues dans ce document. Je peux en tout cas dire, au nom de la Commission des Communautés européennes, que je suis prêt, pour

ma part, à cet échange de vues aussi continu que possible. Nous avons déjà commencé, Monsieur le Président Lange, à établir un contact que je crois fructueux sur le plan de la politique conjoncturelle ; mon souhait est que les mêmes contacts puissent s'établir en ce qui concerne la politique économique à moyen terme. Voilà pour ce que l'on appelle en français le « timing ».

J'arrive maintenant aux lacunes et aux timidités. Il y a des lacunes qui sont des lacunes systématiques. Comme je vous l'ai dit, le Comité de politique économique à moyen terme s'est rangé à l'avis de la Commission, avis selon lequel il convenait d'éviter que les programmes soient des « fourre-tout » et qu'on y traite non pas superficiellement mais d'une façon générale d'une masse de problèmes, qu'il convenait en revanche que l'attention se concentre sur un certain nombre de points qui présentent une importance fondamentale pour la coordination des politiques économiques à moyen terme et à court terme. On a pu s'étonner qu'il ne soit point question ici de l'agriculture, mais la Commission a déjà publié des mémorandums, des propositions à ce sujet, et le deuxième programme de politique économique à moyen terme avait déjà traité assez largement de ce problème. Nous ne pouvions pas reprendre l'ensemble de ce problème alors que d'autres sujets méritaient avec une plus grande priorité encore l'attention. Nous n'avons pas traité avec tout le détail nécessaire la politique de la recherche ou la politique de l'énergie, parce qu'il conviendra que, sur les documents précis, le Comité de politique économique à moyen terme puisse formuler des avis et que sur la base de ces avis le Parlement puisse donner son opinion et ses orientations. Notre but est de faire en sorte que le troisième programme de politique économique à moyen terme soit opérationnel et que sur un grand nombre de problèmes qui jusqu'ici étaient rattachés formellement au programme de politique économique à moyen terme, il puisse y avoir des études particulières qui soient effectuées et des avis particuliers qui soient donnés par le Comité de politique économique à moyen terme ; ainsi les problèmes seront-ils traités comme il convient, c'est-à-dire avec précision et avec sérieux. D'autres lacunes tiennent au fait que nous manquons d'éléments. Nous n'avons pas caché dans le troisième programme de politique économique à moyen terme qu'il existe un certain nombre de domaines qui peuvent être difficilement couverts parce que, par exemple, les statistiques ne sont pas comparables. L'un des principaux domaines dans lequel l'action de la Communauté devra s'exercer sera précisément la collecte de moyens d'information comparables sur la base desquels il sera possible d'édifier une politique économique communautaire. Voilà pourquoi j'accepte avec reconnaissance les critiques qui sont formulées dans la proposition de résolution de la commission économique parce qu'elles concernent des points de faiblesse dont nous sommes très concients, mais que nous ne pour-

# Barre

rons que progressivement surmonter. Je peux dire à l'Assemblée que nous préparons à l'heure actuelle à l'intention du Conseil un programme d'action statistique pour les trois prochaines années ; la commission économique et les autres commissions — je pense notamment à la commission des affaires sociales — se rendront compte que sur un certain nombre de points sur lesquels l'information communautaire est à l'heure actuelle fragmentaire ou dispersée, nous nous efforçons d'obtenir toute la documentation précise sur la base de laquelle des travaux ultérieurs pourront être faits et des politiques pourront être correctement menées. Quant aux timidités, Monsieur l'Abbé Laudrin, ce ne sont pas les timidités de la Commission. Le document que vous avez est un document qui résulte de la confrontation des points de vue des représentants des six États membres, et croyez bien que certaines timidités que vous avez relevées peuvent être considérées comme des audaces. Vous m'excuserez de ne pas entrer plus en détail dans l'analyse de ce phénomène. Il ne m'appartient pas de le faire, mais croyez qu'il y a dans ce document des progrès considérables qui ont été réalisés, non point seulement parce que des choses y sont écrites, mais parce que les choses qui y sont écrites l'ont été après de longues confrontations de points de vue et représentent dans certains cas de nettes avances par rapport aux situations que nous avons pu jusqu'ici enregistrer. Il est exact que nous avons écrit que les objectifs sociaux deviendront progressivement ceux de la politique communautaire. Il en est de la politique sociale comme il en a été de la politique structurelle. Il faudra encore un certain temps avant que ce qui était jusqu'ici les objectifs de nos divers pays puisse être fondu dans un ensemble constitué par les objectifs de la Communauté. Nous pouvons le regretter, mais c'est un fait et plutôt que de le déplorer, je préfère, pour ma part, noter les progrès qui ont été enregistrés. Je ne défendrai pas le document que vous avez sous les yeux en vous disant qu'il est parfait. Je vous dirai simplement que ce document marque un progrès, et que ce progrès est d'autant plus important qu'il représente une évolution dans l'état d'esprit de nos États membres et une plus grande convergence de leurs opinions sur un certain nombre de points fondamentaux pour le développement de la Communauté.

Après avoir reconnu les imperfections de ce document, je voudrais néanmoins vous dire quels sont ces éléments fondamentaux, et je le ferai très brièvement.

Ce qu'il y a d'important dans ce document, c'est son inspiration. J'en ai dit un mot ce matin et je le répète ici. Ce document est bâti sur le thème du développement équilibré. Il cherche à associer étroitement l'exigence du développement et celle de la stabilité. A ce sujet, je voudrais répondre à deux observations qui ont été présentées par certains orateurs. Lorsque nous parlons du développement équilibré, nous sommes bien conscients que les pays de la

Communauté traversent à l'heure actuelle des difficultés qui ne sont pas seulement des difficultés économiques, mais aussi des difficultés sociales, et dans certains cas la crise est profonde. Si nous avons mis l'accent à la fois sur le développement et sur la stabilité, c'est que sans développement il serait impossible de répondre à certaines aspirations fondamentales de nos sociétés ; mais d'autre part, si un tel développement se faisait dans des conditions d'instabilité telles qu'avec une périodicité relativement régulière, il soit nécessaire de procéder, en raison de déséquilibres de prix ou de déséquilibres de balance des paiements, à des politiques de stabilisation, tous les avantages qui auraient pu être acquis pendant les périodes d'expansion seraient rapidement remis en question. L'autre raison pour laquelle nous mettons l'accent sur le développement équilibré, c'est qu'il y a des conceptions selon lesquelles le développement ne peut s'effectuer que dans l'inflation. Or, tout le thème de ce rapport est que le développement régulier peut être obtenu avec un objectif de stabilité des prix ; mais ceci suppose que nous ne nous limitons pas seulement à des politiques globales, politique monétaire ou politique budgétaire, mais aussi que nous tenions compte des obstacles structurels qui empêchent la réalisation de la stabilité, que nous mettions en œuvre des politiques structurelles, des politiques régionales et des politiques sociales qui puissent permettre de réaliser cette croissance dans la stabilité. A cet égard, je voudrais dire à M. Boersma que nous sommes peut-être optimistes en parlant d'un taux d'inflation compris pour la période de 1971 à 1975 entre 2,5 % et 3 %. Bien sûr, nous serions très optimistes si nous pensions que dès 1971, le taux de croissance des prix ne devrait pas dépasser 2,5 % à 3 %. Nous savons déjà que pour 1971, dans la plupart des États membres, nous risquons d'être au-dessus de la limite supérieure de la fourchette. Mais le document indique un taux annuel moyen de croissance, ce qui signifie que, partant d'une situation où la hausse des prix est forte, nous devons tendre progressivement pendant la période envisagée à une restauration des équilibres et à un rétablissement d'un équilibre des prix qui permette, sur l'ensemble de la période considérée, de se tenir dans la fourchette qui a été retenue. Certes, si en 1971 et en 1972, les pays de la Communauté ne parviennent pas à maîtriser les tensions inflationnistes graves qui demeurent encore dans la plupart de ces pays, et je pense notamment aux Pays-Bas, l'objectif que nous avons retenu sera compromis. Mais nous avons l'espoir, Monsieur Boersma, que les politiques très courageuses qui ont été mises en œuvre dans les pays de la Communauté depuis dix-huit mois déjà, sur la base des délibérations du Conseil, permettront de parvenir à un rétablissement progressif des équilibres fondamentaux et à une modération des tensions de prix à l'intérieur de la Communauté. Cela ne veut pas dire que l'objectif proposé sera atteint très facilement, mais c'est un objectif réalisable ; il peut être réalisé si les politiques économiques globales,

**Barre**

les politiques structurelles et les politiques régionales menées dans les États membres convergent vers les objectifs qui ont été ici retenus. Ce n'est pas un optimisme béat qui nous a fait fixer cet objectif, c'est à la fois une réflexion sur les conditions d'évolution de nos économies dans les prochaines années, et un espoir dans une plus grande convergence des politiques économiques des États membres. Nous ne pouvons rien dire de plus parce que des événements peuvent se produire qui bouleversent l'état de nos prévisions ; mais du moins pouvons-nous espérer qu'une plus grande convergence des politiques économiques, réalisée grâce à une meilleure coordination de ces politiques, nous permettrait de tenir les objectifs qui sont ici indiqués. Je voudrais maintenant dire à M. Leonardi qu'il est complètement erroné de penser que nous avons mis l'accent sur le facteur d'équilibre et que nous avons négligé d'une part le taux de croissance, d'autre part les phénomènes de chômage. L'objectif que nous avons poursuivi a été en effet d'associer étroitement les conditions de développement et de la stabilité à la réalisation du plein emploi. Nous avons notamment indiqué que, dans certains pays, ce ne serait pas la recherche d'un taux de croissance échelonné qui résoudrait les problèmes, mais bien plutôt la mise en œuvre d'actions structurelles, d'actions régionales et d'actions sociales qui entraînerait une meilleure mobilité des facteurs de production, une création d'activités nouvelles, et qui permettrait en fin de compte à la croissance économique, non pas de se concentrer sur les seuls secteurs déjà développés, mais de se diffuser sur l'ensemble des secteurs productifs et sur l'ensemble des régions. En tout cas, je suis prêt à accepter toutes les critiques, mais il y en a une qu'au nom de la Commission et en mon nom personnel je ne suis pas prêt à accepter : c'est celle selon laquelle la Commission défendrait des intérêts établis. Lorsque la Commission présente au Conseil et au Parlement le troisième projet de politique économique à moyen terme, l'intérêt qu'elle recherche, c'est l'intérêt de la Communauté, et l'intérêt de la Communauté, pour elle, ne se dissocie pas de l'intérêt de tous les États membres. Que cela soit clair une fois pour toutes.

*(Applaudissements)*

J'ajouterai pour terminer que nous allons essayer au cours de ces prochaines années de mettre en œuvre des politiques plus étroitement coordonnées au plan global, non seulement des actions dans le domaine structurel, régional ou social, mais aussi nous efforcer d'obtenir, par des procédures à déterminer, une évolution plus ordonnée des revenus. M. Bersani a indiqué là-dessus ses perplexités, et M. Boersma m'a interrogé sur la question de la politique des revenus. Vous savez que ce problème est diversement considéré dans nos États membres, mais la réalité démontre clairement que, au fur et à mesure que nos sociétés modernes se développent, elles doivent mettre en œuvre des procédures de concertation entre partenaires sociaux, de telle sorte que l'évolution des

revenus et l'évolution des prix soient compatibles avec les exigences d'un développement équilibré. Cela jusqu'ici a fait défaut, non seulement au niveau de la Communauté, mais également dans beaucoup d'États membres ; mais un peu partout, même dans les sociétés qui sont très différentes des sociétés européennes, le besoin de cette concertation se fait sentir. Au fur et à mesure que la coordination des politiques économiques se développera dans nos pays, cette concertation deviendra une exigence au niveau de la Communauté. Nous devons essayer dans ce domaine d'agir de façon pratique parce que nous avons à tenir compte des positions différentes et respectives des partenaires sociaux, parce qu'il y a un travail de persuasion à effectuer avant que des résultats, je ne dis pas spectaculaires, mais considérables, puissent être obtenus. Je peux dire au Parlement qu'en ce qui concerne le troisième programme de politique économique à moyen terme, des contacts ont été établis tout au cours de la préparation de ce document, non seulement avec le Comité économique et social, qui est l'organisme représentant les partenaires sociaux au sein de la Communauté, mais également avec d'autres organisations représentatives des partenaires sociaux, qu'il s'agisse d'organisations patronales ou d'organisations syndicales. Nous le faisons avec discrétion, parce que c'est la seule façon d'avancer, nous le faisons avec la plus grande loyauté parce que nous estimons que nous devons recueillir l'avis de ces organisations, mais que nous devons aussi expliquer à ces organisations les raisons pour lesquelles il n'est pas possible de tout faire en même temps, les raisons pour lesquelles il est nécessaire de procéder à des choix et d'accepter certaines disciplines. Cet effort, nous l'avons commencé, nous souhaitons qu'il se développe et qu'il s'amplifie ; la Commission, pour sa part, est extrêmement attachée à ce processus de concertation.

Voilà, Monsieur le Président, les observations que je voulais présenter sur ce qui a été dit au cours de ce débat. Je voudrais pour terminer remercier la commission économique du Parlement européen de la proposition de résolution qui est présentée ; remercier la commission économique des encouragements que celle-ci nous donne, accepter les critiques qui ont été présentées parce que ces critiques sont fondées, et j'ai essayé de vous expliquer pourquoi nous n'avions pas pu faire mieux. Je voudrais pour terminer dire que cet échange de vues continu, souhaité par le Parlement et par sa commission économique, la Commission des Communautés européennes est prête à le poursuivre avec nous, et que ce sera, pour moi, non seulement un devoir mais un plaisir.

*(Applaudissements)*

M. le Président. — La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai écouté depuis ce matin avec beaucoup



Dulin

d'attention non seulement le rapport de nos collègues, mais également les explications que M. Barre a bien voulu donner au Parlement. J'ai été étonné tout à l'heure lorsqu'il a fait allusion à la politique à moyen terme relative à l'agriculture et qu'il a dit qu'elle ne passait pas dans les premières priorités. Je voudrais souligner que l'agriculture dans la Communauté représente des millions de travailleurs qui, je dois le dire, n'ont pas été particulièrement favorisés jusqu'ici. En effet, un certain nombre de projets de règlements, ainsi que les mémorandums de M. Mansholt, ont été présentés et nous avons actuellement à l'étude les cinq propositions de directives qui nous sont soumises. M. Boscardy-Monsservin a écrit le 24 novembre à M. Mansholt pour lui indiquer que la commission de l'agriculture travaillait d'arrache-pied de façon que soient débattus, au cours de la session de février, tous ces programmes de directives. Mais M. Boscardy-Monsservin a été obligé également d'indiquer qu'il y aurait encore d'autres modifications. Ce qui est certain, c'est que nous sommes maintenant à la troisième proposition de M. Mansholt, pour ne pas dire la quatrième, et qu'aucun débat sur la politique agricole n'a été ouvert dans ce Parlement, qu'aucune de ces propositions n'a été discutée par lui. C'est pour cela que M. Boscardy-Monsservin a beaucoup insisté auprès de M. Mansholt pour que s'instaure un véritable débat de politique agricole à l'occasion de la discussion de ces directives.

Voilà les quelques observations que je voulais vous présenter, en vous remerciant encore une fois de votre talent et surtout de l'intervention brillante dont vous avez honoré le Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Barre.

M. Barre, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, je voudrais qu'il n'y ait pas de méprise de la part de M. Dulin sur ce que j'ai dit. Nous savons que dans la Communauté l'agriculture est la priorité des priorités ... *sourires* ... et depuis bientôt douze années, cela a été le cas. Je regrette, pour ma part, qu'il n'ait pas pu y avoir encore de débat parlementaire sur le problème de la politique agricole commune et les directives qui ont été présentées par la Commission au Conseil. Je suis, pour ma part, tout à fait réjoui que dans le domaine qui me concerne le Parlement puisse tenir d'amples débats. Ce que je voulais simplement dire tout à l'heure, c'est qu'il y a déjà eu suffisamment de documents, suffisamment de rapports et suffisamment de propositions en ce qui concerne l'agriculture pour que nous ayons pensé que dans le troisième programme de politique économique à moyen terme nous pouvions concentrer l'attention sur des domaines qui jusque-là avaient été moins pris en considération. Cela ne veut pas dire qu'aussi bien au Comité de politique économique à moyen terme qu'à la Commission, nous n'attachions pas la plus grande

importance à l'agriculture. J'espère, Monsieur Dulin, que ces simples remarques vous feront comprendre la signification exacte des propos que j'ai tenus pour expliquer une lacune qui était reprochée au troisième programme de politique économique à moyen terme.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange, *rapporteur*. — (A) Monsieur le Président, c'est en ma qualité de rapporteur que je prends la parole, et c'est que je prends acte, avec satisfaction, de ce que l'exécutif souscrit en principe aux idées figurant dans la proposition de résolution. Je voudrais attirer à nouveau l'attention du Parlement sur le fait qu'au paragraphe 13, nous estimons que ce programme constitue la base matérielle qui rend possible la poursuite de l'intégration européenne. Dans la suite de cette politique économique à moyen terme, toutes les mesures individuelles devront donc être constamment examinées et discutées. Monsieur Dulin, cela sous-entend naturellement, et la commission compétente au fond en est d'accord, qu'il faudra en temps voulu discuter aussi des problèmes de l'agriculture. Cela vaut également pour d'autres domaines.

Monsieur le Président, je voudrais encore m'attacher plus particulièrement au paragraphe 27. Nous y déclarons que nous vous chargeons, vous, notre Président, de transmettre la présente résolution et le rapport de la commission compétente au Conseil et à la Commission des Communautés européennes. Fait partie du rapport de la commission une annexe avec, dans la mesure où ils n'ont pas été directement incorporés, les avis des commissions saisies pour avis. Mais étant donné que pour l'essentiel le rapport a été présenté verbalement, le rapport de la commission comprend pratiquement ce qui a été dit aujourd'hui dans cet hémicycle et qui est consigné au procès-verbal de la présente séance. C'est dans cette mesure que l'expression « rapport de la commission » doit être interprétée d'une manière quelque peu différente de celle qui est en usage dans cette assemblée. Le rapport oral doit donc être transmis avec le rapport écrit, sans quoi le Conseil n'aurait pas connaissance de la manière dont le Parlement aimerait voir interpréter les opinions qu'il a exprimées dans la proposition de résolution. Aussi, pour simplifier la procédure, je voudrais, Monsieur le Président, avec votre permission, présenter des propositions sur la manière dont nous pourrions traiter les amendements présentés au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers.

En ce qui concerne l'amendement n° 1, je recommanderais de l'adopter avec une petite modification, tout au moins dans le texte allemand. A la ligne 4, il est dit : « für die Verbesserung der Lebens- und Beschäftigungsbedingungen ». Je préférerais : « der Lebens- und Arbeitsbedingungen », ainsi qu'il est d'usage. Au lieu de : « Beschäftigungsbedingungen »,



**Lange**

il faudrait donc lire à la ligne 4 : « Arbeitsbedingungen ».

En ce qui concerne l'amendement n° 2, je recommande de l'adopter sans modification.

En ce qui concerne l'amendement n° 3, je recommande d'en modifier la rédaction. Au paragraphe 18, nous devrions lire : « estime souhaitable que, lors de l'utilisation du critère « degré de réalisation du plein emploi », les travailleurs des pays associés et ceux des pays tiers soient également pris en considération... ».

En ce qui concerne l'amendement n° 4 au paragraphe 25, j'avais déjà, dans mon exposé introductif, souligné, en ma qualité de rapporteur, que le fait de nommer la commission économique signifie aussi que les commissions saisies pour avis apportent leur coopération. Si le fait de dire expressément « en liaison avec les commissions compétentes pour avis » doit avoir un effet d'apaisement, je n'ai pas d'objection.

En ce qui concerne l'amendement n° 5, vous avez cité ici plusieurs catégories de travailleurs. Nous avons déjà cité une catégorie de travailleurs au paragraphe 18. Je recommanderais d'inclure cet amendement, non comme paragraphe 8bis, mais comme 18bis. Ainsi, après avoir fait mention des travailleurs des pays associés et des pays tiers au paragraphe 18, il serait dit : « estime en outre souhaitable qu'une attention toute particulière... ». Suivrait le texte de l'amendement.

Monsieur le Président, telles étaient mes remarques sur la procédure. J'espère avoir ainsi contribué à réduire le temps consacré à cette discussion.

*(Applaudissements)*

Excusez-moi, je n'ai pas parlé de l'amendement n° 6. Je voudrais ajouter quelques mots concernant ma position à l'égard du problème évoqué. Je ne crois pas, je le dis sans aucune restriction, que l'aide au développement n'est pas à sa place dans cette résolution. L'aide au développement constitue un problème particulier sur lequel le Parlement doit se prononcer à part. Je m'en remets toutefois au Parlement s'il veut inclure cet amendement : cela ne saurait nuire. Je ne suis pas expressément contre, mais je voudrais en toute modestie attirer l'attention sur le fait que l'on ne saurait utiliser tout avis du Parlement sur des problèmes déterminés pour y inclure tous les problèmes qui semblent présenter quelque importance. Dans le cas présent, je dis donc : je ne suis pas contre l'inclusion à l'endroit prévu, si l'assemblée estime devoir rappeler ce problème encore une fois.

M. le Président. — La parole est à M. Laudrin.

M. Laudrin. — Monsieur le Président, je voulais donner, au nom de la commission des affaires sociales

et de la santé publique, notre accord complet, ce qui facilitera la discussion, puisqu'aussi bien les termes qu'a demandé de modifier M. Lange ne modifient pas l'essence même des propositions qu'avait faites la commission des affaires sociales, et qu'en conséquence sur l'ensemble de ces amendements il n'y a, je pense, aucune discussion à greffer. Je me permettrai simplement pour le dernier amendement : « recommande de considérer comme un devoir impératif de poursuivre l'aide aux pays en voie de développement » de faire remarquer à M. Lange que cela tient directement les pays africains en particulier et, commission : « La Communauté doit contribuer activement au progrès économique des pays en voie de développement ». Il y a un paragraphe qui concerne directement les pays africains en particulier et, comme nous avons des devoirs vis-à-vis de ces pays et que quelques-uns d'entre nous se trouveront très prochainement à Yaoundé, ce rappel serait à mon avis très profitable.

M. le Président. — Monsieur Laudrin, je vous prie de ne pas anticiper sur la discussion des amendements ; nous y reviendrons en temps voulu.

Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 7, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 8, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 8. Recommande d'accorder une plus grande attention aux interdépendances existant entre les évolutions économiques et sociales en raison de leur importance pour l'amélioration des conditions de vie et d'emploi de la population et souligne l'urgence de la mise en place d'instruments efficaces, tels que le Fonds social rénové — en concordance, le cas échéant, avec le FEOGA — et le Comité permanent de l'emploi, appelés à jouer un rôle important à cet égard. »

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté. Il devient le nouveau paragraphe 8.

Après le paragraphe 8, j'étais saisi d'un amendement n° 5, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams,

**Président**

Boersma et Merchiers, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

Toutefois, le rapporteur, en accord avec les auteurs, a demandé tout à l'heure que cet amendement soit inséré après le paragraphe 18. Je l'appellerai donc lorsque nous aborderons ce paragraphe.

Sur le paragraphe 9, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 9. Considère comme un progrès important le fait que la Commission déclare expressément vouloir renforcer la concertation avec les partenaires sociaux sur l'évolution de l'économie générale et les orientations concrètes, et insiste pour qu'en soit fait une pratique permanente également pour le fonctionnement des organismes à fin sociale. »

Le rapporteur a déjà fait savoir qu'il acceptait cet amendement.

La parole est à M. Laudrin pour défendre cet amendement.

M. Laudrin. — Je m'excuse d'intervenir, Monsieur le Président, mais c'est simplement pour signaler que la commission a trouvé que le mot « dialogue » présentait une certaine faiblesse et que nous avons préféré « concertation ». Le mot « dialogue » est un de ces mots dont on abuse dans toutes les institutions et le mot « concertation » semble beaucoup plus pénétrant, plus obligatoire. Et nous avons insisté pour qu'en soit fait une pratique permanente, ce qui se trouve d'ailleurs dans le texte de la Commission.

M. le Président. — La parole est à M. Burgbacher.

M. Burgbacher. — (A) Monsieur le Président, je suis contre le mot « concertation ». Toutefois, je ne suis pas non plus pour le mot « dialogue », mais j'ai une autre proposition. Le mot « concertation » est devenu un mot à la mode. Il est emprunté à la vie musicale, et le concert et l'harmonie qu'il suppose en constituent l'arrière-plan. Ce concert ne peut toutefois être harmonique que s'il existe un chef d'orchestre auquel tous obéissent. Si tous les musiciens jouaient chacun à sa guise, ce serait insupportable. Étant donné toutefois que dans ce domaine il ne peut y avoir un chef d'orchestre en raison de la liberté tarifaire des partenaires sociaux, ce mot n'est pas à sa place. Je propose, au lieu de « concertation », de dire : « harmonisation... »

M. le Président. — La parole est à M. Laudrin.

M. Laudrin. — On peut trouver toujours des symboles et des rapprochements entre deux termes. Le problème de la concertation dans le sens social est extrêmement défini et je pense qu'on peut lui trouver des sens musicaux, on n'y voit aucun inconvénient. Mais le problème c'est que dans le sens social, le mot « concertation » signifie quelque chose de plus que le dialogue, d'autant que dans le terme même, comme je le disais tout à l'heure, employé par la Commission, il est question d'une concertation permanente et même d'une organisation qui permette cette concertation et non pas simplement un dialogue. Vous trouverez, je pense, au paragraphe 17, page 9, exactement ce terme là. Il y est écrit : « ... les partenaires sociaux sur les évolutions globales et les orientations concrètes doit-il être développé et rendu permanent ». Alors nous appelons cela la concertation, n'en déplaise à ceux qui aiment trop la musique.

M. le Président. — La parole est à M. Burgbacher.

M. Burgbacher. — (A) Monsieur le Président, que M. Barre m'excuse, mais la critique que j'ai formulée par une image musicale à propos du mot « concertation » ne concerne naturellement pas seulement le mot dans ce contexte ; ce que je voudrais, c'est que, dans ses rapports, l'exécutif l'utilise avec plus de prudence. Jusqu'à présent, en effet, les choses n'ont pas atteint ce stade qui permette de vous le dire très clairement. On n'est parvenu qu'à une « harmonisation » et non à une « concertation », car la concertation sous-entend l'abandon de la liberté tarifaire des partenaires sociaux.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, j'ai précédemment recommandé d'accepter cet amendement tel qu'il est. Au paragraphe 9 de la proposition de résolution de la commission économique, nous devons utiliser un critère européen et on ne peut donner au mot « concertation » une interprétation aussi étroite que M. Burgbacher a tenté de le faire. Nous savons parfaitement que ce n'est pas là une atteinte à l'autonomie tarifaire des partenaires sociaux. C'est l'élément qui me semble déterminant, et une telle atteinte n'a d'ailleurs jamais été envisagée. On ne devrait donc pas tenter de présenter les choses ici comme s'il s'agissait d'un moyen détourné de remettre en cause la liberté tarifaire. Dans ces conditions, on peut adopter l'amendement dans sa rédaction actuelle.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est adopté. Il devient le nouveau paragraphe 9.

Sur les paragraphes 10 à 17, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

**Président**

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 10 à 17 sont adoptés.

Sur le paragraphe 18, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, et dont voici le texte :

Après les mots :

« les travailleurs des pays tiers »

insérer les mots :

« et spécialement ceux des pays associés ».

Quel est l'avis du rapporteur ?...

M. Lange, *rapporteur*. — (A) Monsieur le Président, j'avais proposé le texte suivant : « estime souhaitable que lors de l'utilisation du critère « degré de réalisation du plein emploi » les travailleurs des pays associés et des pays tiers soient également pris en considération, etc. ». J'avais l'impression que M. Landrin était d'accord sur cette rédaction.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 3 tel qu'il vient d'être modifié par le rapporteur.

L'amendement n° 3 est adopté.

Je mets au vote le paragraphe 18 ainsi modifié.

Le paragraphe 18 modifié est adopté.

Après le paragraphe 18, je suis saisi d'un amendement n° 5, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique et dont voici le texte :

Insérer après le paragraphe 8, un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« 8bis. Demande qu'une attention toute particulière soit donnée aux problèmes que posent pour leur emploi certaines catégories de travailleurs tels que les handicapés, les moins valides, les plus jeunes et les plus âgés, ainsi que les femmes mariées. »

Quel est l'avis du rapporteur ?...

M. Lange, *rapporteur*. — (A) Monsieur le Président, je regrette de devoir intervenir encore une fois. Je souhaite que les deux catégories ou les diverses catégories de travailleurs soient traitées de la même manière dans cette proposition de résolution. Au paragraphe 18 il est dit : « estime souhaitable » et c'est pourquoi j'ai, à mon avis en accord avec M. Laudrin et les autres auteurs des amendements, déclaré qu'il ne fallait pas dire « demande », mais « estime en outre souhaitable que... », ensuite le texte de l'amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Laudrin.

M. Laudrin. — Monsieur le Président, nous sommes d'accord avec M. Lange. Cela répond d'ailleurs au texte de la Commission, au paragraphe 11, où l'on parle de l'adaptation de la protection sociale aux exigences et en particulier en faveur des personnes le plus vivement touchées, et par conséquent ceci nous permet d'accepter la rédaction telle qu'elle est proposée par M. Lange.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 5 tel qu'il a été modifié par le rapporteur.

L'amendement n° 5 est adopté. Il devient le paragraphe 18bis.

Après le paragraphe 18, je suis également saisi d'un amendement n° 6, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers et dont voici le texte :

Insérer après le paragraphe 18, un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« 18bis. Recommande de considérer comme un devoir impératif de poursuivre l'aide aux pays en voie de développement et d'améliorer à leur bénéfice les termes des échanges commerciaux. »

Je le mets aux voix.

L'amendement n° 6 est adopté. Il devient le paragraphe 18 ter.

Sur les paragraphes 19 à 24, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 19 à 24 sont adoptés.

Sur le paragraphe 25, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par MM. Müller, Laudrin, Adams, Boersma et Merchiers et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 25. Charge sa commission économique, en liaison avec les commissions compétentes pour avis, d'étudier de manière plus approfondie le troisième plan de politique à moyen terme. »

La parole est à M. Laudrin pour défendre cet amendement.

M. Laudrin. — Oui, c'est un amendement de pure forme, je pense, Monsieur le Président, et dès l'instant où le représentant de la Commission d'une part et le représentant de la commission économique d'autre part déclarent qu'ils prendront avis des commissions concernées, on peut laisser tomber cet amendement.

M. le Président. — L'amendement n° 4 est retiré.

**Président**

Je mets aux voix le paragraphe 25.

Le paragraphe 25 est adopté.

Sur les paragraphes 26 et 27, je n'ai ni amendement ni orateurs inscrits.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 26 et 27 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adopté (\*).

**6. Modification de l'ordre du jour**

**M. le Président.** — J'informe le Parlement que le rapport de M. Lange sur le concours financier à moyen terme n'a pas pu être présenté à temps. En conséquence je propose au Parlement d'en renvoyer l'examen à la séance de demain, vendredi 4 décembre 1970, après le vote sur les projets de budget.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

**7. Projet de budget supplémentaire n° 3 pour 1970**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1970, établi par le Conseil (doc. 207/70).

La parole est à M. Aigner qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je serai très bref. Il s'agit d'une affaire qui ne soulèvera certainement aucune controverse. Il s'agit du troisième budget supplémentaire pour l'exercice 1970. Il n'est pas aussi élevé que le deuxième dont on sait qu'avec 1,6 milliard d'unités de compte il atteignait un chiffre considérable. Il ne s'agit ici que de 600 000 unités de compte. La nécessité d'un tel budget supplémentaire est née de l'aide immédiate que nous avons demandée à la suite de la catastrophe naturelle survenue au Pakistan. Au cours de sa réunion du 30 novembre 1970, le Conseil a accordé une aide se montant à un total de 1,1 million d'u.c. — à imputer au titre de l'aide alimentaire de la Communauté — soit 35 000 tonnes de céréales et 1 200 tonnes de potage et de bouillie. Ces derniers devaient principalement être acheminés par la voie aérienne, et à

cette fin la Croix-Rouge avait été alertée par l'intermédiaire de l'Ambassade du Pakistan à Bruxelles. Pour la chose en elle-même, il y a accord général. Toutefois, Monsieur le Président, j'ai une critique à formuler quant à la procédure. Je suis heureux que le président du Conseil soit présent, il pourra ainsi entendre immédiatement ma critique. Vous savez que depuis de nombreuses années nous réclamons, notamment pour de semblables événements, qu'un poste spécial soit prévu au budget pour les catastrophes. Or, jusqu'à présent le Conseil s'y est refusé, en dépit d'une proposition de la Commission. Dans le projet de budget de 1971, nous avons encore une fois introduit une demande de crédits.

Monsieur le Président du Conseil, nous avons demandé pendant de longues années que le Conseil autorise un poste spécial de dépenses pour de tels cas. Si le montant est utilisé, la réserve correspondante doit être reconstituée immédiatement dans un budget supplémentaire, car, en pareil cas, ce qui importe c'est la rapidité de l'aide. En conséquence, notre demande est celle-ci : si ces fonds doivent maintenant être utilisés sur le budget de 1971, ils doivent être remplacés pour un même montant dans le cadre d'un budget supplémentaire afin que l'aide apportée puisse l'être rapidement. Ici s'applique littéralement le dicton selon lequel : « qui aide rapidement, aide doublement ». Je demande donc que le Conseil tienne compte de ces éléments. Je demande que l'Assemblée donne son accord à ce sujet, mais je dois dire que le Conseil a déjà donné son autorisation. Nous devons accepter une fois de plus que le Conseil ignore notre existence et passe à autre chose. Monsieur le Président, je crois que ce sujet n'est pas particulièrement important et qu'il ne se prête pas à éclaircir notre position à l'égard du Conseil.

Je demande l'adoption de mon rapport.

Monsieur le Président, excusez-moi, j'ai été chargé par la commission des finances et des budgets de dire encore un mot sur ce budget supplémentaire.

On a dit à juste titre que la Communauté devrait prendre l'initiative de mettre au point, avec les autres pays industrialisés, une sorte d'instrument mondial pour lutter contre les catastrophes d'une telle ampleur. Or, nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui de présenter rien de semblable, mais notre commission invite l'exécutif et, ultérieurement, le Conseil à engager une discussion avec nous sur la question de savoir comment une telle idée pourrait prendre corps. Il s'agit ici surtout de la mobilisation de médicaments, de denrées alimentaires, de dépôts, de capacité de transport et, le cas échéant, de points d'appui, afin qu'en des jours aussi critiques nous soyons vraiment en mesure d'apporter une aide rapide. Je crois qu'il serait bon que la Communauté prenne l'initiative afin de pouvoir lancer vraiment — je me permettrai ici d'utiliser le mot à titre exceptionnel — une action concertée à l'échelle mondiale.

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, si je demande la parole, c'est parce que je ne voudrais pas laisser l'impression auprès du Parlement que ce montant que nous demandons ici comme budget supplémentaire est le montant total de l'aide que la Communauté offre au Pakistan du Nord. Cette catastrophe, qui semble être la deuxième grande catastrophe de l'histoire, n'en est qu'un volet. L'ensemble est beaucoup plus étendu ; il y a en effet trois volets à notre action. Il y a tout d'abord ceci qui est un budget supplémentaire, mais l'autre volet de cette première aide pour du potage et des bouillies à destination du Pakistan est prévu par un virement, et il y a en second lieu la fourniture de 35.000 tonnes de farine qui sera prise sur l'aide alimentaire en 1971, de sorte que l'ensemble de l'opération coûtera aux environs de 4 millions et demi d'u.c., c'est-à-dire beaucoup plus — c'est cela que je voulais dire surtout au Parlement — beaucoup plus que ce que nous demandons ici. Pour donner des informations, Monsieur le Président, qui sans doute intéresseront les membres du Parlement, les premières livraisons à destination du Pakistan en ce qui concerne les potages et les bouillies ont déjà commencé le 26 novembre et elles se poursuivent à un rythme quasi journalier. La fin des livraisons de cette première fourniture de potages pourrait intervenir vers le 15 ou le 20 décembre. La Croix-Rouge ne prend des engagements de transport que tranche par tranche en attendant d'éventuelles propositions de transport plus avantageuses de la part des États membres. A l'heure actuelle ce sont des compagnies privées allemandes et islandaises qui assurent les premiers voyages. D'autre part, la Croix-Rouge a des instructions de notre part de n'effectuer des livraisons au Pakistan que dans la mesure où les produits peuvent faire l'objet d'une distribution immédiate aux populations sinistrées. En ce qui concerne la fourniture de farine, comme je vous l'ai dit, Monsieur le Président, elle est prévue pour une adjudication au début de 1971 et les fournitures pourraient commencer immédiatement. Je remercie le Parlement, Monsieur le Président, pour l'urgence qu'il a bien voulu consacrer à l'examen et probablement, je l'espère, à l'approbation de ce budget supplémentaire. Je dois dire à l'adresse de M. Aigner que, pour l'année 1971, nous avons proposé et le Conseil a admis un fonds pour catastrophes et que par conséquent, à l'avenir, nous n'aurons plus besoin de faire des opérations de transfert et de budget supplémentaires. Nous pourrions le prélever sur un montant qui a été accepté au niveau d'un demi million d'u.c.

En dernier lieu, Monsieur le Président, je m'engage à transmettre à la Commission et à soutenir la proposition faite par M. Aigner au nom de la commission des finances, de façon à examiner ce que l'on peut faire avec l'ensemble des pays industriels afin de faire face d'une façon, comme il le dit très bien, concertée

et immédiate à des catastrophes de ce genre. Je le remercie de la suggestion qu'il vient de faire et je ne manquerai pas de l'appuyer de tout cœur.

M. le Président. — La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. — Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les rapports sur l'aide aux malheureux Pakistanais, mais j'ai constaté qu'on avait seulement envoyé des céréales. Or, il est évident que l'on aurait pu également livrer de la poudre de lait, comme je l'ai déjà indiqué à la Commission exécutive, parce que la poudre de lait alimentaire est beaucoup plus nourrissante que les céréales. Elle est beaucoup plus riche en protéines, et il est donc vraiment regrettable que la Commission n'y ait pas pensé parce que la poudre de lait alimentaire est immédiatement buvable tandis que les céréales doivent être transformées avant de devenir du pain.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 8. Pétition n° 3/70

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la pétition n° 3/70 concernant la concertation entre les organisations représentatives du personnel des Institutions européennes et le Conseil au sujet du statut des fonctionnaires et de leurs rémunérations (doc. 199/70).

La parole est à M. Rossi qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Rossi, *rapporteur*. — Monsieur le Président, je dirai, très brièvement, qu'en effet les représentants du personnel avaient adressé une pétition pour faire part de leur souhait de voir s'établir une concertation entre eux-mêmes et le Conseil au sujet de différents problèmes et en particulier de la révision annuelle des rémunérations et du problème de la révision du statut des fonctionnaires. Entre-temps, satisfaction a été donnée aux représentants du personnel, puisqu'ils ont eu de la part du Comité des représentants permanents un accord de principe, mais la commission des finances a quand même souhaité présenter très brièvement cette affaire aujourd'hui au Parlement, d'abord pour l'informer du fait que cette affaire avait été réglée et aussi parce que cette affaire pose en elle-même certains points fondamentaux. Et je suis d'ailleurs très heureux à ce sujet-là de voir ici le Président

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

Rossi

en exercice du Conseil des ministres. En effet, la commission des finances, comme elle l'avait déjà fait, tant au moment de l'examen des propositions statutaires qu'au moment des propositions de révision du statut du personnel, a voulu souligner à quel point le respect et le développement du dialogue entre la fonction publique européenne et les institutions communautaires sont opportuns. Cela de par le fait que l'activité de ces institutions s'appuie sur une fonction publique européenne, et j'ai eu l'occasion de dire dans cet hémicycle, il y a quelques années déjà, que le crédit de toute puissance publique se mesure en fin de compte à sa capacité d'organiser les fondements de la fonction publique destinée à collaborer étroitement avec elle. Alors, à ce propos, la commission des finances, qui espère que de cette concertation vont sortir effectivement des résultats positifs, qu'un contenu sera donné à cette discussion entre le Conseil et le personnel, la commission a cependant noté, avec un peu de regret d'ailleurs, que l'état de malaise de ces derniers temps n'aurait pas eu de raison d'être si le Conseil avait fait sienne la proposition du Parlement qui est toujours en instance devant lui et qui consiste à créer, à l'occasion de la révision du statut, un Conseil supérieur de la fonction publique des Communautés européennes, au sein duquel ce dialogue pourrait naturellement se développer et qui aurait comme tâche non seulement de s'occuper de toutes les questions de caractère général intéressant les fonctionnaires mais notamment celle de suivre aussi le problème des rémunérations, qui a été à l'origine des difficultés que nous avons connues ces temps derniers.

Monsieur le Président, mes chers collègues, ce ne sont d'ailleurs pas là les seuls arguments de principe que je voulais soulever à l'occasion de cette pétition. La commission des finances a dû constater en effet, et là aussi avec un peu de regret, que le Parlement n'est pas pour l'instant associé à l'application d'une des règles du statut, à savoir celle relative à la révision annuelle des rémunérations. D'ailleurs notre collègue Gerlach l'a mentionné dans son rapport sur le budget de l'exercice 1971 et je me dois de la souligner, car il est nécessaire d'établir incessamment avec le Conseil, dès le prochain examen annuel des rémunérations, les conditions permettant aux différentes institutions, le Conseil, le Parlement et les autres, une concertation active, une concertation valable en la matière. Il ne serait pas normal, comme je l'ai dit dans les points 3 et 4 de la proposition de résolution, que le Parlement, qui représente les peuples de la Communauté, doive subir les conséquences de décisions ou de prises de position auxquelles il n'aurait pas contribué. Je rends donc attentif le Conseil à cet aspect du problème, et c'est la raison pour laquelle nous avons demandé de pouvoir débattre de cette résolution en sa présence, dont nous le remercions. Le Conseil, par une résolution qu'il a approuvée le 21 avril 1970, a montré sa volonté d'établir un dialogue à tous les niveaux dans le cadre de la procédure

budgétaire entre lui-même et l'Assemblée, compte tenu des aspects budgétaires de l'examen annuel des rémunérations et d'autre part des liens très stricts existant entre la bonne marche des services et le développement de la fonction publique européenne. Le Conseil a maintenant l'occasion de confirmer au Parlement cette volonté de dialogue, notamment pour ce qui est de cet aspect de l'application des règles statutaires.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Califice.

M. Califice. — Messieurs les présidents, je voudrais appuyer le point de vue de M. Rossi et, sans renouer avec le débat sur le troisième programme de politique à moyen terme au sujet de l'utilisation des mots « dialogue » et « concertation » que l'on opposait l'un à l'autre, je voudrais tout de même indiquer qu'il y a de la part des organisations syndicales une définition de cette concertation qu'elles entendent voir appliquer. Pour elles, c'est un processus de contact organisé ayant pour but l'information réciproque, la confrontation des données et des positions des parties en présence, dans le but de rechercher un accord sur des problèmes de politique de personnel relevant de la compétence de l'autorité budgétaire. Par ailleurs, la décision du Conseil indique que les relations entre le Conseil et le personnel seront fondées sur un dialogue et non une concertation, et là aussi une définition est donnée du mot dialogue comportant la confrontation de toutes les données et des positions des parties en présence dans le but de faciliter un rapprochement des points de vue. Il ne s'agit donc nullement, Monsieur le Président, de tenter d'en arriver à une véritable négociation paritaire entre d'une part les Communautés et d'autre part les organisations syndicales du personnel, négociation paritaire qui devrait aboutir à des accords de portée immédiate pour les problèmes qui sont actuellement soulevés, mais également — il faut le souhaiter — à ce que ces accords aient une portée dite de programmation sociale pour l'ensemble du personnel des Communautés. Et ces négociations au niveau des Communautés devraient être menées non seulement par le Conseil mais par les institutions qui ont du personnel ou si vous voulez par les employeurs du personnel des Communautés et, par conséquent, le Parlement et la Commission doivent figurer au banc patronal de ces négociations paritaires.

Je conclus, Monsieur le Président, en me réjouissant d'une part de l'accord intervenu, car nous avons fait l'économie d'une grève qui aurait sans doute empêché la tenue de notre session parlementaire actuelle et surtout du fait que cet accord marque un progrès dans l'établissement des relations sociales entre le personnel et les institutions communautaires.

Ma deuxième conclusion est de voir se créer un instrument paritaire de négociation entre les Commu-

**Califlee**

nautés — Conseil, Commission et Parlement — d'une part et les organisations syndicales du personnel d'autre part. J'espère, Monsieur le Président, que cette suggestion, qui vient à l'appui de ce que M. Rossi a dit lui-même, permettrait de normaliser le progrès social auquel nous devons être attachés pour l'ensemble de notre personnel.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Bermiani.

M. Bermiani. — (I) Monsieur le Président, je serai bref, vraiment bref, et non comme l'orateur habituel qui dit qu'il sera bref et qui parle à loisir.

Je prends acte avec une grande satisfaction de la proposition de résolution relative à la concertation entre les organisations représentatives du personnel des institutions communautaires et le Conseil en ce qui concerne le statut des fonctionnaires et leurs rémunérations.

Sans mésestimer la partie relative à la révision des rémunérations, partie importante pour tous, puisqu'elle est l'aspiration naturelle des travailleurs à un plus grand bien-être économique, surtout lorsque le montant des dépenses quotidiennes, et non seulement quotidiennes, augmente, sans mésestimer, je le répète, cet aspect, je voudrais dire que j'attache une importance particulière à l'accord conclu en vue d'instaurer une procédure régulière de contrôle et de dialogue sur les problèmes relatifs à la révision du statut des fonctionnaires et à l'examen de leurs rémunérations qui, comme nous l'avons vu et entendu, est prévu par le statut lui-même.

En Italie, j'ai eu l'honneur d'être au Sénat le rapporteur de la loi ayant pour objet le statut des travailleurs ; j'ai suivi cette loi et tous les travaux préparatoires, grâce notamment à une enquête préalable menée tant auprès des employeurs que des travailleurs. A cette occasion, j'ai donc mesuré encore une fois toute l'importance du dialogue entre celui qui travaille et celui qui donne du travail et compris que ce dialogue est absolument nécessaire et bénéfique en ce qu'il sert à mettre en lumière, d'une manière loyale et claire, des revendications qui autrement donneraient lieu à des conflits, voire à des grèves, comme cela s'est produit dans les Communautés, et aboutiraient en outre à un mécontentement latent, plus dangereux encore pour cette sérénité si nécessaire si l'on veut que le travail porte de bons fruits. Ce type de dialogue, ce type de collaboration doit être à la première place, et j'aurais dû le mettre à la première place, car c'est un fait dont, tous, nous devons reconnaître le caractère très démocratique dans une Communauté comme la nôtre, qui est effectivement fondée sur la liberté et la démocratie. Ce fait est très important et je dois le souligner, fût-ce au risque de déplaire, car nous ne sommes pas ici pour nous faire des compliments comme des élégants du dix-huitième

siècle. Il faut plutôt s'étonner qu'on n'y soit pas parvenu plus tôt et qu'il ait fallu attendre une pétition de la part des organisations syndicales pour en arriver finalement à la collaboration et au dialogue. L'adage, selon lequel « mieux vaut tard que jamais » s'il constitue, d'une part, une critique, est d'autre part une source de satisfaction, car ce qui arrive, fût-ce avec retard, arrive tout de même, et c'est donc avec satisfaction que je voterai pour la proposition de résolution.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

**9. Budget des Communautés européennes pour 1971  
Budget de recherches et d'investissement CEEA  
pour 1971**

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion commune, selon la procédure d'urgence des deux rapports ci-après :

- rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1971, établi par le Conseil (doc. 198/70) ;
- rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1971 établi par le Conseil (doc. 196/70).

Avant de donner la parole aux rapporteurs, j'informe l'Assemblée que j'ai été saisi par MM. Biaggi, Baas et Cantalupo, au nom du groupe des libéraux et apparentés, d'une motion tendant à renvoyer en commission le rapport de M. Pintus sur le budget de recherches et d'investissement d'Euratom.

Voici le texte de cette motion :

« Le Parlement européen,

- ayant pris connaissance d'une série de documents publiés tout récemment et ses membres n'ont pu avoir qu'une notion incomplète seulement aujourd'hui,
- considérant que les rapports adoptés par la commission des finances et des budgets, concernant le budget d'Euratom, ne tiennent pas compte de ces éléments,

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.



**Président**

- décide le renvoi immédiat à la Commission des finances et des budgets pour que le débat puisse être terminé à la séance du vendredi 4 décembre 1971,
- suggère l'autorisation d'un budget provisoire de quatre mois pour permettre le fonctionnement normal d'Euratom. »

Je rappelle que conformément à l'article 32 du règlement cette motion a la priorité sur la question principale. Je rappelle également que conformément à l'article 32, paragraphe 3 du règlement peuvent seuls être entendus l'auteur de la motion, un orateur « pour » et un orateur « contre », le président ou le rapporteur des commissions intéressées et que le temps de parole est limité à cinq minutes.

La parole est à M. Biaggi, cosignataire de la motion.

**M. Biaggi.** — (I) Monsieur le Président, on a diffusé hier certains documents publiés par la Commission des Communautés européennes, qui traitent en détail du projet de décision de la Commission, rédigé sur la base du rapport du comité des experts sur le thème de la réorganisation du Centre commun de recherche, et de l'action communautaire d'ensemble en matière de recherche et de développement scientifique et technologique ; ces documents étaient accompagnés d'une note de la Commission au Conseil et d'un document de travail. Il s'agit avant tout d'une liste de questions relatives à la compétence future de la Communauté européenne de l'énergie atomique, qui doivent être discutées et tranchées.

Ces documents sont en relation étroite avec le rapport sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique, que nous devons maintenant examiner. Ils constituent en vérité une série de propositions que je n'hésite pas à qualifier de révolutionnaires, tant en ce qui concerne les structures qu'en ce qui concerne les tâches de ces services communautaires qui souffrent actuellement d'un grave processus de stagnation et de régression et qui, faute de décisions courageuses et promptes, risquent de mourir d'asphyxie, au grand dam de la Communauté des Six tout entière.

Il est à déplorer avant tout que ces documents n'aient pas été portés à la connaissance du Parlement à un moment plus opportun ; en outre, il semble que ce soit presque à dessein, devant l'imminence d'un vote de défiance du Parlement à l'égard des organes communautaires concrétisé par la proposition de résolution de la commission des finances et des budgets rejetant le projet de budget, que l'on a fait précéder ces documents d'une note d'agence, datée du lundi 30 novembre, contenant un compte rendu succinct de l'activité déployée ces derniers mois par la Commission des Communautés pour réaliser ces réformes que le Parlement réclame depuis si longtemps déjà. La lecture de ces documents est certainement

suggestive et donne l'impression que la Commission est résolue à présenter au Conseil des ministres les documents nécessaires à une réforme des instituts qui dépendent de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Naturellement, l'acceptation par le Parlement et par le Conseil, ne fût-ce que d'une seule partie des propositions contenues dans les documents, implique une substantielle modification des budgets et même une réforme des statuts de la Communauté. Il suffit de rappeler que l'installation et l'utilisation d'un nouveau réacteur SORA à Ispra impliquent des dépenses non inscrites dans le budget actuel, tandis que l'extension de la recherche à des secteurs non nucléaires, comme la pollution, les études de matériaux, la recherche spatiale, l'informatique, pour en citer quelques-uns, pourrait avoir une incidence notable sur celui-ci. A ce stade, c'est-à-dire au moment de passer à un vote dont il est pratiquement assuré qu'il sera de défiance, deux solutions se présentent à nous : ou bien nous ignorons les documents et procédons au vote sur le rapport Pintus, ou bien nous ne les ignorons pas, mais les renvoyons à la commission pour qu'elle les juge et décide s'ils peuvent être considérés comme un progrès vers les réformes souhaitées, et faisons crédit quelques mois de plus à la Commission et au Conseil, en autorisant un budget provisoire de quelques mois pour permettre le fonctionnement normal d'Euratom.

Cette deuxième possibilité, que le groupe des libéraux et apparentés soumet au Parlement, est proposée dans le dessein d'obliger la Commission et le Conseil à présenter, dans le délai qui leur est accordé, un nouveau budget mis à jour en tenant compte des décisions urgentes qui s'imposent désormais et que le simple fait de ne pas approuver le budget n'aura pas pour effet d'accélérer. C'est pour cette raison que le groupe des libéraux et apparentés a présenté cette motion d'ordre, et aussi parce qu'il y voit un instrument politique efficace qui, loin d'empêcher une prise de décisions rapide que la commission et le Parlement sont unanimes à souhaiter, tend, au contraire, au même objectif, et vise donc à contraindre les organes responsables à prendre une décision sur cette question vitale pour la Communauté. A notre avis, le progrès de la recherche scientifique est aussi important que les réformes économiques et monétaires, tout en ayant sur celles-ci l'avantage de pouvoir être réalisé dans un délai prévisible, étant donné que le progrès dans les autres pays ne s'arrête pas et nous impose, à nous Européens, de rassembler tous nos efforts pour ne pas perdre de temps.

**M. le Président.** — La parole est à M. Pintus, qui parlera contre la demande de renvoi.

**M. Pintus.** — (I) Monsieur le Président, il me semble que la question préjudicielle qui nous est présentée risque, certainement contre la volonté de son auteur,

**Pintus**

de prolonger la discussion au-delà des limites qu'impose sa solution.

En réalité, nous nous trouvons ici en présence d'une situation dont l'origine remonte à quelques années déjà, précisément au rejet du budget de 1969. Pour 1970, le budget fut adopté, mais à des conditions qui ne furent acceptées qu'en partie par le Conseil, de sorte que l'Assemblée dut déclarer que, si elle avait su qu'il en aurait été ainsi, elle aurait refusé son accord. Je crois d'ailleurs que la résolution que nous avons présentée et qui a été adoptée à l'unanimité par la commission des finances et des budgets, et à laquelle s'est ralliée la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, ne juge en fait pas assez sévèrement le Conseil pour ses manquements, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Il s'agit de placer chaque organe communautaire devant ses responsabilités. Cela dit, il est vrai que ces derniers jours, ou plus exactement aujourd'hui, la Commission nous a transmis de nouveaux documents. Nous ne les avons pas encore lus ; à ce que l'on dit, ils sont intéressants, ce dont nous sommes heureux, très heureux même, car nous voudrions réellement qu'ils présentent des solutions comme le Parlement en a toujours souhaitées.

Toutefois, nous avons pu déduire de déclarations autorisées faites en privé qu'effectivement, grâce à la Commission, et non au Conseil, des perspectives nouvelles s'ouvrent dans cette voie. C'est pourquoi le rapporteur, avec l'accord du président de la commission des finances et des budgets et l'appui du président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, entend présenter une légère modification à la résolution pour tenir compte de ce nouvel élément. Mais c'est là tout ce qui est possible actuellement, de l'avis du rapporteur et des deux commissions unanimes.

En aucun cas, Monsieur le Président, nous ne pouvons nous soustraire à notre devoir de stigmatiser l'œuvre du Conseil, que nous ne voulons pas qualifier puisque nous l'avons déjà fait devant son représentant lorsque la commission des finances a fait part des regrets et de la désapprobation que lui inspire la résistance opposée jusqu'ici par le Conseil à l'intégration sur le plan nucléaire. Je ne crois donc rien devoir ajouter sur ce point. Quant à l'aspect technique de la question, autoriser un budget de quatre mois n'a aucun sens, ni sur le plan réglementaire ni sur celui des traités, puisque nous ne connaissons ici que le système des douzièmes provisoires. Lorsqu'un budget est rejeté, et nous ne pouvons pas ne pas le rejeter si nous voulons assurer la continuité de la Communauté et des institutions communautaires, le système des douzièmes entre automatiquement en vigueur. Nous n'avons pas à le demander. En attendant, nous souhaitons — comme nous l'avons fait plusieurs fois ces derniers mois — que le Conseil accepte les propositions de la Commission et qu'il présente des propositions

de budget adaptées à ces propositions ; alors le Parlement donnera son approbation unanime, comme il l'a toujours fait lorsqu'étaient présentées des propositions qui faisaient progresser l'intégration européenne.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, deux mots simplement pour apporter mon appui au rapporteur et dire que la commission ne souhaite pas le renvoi devant elle de ce texte. La question qui nous est posée est finalement celle-ci : Est-ce que la distribution dans les couloirs de documents en cours de session, quand le travail de commission est terminé — et la commission a siégé jusqu'à hier et elle a siégé encore deux fois avec la commission des finances, et il faudrait qu'elle siége encore demain — est-ce que la distribution de documents dont le Parlement n'est pas encore saisi, et dans lesquels ne figurent d'ailleurs pas des inscriptions budgétaires, peut constituer un fait nouveau qui justifierait le retour d'un dossier devant une commission, alors que cette commission est dans l'incapacité de se saisir des documents en question ? Nous ne sommes pas consultés pour l'instant. Où est le fait nouveau ? Alors je dis très franchement qu'il n'y en a pas. Quant aux inconvénients évoqués par notre honorable collègue, M. Biaggi, je dois dire qu'ils n'existent pas non plus, car il nous propose un budget de quatre mois. Je ne connais aucune procédure budgétaire qui permette de couper en tranches le budget comme un saucisson et de dire, pour quatre mois, pour deux mois, je vais faire ceci, je vais faire cela. Par contre, il existe une procédure normale. Si un budget n'est pas voté, il y a une procédure de douzièmes provisoires ; elle pourrait être contestée dans le cas d'Euratom si nous avions un budget opérationnel, mais comme il n'y a pas de budget opérationnel d'Euratom et que l'on reconduit depuis trois ans le même budget de fonctionnement, il n'y a aucune gêne et cela peut même couvrir plus de quatre mois, cela peut couvrir jusqu'à douze mois. Mais je pense que la position qui a été prise par la commission tout entière et par la commission de l'énergie tout entière à propos de ce dossier ne se trouve absolument pas modifiée par la distribution in extremis dans les couloirs de papiers dont le Parlement n'est pas saisi. Et, dans ces conditions, je ne souhaite pas que le dossier soit renvoyé à la commission, car la commission ne pourrait faire aucun travail sur ces documents, n'ayant aucune saisine.

**M. le Président.** — Je mets aux voix la proposition de renvoi en commission.

La proposition de renvoi est rejetée.

Nous passons donc à la discussion commune des rapports de MM. Gerlach et Pintus.

**Président**

La parole est à M. Gerlach qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Gerlach, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de remercier d'abord le président de la commission des finances et des budgets de la rapidité et de la compétence avec lesquelles la commission a examiné ce rapport sans aucun doute difficile, et ensuite le secrétariat et le service technique de l'excellent travail qu'ils ont fourni dans l'élaboration de ce rapport. Mes remerciements vont aussi à tous les membres de la commission pour leur active coopération. C'est pour moi un exemple de travail d'équipe remarquable.

En tant que rapporteur, je suis heureux de pouvoir noter que, sur une constatation fondamentale, au moins, ce rapport ne risque d'être contredit ni par nos collègues ni par les autres institutions de la Communauté. Qui pourrait, en effet, nier l'importance exceptionnelle que présentent cette année les délibérations budgétaires ! Il serait certainement intéressant et même important de retracer l'évolution de la procédure budgétaire. Je ne le ferai cependant pas et me bornerai à dire que l'image et le contenu des débats budgétaires se sont de plus en plus transformés. En effet, alors que récemment encore on parlait des débats budgétaires comme du grand moment de la vie du Parlement, on hésite aujourd'hui, à bon droit, à utiliser des notions aussi ambitieuses. Même les parlements des États membres préfèrent à présent ouvrir la voie à l'évolution politique par des actes et des décisions législatifs isolés et répartis sur toute l'année, cependant que le budget lui-même devient de plus en plus le simple reflet de ces actes politiques. Que signifie cela pour le Parlement européen ?

Cela signifie seulement que nous ne devons pas céder à la tentation de surestimer l'importance du processus engagé par l'accord du 21 avril dernier. D'où qu'émane la décision finale dans la procédure budgétaire, les droits budgétaires du Parlement européen — et cela vaut aussi pour la période définitive après 1975 — ne pèseront d'un grand poids que lorsque les actes qui ont des incidences budgétaires et doivent s'inscrire dans le budget seront élaborés et décidés avec sa participation.

Il en est de même des recettes de la Communauté, car personne n'assumera la responsabilité de décider des recettes considérables sans que leur utilisation soit minutieusement exposée, motivée et justifiée politiquement. Cependant, nous ne devons pas davantage sous-estimer les pouvoirs qui ont été transmis au Parlement européen.

C'est pourquoi il semble urgent pour l'activité du Parlement européen au cours des prochaines années — et nous devrions commencer à appliquer ce principe dans le débat budgétaire de cette année déjà — de faire entrer en jeu les éléments contenus dans l'accord du 21 avril 1970 et dans les documents et

protocoles du Conseil qui lui sont annexés, et qui visent à assurer une plus grande participation du Parlement au processus législatif au sein des Communautés. Il est clair que ces éléments peuvent seulement être considérés comme suffisants et qu'une révision (qui est d'ailleurs déjà prévue) des modifications du traité s'impose. Néanmoins, il convient de mener dès maintenant, avec les instruments dont on dispose, une politique qui engage le Parlement européen de plus en plus étroitement dans le processus législatif de décision de la Communauté, ce qui — à condition que les institutions intéressées soient disposées à coopérer autant que possible — ouvrira de grandes possibilités.

Tout d'abord, la commission a procédé à un examen détaillé des crédits destinés à la politique agricole commune. Cet examen n'a pas permis d'apporter une réponse satisfaisante à toutes les questions. Je ne peux pas répéter ici tous les arguments qui figurent dans l'exposé des motifs du rapport. Pour ne citer que le principal, je dirai que le rapport entre les dépenses pour la section garantie et les dépenses pour la section orientation a préoccupé votre commission.

Cette préoccupation, qui s'expliquait par la décision politique de plafonner à un certain montant les dépenses de la section orientation, était encore avivée du fait qu'une partie de cette somme plafonnée de 285 millions d'u.c. a été gelée comme réserve pour la réforme des structures. Si les principes d'une saine politique budgétaire permettent à la rigueur d'accepter une telle mise en réserve pour un court espace de temps, la prorogation pendant plus de trois ans de cette décision de mise en réserve doit être qualifiée de malsaine, d'autant qu'il s'est avéré que les réserves n'accéléraient en rien les décisions sur l'important programme de réforme des structures et que, d'autre part, elles paralysaient considérablement l'action de la section orientation, à tel point que de nombreuses aides ne peuvent être accordées. L'opinion publique est impressionnée. Les gens considèrent de plus en plus la politique agricole de la Communauté comme trop coûteuse, tandis que, d'autre part, les agriculteurs directement intéressés sont déçus et critiquent l'insuffisance des aides, de la section orientation surtout.

Le Parlement européen ne peut rester indifférent à cette impression négative qui est largement répandue dans le public, ni aux critiques des milieux directement intéressés. Si le Parlement a une fonction dans la Communauté, c'est bien celle de servir d'intermédiaire entre, d'une part, une politique qualifiée aussi de technocratique et dont l'élaboration n'est certainement pas très transparente, et, d'autre part, la population des six États membres, qui — si je comprends bien le principe démocratique — doit s'identifier, d'une manière ou d'une autre, avec les décisions prises dans la Communauté. Aussi doit-il se défendre contre tout ce qui contribue à donner au mécanisme communautaire une apparence irrationnelle et à le

**Gerlach**

faire passer pour une construction qui ne se justifie plus guère. En tant que parlementaires, il nous paraît extraordinairement difficile d'expliquer à la population comment, d'une part, des sommes considérables doivent être consacrées à la politique agricole commune, alors que, d'autre part, les buts déclarés de cette politique ne sont atteints que d'une manière aussi imparfaite. Le budget fait apparaître une contradiction extraordinaire, c'est pourquoi le présent débat est tout indiqué pour adopter une attitude critique.

Au nombre des difficultés auxquelles se heurte le FEOGA, il faut encore compter que des sommes considérables ne peuvent être utilisées faute de dispositions d'exécution et d'un personnel suffisant. Il est particulièrement scandaleux que le manque de personnel empêche de réprimer toutes les irrégularités survenues dans la mise en œuvre des mesures financées par la Communauté. Lorsqu'on apprend que depuis un an et demi, plus aucune mission de vérification des dépenses de la section garantie n'a pu être effectuée et que les travaux d'apurement des comptes ont été complètement suspendus depuis 1966/1967, force est de conclure que le problème du contrôle des dépenses est loin d'avoir reçu la solution que tous les intéressés doivent exiger.

En tout cas, le Parlement européen ne peut assumer sa responsabilité politique pour le budget que si l'utilisation régulière de toutes les ressources budgétaires est assurée. Je serais très reconnaissant au Président du Conseil s'il pouvait se prononcer sur cet ensemble de questions qui préoccupent la commission des finances et des budgets dans le secteur agricole. Nous avons, au paragraphe 21 de la proposition de résolution — s'il m'est permis d'anticiper — invité le Conseil à faire connaître au Parlement le résultat de ses délibérations sur le projet de budget ainsi modifié et sur la présente résolution. Il serait naturellement intéressant que le Conseil pût déjà se prononcer autant que possible lors de la présente séance.

Les crédits destinés à la politique sociale constituent le deuxième secteur qui a retenu particulièrement l'attention de la commission des finances et des budgets. La politique sociale peut elle aussi servir d'exemple des liens étroits qui unissent une politique donnée et ses incidences budgétaires. C'est presque un exemple négatif, en ce sens qu'une absence de politique se reflète dans une absence de postes budgétaires. L'Assemblée connaît depuis des années les éléments du problème. Il suffit de rappeler les pressions constantes exercées en faveur de la réforme du Fonds social, qui commencent à porter leurs premiers fruits, assez maigres encore il est vrai.

Votre commission voudrait savoir, Monsieur le Président, si, après les dernières décisions du Conseil sur la restructuration du Fonds social, les travaux préparatoires à l'accomplissement de cette tâche importante sont assez avancés pour assurer un fon-

ctionnement rapide du nouveau Fonds social, et quand le Conseil arrêtera par voie réglementaire certaines dispositions d'exécution. Cette question ne s'adresse pas seulement au Conseil, mais également à la Commission, qui en fin de compte est aussi saisie de ces questions avec pouvoir de décision.

Vous trouvez dans la proposition de résolution, Monsieur le Président, une série de demandes de la commission concernant les dépenses administratives des institutions, qui sont ensuite commentées en détail dans l'exposé des motifs. Je me bornerai ici aussi aux principaux points. Il y a lieu, tout d'abord, de qualifier de réjouissant le fait que le Conseil, anticipant sur la nouvelle procédure budgétaire, ait pris acte de l'état prévisionnel arrêté par le Parlement sans le modifier. Vous savez que les modifications, souvent mineures, que le Conseil apportait par le passé au budget du Parlement, ont toujours provoqué des conflits, souvent disproportionnés à leur objet. Nous sommes particulièrement heureux qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1971, notre équipe d'interprètes figurera au budget du personnel du Parlement européen; une demande formulée depuis des années par l'Assemblée est ainsi satisfaite.

Si l'on considère l'état prévisionnel arrêté par le Parlement européen, force est de reconnaître que les augmentations de crédits qu'il contient sont très modérées. Je ne trahis pas un secret en disant que nous nous sommes tous efforcés de faire de ce premier budget propre du Parlement, établi sous sa propre responsabilité, un budget exemplaire. Ce fut, à mon avis, un bon début, et je crois que nous devrions nous en tenir en principe aux règles que nous avons en l'espèce appliquées.

Cependant, si j'examine en détail la répartition des crédits, je me demande si ce budget reflète réellement, dans l'ensemble, les tâches qui incombent à ce jour au Parlement; les nouvelles tâches dont il devra s'acquitter dans les années à venir n'étant pas encore bien recensées. Je pense surtout à la nécessité de rapprocher le Parlement de l'opinion publique, pour renforcer le processus d'identification de la population avec la Communauté, processus dont on a déjà souvent parlé ailleurs et qui doit en particulier trouver son expression dans la représentation populaire, c'est-à-dire le Parlement.

C'est là à mon avis, pour nous, Monsieur le Président, une tâche de la plus haute importance qui excède largement le cadre du Parlement et intéresse l'ensemble de la Communauté. La Communauté ne peut pas devenir un ensemble viable si nous ne mettons pas tout en œuvre pour établir un contact aussi étroit que possible avec la population et en particulier avec une jeunesse dont le sens critique s'est considérablement développé.

Au sujet de l'administration de la Commission des Communautés européennes, je voudrais seulement appeler votre attention sur l'importance que revêt le

**Gerlach**

problème de la rationalisation des services de la Commission. La commission n'a malheureusement pas pu examiner en détail dans quelle mesure le problème de la mobilité du personnel, c'est-à-dire de sa meilleure utilisation possible dans les différents services, en fonction de l'évolution des besoins, a été résolu. Il aurait fallu pour cela qu'elle disposât d'un plan de l'organisation générale de la Commission établi selon le modèle des organigrammes, ce qui n'était pas le cas. La commission comprend, certes, le désir de l'exécutif de ne pas laisser limiter sa liberté d'organisation intérieure, mais ce désir ne doit pas conduire à exclure de la discussion les principes de l'utilisation du personnel.

Je voudrais illustrer ce que je viens de dire d'un exemple. Il s'agit d'une expérience personnelle, dont il n'a pas été question à la commission des finances et des budgets.

L'Office des publications officielles des Communautés européennes a été créé par décision du 16 janvier 1969. Jusqu'à cette date, la table analytique du Journal officiel des Communautés européennes paraissait avec une grande régularité ; à présent, elle ne paraît plus. Il semble qu'un fonctionnaire de cet Office ait retiré à la maison d'édition à qui elle était confiée la charge d'imprimer cette table analytique, bien que les clichés pour le cadre de l'année 1968 eussent déjà été commandés. Ces clichés ont été payés, mais l'ordre d'imprimer n'a pas été donné. Si cela est exact, 10 000 u.c. environ ont été gaspillées.

Selon des sources bien informées, ce fonctionnaire aurait chargé, sans faire d'appel d'offres, une maison d'édition, dirigée par un de ses anciens camarades de classe, d'imprimer la table analytique. Cette maison d'édition se trouverait en outre dans la sphère d'influence politique de ce fonctionnaire qui aurait ainsi de surcroît une charge honorifique politique.

J'ai communiqué cette affaire au Président des institutions européennes, en le priant de l'examiner. Si ces suppositions et ces soupçons s'avèrent exacts, il y a eu abus de pouvoir et dissipation de deniers publics par un fonctionnaire. Monsieur le Président, s'il fallait encore une preuve que les institutions ont besoin d'un bureau de vérification des comptes qui fonctionne bien ou d'une Cour des comptes européenne, la voilà ! Encore un mot à ce sujet. De tels incidents rejaillissent sur le personnel, remarquable, des Communautés européennes, qui doit être ici remercié expressément de sa collaboration à la construction de l'Europe.

C'était un exemple. Je crains malheureusement que ce ne soit pas le seul. Pour ce qui est du budget du personnel en général, on ne discerne malheureusement ni chez le Conseil, ni dans une certaine mesure, chez la Commission, de politique à long terme en matière d'organigramme. On vit pratiquement au jour le

jour, la Commission demandant chaque année, en fonction de l'extension de son activité, de nouveaux postes, que le Conseil, agissant selon des critères purement économiques, réduit en général sensiblement. Cette procédure était peut-être suffisante durant les premières années d'existence de la Communauté, mais il est regrettable qu'elle n'ait pas été remplacée entre-temps par une procédure plus rationnelle que le marchandage aux résultats souvent incertains des demandes de postes. Il est cependant clair qu'une telle procédure ne peut pas se limiter à une année, mais doit au moins servir de ligne directrice pour une période de plusieurs années. Sur ce point aussi, je souhaiterais entendre l'avis du Conseil et de la Commission.

L'application et l'évolution du statut des fonctionnaires enfin, constituent un secteur important de la politique du personnel, qui a déjà été abordé aujourd'hui. Il s'y posait jusqu'à ce jour des questions non résolues, qui provoquaient des conflits allant jusqu'à la grève annuelle de la fin novembre — début décembre ; le personnel ne se dressant en la matière pas seulement contre l'évolution insuffisante des traitements, mais aussi contre une anomalie beaucoup plus grave, à laquelle on aurait pu porter remède depuis longtemps déjà, à savoir l'absence d'un véritable dialogue entre le personnel et son employeur réel, qui fixe le cadre normatif des conditions de travail, c'est-à-dire le Conseil. L'on a ainsi abouti à la situation paradoxale dans laquelle les employeurs formels (les différentes institutions, comme la Commission ou le Parlement européen) se sont solidarisés avec le personnel, tandis que le Conseil, se fondant sur les conceptions très restrictives et souvent dépassées des experts financiers nationaux, réduisait sensiblement les revendications s'il ne les rejetait pas globalement. Ce n'est évidemment pas avec une procédure aussi archaïque qui est loin de correspondre à ce qui se fait couramment dans les administrations publiques de nos États membres, pour ne pas parler du secteur privé, que l'on peut mener une politique moderne du personnel.

Il est donc d'autant plus réjouissant — et le Président en exercice du Conseil mérite d'en être particulièrement remercié — que, pour la première fois, un dialogue ait été institué entre le personnel et le Conseil. La forme de ce dialogue, qui doit avoir lieu à plusieurs niveaux, à commencer par celui du groupe de travail compétent du Conseil pour aboutir à celui du Conseil, en passant par celui des représentants permanents, me paraît excellente, et le Conseil mérite d'être loué sans réserves de la sagesse dont il a fait preuve en prenant cette décision ; si tardive soit-elle.

Il s'agit à présent d'étoffer ce dialogue, ou, en d'autres termes, d'éviter qu'il ne devienne un dialogue de sourds-muets. Pour cela il faut notamment — c'est une condition capitale — que les trois niveaux restent accessibles et que les responsables politiques du Conseil, c'est-à-dire les ministres et leurs représen-

**Gerlach**

tants comprennent enfin l'importance d'une politique européenne du personnel et n'écoutent pas trop leurs experts budgétaires, qui jugent naturellement la situation d'un point de vue tout à fait différent. J'espère que pour la première année d'application de cette procédure, le dialogue restera ouvert en ce sens jusqu'au dernier stade, c'est-à-dire celui de la discussion du personnel avec le président en exercice du Conseil, prévu pour le 14 décembre. Je vous serais très reconnaissant, Monsieur le Président du Conseil, si vous donniez ce jour-là aux représentants du personnel et à ceux des syndicats la possibilité d'avoir un dialogue suffisant. Il me paraît également important, dans ce contexte, que les deux parties s'entendent sur une procédure un tant soit peu objective en ce qui concerne l'évolution des revenus des fonctionnaires.

La question se pose pour le Parlement de savoir comment il peut participer de plus près à l'application et à l'évolution du statut des fonctionnaires. Si la situation était déjà peu satisfaisante jusqu'ici, elle devient désormais parfaitement intolérable en raison de la plus grande responsabilité que le Parlement a du budget de la Communauté. Nous avons, sur ce point, inséré un passage en ce sens dans la proposition de résolution. Je serais très heureux de connaître le point de vue du Conseil sur les différentes questions de la politique du personnel que je viens d'aborder.

Vous constaterez, à la lecture du rapport et de la proposition de résolution, que j'ai sauté, dans cette introduction, nombre de questions importantes, telle celle d'un renforcement des moyens de la commission de contrôle. Je l'ai fait dans le dessein de me limiter à quelques très grandes questions et de ne pas anticiper sur les débats.

En résumé, je voudrais souligner une fois de plus que, cette année, l'examen du projet de budget a été caractérisé par la volonté de coopération de toutes les institutions. Malgré les critiques que j'ai formulées, je dois reconnaître que la Commission et le Conseil se sont efforcés sur de nombreux points de faciliter la tâche de contrôle du Parlement. Cela vaut pour la date à laquelle la Commission a transmis l'avant-projet de budget, date qui a permis un dialogue approfondi, pour la présentation par le Conseil du projet de budget au Parlement européen, ainsi que pour les vastes débats qui ont eu lieu entre le Conseil, la Commission européenne et votre commission des finances et des budgets. Le traité du 21 avril 1970 a donc déjà sensiblement amélioré l'atmosphère de coopération.

A cet égard, il convient également de se féliciter de l'analyse politique et budgétaire de son activité dont la Commission a fait précéder, cette année, l'avant-projet de budget, satisfaisant ainsi une demande de longue date du Parlement. Le Conseil a, lui aussi, fait un premier pas en s'efforçant de présenter une introduction plus détaillée au projet de budget. Nous

espérons qu'il persévéra dans cette voie, afin de permettre au Parlement européen de discerner et de discuter les grandes lignes de la politique budgétaire du Conseil dans leur contexte politique. Je suis certain que le Président du Conseil nous donnera également satisfaction sur ce point. Pour le reste, je vous renvoie à mon rapport écrit en vous demandant, au nom de la commission des finances et des budgets, d'adopter la proposition de résolution, ainsi que l'amendement au paragraphe 7.

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Gerlach, en particulier pour vous être efforcé de limiter au maximum votre intervention.

La parole est à M. Pintus qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Pintus, rapporteur.** — (1) Monsieur le Président, je serai bref moi aussi, d'autant plus que la question préjudicielle nous a déjà placés au cœur du problème. Celui-ci est grave, car tandis que, dans certains secteurs, la Communauté progresse, dans le secteur nucléaire elle recule, et cela ne date pas d'aujourd'hui.

Cette situation est grave également du point de vue social. Les fonctionnaires, qui grâce à leur travail et à leur compétence, assurent le fonctionnement des établissements d'Euratom dans des situations qui sont souvent insupportables, sont en train de protester. Il est à souhaiter que les organes communautaires trouvent le moyen de discuter et de se concerter avec eux sur ces problèmes pour lesquels ils ont une compétence particulière.

Je crois que nous ne devons pas perdre de vue cet aspect social examinant un problème qui, sous tant d'aspects, semble si difficile et si complexe. Mais il ne date pas d'aujourd'hui. J'ai rappelé, dès le mois de mars 1969, que le budget de recherche n'avait pas été approuvé par le Parlement, pour le motif qu'une politique communautaire de la recherche faisait défaut, surtout dans le secteur nucléaire, et j'ai rappelé notre regret d'hier, d'aujourd'hui, de toujours. Il est à noter que, dans cette période déjà, le Conseil s'était engagé à prendre des décisions dans un certain délai, qui était à l'époque juillet 1969. Les délais se sont succédé, de nouvelles dates ont été fixées, mais malheureusement le point d'arrivée n'a pas été atteint.

J'ai déjà rappelé que le projet de budget de 1969 n'avait pas été approuvé, alors que celui de 1970 l'a été dans les termes que j'ai rappelés. En réalité, il peut sembler illogique, Monsieur le Président, qu'en 1969 le Parlement n'ait pas donné son accord pour 1970, tandis qu'en 1970 il approuverait ce budget. Pourtant, l'explication est simple. En février 1970, le Parlement était encore sous l'impression favorable des décisions des chefs d'État ou de gouvernement de La Haye, parce qu'elles constituent un engage-



**Pintus**

ment qui n'a pas encore été tenu, mais un engagement solennel, précis, que nous avons accepté et approuvé. Les chefs d'État ou de gouvernement déclaraient en effet : « Pour ce qui a trait à l'activité technologique de la Communauté, ils ont réaffirmé leur volonté de poursuivre plus intensément l'activité de la Communauté en vue de coordonner et d'encourager la recherche et le développement industriel dans les principaux secteurs de pointe, notamment par des programmes communautaires, et de fournir les moyens financiers à cet effet ». Ils ajoutaient : « Ils s'accordent en outre sur la nécessité de déployer de nouveaux efforts pour élaborer à bref délai pour la Communauté européenne de l'énergie atomique un programme de recherches conçu selon les exigences de la gestion industrielle moderne et permettant d'assurer l'utilisation la plus efficace du centre commun de recherches ».

Tout de suite après, le Conseil semblait vouloir exécuter les décisions de La Haye, en approuvant le 6 décembre une résolution par laquelle il décidait de délibérer immédiatement sur les décisions des chefs d'État ou de gouvernement. Il y a longtemps de cela, mais ces belles intentions sont restées à l'état de projets que, sans cesser de les apprécier, nous regrettons de ne pas voir réaliser.

Toutefois, l'approbation du Parlement de 1970 n'était pas inconditionnelle : il avait demandé en effet d'inscrire une somme d'au moins 500 000 u.c. au budget pour pouvoir engager l'étude de la restructuration dont avaient parlé les chefs d'État ou de gouvernement. Mais le Conseil a réduit ce chiffre à 100 000 u.c. qui, en l'absence de nouvelles officielles, ne semblent pas avoir été effectivement engagées. Je dis « ne semblent pas », et nous serions heureux d'entendre confirmer qu'elles ont, au contraire, été dépensées. Mais il ne semble pas qu'il en soit ainsi.

Au cours des derniers mois, le débat sur le budget de recherches et d'investissement s'est fondé sur ces précédents. Déjà, l'avant-projet 1970 présenté par la Commission européenne avait suscité les critiques de la commission des finances et des budgets. En réalité — et je me fonde sur des notes que j'ai ici — les seules modifications traduites en termes financiers concernaient quatre actions de recherche, à savoir les réacteurs à eau lourde, les réacteurs à gaz à haute température, la physique à l'état condensé, les mesures et étalons nucléaires. Chacun de ces sujets mériterait d'être largement commenté. Mais les crédits globaux ne dépassaient pas 2 215 000 u.c. et c'est pourquoi nous n'avons pu approuver cette attitude, ces modifications partielles ; et tout en appréciant la bonne volonté, nous ne pouvons pas apprécier de la même façon l'ensemble de cet effort. A la réunion du 25 octobre, la commission observait en effet, avec regret, que si, d'une part, elle devait déplorer qu'aucun des objectifs fixés à La Haye n'avait été concrétisé dans un programme, d'autre

part, il était également regrettable que la Commission des Communautés se soit limitée, en un sens, à prendre acte, de l'immobilisme du Conseil et à traduire dans le budget les décisions de celui-ci, légèrement modifiées.

Elle n'avait pas transmis de nouvelles propositions en vue d'un programme plus large. Elle n'avait peut-être pas non plus insisté suffisamment sur la conclusion des études en vue de la restructuration du Centre de recherche ou, du moins, elle n'avait pas exercé son droit d'initiative en temps utile pour traduire les décisions de La Haye dans des propositions pluriannuelles et dans des propositions budgétaires plus substantielles.

Nous devons dire ces choses, Monsieur le Président, parce qu'au cours de cette année, et jusqu'à un certain moment de l'an dernier, la Commission n'a pas réalisé tout ce que nous espérions. Elle n'a pas fait les efforts que le Parlement attendait d'elle pour réaliser ce qui avait été décidé à la Conférence de La Haye.

Et même si, compte tenu de la situation, la motivation de la Commission des Communautés ne pouvait être plus riche d'éléments, elle aurait dû se faire l'écho des préoccupations du Parlement et fournir à l'institution responsable du contrôle du budget, des éléments d'évaluation des raisons qui avaient interdit l'utilisation des stimulants financiers proposés par le Parlement et acceptés en partie par le Conseil, c'est-à-dire la somme de 100 000 u.c. à laquelle j'ai déjà fait allusion, afin d'accélérer les études en vue de la restructuration du Centre et des nouvelles activités d'Euratom.

Mais il convient de reconnaître également qu'au cours de cette dernière période, la Commission a changé d'attitude. Nous devons lui en donner acte. Il existe des documents, dont nous avons parlé, que la commission examinera avec la plus vive attention et il est souhaitable que ces documents soient de nature à ébranler les résistances opposées jusqu'ici par le Conseil.

C'est pourquoi la commission des finances et des budgets a estimé devoir modifier légèrement la résolution pour donner acte à la Commission de ce signe de bonne volonté. Je crois que l'on peut ainsi exprimer la reconnaissance légitime de l'activité déployée ces derniers temps par la Commission, au moment même où nous confirmons toutes les critiques, que je viens de formuler, sur son activité passée, et où nous sommes prêts à les renouveler si ces signes d'activité ne portaient pas les fruits que nous espérons.

Nous souhaitons naturellement devoir donner non seulement à la Commission, mais aussi au Conseil, d'autres témoignages pour l'avenir. Mais, s'agissant du budget, le Conseil n'a pas accepté même les modestes propositions d'augmentation des crédits figu-



**Pintus**

rant au budget de la Commission. C'est pourquoi nous devons constater, une fois de plus, le déséquilibre accru entre les crédits destinés aux programmes communautaires et ceux des programmes complémentaires. Les premiers sont légèrement supérieurs aux seconds, ce qui est absurde, car le programme complémentaire devrait être l'exception alors qu'il tend à devenir la règle. Les crédits communautaires représentent environ 28 millions d'u.c. et les crédits complémentaires environ 27 millions d'u.c. La différence est faible, mais cela n'en diminue pas la signification.

Nous devons également remarquer le déséquilibre entre les dépenses de personnel et celles de la recherche. Ce déséquilibre pourrait malheureusement se traduire, si la situation actuelle persistait, par un fait négatif pour le personnel lui-même et lourd de conséquences.

Je voudrais demander à mes collègues, qui tous connaissent, directement ou indirectement, le monde de l'économie, quelle entreprise privée ou publique pourrait être gérée avec des dépenses de personnel supérieures aux dépenses de l'activité réelle qui est sa raison d'être.

Enfin, il convient de dénoncer aussi le refus des modestes modifications du programme de recherches et d'enseignement. En substance, Monsieur le Président, le Conseil n'a pas été en mesure de prendre des décisions de fond sur la restructuration du Centre. Il n'a pas même pris de décision sur le modeste programme complémentaire proposé par la Commission.

Dans ces conditions, comment ne pas s'alarmer des solutions qui seraient proposées pour une plus grande autonomie du Centre commun de recherche ? Comment ne pas admettre que cette autonomie se fait également au détriment des dispositions actuelles en vigueur pour l'adoption du budget communautaire, ainsi que nous commençons à le craindre ? Comment ne pas exprimer notre inquiétude devant les conséquences que le maintien de cet immobilisme et de cette incertitude peut avoir sur le patrimoine intellectuel dont dispose Euratom ? Et enfin, comment ne pas souligner la regrettable constatation que le seul résultat de l'unification des budgets se traduit, à la lumière de la situation déterminée par les décisions du Conseil, par le report d'un « cumul » de douzièmes provisoires ? C'est en effet la seule manière de qualifier les crédits de 1971, qui sont les mêmes que ceux de 1970, qui sont les mêmes que ceux de 1969.

C'est la responsabilité — j'arrive à ma conclusion, Monsieur le Président — de cette perspective que la commission des finances ne peut assumer, considérant tout ce que le Parlement a fait pour l'écarter ; c'est le maintien de l'incertitude, avec toutes les conséquences négatives qui en résultent, qui oblige la

commission des finances, donc le Parlement, à rechercher également par un vote négatif sur le budget, des raisons d'encouragement et des éléments de jugement sur les responsabilités des institutions communautaires dans le secteur de la recherche.

Les objectifs semblent et devraient être communs. Toutes les institutions se préoccupent de garantir à Euratom le minimum nécessaire pour survivre, mais, depuis plus de trois ans, les institutions qui ont un pouvoir de décision et d'initiative ne réussissent pas à mettre sur pied des solutions acceptables.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, je ne puis que confirmer ce que j'ai dit : il faut refuser notre approbation au budget. En ce qui concerne la Commission, je crois avoir donné un avis précis. Elle a déjà ouvert des portes sur l'avenir. Nous ne voulons pas les refermer. Nous cherchons à les ouvrir encore davantage, parce que nous voulons les franchir pour que l'Europe et l'intégration de l'Europe puissent les franchir.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Möller.

M. Möller, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous remercie de me donner l'occasion de prendre position, au nom du Conseil, à ce stade du projet de budget de la Communauté pour l'exercice 1971. Votre commission a déjà siégé le 10 novembre à Bonn et j'ai eu l'honneur de l'y recevoir et de la saluer.

Au cours de cette réunion certaines questions ont déjà été discutées avec le secrétaire d'État, M. Emde, qui vous a fait un exposé sur les projets de budget des Communautés européennes.

Je me limiterai donc aujourd'hui à quelques observations de caractère général pour répondre notamment au vœu exprimé par le président de votre commission des finances et des budgets, M. Spénale, lors de la séance du 17 novembre.

M. Spénale a souhaité que le projet de budget du Conseil fasse l'objet d'un large exposé et fasse clairement apparaître les motivations du Conseil. Le budget, a-t-il dit, doit être l'occasion pour le Conseil de définir, d'affirmer ou de confirmer les grandes lignes de sa politique, les options prioritaires de son action considérées à la fois dans l'optique du budget annuel et dans la perspective d'une programmation à moyen terme. Je comprends très bien vos préoccupations à ce sujet, car en effet les pouvoirs budgétaires constituent une des prérogatives les plus jalousement défendues par tous les parlements du monde.

Toutefois, il nous faut reconnaître que les budgets des Communautés ne sont pas exactement agencés comme les budgets de nos pays respectifs. Le budget

**Möller**

des Communautés ne peut porter que sur des dépenses découlant de décisions prises antérieurement et ce n'est qu'après qu'une décision ait été arrêtée que les crédits correspondants peuvent être inscrits au budget. Je dirais donc qu'il s'agit le plus souvent d'un document reflétant la situation telle qu'elle se présente à un moment donné. Ceci n'exclut pas, bien entendu, que le Conseil, en établissant les projets de budget, ne tienne pas compte des problèmes avec lesquels les Communautés seront confrontées au cours de l'année en cause, afin notamment de doter toutes les institutions des moyens nécessaires pour faire face aux tâches prévisibles qui leur incombent.

Par ailleurs, la nouvelle procédure budgétaire découlant du traité de Luxembourg du 21 avril 1970 et des déclarations adoptées par le Conseil à cette occasion permettra certainement d'associer le Parlement européen de plus en plus étroitement, non seulement aux travaux budgétaires proprement dits, mais également à l'élaboration des décisions donnant lieu aux dépenses qui seront ensuite inscrites dans le budget. C'est ainsi notamment que le Parlement sera consulté sur tous les actes ayant une incidence financière et que le Conseil s'est engagé à maintenir avec vous la collaboration la plus étroite lors de l'examen de ces actes et à vous expliquer les raisons qui l'auraient éventuellement amené à s'écarter de votre avis.

Je suis convaincu que les contacts fructueux qui existent entre nos deux institutions depuis douze ans déjà, et qui ont été encore intensifiés cette année, continueront à se développer à tous les niveaux au cours des prochaines années afin d'établir entre le Conseil et le Parlement, en matière d'information réciproque et de coopération, un climat de confiance qui est absolument nécessaire pour assurer la bonne marche des affaires communautaires.

Je voudrais ajouter que j'ai des espoirs fondés de voir entrer en vigueur très prochainement le traité du 21 avril 1970 concernant l'instauration des ressources propres et les pouvoirs budgétaires du Parlement européen. En effet, après la ratification du gouvernement français, je puis vous annoncer que dans mon pays le Bundestag et le Bundesrat ont approuvé ce traité et que mon gouvernement va déposer dans les prochains jours les instruments de ratification. Par ailleurs, j'ai appris que le Sénat de la République italienne a également approuvé ce traité qui sera bientôt soumis à l'approbation de la Chambre des députés. La deuxième Chambre des États Généraux des Pays-Bas a également approuvé le traité le 1<sup>er</sup> décembre. La Chambre des députés belge a déjà donné son approbation le 26 novembre 70 et je viens d'apprendre que le parlement luxembourgeois a également adopté le traité cette après-midi.

Je vous ai déjà dit que, lors de l'élaboration du projet de budget, le Conseil avait bien évidemment tenu compte des grands problèmes auxquels la Communauté est confrontée. J'ai l'impression que cette an-

née marquera un moment particulièrement important dans la vie de la Communauté et dans l'œuvre de construction européenne en général. C'est cette année qu'une grande partie des décisions prises à La Haye par les chefs d'État ou de gouvernement devront être traduites dans les faits et ceci impliquera pour toutes les institutions communautaires un travail particulièrement ardu et difficile, mais aussi particulièrement exaltant.

Il s'agit avant tout d'arrêter les premières mesures pour la mise en œuvre de l'union économique et monétaire, ce qui comporte l'établissement de liens vraiment indissolubles entre nos six pays. Je ne m'étendrai pas sur ce sujet que vous avez longuement débattu avec M. Schiller lors de votre dernière session, mais je suis heureux de pouvoir vous dire que le Conseil, lors de sa session du 23 novembre, a eu un large échange de vues sur les questions de principe soulevées par la réalisation de cette union.

Tous les membres du Conseil ont exprimé la volonté politique de parvenir, avant la fin de l'année, à l'adoption d'un programme par étapes. Le débat a permis ainsi de dégager des orientations qui devraient permettre d'aboutir à des décisions lors de la prochaine session du Conseil.

Je voudrais maintenant évoquer la politique industrielle venant s'ajouter à la politique agricole qui représente jusqu'à présent 94 % de notre budget ; des études se poursuivent activement à ce sujet au Conseil sur la base du mémorandum présenté par la Commission.

L'union économique et monétaire ainsi que les politiques agricole et industrielle vont peu à peu dessiner les nouvelles structures de notre Communauté. Ceci nous conduira fatalement à nous attacher à des domaines dans lesquels, jusqu'à présent, peu de progrès ont été réalisés, et à intensifier certaines politiques, telles que la politique régionale et sociale pour lesquelles le Parlement n'a jamais manqué de réclamer une action communautaire vigoureuse. J'ai cependant l'impression que la politique sociale a fait cette année des progrès importants.

Le Conseil a consacré trois sessions aux affaires sociales, une conférence de l'emploi a été convoquée pour la première fois et des décisions importantes ont pu être arrêtées. Lors de la session du Conseil qui s'est tenue la semaine dernière, a été adoptée la décision concernant la réforme du Fonds social. A cette même occasion, ont également été adoptées d'importantes décisions concernant la composition et l'organisation du Comité de l'emploi, de manière à permettre à cet organe d'entrer prochainement en fonction.

Je suis convaincu que l'ensemble de ces décisions répond au vœu si souvent exprimé par le Parlement, à savoir que les progrès que nous accomplissons dans le domaine économique soient toujours accompa-

**Möller**

gnés par des progrès comparables dans le domaine social afin de faire pleinement profiter toutes les couches de nos populations des effets bénéfiques du développement de nos économies.

J'évoquerai ensuite les négociations avec les pays candidats à l'adhésion qui, pendant toute cette année, et probablement encore l'année prochaine, représentent une grande partie de l'activité des institutions communautaires. Il est difficile de pronostiquer exactement la durée et l'issue de ces négociations, mais nous espérons tous qu'elles aboutiront dans les meilleurs délais et qu'elles nous mèneront à une Communauté non seulement élargie, mais également renforcée.

Je voudrais encore vous entretenir — à la suite aussi du débat qui vient d'avoir lieu — des problèmes d'Euratom qui revêtent réellement une importance particulière. Je vous rappelle que lors de la Conférence de La Haye, les chefs d'État ou de gouvernement ont reconnu la nécessité d'élaborer, à bref délai, un programme de recherche permettant d'assurer l'utilisation la plus efficace du Centre commun de recherche nucléaire et ont affirmé, par ailleurs, leur volonté de poursuivre plus intensément l'activité de la Communauté sur le plan de la recherche dans les principaux secteurs de pointe notamment par des programmes communautaires.

Comme vous le savez, la résolution qui a été prise par le Conseil quatre jours après cette Conférence a prévu, de ce fait, la mise à l'étude d'un ensemble de mesures visant notamment à donner une plus grande efficacité à la gestion du CCR, une plus grande souplesse dans l'élaboration et l'exécution des programmes de recherche et à permettre l'exécution d'activités non nucléaires au sein du CCR.

Ces études sont pratiquement terminées sur le plan technique et le Conseil a déjà eu l'occasion de débattre des différents problèmes qui se posent dans ce domaine. Il aura un nouveau débat sur ce point au cours de sa session des 16 et 17 décembre 1970. Je crois donc que nous ne pouvons, à l'heure actuelle, que formuler le vœu de voir la volonté politique manifestée à La Haye les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1969 par nos chefs d'État ou de gouvernement se traduire rapidement à Bruxelles dans un ensemble de mesures concrètes qui mette fin à l'incertitude dans laquelle le CCR vit depuis trop longtemps déjà. L'adoption depuis trois ans du programme de recherche, limité à une seule année, ne permet pas, en effet, d'assurer cette continuité des travaux nécessaires à tout centre de recherche et aboutit à une sous-utilisation regrettable des moyens coûteux dont ce Centre est doté. Ceci n'est pas sans affecter le moral d'un personnel de haute qualité qui n'est, en aucune façon, responsable de la situation actuelle du Centre commun de recherche.

Les propositions d'ensemble que la Commission vient de soumettre au Conseil — et qui permettront de si-

tuer dans une perspective globale les décisions que le Conseil est appelé à prendre dans le cadre de sa résolution du 6 décembre 1969 — apparaissent de nature à faciliter la recherche d'une solution aux différents problèmes qui se posent dans ce domaine et ceci d'autant plus que, si des divergences de vues se sont fait jour jusqu'ici entre les délégations sur les solutions à adopter pour résoudre ces problèmes, toutes les délégations ont manifesté leur souci d'aboutir rapidement à des décisions permettant d'assurer l'utilisation la plus efficace du CCR. Sans doute peut-on regretter qu'un accord sur ces solutions n'ait pu encore intervenir. Il importe, toutefois, d'avoir conscience que ces dernières conditionnent l'avenir même du Centre et que l'on ne saurait, dès lors, courir le risque d'un échec par des décisions dont toutes les implications n'auraient pas été suffisamment étudiées.

Quoi qu'il en soit, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il est certain que l'Europe des années 70 ne sera pas la même que celle des années 60. Elle ne sera pas la même d'abord parce que la situation générale du monde a évolué, parce que les rapports entre les puissances, les relations entre nos pays et les pays tiers se sont modifiées. C'est donc dans un cadre nouveau que l'Europe que nous sommes en train de bâtir devra trouver sa place et faire entendre sa voix. C'est là le but de la concertation politique qu'à la suite de la Conférence de La Haye nos ministres des affaires étrangères ont engagée le mois dernier à Munich. Elle ne sera plus la même parce que au fur et à mesure que nous progressons, les liens entre les économies et les politiques de nos pays se resserrent, les décisions que nous sommes amenés à prendre en commun deviennent de plus en plus nombreuses, les secteurs soumis à la discipline communautaire s'accroissent. Il s'agit donc pour nous de nous préparer à cette évolution et surtout d'y préparer et d'y faire participer l'opinion publique de nos différents pays ; car, en définitive, c'est uniquement par la participation active de nos peuples que la construction européenne pourra être parachevée.

A ce point on pourrait se demander, comme l'a fait M. Spénale dans son allocution du 17 novembre et comme cela a été rappelé ici, si les moyens juridiques et en personnel mis à la disposition des institutions communautaires sont suffisants pour faire face à la quantité et à la qualité des problèmes que les Communautés devront affronter dans un proche avenir.

Il est évident que, lorsque les différentes actions que je viens d'évoquer brièvement seront en cours de réalisation, il se révélera nécessaire de repenser, et par conséquent de soumettre à une nouvelle étude, toute la question de l'organisation de notre Communauté et par conséquent aussi celle du rôle des institutions et des moyens en personnel qui devront leur être accordés. Ceci pourrait être surtout réalisé au cours des prochains exercices budgétaires et, à cet effet, nous devons étudier ensemble le problème selon les

Möller

procédures nouvelles que j'ai évoquées au début de mon exposé.

Toutefois, pour cette année, le Conseil estime que les moyens mis à la disposition des institutions et notamment de la Commission devraient permettre l'accomplissement des tâches qui lui sont dévolues. Il est d'avis que la Commission devrait procéder à une révision de la répartition de son personnel entre les directions générales, compte tenu de l'importance et de l'urgence des actions à effectuer dans les différents domaines. Ceci ne signifie pas, de l'avis du Conseil, « combler les trous » par des transferts occasionnels de personnel, mais essayer d'envisager une répartition plus harmonieuse du personnel existant dans un souci d'efficacité et selon un plan équilibré.

Au sujet du personnel, votre assemblée a également exprimé le vœu que celui-ci soit associé aux décisions qui le concernent et notamment dans le cadre du nouveau statut. Le Conseil est conscient de l'importance pour les Communautés de pouvoir non seulement disposer d'un personnel compétent et efficace, mais également de créer un climat de confiance et de bonnes relations entre le personnel et les organes de la Communauté. C'est pourquoi le Conseil examine actuellement ce problème avec le plus grand soin et j'ai l'espoir que des solutions pouvant satisfaire les souhaits légitimes du personnel seront trouvées. Il importe qu'il y ait une volonté de dialogue.

Je ne répondrai pas en ce moment aux observations qui ont été présentées tant par M. Spénale que par votre commission des finances et des budgets en ce qui concerne les différents problèmes relatifs au FEOGA. M. Emde vous a donné d'amples explications à ce sujet lors de votre session du mois de novembre. En outre, le vice-président M. Mansholt vous en a parlé au cours de cette même session.

Je dirai encore un mot de la mise en réserve d'une partie des crédits de la section « orientation » du FEOGA, réserve qui atteint un plafond de 285 millions d'u.c. et qui est destinée au financement du plan dit Mansholt, d'autant plus que cette question a joué un rôle important dans la discussion.

Pour ce qui est du montant des réserves, il importe de dire qu'il s'agit, sur la base de décisions du Conseil prises à l'unanimité pour les années 1969 et 1970, d'un montant total d'environ 170 millions d'u.c. Pour l'année 1971, une décision du Conseil analogue sur la constitution d'une réserve d'un montant de la même importance, est soumise actuellement à la décision du Conseil. Selon la décision que prendra le Conseil, des sommes d'un montant total de l'ordre de 350 millions d'u.c. seront mises en réserve en vue des mesures à prendre pour la réforme de l'agriculture.

Toutefois, cette somme n'est pas — comme il a été dit — conservée dans un « trésor de la Commission ». Il s'agit bien au contraire uniquement d'inscriptions

de crédits dont la Communauté ne pourra demander le transfert qu'en cas de besoins réels.

Selon mes conceptions personnelles, de tels crédits devraient être annulés à l'expiration d'un exercice budgétaire à moins qu'il n'y ait des engagements sur des projets précis. Mais si l'on a déjà voulu constituer certaines réserves pour la mise en œuvre de mesures visant à influencer les marchés agricoles, on ne devrait pas, à mon avis, lors de l'élaboration de la future politique des structures agricoles, songer à remettre en question la réduction des crédits de la section « orientation » que le Conseil a décidée au printemps de cette année.

*(Applaudissements sur les bancs socialistes)*

Pour ce qui est de certaines observations et suggestions critiques, dont j'ai pris connaissance avec la plus grande attention et que je ne manquerai pas de transmettre au Conseil, j'exprime le vœu que la coopération entre le Conseil, la Commission et le Parlement européen devienne, malgré toutes les difficultés, un exemple de démocratie active et efficace.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'en ai ainsi terminé avec mes considérations sur les projets de budget de la Communauté que j'ai eu l'honneur de vous présenter en tant que président en exercice du Conseil.

Cependant je ne voudrais pas, alors que je me présente pour la dernière fois devant vous en tant que président du Conseil pour la période en cours, ne pas vous faire part de quelques observations toutes personnelles.

Deux événements récents me semblent importants quant à l'orientation de la Communauté européenne et la poursuite de notre collaboration.

Il s'agit d'une part du remplacement des contributions financières des États membres par des ressources propres aux Communautés, ce qui implique le renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen. Le Conseil ayant heureusement pu, au cours de sa dernière session, trouver un accord sur le règlement d'application de la décision du 21 avril 1970, plus rien ne s'oppose à une application rapide de la nouvelle réglementation financière.

La mise en route et l'achèvement maintenant prévisible d'une autonomie financière propre ne manqueront pas de donner plus de poids, d'importance et de confiance en soi aux Communautés européennes. Tout comme dans la vie de chaque individu, c'est également un pas mémorable pour la Communauté que de ne plus dépendre financièrement de personne. Parmi les organisations internationales, les Communautés européennes acquièrent ainsi une position particulière. L'autonomie financière à laquelle les Communautés sont parvenues, devrait être pour nous l'occasion de repenser, dans les années à venir, la

**Möller**

construction des Communautés car, d'un point de vue financier, les institutions communautaires n'ont encore guère dépassé le stade d'une organisation multilatérale. Cette constatation vaut en particulier pour le renforcement accru des droits du Parlement européen en matière de procédure budgétaire, renforcement que l'on ne peut considérer hors de son contexte, celui de l'attribution de pouvoirs de décision matériels et de la responsabilité directe à l'égard de la population européenne.

Le deuxième événement, peut-être encore plus important, qui doit orienter dans le même sens nos pensées sur l'avenir de la Communauté, est la proposition de réaliser par étapes une union économique et monétaire.

*(Applaudissements)*

Il est évident pour nous que l'achèvement de l'union économique et monétaire exige une coordination de la souveraineté des États membres en matière de politique financière.

Logiquement, le groupe Werner en a conclu que la création de l'union économique et monétaire exige la mise en place ou la réforme de certains organes communautaires à qui il importe de transférer les pouvoirs qui, jusqu'ici, relevaient des instances nationales. Ceci suppose une évolution progressive également de la coopération politique entre les États membres.

Cependant, ceci ne résout pas encore — et c'est la seule idée que je voudrais ajouter en tant que ministre compétent pour le budget — le problème de la répartition des compétences entre les instances communautaires et les États membres dans le cas d'une union économique et monétaire à structure fédérale. Dans tous les budgets nationaux, les « blancs » en recettes et dépenses qui devront, dans l'étape finale de l'union économique et monétaire, être déterminés par une décision au niveau communautaire, sont influencés par les priorités politiques et par les données spécifiques des structures sociales et de la société sur le plan national. La politique budgétaire nationale doit tenir compte de ces données tout autant que des nécessités de la politique conjoncturelle. Dans une union économique et monétaire, la politique budgétaire des États membres doit donc, en tant qu'instrument d'une orientation globale de la conjoncture sur le plan communautaire, conserver une marge suffisante de mobilité pour pouvoir faire face aux autres tâches incombant aux divers États.

L'adoption du plan par étapes par le Conseil des Communautés européennes, adoption dont je ne doute nullement, se traduira par la mise en place du système de coordination des multiples autres tâches de la construction intérieure au cours des prochaines années et par une vue nouvelle de tous les problèmes spécifiques de l'intégration.

Une union économique présuppose que des progrès soient réalisés dans les domaines voisins et, simultanément, elle provoque ces progrès. J'ai déjà évoqué certains de ces domaines. Des matières telles que l'harmonisation du droit ou les problèmes de formation acquièrent une signification européenne à l'ère où se créent des situations analogues à celles d'un marché intérieur.

A ce propos, la tâche de réaliser l'harmonisation fiscale est d'une importance essentielle. Elle est née de la nécessité d'éliminer les distorsions de concurrence et les entraves aux échanges. Mais nous ferions bien de ne pas oublier, à ce sujet, les questions du produit de l'impôt dans les États membres et, le cas échéant, de la délimitation des impôts entre les pays de la Communauté. Les impératifs qui résultent, pour l'établissement des budgets nationaux, des tendances communautaires à l'harmonisation ne doivent limiter la liberté des parties en présence qu'en tenant compte de l'équilibre entre les États membres. Dans l'avenir actuellement prévisible, le produit national de l'impôt devra donc en principe couvrir les besoins financiers nationaux, et je rappellerai à ce propos que la loi sur la répartition des impôts, arrêtée l'année dernière au moment de la réforme financière allemande, n'a pas pu éliminer entièrement le principe de la perception locale de l'impôt.

Pour terminer, permettez-moi de vous faire part d'une idée concernant le financement communautaire qui n'est plus, depuis longtemps, destiné uniquement à la couverture de certaines dépenses communautaires peu importantes. Déjà sous l'actuelle réglementation financière, les dépenses pour la politique communautaire se sont accrues de telle façon qu'en y ajoutant les contributions fixes elles se sont traduites par un transfert considérable entre les États membres. Le développement des Communautés vers une union économique et monétaire nous obligera à tenir encore davantage compte de cette répercussion du budget communautaire. Le rapport Werner a également fait état des mesures de péréquation financières qui devraient contribuer à résoudre le problème de grandes structures régionales de la Communauté. On ne pourra atteindre ce but du jour au lendemain, il faudra au contraire s'en rapprocher lentement par une restructuration adéquate du budget de la Communauté. Il importera alors d'aménager les politiques de dépense non seulement dans la perspective des différents secteurs, mais en tenant compte aussi de l'ensemble des possibilités économiques et financières des États membres.

Mesdames, Messieurs, je tiens à vous donner l'assurance que dans tous les domaines que je viens d'évoquer rapidement, moi-même et le gouvernement auquel j'appartiens, nous continuerons dans un esprit constructif à nous employer en faveur d'une coopération européenne.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie le Président du Conseil de ses déclarations. Nous nous réjouissons de ce que le Parlement luxembourgeois et la Chambre des représentants belge aient ratifiés aussi rapidement le traité de Luxembourg.

La parole est à M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Artzinger.** — (A) Messieurs les Présidents, Madame, Messieurs, chargé par le groupe démocrate-chrétien de notre Assemblée de prendre la parole sur le rapport de M. Gerlach, je voudrais tout d'abord exprimer au rapporteur mes vives félicitations. Je crois qu'il a réellement amélioré le style de cette Assemblée ; en effet, plutôt que d'étendre sous une forme descriptive son rapport à l'ensemble du budget, il a préféré approfondir certains passages politiquement intéressants, nous permettant ainsi d'engager une discussion politique. Ces félicitations et ces remerciements s'adressent aussi à tous ceux qui travaillent au secrétariat de la commission des finances et des budgets.

Permettez-moi d'ajouter quelques brèves observations sur les problèmes abordés par le rapporteur. Nous devrions, dans cette Assemblée, prendre l'habitude de ne pas tout dire trois ou quatre fois. Le rapporteur ayant, dans son introduction orale, traité les problèmes d'une manière aussi concrète, rien ne nous empêche d'être brefs. J'estime que tout ce qui a été dit, soit dans le rapport, soit dans l'introduction, sur les ressources inscrites au budget du FEOGA peut se résumer en une formule très brève : clarté et vérité budgétaires. Cette observation s'applique, notamment, aux ressources fictives, dont nous estimons qu'elles ne sont inscrites que pour gonfler le budget, et à la création de réserves cachées dans la section orientation ainsi qu'à l'inscription au budget de montants excessifs, par exemple pour l'organisation commune du marché laitier. Partout l'on devrait appliquer le même principe : clarté et vérité budgétaires, non seulement pour la commodité du contrôle que doit exercer le Parlement, mais surtout à l'intention des citoyens de nos États qui — si le budget est parfois appelé le livre du destin — devraient dans une certaine mesure pouvoir le déchiffrer.

J'espère qu'en dépit de son attitude très dure à l'égard des demandes en personnel de la Commission, le Président du Conseil voudra bien réétudier la possibilité de donner suite à notre demande de quelques postes supplémentaires pour le FEOGA. Nous, Monsieur le Président du Conseil, nous ressentons vivement le devoir de tout mettre en œuvre pour acquiescer dès que possible la pratique de ces calculs concernant le FEOGA et, surtout du contrôle des versements effectués. Tout en comprenant la nécessité de réaliser des économies dans l'administration, nous ne saurions accepter l'excuse fournie par la Commission, selon laquelle l'insuffisance des effectifs serait inévi-

table et sans remède. C'est sous cet angle que nous demandons que l'on veuille bien réexaminer notre souhait.

Nous vous saurions gré, Monsieur le Président du Conseil, de ne pas prendre acte sans l'assortir d'un commentaire, au sein du Conseil des ministres, de cette réduction symbolique d'une unité de compte des crédits du FEOGA. Nous savons que cette réduction symbolique ne vous touche évidemment pas, mais c'est précisément pour cette raison que nous vous serions reconnaissants de commenter le geste même. Nous n'espérons pas un commentaire favorable, mais nous souhaitons un commentaire.

En ce qui concerne la politique sociale, je voudrais, au nom de mon groupe, m'associer aux avertissements adressés, dans la résolution, au Conseil et à la Commission et exhortant ceux-ci à permettre dans les plus brefs délais l'utilisation pratique du Fonds social rénové. Nous estimons, nous aussi, que la politique sociale doit être intensifiée. Nous reconnaissons, Monsieur le Président du Conseil, que l'on ne saurait, cette année-ci, parler d'un arrêt, mais nous avons l'impression qu'il y a un retard considérable. Nous sommes sans doute unanimes dans cette Assemblée à estimer que, si elles veulent continuer à exister, les Communautés européennes devront devenir des communautés sociales. C'est pourquoi il nous paraît indispensable d'accorder dès que possible aussi les crédits nécessaires à un Fonds social rénové.

Un mot de la politique du personnel, Monsieur le Président du Conseil. Vous avez, tout à l'heure, rappelé la position bien connue du Conseil, selon laquelle l'importance des effectifs devrait, avec l'aide de Dieu, permettre de constituer des réserves choisies et d'utiliser celles-ci là où elles sont le plus nécessaires. Je comprends ce point de vue, et, croyez-m'en, cette Assemblée est loin d'ignorer que la loi de Parkinson s'applique également à la Communauté européenne. Il n'empêche que nous avons quelque peu l'impression — et je vous prie de comprendre notre point de vue — que ces coupes claires que le Conseil des ministres a pratiquées dans les demandes de personnel de la Commission, s'inspirent moins de considérations d'organisation que de cette aversion quelque peu perfide que les bureaucraties établies éprouvent, au niveau des bureaucraties financières nationales, à l'endroit de toute nouvelle bureaucratie naissante. Un membre de cette Assemblée, depuis lors décédé, a eu un jour, à ce sujet, un mot un peu méchant, que je ne répète qu'à contrecoeur : « Les experts du Conseil des ministres sont des fonctionnaires de carrière dont l'itinéraire est rigoureusement tracé. » Si ce jugement me paraît un peu excessif, je conçois cependant fort bien que la concurrence entre bureaucraties intervienne, elle aussi, dans l'affaire. C'est aussi, à l'occasion, par ignorance que l'on s'oppose à l'inscription de certaines ressources, mais cela ne nous semble pas être une raison suffisante. Nous vous accordons que la décision est difficile,



**Artzinger**

car, nous-mêmes, nous devons en permanence nous demander jusqu'à quel point nous devons accueillir et appuyer les exigences de la Commission en matière d'effectifs. Nous aussi avons l'impression que ces exigences sont excessives, exagérées qu'elles ont été dans l'intention d'arriver quand même, compte tenu des réductions que ne manquera pas d'effectuer le Conseil, aux effectifs minimaux nécessaires aux besoins de la Commission. Ce jeu n'a guère de sens, et nous n'avons pas encore trouvé le moyen rationnel d'y mettre fin. Nous sentons cependant qu'il en est grand besoin, et je rappellerai que le rapporteur a signalé le plan de répartition des tâches, comme moyen d'orientation pour le Parlement en la matière. J'invite M. le vice-président Coppé à répondre, à l'occasion, à ce vœu du Parlement.

Mais je voudrais aussi dire notre très vive reconnaissance de ce que, cette année, la procédure budgétaire se soit déroulée dans des conditions bien plus favorables que dans le passé. Nous vous remercions, vous personnellement, Monsieur le Président du Conseil, ainsi que le secrétaire d'État Emde, de vous être mis à notre disposition pour nous fournir des informations détaillées. Nous avons certainement accompli de grands progrès dans la zone de tension comprise entre l'autonomie financière du Conseil et le contrôle du budget par le Parlement, et j'espère qu'il en sera de même au cours des années à venir. Nous savons, en effet, que le rythme et le sens de l'intégration dépendent essentiellement du système financier ; aussi souhaitons-nous que celui-ci devienne pour l'intégration un moteur et non un frein. J'estime que nous avons accompli un pas dans la bonne direction.

En outre, nous aimerions exprimer clairement un certain nombre de souhaits qui n'ont pas été satisfaits à ce jour. Je suppose que lorsque, l'année prochaine, nous nous réunirons à nouveau pour le débat budgétaire, nous aurons dans notre dossier le programme financier à moyen terme de la Commission ; je puis comprendre que ce n'ait pas encore pu être le cas cette année. J'espère de plus que, l'année prochaine, nous serons en mesure de mener notre débat budgétaire pour l'exercice 1972 en tenant compte des résultats du rapport de contrôle pour l'exercice 1970. De ce contrôle budgétaire, qui, comme vous le savez, laisse malheureusement à désirer dans tous les parlements, nous pourrions, je pense, faire un instrument efficace. Cela exige, toutefois, qu'il puisse s'exercer assez tôt pour ne pas devenir sans objet. Si nous parvenions à ce résultat, nos débats budgétaires en profiteraient largement, me semble-t-il.

Encore un mot, Monsieur le Président du Conseil. Lorsque M. Spénale a exprimé le souhait que le Conseil assortisse le plan budgétaire d'un commentaire politique, vous l'avez refusé, arguant des limites qui vous sont imparties. Je crois, toutefois, que vous seriez peut-être d'accord avec un commentaire politique. Mais ce que cette Assemblée demande depuis des années, c'est que, ne se contentant pas de

commenter les réductions apportées au projet de la Commission, le Conseil de ministres expose ses propres conceptions politiques pour le nouvel exercice. Je reconnais que la chose n'est pas simple. Nous serions déjà satisfaits si, en plus de l'avis de la Commission — excellent, cette année — sur le projet de budget, nous recevions un commentaire du Conseil. Je relève cependant la remarque faite par M. Gerlach dans son rapport : l'avis de la Commission, Monsieur Coppé, serait plus utile s'il comportait davantage de données chiffrées. Dans l'ensemble, je pense néanmoins que nous sommes sur la bonne voie dans le domaine budgétaire. Lorsque l'ensemble des données numériques aura la transparence souhaitable, nous pourrions enfin mener un débat politique réellement fondé, ce qui devrait être notre désir à tous.

Le groupe démocrate-chrétien approuve le rapport ainsi que la proposition de résolution et l'amendement.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale, au nom du groupe socialiste.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais d'abord remercier Monsieur le président en exercice du Conseil d'être parmi nous et d'avoir fait un certain nombre de réponses aux questions qui avaient été posées le 17 novembre. Je dois dire que ses réponses ont été assez exhaustives et qu'il nous a parlé de l'union économique et monétaire, de l'évolution des compétences, des harmonisations fiscales, des entraves aux échanges, du caractère multilatéral des institutions et du fonctionnement des Communautés, et en quelque sorte, en nous disant qu'il n'était absolument pas possible que le Conseil assortisse ses propositions budgétaires d'un exposé des motifs politiques, il nous a laissé entrevoir l'ébauche de ce que pourrait être un bon exposé des motifs politiques, et nous l'en remercions. En venant strictement aux questions budgétaires, je voudrais d'abord remercier mon collègue et ami, Horst Gerlach, pour le rapport qu'il nous a présenté, qui est un rapport complet, sérieux, solide et qui fournit à nos discussions une excellente base de travail. Je sais combien cela représente d'efforts et d'intelligence aussi dans une procédure nouvelle, et le groupe socialiste est heureux de l'en remercier. Je ne reprendrai pas les différents points qui ont été excellemment traités par le rapporteur ou, tout à l'heure, par M. Artzinger, je me contenterai de souligner quelques points particuliers. Je dirai un mot sur les questions personnelles, un mot sur les moyens de la commission et quelques mots sur les pouvoirs et procédures, et ce que nous attendons du Conseil. En ce qui concerne le personnel, je me réjouis de l'accord qui est intervenu depuis le 17 novembre et, d'autre part, je renouvelle — car nous n'avons pas



**Spénale**

eu de réponse du Président du Conseil à ce sujet — l'intention qui est inscrite désormais dans une résolution du Parlement qui a été votée tout à l'heure, sur la proposition de M. Rossi, la pétition du Parlement d'être, fût-ce au banc patronal, partie aux discussions sur le statut du personnel et le niveau des rémunérations. Il nous est également revenu — dernière question sur le personnel — que le Conseil envisagerait d'assurer son fonctionnement en grande partie sur la base d'un personnel de statut national détaché en service dans les Communautés. Je tiens à dire que nous avons beaucoup de réserves contre cette procédure. Non qu'elle puisse être acceptée à titre exceptionnel, mais bien entendu si elle devait devenir la règle. Nous pensons qu'il faut aux tâches communautaires du personnel communautaire. Et sans développer longuement là-dessus, je dois dire que le groupe socialiste et, sans doute aussi, l'ensemble de ce Parlement, ne donnera un avis enthousiaste pour que du personnel national puisse assumer le service des Communautés que le jour où les gouvernements des États membres feront fonctionner les ministères avec du personnel détaché des collectivités locales, communes ou régions, car nous pensons que ce jour ne viendra jamais. La logique veut qu'on ne fasse pas ici ce qu'on ne fait pas chez soi. Sur les moyens en personnel de la Commission, je veux insister un tout petit peu en sens inverse de mon collègue et ami M. Artzinger. Il a dit — ce qui est sans doute un peu vrai — que la Commission est obligée de grossir un peu ses besoins probablement pour arriver à tirer un minimum. Je dois dire que je suis persuadé que dans la période où nous sommes, avec l'élargissement des tâches, les besoins exprimés par la Commission doivent être considérés avec beaucoup de sérieux et je souligne, Monsieur le Président en exercice du Conseil, que la commission des finances dans sa proposition de modification n° 1 demande que soient rétablies à l'organigramme de la Commission des Communautés les demandes de postes introduites par la Commission et « notamment les suivantes » ; ce qui veut dire que nous insistons tout particulièrement pour que les postes demandés en ce qui concerne la direction de l'agriculture pour le contrôle notamment et pour le financement du Fonds d'orientation du FEOGA soient attribués, mais que nous souhaitons que le Conseil aille plus loin que cela, car nous sommes convaincus des difficultés réelles de fonctionnement qu'éprouve actuellement la Communauté. J'en viens si vous voulez maintenant au problème des pouvoirs et des procédures. Vous nous avez indiqué, Monsieur le Président en exercice, que les ratifications étaient en cours, et il ne reste plus effectivement que quelques consultations à intervenir. Je voudrais dire combien le groupe socialiste attache d'importance aux ratifications auxquelles il reste à procéder et je souhaite que les collègues qui appartiennent aux États membres, qui sont ressortissants des États membres où il reste des procédures à intervenir, puissent faire toutes les diligences et pressions utiles pour que ces ratifications interviennent si pos-

sible avant le 31 décembre et que, si elles devaient intervenir plus tard, il soit pris les précautions constitutionnelles nécessaires pour que le texte reste d'application au premier janvier 1971. Ceci pour plusieurs raisons : la première, c'est qu'ainsi pourraient être individualisées à cette date les ressources propres ; deuxièmement, les budgets supplémentaires qui seront à définir dans le courant de l'année 1971 seraient alors examinés suivant les procédures budgétaires nouvelles et, enfin, nous commencerions à sortir de ce multilatéralisme dont vous parliez tout à l'heure, Monsieur le Président. En attendant ces ratifications, je dois me réjouir et vous remercier de ce que le Conseil et la Commission se soient installés dès à l'avance dans des procédures intermédiaires entre celles que nous connaissions naguère et celles que nous connaissons demain. Et nous y avons été particulièrement sensibles, mais je dois ajouter que nous jugerons de la volonté profonde du Conseil au-delà de ces procédures sur les décisions finales qu'il adoptera en face des propositions de modification qui lui sont présentées par le Parlement à l'intérieur de la résolution présentée par M. Gerlach et des propositions de modification qui l'accompagnent. Si, en effet, ces propositions, qui sont toutes des propositions sérieuses et mûries ayant fait l'objet de longs débats et de minutieuses discussions, se trouvaient toutes repoussées par le Conseil, nous éprouverions la sensation que, nous ayant accordé l'autonomie de notre propre budget, le Conseil pense qu'il n'a pas à apporter d'autres considérations à nos propositions sur la marche d'ensemble des Communautés. Alors je pense qu'il y aurait pour nous une déception assez importante et qu'elle préfacerait mal des relations futures que nous voulons, comme vous, aussi confiantes que possible. Aussi, nous voulons espérer que vous aurez le désir et l'influence d'amener le Conseil à adopter un certain nombre de ces propositions et qu'ainsi nous pourrions lier, confirmer et élargir les rapports confiants que nous avons liés depuis quelques temps déjà et qui se sont encore affirmés sous votre présidence, Monsieur le Ministre Möller, et qui sont un gage de la coopération nécessaire entre toutes nos institutions pour que nous aboutissions par les voies les plus rapides à ce qui est notre objectif commun, c'est-à-dire l'épanouissement et l'intégration des Communautés.

*(Applaudissements)*

M. le Président.<sup>1</sup> — La parole est à M. Borocco, au nom du groupe de l'UDE.

M. Borocco. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les débats qui ont cours en ce moment ont un petit aspect historique. C'est bien la première fois que l'examen du budget présente une autonomie progressive de nos pouvoirs. Nous devons le relever et nous en réjouir. Les dispositions budgétaires du traité sont modifiées en faveur d'un plus grand pouvoir, et ceci est très très important comme l'ont re-

**Borocco**

levé les orateurs précédents. Notre groupe a retenu comme remarque liminaire que le budget est arrêté suivant la procédure prévue aux articles 203 et 205 du traité, mais que les opérations budgétaires sont déjà effectuées sur le régime arrêté dans les dispositions prises le 21 avril 1970, après la ratification par les parlements nationaux de ces décisions. La France, comme vous l'avez dit, a déjà ratifié le traité le 21 avril 1970, le Conseil a déjà pris à la même date, le 21 avril, la décision relative au remplacement des contributions financières des États membres par des ressources propres aux Communautés. De là l'intérêt de notre discussion budgétaire, à l'occasion de l'examen du projet de budget de l'exercice 1971. Par ailleurs, notre groupe voudrait relever le caractère fructueux du dialogue de la Commission des finances et du Parlement avec le Conseil. Cela démontre que si la lettre de ce traité n'est pas encore appliquée, dans l'attente de toutes les ratifications des États membres, un climat nouveau s'est instauré. Je peux dire en ma qualité de vice-président de la commission des finances qu'avec le Conseil nous sommes allés au fond des problèmes, et je voudrais profiter de la présence de notre président de la commission des finances pour lui adresser ici notre reconnaissance pour ce travail qu'il a fait, laquelle s'étend à tous les membres de la commission. Avions-nous jusqu'à présent un budget au vrai sens du terme ? Je ne le pense pas. Nous débattions d'un certain nombre de dotations attribuées à la Communauté et gérées par les différentes institutions, sous la responsabilité du Conseil des ministres. A présent, la Communauté sera dotée progressivement de ressources propres. Le Parlement européen devra en contrôler la perception et en assurer la distribution entre les postes budgétaires. D'où l'engagement grave, mes chers collègues, de notre responsabilité. Compte tenu de ce fait, et étant donné l'heure avancée, je ne m'étendrai pas dans les analyses que j'avais l'intention de vous faire. Je voudrais seulement vous résumer que nous estimons que la Commission devra faire un exposé précis sur la manière dont elle entend, tenant compte des options politiques de la Communauté, inscrire les crédits correspondants. Le Conseil, lui, exerçant les pouvoirs qui lui sont accordés par les traités et les règlements financiers, nous pensons, avec la commission des finances, qu'il doit joindre au projet de budget un véritable exposé des motifs. Ainsi s'établira enfin une harmonisation à trois dans l'élaboration du budget. En résumé, la confrontation souvent brutale, souvent dure, doit être terminée et doit faire place à une collaboration étroite. Nous sommes dans la bonne voie, et nous ne pouvons que nous en réjouir. L'excellent rapport de M. Gerlach est aussi une preuve de ce nouveau climat. M. Gerlach a établi un texte qui, loin d'être trop technique, a une grande signification politique. Reprenant les suggestions de la commission des finances, M. Gerlach a surtout souligné la signification politique des grandes masses budgétaires. Par là il a repris les positions, les suggestions, les préoccupations du Parle-

ment sur les politiques communautaires. Monsieur le Président, dans cette construction nouvelle qu'est l'Europe, tout n'est pas simple, nous le voyons. Il fallait donc souligner, notamment en ce qui concerne la politique agricole, que des améliorations sont nécessaires. Ces améliorations sont plus qu'un complément de cette politique. Elles en constituent un élément essentiel. J'en arrive au FEOGA. Pour cette raison, il est opportun que nous mettions l'accent sur le problème du contrôle des dépenses communautaires du FEOGA. J'insiste, comme vous l'ont dit les orateurs précédents, sur la nécessité d'activer cette politique en comblant les retards qui se produisent, tant pour la section « garantie » que pour la section « orientation ». A ce sujet, nous marquons avec le rapporteur notre étonnement en ce qui concerne les résultats financiers négatifs au sujet de la résorption des excédents dans le secteur des produits laitiers. L'écoulement des stocks a pu être accéléré. Nous ne comprenons pas qu'une réduction des dépenses ne se fasse pas remarquer au budget de 1971. La masse des dépenses engagées devrait permettre d'espérer des résultats financiers plus concrets. Maintenant que le Conseil des Communautés a adopté les grands principes d'une politique sociale — qui doit s'exprimer à travers le Fonds social rénové — il fallait aussi insister sur la nécessité de prévoir les crédits nécessaires au budget communautaire, dès que le règlement d'application sera en vigueur. C'est pour cela que la commission des finances s'attend à un budget supplémentaire qu'elle espère voir arriver dans les plus brefs délais. Evidemment, d'autres titres et chapitres du budget appelleraient des commentaires. En dehors des quelques aspects que je viens d'évoquer, je voudrais encore souligner à quel point il est important que le budget communautaire puisse constituer — ainsi que la Commission des Communautés le préconise par ailleurs dans le troisième programme de politique à moyen terme — un noyau pour les actions communautaires directes. L'efficacité en sera d'autant plus grande que l'autonomie financière des Communautés deviendra une réalité. Avant de terminer, je voudrais, Monsieur le Président, mettre l'accent sur deux autres aspects du projet de budget. Ainsi que d'autres orateurs l'ont remarqué, le Conseil s'est limité à prendre acte de l'état prévisionnel du Parlement ; de cette façon, il a déjà donné suite à la résolution qu'il a adoptée le 21 avril dernier, selon laquelle le Parlement aurait joui d'une autonomie financière quant à son propre état prévisionnel. C'est un point qu'il nous faut souligner avec grande satisfaction. Deuxième point, dans le passé, je suis intervenu souvent devant le Parlement pour souligner certains aspects de la politique du personnel menée par nos institutions. Monsieur le Président, j'en reparlerai dans quelques instants en disant deux mots sur le rapport de notre collègue Pintus. Je crois toutefois qu'il n'est pas inutile de souligner que l'examen du budget doit être aussi l'occasion, chaque année, de permettre au Parlement de se prononcer sur l'application des règles des

# Borocco

statuts des fonctionnaires, notamment sur celles qui impliquent des conséquences financières. Cela est parfaitement légitime, si l'on considère qu'à présent le Parlement doit être obligatoirement associé à toute décision en la matière. En conclusion, le groupe de l'UDE félicite encore le rapporteur, M. Gerlach, et approuve son rapport structuré d'une manière nouvelle, faisant ressortir clairement les principales préoccupations de la commission des finances. A l'occasion du débat sur l'Euratom, je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit M. Pintus, qui l'a excellemment expliqué. La Conférence de La Haye a soulevé en Europe et au Parlement européen de grands espoirs, mais hélas ! nous en sommes restés, comme le disait le rapporteur, à des phases d'espoir. Aucune solution n'est apparue. J'ai moi-même une fois été avec la commission des finances à Ispra et nous avons dû constater qu'en dehors d'une énorme liste de laboratoires existants, qui travaillent en dehors d'Ispra, nous sommes repartis sans avoir même les inventaires de ce qui se faisait. Or, je ne pense pas qu'il faille jeter un tel aspect de désespoir sur ce problème. Il suffit simplement que nous ayons conscience que, maintenant que nous avons des pouvoirs propres au Parlement, nous ne devons pas, nous ne pouvons pas, à moins d'engager maintenant notre propre responsabilité, continuer à supporter cet état de choses. Il faut aller au devant d'Ispra et d'autres centres. Il faut les aider. Le budget que le Parlement a examiné est donc encore une fois très décevant quant aux chiffres. Il se monte à une soixantaine de millions de dollars. Comment pourrait-on, dans ces conditions, affirmer que ce budget perpétue l'immobilisme de ces trois dernières années ? Mais alors, Monsieur le Président, et j'en finirai avec cela, la question qui nous préoccupe le plus dans cette affaire, ce n'est pas tant la réforme des programmes que vous nous avez promise et que le Conseil des ministres nous a promis de mettre sur pied bientôt, mais c'est la question du personnel. Il est certain, Monsieur le Président — et j'en terminerai avec mon intervention — que la situation du personnel du Centre commun de recherches est très inquiétante pour l'avenir. Ce sont les incertitudes de la recherche communautaire et aussi, semble-t-il, des propositions modifiant le statut juridique de ce personnel qui soulèvent les plus grandes préoccupations. Je souhaite, Monsieur le Président, que comme au moment où le Parlement, sur la base de l'excellent rapport de M. Rossi, a su éviter les conséquences les plus négatives d'une rationalisation des services qui correspondait à une réduction du personnel, ce Parlement, dis-je, puisse encore une fois œuvrer avec efficacité pour garantir à tous ces jeunes savants qui ont confié leur avenir à l'Euratom, qu'ils n'ont pas inutilement engagé toute leur existence dans des projets qui seraient appelés à être annulés. Monsieur le Président, j'en ai terminé. Je voudrais encore une fois lancer un appel à tous mes collègues, en soulignant qu'à partir de maintenant, nous sommes responsables de cette situation. Je ne suis plus prêt, moi, dans l'avenir, à rester dans n'im-

porte quelle commission des finances pour qu'un jour on puisse nous reprocher d'avoir été les responsables de cette situation. Je proposerais une démission collective de tous nos collègues qui s'occupent des finances, plutôt que de voir cette situation continuer. J'en ai terminé, Monsieur le Président, et je voudrais encore une fois — une dernière fois — dire que dans tous ces problèmes qui nous agitent et dans cet espoir que nous voyons maintenant de ces ressources propres, ce problème de l'atome doit être pour nous un des principaux, puisqu'il est un des plus difficiles. Caveant consules !

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Leonardi.

M. Leonardi. — (I) Je ne parlerai que du budget de l'Euratom et j'approuverai la proposition de résolution de M. Pintus, y compris l'amendement se référant aux documents dont je n'ai pas eu communication, mais pour lesquels je fais confiance à notre collègue Pintus, dans l'espoir de les recevoir le plus tôt possible.

Je voudrais faire observer qu'en 1969 le budget de l'Euratom a été repoussé par ce Parlement ; en 1970, il a été approuvé à la condition que soient acceptés des amendements visant à donner à la Commission des moyens pour programmer l'avenir. En 1970, nous avons également voté contre le projet de budget et je demanderai donc aux services du Parlement de faire preuve de plus d'exactitude et de ne pas indiquer, comme cela figure, par exemple, à la page 4 de l'exposé des motifs du rapport Pintus, que les résolutions concernant les budgets des deux dernières années ont recueilli, lors de leur vote, l'unanimité de l'Assemblée.

En réalité, elles n'ont pas recueilli l'unanimité de l'Assemblée, parce qu'également en 1970 nous avons, comme je l'ai dit, voté contre. L'année dernière, M. Posthumus, rapporteur de la commission des finances et des budgets pour l'exercice 1970, a souligné les graves inconvénients de la procédure des budgets transitoires, lesquels sont dépourvus de toute perspective. M. Oele a fait des observations analogues, tout en portant un jugement favorable sur le budget 1970. On est ainsi passé l'année dernière d'une position de pure critique, qui avait abouti l'année précédente au rejet du budget, à une position d'attente.

Je me demande à présent si cette attente a été justifiée. A vrai dire, elle ne l'a pas été, car on nous propose justement cette année de repousser le budget 1971, comme nous l'avions déjà fait en 1969. En présence du nouveau budget provisoire, qui devrait être le dernier selon les engagements pris à La Haye, je désire définir une fois de plus quelle est notre position sur certains points. En réalité, à l'aide d'une série de budgets inchangés, il ne s'agit pas de maintenir,

**Leonardi**

mais de dissimuler une liquidation : en effet, chaque année les dépenses, tout en demeurant égales, diminuent en valeur réelle d'au moins 5 %. L'effectif diminue en raison de démissions ou de décès. En 1968, celui-ci était de 2 750 personnes, de combien est-il à présent ? Ce qui diminue surtout, c'est la valeur des équipements et la capacité de travail des chercheurs, qui, n'étant pas suffisamment utilisée, se détériore.

Il est évident que, de toutes les pertes, celle-ci est de loin la plus importante. La recherche est dominée par de grands groupes privés, qui font ce qu'ils veulent, collaborant avec des entreprises internes et externes à la Communauté au gré de leurs intérêts. Cela tient à ce que ces groupes savent ce qu'ils veulent, alors que la Communauté ne le sait pas, car cela supposerait des choix politiques qu'elle n'est pas en mesure de faire de manière positive, c'est-à-dire démocratiquement, en collaborant directement avec les travailleurs de la recherche dans l'intérêt de la population et moyennant un contrôle démocratique de l'exécution.

La Commission ne peut le faire, tout simplement parce qu'elle est une construction autoritaire, comme nous l'avons dénoncé à plusieurs reprises. Si autoritaire que pas même le fait d'avoir repoussé le budget de 1969 n'a engendré une crise quelconque et que le fait que nous repoussions aujourd'hui le budget de 1971 n'aura pas, je crois, de meilleurs résultats. Dans ces conditions, il est manifeste que ce sont les intérêts privés qui dominent et que la Communauté est appelée à leur porter aide et secours avec les fonds publics, en effectuant des recherches marginales sur la base de choix faits par d'autres.

Comme nous l'avons dit l'année dernière, et nous le répétons aujourd'hui, on ne peut sortir de cette situation en recourant à des mesures administratives, en cherchant à satisfaire les exigences de la gestion industrielle moderne, ou en recourant à d'autres vieux subterfuges de ce genre. Ce n'est pas ainsi certes que l'on fait une politique, mais c'est ainsi que l'on fait payer aux travailleurs sa faillite.

Nous connaissons les caractéristiques du règlement du personnel ; au centre d'Ispira, par exemple, il existe un éventail de traitements allant de 80 000 liras par mois pour les « *appaltati* » (auxiliaires locaux) préposés au nettoyage à plus d'un million de liras pour les grades les plus élevés. Ce règlement, qui comporte une infinité de grades et de différences, a été fait pour dominer et, en divisant les travailleurs, pour instaurer un traitement discriminatoire à l'égard de ceux qui, politiquement, sont considérés comme dangereux en vertu de jugements absolument arbitraires.

Nous connaissons les positions de privilège créées dans le cadre de ce règlement et, encore une fois, nous dénonçons la position des « *appaltati* » et l'ex-

ploitation de la main-d'œuvre locale à l'encontre des lois de l'État italien.

Mais comment envisage-t-on de sortir de cette situation ? En découvrant les vertus de la bonne organisation, de la souplesse et de la mobilité ? Vertus que nous connaissons tous, mais qui ne peuvent être appréciées abstraitement.

Aujourd'hui, l'application de ces principes signifie en fait l'élimination de l'unique défense du personnel que constitue le statut et, partant, une liquidation accélérée des centres de recherches, non seulement de celui d'Ispira, mais aussi bien des autres. Ces vertus ne pourraient trouver application que dans le cadre d'un véritable programme dynamique de recherches qui utilise à plein les ressources disponibles et qui offre donc aux plus méritants et aux plus capables de justes chances de travail et de carrière.

Pour tout ce problème, nous nous référons aussi aux positions adoptées par l'organisation syndicale, et commentées dans le document que le Parlement nous a fait parvenir. Dans ces conditions, il est absurde de prétendre que le personnel renonce à sa propre défense et accorde sa confiance à ceux qui, une longue expérience l'a prouvé, ne la mérite pas : comme si la faute du non-fonctionnement du Centre incombait au statut du personnel et non à l'absence d'un programme.

Il est absurde et injuste de prétendre faire payer le personnel avant d'offrir au Centre de réelles possibilités de développement. La restructuration du Centre ne doit pas s'effectuer avant, mais en même temps que l'élaboration d'un programme. Tel n'est pas le cas. Nous connaissons les propositions de M. Spinelli, qui ont été exposées au Parlement européen le 17 novembre. Nous ne voulons pas en discuter ici et nous nous bornerons à déclarer qu'elles sont insuffisantes et ne peuvent remplacer une véritable autorité politique, responsable et démocratique, capable de faire ces grands choix politiques, qui sont la condition même d'un bon fonctionnement de la recherche.

En votant donc pour la proposition de résolution Pintus, nous conclurons par les mêmes paroles que nous avons prononcées l'année dernière en repoussant le projet de budget pour l'exercice 1970. Nous disions alors : « Le vote que nous exprimons ne résulte donc pas d'une opposition préconçue à l'encontre de l'Euratom, de la définition de politiques communes ou de la réalisation de programmes d'intégration, sans lesquels on ne pourrait affronter et résoudre les divers problèmes que posent l'industrie et l'énergie nucléaire en particulier. Notre opposition est due à la façon dont ces problèmes sont abordés, façon que nous estimons contraire aux intérêts de nos pays et directement contraire aux objectifs que l'on prétend vouloir atteindre ».

**M. le Président.** — La parole est à M. Flämig, au nom du groupe socialiste.

M. Flämig. — (A) Etant donné l'heure, je me limiterai à quelques très brèves observations sur l'exposé que M. Pintus a fait, au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique. Le groupe socialiste se ralliera, lui aussi, à cette proposition et, de ce fait, rejettera une fois de plus le budget de l'Euratom. Je dis expressément « une fois de plus » ; en effet, ce signal d'avertissement, nous l'avons déjà donné il y a deux ans et je ne voudrais pas répéter ici ce qui vient d'être dit. Nous avons, nous aussi, nourri de grands espoirs lorsque, voici à présent un an, à La Haye, furent cités et publiés des aspects nouveaux ; je ne saurais toutefois vous cacher que le groupe socialiste a pris acte avec une certaine déception que — mises à part quelques belles paroles — il ne s'est rien passé cette année. Il est vrai que la Commission, comme nous avons pu le noter, a présenté des propositions de restructuration des centres de recherche, elle a accompli un premier pas, du moins sur le papier, en ce qui concerne l'auto-limitation de la Commission et du Conseil. Des propositions ont été présentées tendant à confier aux centres des activités non nucléaires ; de nouvelles idées devaient être réalisées, dans le cadre d'un programme pluriannuel, en matière de biologie et de fusion nucléaire. Mais le Conseil n'a pas donné son accord. Ce qui nous est soumis n'est rien d'autre qu'un budget dépassé, la reprise des anciennes données, qui n'ont guère été modifiées durant les deux années écoulées.

Monsieur le Président, quand on voit végéter cet Euratom alors que, d'un autre côté, des milliards sont dépensés, par exemple au titre de l'aide à l'agriculture — nous ne sommes pas opposés, bien au contraire, à ce que l'Europe occupe enfin, dans ce domaine de la science et de la recherche, la place qui lui revient entre les deux immenses blocs de l'Est et de l'Ouest — l'on ne peut s'empêcher de se demander s'il n'existe pas quelque part des milieux influents intéressés au dépérissement et au déclin progressifs de l'Euratom. Cela, nous ne saurions le tolérer. Cela ne peut être, car cela signifierait, et pour nous et pour l'avenir de ce continent, l'abandon d'une bonne part de l'intégration européenne et de nos espoirs les plus riches.

Notre décision n'est nullement dirigée contre l'institution de l'Euratom, ni surtout contre ses agents qui, ces jours-ci témoignent de nouveau, par une grève, à quel point, eux aussi, ils jugent la situation grave.

Dans les centres règne l'inquiétude, voire la résignation. Ce qui intéresse ces gens, ce ne sont pas les rémunérations, mais c'est qu'enfin soit établi un programme de recherches et de développement à moyen terme qui utilise à plein le potentiel des centres, c'est que le statut du personnel ne soit pas modifié tant que la stabilité des instituts n'est pas garantie par un programme quadriennal qui — je le souligne tout particulièrement — s'insère dans une indispensable politique européenne de recherche et de développement. Notre décision n'entend pas s'y opposer, mais nous voulons lancer un avertissement politique, nous voulons, au moment même où nous rejetons le budget de l'Euratom, exiger que, le plus rapidement possible, le vœu du Parlement européen soit exaucé et que l'on sache enfin à quoi s'en tenir quant au programme de recherches à moyen terme.

M. le Président. — Nous allons interrompre maintenant nos travaux.

Au cours de la séance de demain, nous procéderons au vote sur les propositions de résolution contenues dans les rapports de MM. Gerlach et Pintus après avoir entendu la réponse que M. Coppé donnera au président du Conseil, au nom de la Commission des Communautés européennes.

#### 10. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 4 décembre 1970, à 9 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

- suite du débat sur les rapports de MM. Gerlach et Pintus et vote des projets de budget ;
- rapport de M. Lange sur le concours financier à moyen terme ;
- rapport de M. Vredeling sur le concours du FEOGA ;
- rapport de M. Dröscher sur le règlement n° 816/70 ;
- rapport de M. Dulin sur l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits laitiers ;
- rapport de M. Dulin sur le prix du beurre et du lait écrémé en poudre.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 30)

## SÉANCE DU VENDREDI 4 DÉCEMBRE 1970

### Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	111	Adoption de la proposition de résolution	123
2. Budget des Communautés européennes pour 1971. — Budget de recherches et d'investissement CEEA pour 1971 (suite). — Suite de la discussion commune du rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets et du rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets : MM. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Spénale, président de la commission des finances et des budgets ; Möller, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; von Dohnanyi, au nom du Conseil des Communautés européennes ; Gerlach, rapporteur ; Leemans, président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ; Pintus, rapporteur	111	Examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Pintus ..	123
Examen des conclusions contenues dans le rapport de M. Gerlach. — Amendement n° 2 à la proposition de modification n° 1 : M. Gerlach .....	121	Adoption du préambule et du paragraphe 1	123
Adoption de l'amendement n° 2 .....	121	Amendement n° 1/rév. au paragraphe 2 : M. Pintus .....	123
Adoption de la proposition de modification n° 1 modifiée .....	121	Adoption de l'amendement n° 1/rév. ....	123
Adoption de la proposition de modification n° 2 .....	121	Adoption des paragraphes 3 et 4 : M. Westerterp .....	123
Examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Gerlach ..	121	Adoption de la proposition de résolution MM. Spénale ; le Président .....	123
Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 6 .....	121	3. Décision concernant le concours financier à moyen terme. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Lange, fait au nom de la commission économique : M. Lange, rapporteur .....	124
Amendement n° 1 au paragraphe 7 : M. Gerlach .....	121	MM. Van Amelsvoort, rédacteur de l'avis de la commission des finances et des budgets ; Boersma, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Wolfram, au nom du groupe socialiste ; Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Lange ; Boersma ; Barre .....	125
Adoption de l'amendement n° 1 .....	121	Adoption de la proposition de résolution	131
Adoption des paragraphes 8 à 22 : M. Gerlach .....	122	4. Règlement relatif au concours du FEOGA. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Vredeling, rapporteur .....	131
Explication de vote : MM. Dehousse ; Dewulf ; Baas ; Cifarelli .....	122	MM. Cifarelli ; Richarts ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling ; Coppé, le Président ; Coppé ; Vredeling .....	132
		Adoption de la proposition de résolution	135
		5. Règlement concernant le règlement n° 816/70. — Discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Dröschner,	

<i>fait au nom de la commission de l'agriculture</i> .....	135	<i>et des produits laitiers. — Discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture</i> .....	136
<i>Adoption de la proposition de résolution</i>	135	<i>Adoption de la proposition de résolution</i>	136
6. <i>Règlement concernant le prix du beurre et du lait écrémé en poudre en Belgique et au Luxembourg. — Discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture</i> .....	136	8. <i>Composition des commissions</i> .....	136
<i>Adoption de la proposition de résolution</i>	136	9. <i>Calendrier des prochaines séances</i> .....	136
7. <i>Règlement concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait</i>		10. <i>Adoption du procès-verbal</i> .....	136
		11. <i>Interruption de la session</i> .....	136

# PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est ouverte à 9 h 40)

M. le Président. — La séance est ouverte.

## 1. *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

## 2. *Budget des Communautés européennes pour 1971. — Budget de recherches et d'investissement CEEA pour 1971 (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion commune du rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget des Communautés européennes pour 1971 et du rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la CEEA pour 1971 (doc. 198/70 et 196/70).

La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — Permettez-moi de dire d'abord combien je suis heureux que M. Möller soit là. Il a entendu cette réflexion à plusieurs reprises hier et j'ajouterai ma satisfaction à celle de tous les membres du Parlement. Mais j'ai une raison particu-

lière pour le dire, Monsieur le Président, c'est qu'en seconde lecture j'arrive le plus souvent devant le Conseil des ministres — qu'il présidera encore la prochaine fois — avec le résultat du débat parlementaire et avec un certain nombre de revendications parlementaires. Le fait qu'il est là et qu'il a entendu les exposés fera en sorte que j'aurai très probablement en lui un allié quand nous discuterons en seconde lecture le budget de l'année 1971.

Monsieur le Président, nous avons présenté le budget suivant la façon traditionnelle, mais avec en vue le budget tel qu'il sera quand le traité du 22 avril sera entré en application. J'ai entendu à plusieurs reprises hier que le Parlement aurait aimé avoir un exposé introductif. Je dois dire que nous en ajoutons toujours un à l'avant-projet de budget, et il disparaît au moment où l'avant-projet de budget devient projet de budget. Le Conseil, pour des raisons d'ailleurs très compréhensibles, ne reprend pas le nôtre. Ce ne serait, je pense, pas trop difficile de l'adapter de façon qu'à l'avenir, le Parlement puisse recevoir également un exposé de budget. J'ajoute, Monsieur le Président, que dès le moment où nous aurons pu introduire ce que dans un jargon moderne on appelle le PPBS, c'est-à-dire le « Planning Programming Budgeting System » — ce que nous comptons faire pour les fonds, FEOGA, Fonds social et autres, à partir de l'année prochaine — nous espérons bien présenter alors les dépenses accompagnées chaque fois de l'exposé de la politique dans laquelle ces dépenses s'incorporent. Et j'espère donc qu'à partir de l'année prochaine nous pourrons procéder de la sorte, ce qui donnera en même temps une vue beaucoup plus claire à la fois de la politique et des dépenses qui s'y rapportent.

Monsieur le Président, ce que M. Möller a dit hier au sujet de l'état du vote du traité du 22 avril nous



**Coppé**

permet d'espérer que nous aurons le traité du 22 avril sur les ressources propres avant la fin de l'année et que par conséquent il entrera en vigueur au début de l'année prochaine, ce qui fait dire à mon administration qu'elle en a plutôt peur, parce que cela demande évidemment tout un remaniement de l'administration et, j'y reviendrai tout à l'heure, cela demande également du personnel supplémentaire que nous ne sommes pas en train de recevoir de la part du Conseil. Si par hasard, ce que nous espérons ne plus devoir craindre, nous n'avions pas le nouveau régime avant la fin de l'année, la Commission proposerait alors une procédure sur la base de l'article prévu dans ce domaine. Mais ceci ne doit pas nous amener à nous désintéresser de ce budget qui, en tout état de cause, en ce qui concerne les dépenses, restera pour l'essentiel le même. En tout état de cause, le règlement d'application sera prêt pour le régime des ressources propres. Nous avons déjà eu une discussion au Conseil il y a quelques jours, le 23 novembre, et quant à l'essentiel, Monsieur le Président, nous nous sommes mis d'accord, le Conseil et nous-mêmes, sur le règlement d'application. Vous savez que le texte initial introduit par nous différait de celui qu'avaient proposé les experts financiers et budgétaires du Conseil. Je crois que sur la plupart des points : modalités de contrôle, mécanisme du produit national brut, même le cas de force majeure, sur lequel j'ai fait une concession à mon avis très grande, le champ d'application du règlement, je crois que sur tous ces points nous trouvons que le compromis que nous avons atteint est acceptable. J'ai dès à présent fait établir une estimation des ressources propres pour l'année prochaine et nous l'avons fait transmettre au Conseil en demandant qu'elle soit également transmise au Parlement. Pour le volet des dépenses, Monsieur le Président, dont je disais qu'il resterait de toute façon à peu de chose près immuable, sauf la part de ristourne aux États membres pour les ressources propres que vous connaissez, s'élève à 3 milliards 900 millions d'u.c., soit une augmentation de l'ordre de 16 % par rapport aux 3 milliards 300 millions d'u.c. de l'année 1970. Toutefois, il est possible, d'après les conclusions que M. Mansholt a lui-même tirées des débats avec les commissions parlementaires, que nous soyons en état d'introduire à très bref délai un amendement ou, plus exactement, une modification aux présentations de budget, suffisamment importante pour que nous puissions ramener le budget aux environs d'une addition de 11 %. Je crois que tout le monde serait heureux si l'on pouvait apprendre qu'en matière de produits laitiers, les restitutions, grâce à la réduction du « Butterberg », pourront baisser pour l'année 1971 d'une façon considérable. Ce serait le résultat heureux d'une politique que mon collègue Mansholt a poursuivie au cours de ces derniers mois — je n'ose presque pas dire le chiffre mais j'espère qu'il sera très considérable. Si c'était vrai, Monsieur le Président, et nous le saurons à très brève échéance — malheureusement j'ai reçu les informations de M. Mansholt trop tard pour avoir pu en

parler en Commission — si c'était vrai, nous aurions un budget en augmentation de 11 %, et alors là, Monsieur le Président, je suis très fier de pouvoir dire qu'il n'y a aucun État membre qui nous battra, parce que tous les budgets pour l'année prochaine sont en augmentation de 10 à 11 %. Bien que nous soyons une institution en pleine expansion, nous aurions donc un budget qui présenterait une augmentation du même ordre de grandeur que les États membres. J'ajoute, Monsieur le Président, que c'est à mon avis une référence qu'il ne faut pas nous opposer chaque année parce qu'il est clair que nous ne pouvons pas toujours nous contenter d'une augmentation égale à celle des États membres puisque précisément, comme je viens de le dire, il nous arrive souvent d'avoir des tâches nouvelles, et j'y reviendrai lorsque nous parlerons du Fonds social rénové.

En ce qui concerne, Monsieur le Président, le budget de recherche, il est vrai que ce budget est un budget extrêmement limité et que nous n'avons pas un budget adapté à un programme pluriannuel digne de la Communauté. J'ai fait le compte, Monsieur le Président, et je m'excuse de ne pas avoir appliqué une règle à calcul. Mais à première vue le budget de recherche doit atteindre entre un et demi et deux pour cent du budget du FEOGA. J'ajoute que je ne connais pas les décimales, mais c'est de cet ordre de grandeur. Nous consacrons donc à la recherche, à la technologie, mettons à l'édification de l'industrie européenne de demain, entre 1 et 2 % du total de ce que nous consacrons à faire une retraite agricole et une réadaptation agricole. M. Pintos nous a demandé ce que nous avions fait des 100 millions d'u.c. prévus l'année dernière pour les études de restructuration et les études de l'extension au-delà du nucléaire. Le Conseil a bien voulu nous en débloquer la moitié et cette moitié, consacrée à la recherche du non-nucléaire, a été en effet utilisée en très grande partie à cette heure. Pour le reste, les 50 000 u.c. prévues pour les études de restructuration, le Conseil nous les a refusées. J'y reviendrai, Monsieur le Président, parce que nous avons fait toute une série d'études dans ce domaine, qui expliquent d'ailleurs l'absence de non collègue Spinelli aujourd'hui.

On peut discuter longuement sur le point de savoir ce que nous aurions dû faire. Comme je me présente devant vous en tant que responsable du budget et que le traité d'Euratom nous dit que le budget incorpore le programme, et que le programme doit être décidé à l'unanimité, plutôt que d'attendre un programme pluriannuel problématique, nous avons appliqué l'accord de décembre 1969 qui dispose que tant qu'il n'y avait pas de programme pluriannuel pour 1970 et si besoin était 1971, on reconduirait le budget de 1969. C'est cette hypothèse que très pratiquement nous avons adoptée, Monsieur le Président. Je reconnais que dans l'adoption et la reconduction du budget de 1969 à 1970, nous avons obtenu un certain nombre de satisfactions du point de vue du budget social et d'autres budgets, toujours dans le

**Coppé**

cadre d'Euratom, pour lesquels je suis reconnaissant au Conseil d'avoir bien voulu adopter notre position. Mais, à l'heure actuelle, Monsieur le Président, la Commission a décidé de faire une proposition globale dont vous avez déjà trois éléments qui sont : une note sur la restructuration des centres, une note sur le nouveau budget tel que nous le proposons et une note sur le nouveau statut du personnel, ou plutôt j'ajout au statut du personnel que nous avons proposé et qui est encore, à l'heure actuelle, à l'examen du Comité du statut. Je dois dire, Monsieur le Président, pour qu'il n'y ait aucun doute sur ce point, si, à l'heure actuelle, la Commission aborde la restructuration des centres avec l'idée d'ajouter au statut existant un régime de contrat à temps indéterminé, c'est avec le respect le plus intégral des droits acquis, même en ce qui concerne les promotions et les mutations ; et dans notre esprit, ce nouveau statut ne serait applicable, n'entrerait en vigueur que le jour où le Conseil serait d'accord sur un projet de budget pluriannuel. Ce qui veut dire que ce ne serait pas un enterrement des centres de recherche, mais que ce serait un statut du personnel, un ajout au statut du personnel au moment où le budget de recherche pourrait reprendre les dimensions qu'il devrait avoir dans une Communauté qui ne doit pas seulement faire de la politique agricole mais qui doit, au niveau communautaire, également mener une politique de recherche.

J'en arrive à mon troisième point, Monsieur le Président, c'est-à-dire au budget de l'administration de la Commission. Il y a d'abord le FEOGA, qui comporte comme toujours 95 à 96 % du total de notre budget. Je sais qu'il y a toute une discussion sur la réserve qui existe dans le domaine du Fonds de la section « orientation ». Je comprends que la commission de l'agriculture et la commission des budgets veillent que ce soit pour la dernière fois que l'on reconduise une somme en réserve pour l'application du programme Mansholt. Mais je voudrais dire au Parlement qu'en tout état de cause, à l'heure actuelle, l'état budgétaire de la question est parfaitement régularisé. J'ai ici le total des réserves que nous avons régulièrement votées. Et le Parlement a voté depuis 1969 des textes comme celui-ci : « La fraction restante — du Fonds d'orientation — est destinée au financement des mesures particulières à prendre à la suite des décisions qui seront arrêtées dans le domaine des structures agricoles après l'examen du mémorandum de la Commission au Conseil concernant la réforme de l'agriculture dans la Communauté économique européenne. » Et c'est ce qui nous fait à l'heure actuelle ce fonds de 380 millions d'u.c. qui n'est pas un « Juliusturm » — terme que nos amis allemands comprendront parfaitement — puisque la somme n'est pas en tant que telle déjà dans nos caisses. Elle devrait encore être appelée — et il est clair qu'elle ne pourrait être appelée que le jour où nous aurions des règlements applicables dans ce domaine. Cela, Monsieur le Président, c'est plutôt une question

de la compétence de l'agriculture, mais je suis heureux de voir que la commission des budgets s'intéresse de plus en plus activement à ce fonds FEOGA. Je souligne — et si j'avais vu M. Dulin, je lui aurais rappelé la chose — qu'il y a à l'heure actuelle cinq directives qui ont été proposées en avril 1970 par M. Mansholt, c'est-à-dire par la Commission ; j'espère qu'on pourra se pencher sur ces directives et les adopter en temps voulu pour que nous puissions enfin appeler et dépenser ces sommes.

En ce qui concerne les dépenses d'administration, elles seront, à la suite d'un certain nombre de réductions opérées par le Conseil, ramenées à une augmentation de l'ordre de 7 %. Je voudrais bien voir, Monsieur le Président, le budget de fonctionnement d'un de nos États membres se limiter à une augmentation aussi réduite. Nous avons fait de très grands pas dans la direction d'une entente avec le Conseil des ministres, mais sur un point, Monsieur le Président, je reviens à la charge et j'exprime à nouveau ma satisfaction d'avoir devant moi, dans quelques jours, un allié auprès du Conseil des ministres, qui m'aidera sur le point pour lequel ni la Commission ni moi-même ne pouvons nous déclarer d'accord avec ce que le Conseil a adopté en première lecture. Nous avions demandé 250 postes additionnels, dont 86 postes A. Or, sur les 250 postes additionnels, nous avons obtenu 26 postes A, et un certain nombre de postes temporaires. Monsieur le Président, si nous devons déjà introduire pour l'année prochaine le nouveau régime des ressources propres et si vous voulez obtenir, comme nous, que nous puissions enfin introduire une mobilité suffisante, c'est-à-dire que nous puissions mettre en application le Planning Programming Budgeting System au moins dans un certain nombre de directions générales, eh bien, Monsieur le Président, je ne suis pas loin de croire que la seule Direction générale des budgets dont je suis responsable devrait avoir la moitié — et M. Barre m'écoute — rien que ma Direction générale des budgets devrait avoir la moitié des postes qui ont été concédés par le Conseil pour l'ensemble. C'est d'ailleurs ce que le Parlement voudrait donner par priorité au FEOGA, parce qu'en effet il y a une partie de l'exécution des règlements qui est en retard à la suite du manque de personnel, sans parler du contrôle que nous devrions, en effet, très sérieusement pousser davantage. Alors, Monsieur le Président, j'espère que ce qui a été dit ici par le Parlement, mon plaidoyer nouveau, sera de nature à faire comprendre au Conseil, avec l'appui de M. Möller, que nous ne pouvons vraiment pas nous contenter des 26 postes, mais que si seulement nous avions les 35 postes sur lesquels sa propre délégation s'était déclarée d'accord, sans vouloir divulguer des choses, je serais déjà, pour ma part, très heureux.

Un mot sur le Fonds social, Monsieur le Président : beaucoup de membres se sont intéressés à juste titre au Fonds social, et ils semblent avoir conclu du fait que le Fonds social est en réduction par rapport à

**Coppé**

l'année dernière que notre activité dans ce domaine baisserait. Ce n'est pas vrai. Vous savez que dans l'ancien Fonds social, nous ne faisons que rembourser, et quelquefois avec un retard de deux ou trois ans, ce que les États membres avaient déjà dépensé en matière de réorientation et de réinstallation. Pour l'année prochaine, nous avons ramené les sommes prévues au budget à ce que nous serions capables de traiter avec les États membres, et par conséquent les 55 millions seront probablement entièrement dépensés. J'ajoute, Monsieur le Président, que nous sommes en augmentation par rapport à ce que nous avons fait les années précédentes : en 1969, nous avons eu des dépenses effectives de 22 millions d'u.c., en 1970 de 42 millions d'u.c., en 1971, nous serons à 55 millions d'u.c. et nous dépenserons 55 millions d'u.c. sur les 55. En ce qui concerne le Fonds social rénové, nous avons maintenant l'accord sur le texte définitif. Nous sommes en train de préparer le règlement d'application qui devra alors être soumis au Comité du Fonds social et examiné avec les partenaires sociaux, comme nous l'avons prévu. On me dit que malgré tous les efforts que nous ferons, il ne pourra pas entrer en vigueur avant 1972, et c'est la raison pour laquelle je n'ai pas insisté pour que l'on maintienne les sommes prévues pour l'action du Fonds social rénové. Si par hasard, comme je le souhaite, il pouvait entrer en vigueur plus tôt, j'introduirais un amendement au budget ou un budget rectificatif. Nous espérons qu'avec une somme initiale de 50 millions d'u.c., nous pourrions arriver à un niveau de régime de l'ordre de 200 millions d'u.c. dans trois ans, avec à la fois les actions du groupe A et du groupe B qui nous permettraient alors d'avoir, au niveau de la Communauté européenne, cet excellent instrument de réadaptation que nous avons toujours eu à la CEEA et qui nous a permis de faire cette mutation énergétique européenne, qui est la plus grande mutation que nous ayons faite du point de vue industriel depuis des décennies, sans tensions sociales et sans tensions régionales majeures.

Et pour finir, Monsieur le Président, un mot sur le premier cas d'application de la concertation que nous avons dans la Communauté et qui traite d'une part du régime même de la concertation, du régime en matière de grève — et vous savez que pour le moment nous en avons une à Ispra — mais je voudrais en particulier, Monsieur le Président, parler de cet aspect de la concertation qui concerne l'augmentation des traitements de notre personnel pour l'année en cours, puisqu'il s'agit de la période de juillet 1969 à juillet 1970. Dans une première application de concertation avec nous, Commission, le personnel a rejoint notre position qui était d'obtenir une augmentation de 10 % — comprenant une augmentation de l'ordre de trois et demi pour cent, je cite par cœur, d'augmentation du coût de la vie et de six et demi ou sept pour cent d'augmentation moyenne des traitements et des salaires dans la Communauté — ce qui pour la première fois depuis de nombreuses

années nous permettrait de dire que les traitements de nos fonctionnaires ne sont pas en recul sur l'évolution générale. M. Barre vous présentera d'ici quel temps une note — je peux peut-être vous donner ces chiffres parce que ceux-là sont officiels — sur les chiffres d'augmentation des salaires dans la Communauté, dont j'ai fait moi-même le résumé. Je ne trouve nulle part pour l'année 1970 une augmentation qui soit inférieure à 10 %. Je crois savoir de très bonne source que pour 1971 on prévoit dans un pays que M. Möller connaît très bien une augmentation de neuf et demi pour cent. Voilà pour 1971. Moi, je vous parle, et le personnel vous parle, de la période de juillet 1969 à juillet 1970 pour laquelle nous demandons 10 %. Alors, Monsieur Möller, j'espère avoir fait une dernière tentative, fructueuse celle-là, pour que vous compreniez que lorsque nous défendrons cette position avec notre personnel, j'espère trouver en vous un allié.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale, *président de la commission des finances et des budgets*. — Monsieur le Président, si j'ai demandé à intervenir à ce stade du débat, c'est que M. Coppé vient d'apporter un fait nouveau concernant ce budget. Ce fait nouveau, c'est l'indication que la Commission va proposer au Conseil une réduction importante concernant le FEOGA section « garantie ». D'après les estimations très sommaires qui ont pu être faites en commission des finances, nous pensons que les sommes qui sont proposées par la Commission pourront être de l'ordre d'une centaine de millions d'u.c. ; c'est donc quelque chose de très important. Et ici je voulais dire que l'on doit pouvoir considérer que le Parlement a joué un rôle important dans la proposition rectificative que va formuler la Commission, car c'est la commission de l'agriculture, d'une part, et la commission des finances, d'autre part, qui ont estimé que, compte tenu de l'évolution actuelle du marché dans certains secteurs importants et notamment le secteur laitier, il y avait là des propositions qui pouvaient certainement être réduites.

On peut donc considérer que nous avons notre part dans cette proposition. Or, et c'est là où je voulais attirer l'attention de M. le Président en exercice du Conseil, lorsque, dans la procédure qui va être demain d'application, le Parlement fait des propositions de dépenses nouvelles qui sont assorties par ailleurs d'économies, de réductions de dépenses correspondantes, ceci change profondément la portée des délibérations de l'Assemblée en ce sens que le Conseil des ministres ne peut refuser ces modifications qu'à la majorité qualifiée, tandis que si les propositions d'augmentation des dépenses de l'Assemblée ne sont pas compensées, il faut la majorité qualifiée pour suivre l'Assemblée.

# Spénale

Alors je sais bien : premièrement que toutes les ratifications ne sont pas intervenues, je sais bien aussi que M. le Président en exercice du Conseil, qui porte un chapeau sous lequel il y a six têtes et qui ne peut se prononcer que si les six têtes sont présentes, ne va pas pouvoir me dire : nous ferons ceci ou nous ferons cela. Je tiens seulement à attirer son attention sur le fait que l'on doit considérer que les propositions de modification qui sont présentées par le Parlement et qui figurent à la page VII, dans laquelle il est dit : ajouter aux dépenses telles et telles sommes, et il est dit ensuite ajouter aux recettes : contributions des Etats membres : 147 562 u.c., ceci devra dans la proposition finale être modifié de façon à faire apparaître, au lieu de contributions supplémentaires des Etats membres, une réduction de dépenses correspondante, et je demande que la procédure selon laquelle le Conseil statuera sur ces propositions soit appliquée en tenant compte de ce qui est le droit en train de devenir, à savoir qu'il ne s'écarte pas de nos propositions s'il n'y a pas une certaine majorité au Conseil. Je pense que ce faisant, je situe tout à fait l'état intermédiaire du droit dans lequel nous nous trouvons et d'avance je remercie le Président du Conseil de ce qu'il pourra faire et le Conseil du compte qu'il pourra tenir de nos propositions.

M. le Président. — La parole est à M. Möller.

M. Möller, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de traiter des problèmes budgétaires en général et de laisser ensuite M. le secrétaire d'Etat von Dohnanyi exposer le point de vue du Conseil sur le problème d'Euratom. En réponse aux déclarations de MM. Artzinger, Spénale et Borocco sur la procédure d'examen du projet de budget ainsi que sur la coopération existant entre le Conseil, le Parlement et la Commission dans le cadre de cette procédure, je ne puis que répéter ce que j'ai déclaré hier, à savoir que le Conseil est convaincu, profondément convaincu de l'importance de cette coopération. Vous avez pu constater que la présidence du Conseil s'est efforcée tout au long de cette année de développer les contacts en la matière avec le Parlement européen. Je suis sûr que l'entrée en vigueur du traité de Luxembourg permettra de renforcer cette coopération et que vos suggestions, c'est ainsi que je qualifierai les dernières déclarations de M. Spénale, joueront un grand rôle à cette fin.

Monsieur le Président, j'ai déjà pris position hier sur le problème de la mise en réserve de fonds pour faire face aux dépenses structurelles dans le cadre de la section orientation. J'ai exprimé, dans une remarque personnelle, mes objections au sujet de la politique budgétaire. Permettez-moi de faire encore une observation quant à cette réduction des dépenses du FEOGA d'une unité de compte que vous prévoyez.

Laissez-moi vous assurer personnellement que je comprends parfaitement vos raisons. Je dirai simplement que des dispositions garantissant un contrôle efficace dans l'avenir doivent être prises en application du règlement sur le financement définitif de l'agriculture, arrêté au printemps, ainsi qu'en vertu de la décision relative à l'utilisation des ressources propres. Je suis d'ailleurs persuadé que la réforme du système de financement de la Communauté permettra dans l'avenir d'établir des budgets satisfaisant si bien aux principes budgétaires de transparence et de vérité que les critiques seront de moins en moins justifiées.

Le Conseil a pris acte de ce que plusieurs demandes de la Commission visent à renforcer les effectifs de certaines directions générales qui ont déjà obtenu de nombreux postes au cours des années précédentes. Le Conseil estime que les effectifs actuels de ces directions générales devraient suffire pour faire face à leurs obligations. Cette remarque vaut particulièrement pour les besoins en personnel de la direction générale VI auxquels le Conseil a toujours accordé la priorité ces dernières années. La direction générale VI dispose à présent de 443 postes, dont 196 postes A, la direction « Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles » disposant de 44 postes, dont 33 postes A et 11 postes B. Il faudrait après ce débat examiner si elle ne peut être en mesure de combler les lacunes constatées, de procéder aux liquidations longtemps différées de la section garantie, aux versements de la section orientation, enfin de mettre un terme à cette insuffisance des missions de contrôle, que je trouve pour ma part tout à fait incompréhensible. Quoi qu'il en soit, j'estime que l'exécution des tâches ne peut pâtir du manque de personnel. Aussi ai-je pris connaissance avec grand intérêt de votre amendement n° 1. Je ne manquerai pas d'informer le Conseil des ministres des préoccupations que vous inspire la pénurie de personnel de la Commission. Permettez-moi une simple remarque. On n'est pas toujours d'accord avec soi-même. C'est dire que le fait d'être six ne simplifie pas le problème.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, quelques délégués ont demandé à juste titre si le Conseil était disposé à prendre les mesures propres à faire fonctionner le nouveau Fonds social dans les meilleurs délais. Il y a une semaine, le Conseil a pris une importante décision sur la réforme du Fonds social. Il attend à présent les propositions relatives à la mise en œuvre de cette décision que la Commission lui fera en vertu de l'article 127. D'après les informations dont je dispose, la Commission fera bientôt ces propositions. Elles devront alors être soumises au Parlement européen et au Comité économique et social. Je compte que le Conseil approuvera les mesures d'exécution aussi rapidement que possible après ces consultations. Si, comme je l'espère personnellement, ces dispositions sont prises suffisamment tôt pour permettre une intervention du Fonds dans le courant

Möller

de 1971, le Conseil devra tirer les conclusions qui s'imposent pour l'exercice budgétaire de 1971.

Monsieur le Président, je tiens à déclarer ici combien le Conseil est conscient de ce qu'il importe de maintenir de bonnes relations avec le personnel des Communautés, la garantie d'une atmosphère de coopération et de bonne entente étant, en effet, un élément essentiel du fonctionnement sans heurts des Communautés. C'est dans cet esprit que le Conseil a accepté la procédure de dialogue, qui a été élaborée en accord avec les représentants des organisations syndicales et professionnelles et des comités du personnel. Cette procédure comprend trois phases dans les discussions entre le Conseil lui-même et sa représentation permanente d'une part, entre le Conseil et les représentants du personnel d'autre part. Le dialogue porte sur les problèmes de la révision du statut ainsi que sur la question de l'examen annuel des rémunérations. La procédure a été immédiatement appliquée. Depuis le 13 novembre, nous avons déjà tenu cinq séances de travail avec les représentants du personnel. La prochaine séance de travail, qui sera consacrée à l'examen du niveau des rémunérations, aura lieu le 8 décembre 1970. A ce propos, j'aimerais recommander à M. Coppé de ne pas s'inspirer des négociations concernant la fonction publique en République fédérale d'Allemagne, ces négociations n'ayant pas seulement trait à une amélioration linéaire, mais la République fédérale, c'est-à-dire son gouvernement s'étant vu dans l'obligation d'appliquer lui-même les orientations qu'il avait arrêtées en octobre dernier pour l'année 1971, ceci en raison des facteurs sociaux, des mesures structurelles et autres qui ont joué un rôle décisif. J'ai pris connaissance de votre désir d'être associé plus que dans le passé aux décisions du Conseil des ministres relatives aux questions statutaires. Bien entendu je ne puis anticiper sur les débats ultérieurs du Conseil, mais j'espère que l'on trouvera des solutions qui répondent à vos propositions. A l'occasion des travaux préparatoires à la révision du statut des fonctionnaires, certaines délégations ont avancé l'idée qu'il y aurait lieu de modifier l'article 29 du statut de manière à obliger les institutions, du moins en ce qui concerne une partie des emplois vacants, à procéder à un recrutement à l'extérieur des Communautés. Cette modification réduirait sérieusement les possibilités d'avancement des fonctionnaires. Le Conseil n'a pas encore examiné lui-même ces questions qui sont encore à l'étude. Je me permets de faire remarquer que certaines délégations envisagent avec réticence une éventuelle modification de l'article 29. Le Conseil est conscient du devoir qu'il a de veiller à ce que les institutions puissent à tout moment pourvoir en toute liberté aux emplois vacants, en tenant compte des qualifications des candidats. Monsieur le Président, M. Gerlach a attiré spécialement votre attention et la mienne sur un cas qui s'est présenté à l'Office des publications. J'estime nécessaire de procéder à un examen approfondi de cette affaire. J'ai appris que le Comité de

direction s'en occupera dès mercredi prochain. Un représentant du Parlement européen participera aux travaux de ce comité. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de dire quelques mots sur les deux remarques d'ordre politique qui ont été faites à propos des consultations sur le budget, bien que je me sois déjà penché hier sur un point essentiel. Mais, M. Spénale a insisté une fois encore sur l'importance que revêt pour le Parlement européen l'invitation faite au Conseil de lier la proposition de budget à une conception politique, du fait que la discussion approfondie et responsable du budget se trouve en étroit rapport avec les options politiques de l'avenir. Je le comprends fort bien et j'ai, pour ma part, résolu le problème en exposant d'une part quelle est l'opinion du Conseil au sujet du budget présenté pour l'exercice 1971 et en précisant d'autre part quels sont d'après moi les grands problèmes politiques à résoudre prochainement dans le cadre de la Communauté, établissant ainsi une connexion directe entre ses deux aspects. Je puis imaginer que l'on développe cette procédure et que le président du Conseil soit habilité à l'occasion des rapports et des débats du Parlement européen à dire quelque chose qui engage le Conseil en ce qui concerne ses conceptions qui intéressent le proche avenir. Je pense en tout cas que l'on a fait cette année des débuts prometteurs dans le sens que vous souhaitez. En deuxième lieu, M. Artzinger a réclamé hier le droit pour le Parlement de contrôler le budget et il a mis l'accent sur le fait que l'autonomie financière du Conseil est maintenue. Sans doute a-t-il mis ainsi le doigt sur un certain conflit entre les objectifs à atteindre, mais nous avons tous l'espoir de voir ce conflit se résoudre par lui-même. Car dans la mesure où nous assisterons à une coordination des souverainetés nationales, une nouvelle structure financière s'imposera, autrement dit le Parlement européen aura, les prochaines années, à s'occuper d'une part croissante des recettes, parce que quantité de tâches nouvelles rendent cette évolution inévitable. Les gouvernements et les parlements des États membres reposent sur les principes de la démocratie parlementaire. Le progrès de la Communauté européenne ne saurait signifier un abandon d'une part importante du contrôle parlementaire sur les recettes et dépenses par le fait de la coordination ou du transfert de souverainetés nationales. En d'autres termes, dans la mesure où les États membres cèdent à la Communauté une part de leur souveraineté, ils créent nécessairement un vide, et du coup l'obligation de le combler, ce que seul le Parlement européen est en mesure de faire, de quoi résulte tout naturellement certaines conséquences politiques.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous remercie vivement d'avoir eu le privilège de participer à vos délibérations. Il arrive souvent que les ministres doivent beaucoup parler. Ce n'est pas la circonstance la plus heureuse. Chacun devant appren-

Möller

dre et continuer à apprendre, il serait bien plus utile que les ministres puissent écouter un peu plus. Pour ma part, je puis partir d'ici avec la certitude d'avoir appris quelque chose, et je vous en suis reconnaissant.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en politique, les objectifs à atteindre sont multiples et divers. Dans la Communauté européenne, nous ne devrions pas perdre de temps, mais le mettre à profit quotidiennement et d'une manière constructive afin d'édifier une Europe nouvelle et démocratique.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je remercie le président en exercice du Conseil de son intervention et en particulier de ses déclarations particulièrement marquantes sur l'évolution des rapports entre le Parlement européen et les autres institutions communautaires.

La parole est à M. von Dohnanyi, au nom du Conseil des Communautés européennes.

**M. von Dohnanyi.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est avec un certain regret que le Conseil a pris acte de votre décision de ne pas approuver le budget de recherches, d'autant plus que j'ai déjà eu l'honneur d'exposer devant la commission des finances et des budgets de ce Parlement les raisons qui sont à l'origine de la situation actuelle et des décisions prises dans ce domaine par le Conseil. Le Conseil déplore en particulier la décision du Parlement parce que la présidence partage entièrement les observations critiques émises dans la proposition de résolution sur l'état actuel de développement d'Euratom. Mais il convient de se demander si nous pouvons réellement, en agissant ainsi, accomplir un progrès décisif. En refusant d'approuver le budget, vous contraignez en effet le Conseil à confirmer sa décision, du fait qu'il ne sera plus en mesure d'élaborer à bref délai un programme pluriannuel et ne pourra plus guère appliquer le système des douzièmes provisoires. Le stade actuel de développement atteint par Euratom autorise quand même certains espoirs, en dépit de toutes les critiques qui ont été formulées hier dans cette enceinte. Et il m'est d'avis, Monsieur le Président, que nous tous, qui nous trouvons dans cette haute Assemblée, le Conseil, la Commission mais aussi le Parlement, devrions faire, dans une certaine mesure notre autocritique, car nous n'avons pas su, dans le passé doter une institution comme l'est celle d'Euratom des structures qui auraient permis la mise en œuvre d'une véritable politique européenne de la recherche.

Vous n'ignorez pas qu'aussitôt après la Conférence de La Haye, le Conseil lui-même a adopté une résolution qui, nous en sommes convaincus, permettra de mettre fin à la crise d'Euratom par le recrutement et par l'extension des tâches de l'institution à des acti-

vités non nucléaires eu égard aux dispositions juridiques à arrêter en la matière.

A l'époque, Mesdames et Messieurs, c'est-à-dire le 6 décembre 1969, le Conseil avait déjà souligné qu'il pourrait se révéler nécessaire de prolonger le programme de recherches de plus d'un an ; il a donc considéré dès le début que ce programme pourrait s'étendre sur l'exercice 1970, voire même sur l'exercice 1971. Les États membres et la Commission ont commencé, aussitôt après la résolution du 6 décembre 1969, à élaborer des propositions. A ce propos, je voudrais faire une remarque sur les déclarations faites hier par M. Fläming. Il a critiqué le Conseil et déclaré que les travaux du Conseil ne progressaient pas. Je crois au contraire que le Conseil a, par l'entremise de ses membres, fait preuve d'initiative, car en fin de compte, les propositions de restructuration qui sont à l'examen et qui résultent de la coopération du Conseil et de la Commission, n'existeraient pas si le Conseil n'en avait pas pris l'initiative. Je crois qu'en toute justice, il fallait également que ce soit dit.

Dans l'intervalle, la Commission a fait procéder à des études en vue de la restructuration d'Euratom. Les quatre sages, MM. Ailleret, Casimir, Maier-Leibnitz et Ruffolo, ont, sur sa demande, effectué une étude importante et ses propres services ont procédé à des études sur la réorganisation. Ces études viennent d'être achevées. Elles viennent à peine d'être présentées, Monsieur le Président, les membres du Conseil les ont reçues il y a quelques jours seulement, mais la présidence a déjà eu, le 2 décembre, un premier échange de vues à ce sujet avec M. Spinelli en vue de la préparation de la session du Conseil. Au nom de la délégation allemande, je peux dire à ce propos que nous sommes presque entièrement d'accord avec la Commission sur les propositions qui ont été faites ici.

Le Conseil se réunira donc à nouveau les 16 et 17 décembre et la présidence espère que toutes les délégations viendront à cette session avec la ferme détermination d'y conclure les compromis indispensables, qui ne peuvent le plus souvent être élaborés que dans le cadre de négociations. En attendant, la présidence a procédé à des conversations exploratoires bilatérales avec les différents gouvernements des États membres afin de pouvoir réellement parvenir, de cette manière, à une décision valable les 16 et 17 décembre prochain. Il faudrait qu'une décision soit prise sur la restructuration ou les principes de la restructuration ainsi que sur une partie d'un programme qui n'est assurément pas complet. Mais je voudrais dire en ce lieu que je ne désespère pas de voir les négociations des 16 et 17 décembre aboutir à une décision tant sur les principes du projet SORA que sur les problèmes de la biologie et de la fusion. En tout cas, la présidence abordera cette session avec des espoirs fondés.



von Dohnanyi

Par ailleurs, il devrait également être possible de prendre la décision de principe d'inclure les activités non nucléaires dans le cadre d'Euratom, eu égard aux dispositions juridiques qui devront être arrêtées en cette matière. Nous espérons aussi qu'il devrait être possible, au cours de cette même session, de prendre une décision concrète au sujet du bureau central de références.

Dans ce contexte, je peux faire la déclaration suivante : la Commission a déjà souligné précédemment qu'elle avait élaboré des propositions pour un nouveau statut du personnel. Je suis certain que le Conseil ne pourra pas examiner le problème du statut du personnel avant d'avoir pris une décision au sujet de la restructuration et aussi d'un programme correspondant à long terme. On ne saurait imposer aux collaborateurs des centres de recherches une décision relative au statut du personnel si l'on n'esquisse pas simultanément les contours à long terme de la politique de la recherche en Europe ; il existe une chance raisonnable d'y parvenir les 16 et 17 décembre.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il va de soi que le Conseil a observé avec toute l'attention requise les décisions prises par cette haute Assemblée. Mais le Conseil estime que la décision de ne pas approuver pour l'instant le budget n'est pas faite pour hâter les décisions indispensables qui devront être prises dans ce domaine. Le Conseil accordera évidemment un grand poids à la résolution du Parlement. Mais il accorderait également, permettez-moi de le faire observer, un poids tout aussi grand à une résolution qui approuverait la restructuration et la nécessité de mettre en œuvre une politique de la recherche à long terme car, de cette manière, le Parlement, la Commission et le Conseil seraient étroitement solidaires des différentes décisions concrètes à prendre.

Monsieur le Président, je me permettrai d'ajouter, à la fin de mon intervention, quelques mots sur l'avenir de la politique européenne dans le domaine de la recherche. La nécessité d'un centre commun de recherches, poursuivant des objectifs de recherche en toute indépendance pour certaines décisions, mais dans le cadre d'une politique européenne commune, la nécessité d'un tel centre, dis-je, n'est contestée par personne.

Il s'agit non seulement de donner à un tel centre de recherches la possibilité matérielle d'exister, mais aussi de lui confier des tâches considérées en Europe comme des tâches d'avenir de la politique de la recherche des différents pays membres. Pour atteindre cet objectif, il ne faut pas, Monsieur le Président, que les coûts de tous les programmes soient supportés par tous, mais il est indispensable que soit créée, dans le cadre de programmes de recherches souples, une institution qui, du fait de son existence, intègre toujours davantage la recherche en Europe, même en ce qui

concerne les programmes à la réalisation desquels tous les États membres ne contribuent pas.

J'espère, Monsieur le Président, que la décision que le Conseil prendra les 16 et 17 décembre ira dans le sens du contenu ou des orientations de la proposition de résolution adoptée par cette haute Assemblée.

M. le Président. — La parole est à M. Gerlach.

M. Gerlach, *rapporteur*. — (A) Monsieur le Président, Messieurs les Présidents, je remercie le Président du Conseil ainsi que M. Coppé d'avoir donné une nouvelle fois leur avis sur les propositions qui leur ont été soumises par la commission des finances et des budgets ainsi que sur les interventions de mes collègues que je remercie également de leurs appréciations flatteuses. Mais pour tout dire, je m'étonne quelque peu d'entendre M. Coppé nous déclarer aujourd'hui que la Commission a déjà transmis au Conseil certaines prévisions concernant les ressources propres. Jusqu'à présent, malgré nos demandes répétées en commission, l'exécutif n'a pas été en mesure de nous donner la moindre indication à ce sujet. Je suis donc surpris d'apprendre qu'il s'était tout de même livré à certains pronostics. Je ne puis m'imaginer que ceux-ci soient tellement secrets que l'on n'aurait pas pu au moins nous en donner un aperçu. Sincèrement, je le regrette.

Le Président de la commission des finances et des budgets, mon ami Spénale, a déjà pris position sur la déclaration de M. Coppé concernant la réduction de 16 à 11 % de l'augmentation des dépenses, notamment dans le domaine des subventions pour le secteur du lait. Je tiens néanmoins à souligner une fois encore que déjà en commission nous avons cru devoir attirer l'attention sur le montant exagéré de ces crédits. Vous voyez, Monsieur le Président du Conseil, que même sur ces points, le budget fait l'objet de tous nos soins.

Ensuite, en liaison avec la constitution des réserves, M. Coppé a fait une remarque au sujet du FEOGA. Nous devons, a-t-il dit, d'abord voir comment nous allons faire pour élaborer les règlements à l'exécution desquels ces crédits sont destinés. Cette remarque également nous donne à penser qu'apparemment on n'a pas encore la moindre idée de la façon dont ces réserves seront utilisées. Ici, M. le Président du Conseil, je dois vous remercier d'avoir fait, à propos de cette procédure budgétaire, une remarque qui rejoint ma façon de penser. Vous avez parlé de la clarté, de la transparence du budget. Il s'agit ici, manifestement, d'un point encore obscur, et nous n'avons donc pas manqué de le dénoncer.

A propos du Fonds social, nous constatons avec satisfaction que 55 millions seront affectés au Fonds rénové pour 1972. Une fois de plus, je dois exprimer ma reconnaissance à Monsieur le Président du Conseil qui a expressément souligné qu'il devait être possible,



**Gerlach**

dès avant le 1<sup>er</sup> janvier 1972, c'est-à-dire au cours des dernières phases de l'année 1971, de rendre le Fonds rénové opérationnel. C'est pourquoi j'invite instamment la Commission à assurer à ce Fonds un développement rapide et à élaborer dès que possible les mesures d'exécution nécessaires à cet effet.

Dans ce contexte, Messieurs les Présidents, je voudrais appeler aussi votre attention sur le fait que le Parlement, sur les documents que vous lui soumettez, est souvent contraint de prendre position dans des délais extrêmement courts.

Peut-être sera-t-il, pour une fois, possible d'avancer plus vite que d'habitude. Il est certain qu'en l'occurrence, et ici je demande l'assentiment de M. le Président du Parlement, nous mettrons tout en œuvre, lorsque nous serons saisis des mesures d'exécution, pour que le Fonds social rénové puisse entrer en activité dans les plus brefs délais. Dans ce cas, d'ailleurs, mon collègue, M. Müller, président de la commission des affaires sociales et de la santé publique, devrait s'occuper exclusivement de l'élaboration de l'avis de sa commission.

Vous nous avez fait aujourd'hui, Monsieur le Président du Conseil, une déclaration qui, comme vous l'avez dit, pourrait se révéler, pour l'avenir, d'un grand intérêt. Vous avez déclaré textuellement que le Conseil était convaincu de l'importance de la collaboration avec le Parlement. Je me plais à constater une nouvelle fois que, cette année en particulier, la collaboration avec le Conseil a été excellente. Nous vous en sommes reconnaissants, car nous nous sentons ainsi mieux fondés que jamais de nous prononcer sur les divers problèmes, en l'espèce, sur le problème du budget. J'espère que cet excellent esprit de coopération prévaudra également sous d'autres présidences, durant l'année 1971 notamment et les années qui suivront, et cela non seulement pour la raison que, par la modification des traités, nous sommes condamnés à cette collaboration dans le cadre de la procédure budgétaire. Une loi, un règlement, sont des choses positives : ils restent lettre morte si nous-mêmes nous ne leur communiquons pas un souffle de vie.

En ce qui concerne le FEOGA, j'ai déjà donné mon avis lorsque je suis intervenu sur les déclarations de M. Coppé. La Commission me permet-elle cette remarque : le règlement des comptes — le Président du Conseil l'a, lui aussi, déclaré — doit être accéléré. Les bénéficiaires — et j'insiste sur ce fait — doivent souvent recourir à des financements transitoires pour assurer la soudure jusqu'au versement de la dernière tranche. D'ailleurs, à ceux qui font appel au Fonds, il est absolument impossible de savoir si, à un moment quelconque, ils auront réellement accès aux crédits de la section orientation. C'est pourquoi je vous demande de voir si, du point de vue budgétaire, mais aussi du point de vue de l'étude technique des demandes, il ne serait pas possible de soumettre

celles-ci, à leur introduction, à un examen préalable qui dirait si elles ont une chance quelconque d'être considérées comme recevables. Bien des candidats retireraient aussitôt leurs demandes et dispenseraient ainsi les services compétents de travaux superflus, si on leur disait, après un premier examen, qu'il n'y avait aucun espoir de les voir retenues. Cela nous déchargerait aussi, dans nos parlements et nos circonscriptions électorales, de bien de demandes de renseignements. M. Coppé ne pourrait-il pas étudier la question ?

Monsieur le Président du Conseil, je dois également vous remercier de la compréhension dont vous avez fait preuve à l'égard des vœux exprimés par le personnel. Le 8 décembre, comme vous l'avez annoncé, de nouvelles conversations auront lieu entre vous et le personnel et la décision définitive doit, je crois, être prise le 14 décembre. Je vous serais très reconnaissant si déjà le 8 vous pouviez inviter vos représentants non seulement à recevoir le personnel et à lui exposer leur point de vue, mais encore à entamer déjà, au-delà du dialogue, des négociations véritables et fructueuses. Ainsi vous pourriez vous-même, Monsieur le Président, déjà préparer une base de discussion pour le Conseil des ministres du 14 décembre, si bien qu'à cette date une décision puisse intervenir du commun accord du Conseil, du personnel et des représentations syndicales qui permette de dissiper le malaise qui règne à l'heure actuelle dans les institutions.

Il ne faut pas oublier non plus — et je me permets, Monsieur le Président du Conseil, de vous demander d'accorder votre attention à ce problème — qu'il ne s'agit pas seulement en l'occurrence de questions de traitements ni d'une révision ou d'une refonte du statut des fonctionnaires, mais aussi, en partie, des conditions de travail du personnel. Souvent nos collaborateurs doivent travailler dans des locaux ne leur permettant pas de s'acquitter convenablement de leurs tâches.

Il me faut aussi — mais ici j'aurais aimé voir M. le Président du Parlement se substituer à moi dans l'accomplissement de cette tâche — remercier le Président du Conseil pour une déclaration qu'il a faite, bien entendu à titre personnel, concernant l'association du Parlement européen aux travaux de refonte du statut des fonctionnaires. Nous vous sommes très reconnaissants de cette déclaration et nous le serions encore plus si vous pouviez faire en sorte que votre opinion personnelle soit reprise par le Conseil dans son ensemble.

Une autre déclaration personnelle, pour laquelle nous vous sommes reconnaissants, a trait à ce que nous appelons le « roulement » dans la fonction publique européenne, roulement dont vous rejetez le principe. On assisterait en effet à un va-et-vient insupportable de fonctionnaires si, à un moment donné, le personnel devait se composer en grande partie d'effectifs natio-

**Gerlach**

naux qui, au bout d'un certain laps de temps, seraient de nouveau amenés à se retirer. Le sens de la fonction publique européenne et le comportement des fonctionnaires européens, que nous ne pouvons qu'apprécier d'une façon positive, s'en trouveraient définitivement compromis. Des facteurs nationaux s'introduiraient dans la fonction publique européenne qui ne seraient à même, dans aucun secteur ni dans aucune institution, de répondre aux exigences du développement de l'Europe. Nous ne pouvons qu'une nouvelle fois vous exprimer nos remerciements pour cette déclaration si précise que vous avez bien voulu faire.

Il en va de même en ce qui concerne votre remarque finale : vous nous dites que vous êtes en faveur d'un renforcement des pouvoirs du Parlement européen dans la mesure où des souverainetés nationales sont transférées à la Communauté, et que vous vous attachez à obtenir ce renforcement. C'est cela que nous avons toujours demandé, en toute modestie, mais aussi avec toute l'insistance qu'appellent les responsabilités qui nous incombent dans le développement d'une Europe qui doit un jour compter dix membres au lieu de six. Vos efforts en ce sens, nous savons les apprécier, et vous pouvez compter sur notre détermination de vous y aider dans la mesure de nos possibilités. Encore une fois, nos sincères remerciements.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vous invite, une fois de plus, à adopter la proposition de résolution avec les deux amendements présentés.

M. le Président. — La parole est à M. Leemans.

M. Leemans, *président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.* —

(A) Monsieur le Président, ce que je voudrais dire à M. von Dohnanyi, c'est ceci : Nous nous sommes prononcés sur le budget qui nous est soumis. C'est là notre tâche. Mais nous ne pouvons pas, Monsieur le Secrétaire d'État, dans notre avis, abonder dans le sens des paroles que vous nous avez adressées. Vous avez dit que vous n'aviez pas perdu espoir. C'est parfait. Nous non plus, nous n'avons pas abandonné tout espoir ; mais nous ne pouvons pas fonder notre avis sur des espérances, et cela d'autant moins que les expériences que nous avons faites avec le Conseil n'ont pas été toujours très encourageantes et que nous n'avons pas toujours pu nous déclarer satisfaits de l'attitude adoptée par lui. Je suis au regret de devoir déduire des paroles si franches de M. le ministre Möller, que dans votre secteur d'activité, Monsieur le Secrétaire d'État, c'est-à-dire dans le secteur de l'Euratom, vous menez avec le Conseil, du moins c'est ainsi que nous voyons les choses, un dialogue de sourds. En l'occurrence, le Conseil n'a jamais voulu nous écouter et, en dépit des doléances du Parlement, il s'est toujours réfugié, si je puis dire, dans cet Olympe cher à Goethe où, semble-t-il, « le calme règne sur tous les sommets ». Mais notre dis-

cussion a montré que, loin de baigner dans la sérénité, les cimes sont secouées par des tempêtes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pintus.

M. Pintus. — (I) Monsieur le Président, ma tâche est grandement facilitée par le déroulement des débats et par les déclarations faites par le président de la commission de l'énergie. Il ne me sera donc pas nécessaire de fournir une réponse en bonne et due forme. Je pourrai me limiter à une brève déclaration, et cela parce qu'il n'y a pas eu, dans cette enceinte, de critiques à l'égard de la position adoptée par la commission des finances et des budgets mais, au contraire, une adhésion que j'oserais qualifier d'unanime du fait qu'elle est partagée par certains groupes politiques qui, normalement, n'épousent pas les points de vue de la majorité de l'assemblée. Aussi me suffira-t-il de dire à M. Dohnanyi que nous remercions le Conseil d'avoir adopté un ton nouveau dans ses déclarations. Cela est probablement dû également aux nouvelles propositions présentées par la Commission des Communautés. En tout cas, c'est un début que nous espérons prometteur d'autres développements.

Mais en ce moment, vous-même et le Conseil, vous permettez au Parlement de constater que nous nous trouvons devant un budget absolument négatif, un budget qui ne répond pas, comme nous l'avons déjà dit lors de l'entrevue que vous avez eu l'amabilité de nous accorder à Bonn le mois passé, et comme nous l'avons confirmé aujourd'hui, aux décisions arrêtées par les chefs d'État et de gouvernement à La Haye, un budget qui ne répond pas non plus aux décisions prises immédiatement après par le Conseil lui-même.

Dans ces conditions, le Parlement, je crois, ne peut que confirmer une fois de plus sa position et demander encore une fois énergiquement, comme il l'a toujours fait, que l'on donne une force politique aux nouvelles propositions de la Commission des Communautés. Qu'on leur donne une finalité politique qui se reflète dans un nouveau projet de budget qui satisfasse le Parlement et que certainement celui-ci approuvera et acceptera s'il est conforme aux principes qu'il a toujours défendus, que les chefs d'État et de gouvernement ont confirmés et que le Conseil lui-même a adoptés l'année passée.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des conclusions de la commission des finances et des budgets contenues dans le rapport de M. Gerlach.

**Président**

Nous passerons ensuite à l'examen de la proposition de résolution contenue dans ce même rapport.

J'appelle les propositions de modification contenues dans le rapport de M. Gerlach.

Sur la proposition de modification n° 1 tendant à rétablir à l'organigramme de la Commission des Communautés les demandes de postes introduites par la Commission et notamment celles pour la direction « Fonds européen d'orientation et de garantie agricole », je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Gerlach et dont voici le texte :

Au paragraphe 4 de cette proposition de modification remplacer la ligne :

« Ajouter aux recettes... 160 677 u.c. » et sa répartition (articles 10, 20 et 21)

par la ligne :

« Retrancher aux dépenses du total de la section garantie du FEOGA... 160 677 u.c. ».

La parole est à M. Gerlach pour défendre son amendement.

**M. Gerlach.** — (A) Excusez-moi, Monsieur le Président. A la suite des déclarations de M. Coppé, une modification ou, plus précisément, une rectification de l'amendement n° 1 s'impose. Si vous vous reportez à la page VII paragraphe 4 de la proposition de modification n° 1, vous y lisez notamment ceci : Ajouter aux dépenses 160 677 u.c. Vient ensuite la répartition de cette somme. Plus bas, il faut lire : « Ajouter aux recettes 160 677 u.c. ». La phrase « réparties comme suit » doit être supprimée, de même que l'article 10, l'article 20, l'article 21 et le texte correspondant. En revanche, il faut ajouter la phrase suivante : « Déduire du montant total des dépenses de la section garantie du FEOGA 160 677 u.c. ». La raison de cette modification, Monsieur le Président, c'est qu'elle nous permet d'appliquer d'ores et déjà la procédure budgétaire dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1971. Je vous demanderai de vouloir bien approuver cette rectification, compte tenu de son importance.

**M. le Président.** — Étant donné que nous discutons du budget pour l'exercice 1971, il me semble juste de prendre déjà en considération les règles du traité de Luxembourg du 22 avril 1970 en ce qui concerne la procédure budgétaire.

Étant donné que nous pouvons considérer comme acquises les ratifications par les parlements nationaux, ces règles entreront en vigueur au début de l'exercice 1971. L'amendement en question tend à transformer la proposition de modification n° 1 par voie de compensation. En effet, l'augmentation demandée est compensée par une réduction sur un autre chapitre. Pour rejeter cette proposition, le Conseil des ministres devrait décider à la majorité qualifiée.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2 tel qu'il vient d'être formulé par M. Gerlach.

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 1 modifiée par l'amendement qui vient d'être adopté.

La proposition de modification n° 1 ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.

Sur la proposition de modification n° 2 qui tend à réduire d'une unité de compte les recettes et les dépenses de la section orientation et de la section garantie du FEOGA, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je la mets aux voix.

La proposition de modification n° 2 est adoptée.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 6, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 7, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Gerlach, au nom de la commission des finances et des budgets et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 7. prend acte de la lettre rectificative au budget, adoptée par le Conseil, ayant pour effet de prévoir les conséquences budgétaires résultant de l'application du règlement arrêté par le Conseil le 20 octobre 1970 sur l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche ; ».

La parole est à M. Gerlach pour défendre cet amendement.

**M. Gerlach.** — (A) Monsieur le Président, à ce propos, je puis seulement dire qu'ainsi formulé le texte de la résolution tient compte des tout derniers développements. C'est alors que nous avons rédigé la proposition de résolution que la nouvelle mise en œuvre de l'organisation des marchés dans le secteur de la pêche nous a été communiquée et ainsi nous sommes à jour également sur ce point.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté. Il devient le paragraphe 7.

Sur les paragraphes 8 à 22, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

**Président**

Les paragraphes 8 à 22 sont adoptés.

La parole est à M. Gerlach qui a demandé à intervenir.

**M. Gerlach.** — (A) Monsieur le Président, vu l'importance de la question, je vous prierai de bien vouloir constater que l'amendement n° 1 a été adopté à l'unanimité. Cette constatation est de la plus haute importance.

**M. le Président.** — Certainement, Monsieur Gerlach.

Je constate donc que l'amendement n° 1 a été adopté à l'unanimité.

Avant de mettre aux voix l'ensemble de la proposition de résolution, je donne la parole à M. Dehousse pour une explication de vote.

**M. Dehousse.** — Monsieur le Président, je voudrais donner une courte explication de mon vote. Je vais évidemment voter en faveur du projet de résolution, qui ne suscite dans mon esprit aucune hésitation. Mais à plusieurs reprises, j'ai entendu déclarer au cours de ce débat qu'il fallait considérer comme une certitude le fait que le traité du 22 avril 1970 sur les ressources propres et sur les pouvoirs budgétaires du Parlement entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Je le souhaite et, dans toute la mesure de mes moyens, j'y contribuerai. Mais je ferai remarquer qu'il serait indispensable que chacun de nous accomplisse rapidement un effort dans ceux des parlements nationaux qui sont en retard. Et j'en connais plusieurs, à commencer par le mien. Si la Chambre belge a voté le traité, le Sénat ne l'a pas encore fait. Il y a également une Chambre en Italie qui ne s'est pas prononcée et une autre aux Pays-Bas, ce qui fait que pour l'instant trois pays au moins sur six ne sont pas encore en ordre de marche. Aussi mon explication de vote n'a-t-elle qu'un but, c'est d'adresser un appel énergique à tous mes collègues, y compris les Belges, afin qu'un effort soit fait pour que la date du 1<sup>er</sup> janvier soit respectée partout et que le traité entre en vigueur selon nos prévisions.

**M. le Président.** — Je crois que nous pouvons remercier M. Dehousse de l'appel qu'il vient de nous lancer. Nous pouvons l'assurer que nous ferons tout notre possible pour que le traité entre en vigueur.

En ce qui concerne l'Italie, je puis communiquer à l'Assemblée que le traité a été ratifié par le Sénat et que la Chambre des députés l'examinera le 14 décembre prochain ; il sera donc probablement définitivement ratifié d'ici la fin de l'année.

La parole est à M. Dewulf pour une explication de vote.

**M. Dewulf.** — (N) Monsieur le Président, bien que j'aie l'intention de voter en faveur de la résolution,

je voudrais faire une réserve sur un point de détail important relatif à l'exécution du budget du Parlement européen. Lorsque nous nous réunissons en séance plénière ici à Luxembourg, nous ne disposons pas immédiatement, comme à Strasbourg, d'un compte rendu in extenso des débats.

Nous venons d'avoir des débats très importants. Or, nous n'aurons pas le compte rendu in extenso avant quelques semaines. Cette situation me semble intenable. J'ose même affirmer que si l'on n'y remédie pas très rapidement, le principe de l'organisation de sessions plénières à Luxembourg s'en trouvera menacé.

**M. le Président.** — Monsieur Dewulf, nous nous efforcerons de tenir compte de votre observation et d'y donner suite dans la limite de nos moyens.

La parole est à M. Baas, pour une explication de vote.

**M. Baas.** — (N) Monsieur le Président, à la suite des observations formulées par M. Dehousse, je puis vous annoncer que le traité figure à l'ordre du jour de la séance que la Première Chambre des Pays-Bas tiendra le 22 décembre, et je suppose en fait, qu'à l'issue de ses débats, la Première Chambre décidera de l'adopter.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli, pour une explication de vote.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, je me limiterai à une très brève explication de vote.

Je suis parfaitement d'accord pour ce qui est de voter en faveur du texte proposé, mais je voudrais émettre une remarque au sujet des points 17 et 18 — en particulier du point 18 de la proposition de résolution que nous allons mettre aux voix dans son ensemble. Il s'agit en l'occurrence du principe qui me paraît être acquis pour la Communauté mais qui, jusqu'à présent, n'a jamais été appliqué, selon lequel la fixation des rémunérations du personnel doit faire l'objet d'une consultation et d'une participation des représentants du personnel lui-même. Je sais que nous sommes absolument sincères et dénués de toute velléité de démagogie lorsque nous soulignons les exigences sociales de l'Europe, et c'est pourquoi je m'étonne que nous ayons dû parvenir à une date relativement avancée dans le développement de la Communauté pour obtenir que ce principe soit fixé et reconnu.

En soulignant l'importance de ce fait, je voudrais dire que, non seulement avec les dispositions du Fonds social européen, mais également avec le système appliqué par la Communauté à l'égard de son personnel, nous donnons libre cours à l'esprit qui doit animer la construction communautaire, esprit d'ouverture et de modernité sociale. Je voudrais souligner

**Cifarelli**

qu'aux heures les plus sombres, lorsque la volonté politique était très incertaine ou du moins ne répondait pas aux exigences du moment, c'est l'existence du personnel communautaire qui a permis à la construction européenne de continuer à progresser.

C'est cet état d'esprit que j'ai voulu souligner devant l'Assemblée, et c'est là le motif particulier de mon vote favorable.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

Conformément à l'article 23 du règlement, je transmettrai au Conseil et à la Commission l'ensemble du projet de budget pour l'exercice 1971 tel qu'il a été modifié par les différents votes du Parlement.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Pintus.

Sur le préambule et le paragraphe 1, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 2, je suis saisi d'un amendement n° 1/rév., présenté par MM. Pintus et Spénale et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 2. Prend acte de ce que la Commission a transmis au Conseil des propositions concernant la restructuration du Centre commun de recherches et une action communautaire d'ensemble en matière de recherches et de développement scientifique et technologique ; souhaite être consulté au plus tôt sur ces propositions ; invite la Commission et le Conseil à faire face à leur responsabilité et à présenter à brève échéance de nouvelles propositions de programme pluriannuel dans lequel doivent s'insérer des propositions de budget qui soient le résultat de décisions de fond sur la recherche communautaire et sur la restructuration du CCR. »

Monsieur Pintus, désirez-vous défendre votre amendement ?...

**M. Pintus.** — (I) Monsieur le Président, j'ai déjà commenté cet amendement au cours d'une précédente intervention. Il reflète une attitude politique bien connue du Parlement.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1/rév.

L'amendement n° 1/rév. est adopté. Il devient le paragraphe 2.

Sur les paragraphes 3 et 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 3 et 4 sont adoptés.

La parole est à M. Westerterp qui a demandé à intervenir.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, je voterai en faveur de la proposition de résolution de M. Pintus, qui signifie en fait que nous rejetons le projet de budget d'Euratom. Je voudrais toutefois faire une réserve en ce sens que la Commission, après l'entrée en vigueur du traité du 22 avril, devra présenter formellement un nouveau budget pour 1971, et que le Parlement aura alors le droit de procéder à des virements dans les limites du montant total des dépenses.

Avec la nouvelle procédure d'examen du budget de 1971, on pourrait alors remédier à certaines difficultés auxquelles se heurte Euratom, grâce à des opérations de virement s'effectuant dans les limites du montant total des dépenses prévues. Dans ce cas, conformément au texte du nouveau traité, le Conseil ne pourra rejeter la modification proposée par le Parlement qu'à la majorité qualifiée des voix.

J'ai voulu évoquer cette possibilité dès maintenant, afin qu'elle nous reste ouverte à l'avenir.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par l'amendement qui a été adopté.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adopté (\*).

La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole après les votes qui viennent d'intervenir. Je voulais simplement souligner, en tant que président de la commission des finances, tout le sérieux qui a été apporté à ces débats et, malgré une session échevelée, où il y avait un ordre du jour extrêmement chargé, le quorum très important qui est resté ici à Luxembourg jusqu'à la fin de ces débats et l'unanimité qui est intervenue dans nos votes ; je souhaite que le Conseil des ministres puisse tenir compte de tout cela, car ceci doit

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

**Spénale**

ajouter du poids aux décisions que nous venons de prendre.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Chers collègues, me référant à ce que vient de dire M. Spénale, et profitant également de la présence parmi nous du président du Conseil des ministres, je voudrais faire une très brève déclaration avant de passer à l'examen des autres questions à l'ordre du jour.

Aujourd'hui se termine la dernière période de session de l'année 1970. Tout comme l'année dernière, j'aurais voulu faire le bilan de l'activité du Parlement européen, et surtout le bilan moral qui, pour l'année 1970, se solde indiscutablement de façon largement positive. Mais comme l'année n'est pas encore achevée, je me réserve de faire ce bilan au cours de notre prochaine session, au mois de janvier. Toutefois, la discussion du budget des Communautés, en raison des modalités nouvelles suivant lesquelles elle a été menée, en raison des manifestations auxquelles elle a donné lieu, en raison des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, me permet d'anticiper sur le bilan moral du Parlement européen pour l'année 1970. Le Parlement européen, par son poids politique, par les pouvoirs effectifs qui lui sont reconnus, par le respect et la considération avec lesquels sont examinées ses décisions et ses requêtes, a cessé d'être une simple Assemblée consultative. De jour en jour, le rôle qu'il joue se rapproche de celui des parlements nationaux. Tout cela, je le dis non pas pour exprimer notre sentiment de satisfaction, mais pour que les peuples européens puissent dans cette constatation un nouveau motif de confiance dans l'avenir des Communautés européennes.

Pour nous, parlementaires, les résultats atteints constituent un nouvel encouragement à poursuivre l'action que nous menons depuis des années avec cohérence et ténacité.

(Applaudissements)

### 3. *Décision relative au concours financier à moyen terme*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Lange, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme (doc. 213/70).

La parole est à M. Lange qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Lange, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, chers collègues, vous avez été saisis aujourd'hui, selon la procédure d'urgence, du document 213. Au

fond, ce document aurait dû être étudié hier, mais la commission économique s'est heurtée à certaines difficultés. Elle s'est réunie avant-hier soir, hier après-midi et hier soir, et, malgré les difficultés extrêmes que soulève la page 2 du document, elle a pu aboutir à un accord unanime sur l'instauration d'un mécanisme de concours financier à moyen terme. Le Conseil a consulté le Parlement le 23 novembre 1970. Cependant, pour le Parlement et pour sa commission économique, il ne s'agissait là que d'une consultation officieuse. Le 2 décembre, le Parlement a chargé officiellement sa commission économique d'étudier la proposition de décision. Cela dit pour montrer qu'une fois de plus le Parlement tout comme sa commission économique ont fait preuve de bonne volonté pour permettre au Conseil d'adopter, lors de sa session des 13 et 14 décembre, les textes concernant non seulement l'union économique et monétaire et la politique économique à moyen terme mais également le concours financier à moyen terme, et de les mettre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1971. Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention de mes collègues sur le fait qu'à la page 2, à l'avant-dernier alinéa, il faut insérer « à l'unanimité » avant les termes « la proposition de résolution ». J'insiste sur cette précision complémentaire. Sans doute n'a-t-elle pas été insérée dans le texte pour des raisons techniques, parce qu'on ne pouvait pas prévoir quelle serait la décision de la commission économique étant donné l'atmosphère d'irritation assez vive qui régnait mercredi mais qui s'est dissipée après que M. Barre eut élucidé, au cours des conversations de jeudi, quelques questions décisives ainsi que leur arrière-plan politique.

Monsieur le Président, chers collègues, venons-en au fait ! Ce concours financier à moyen terme, ou mieux le mécanisme d'un concours financier à moyen terme, constitue le complément de l'assistance à court terme qui a pu être octroyée depuis le début de cette année. Ce concours financier à moyen terme ne concerne pas, contrairement au concours à court terme, les banques centrales des différents pays membres ; il est l'affaire des États membres eux-mêmes, sans toutefois être déterminé directement par ces États. Il constitue plutôt, attendu que la proposition de décision se réfère aux articles 108 et 103 du traité de Rome, un instrument communautaire. En d'autres termes, l'union économique et monétaire et la politique économique à moyen terme sont complétées par l'introduction d'un instrument communautaire, c'est-à-dire d'un instrument qui n'est plus entre les mains des différents pays membres.

Votre commission, Monsieur le Président, insiste pour que ce concours financier à moyen terme ne devienne pas un élément de désintégration de la Communauté. Elle insiste pour que le Conseil lui aussi s'efforce de lier indissolublement les instruments qui sont mis au point dans ce domaine aux instruments qui conditionneront l'union économique et monétaire et la politique économique à moyen terme. Dans cet ordre d'idées, le mécanisme d'un concours financier à



**Lange**

moyen terme doit donc être également un élément d'intégration de la Communauté européenne. Un autre point qui a paru important à votre commission, c'est que ce mécanisme d'un concours financier à moyen terme ne doit pas faire éclater le Fonds monétaire international. Étant donné toutefois qu'il subsiste un point de litige que les Six n'ont pas résolu, votre commission recommande de respecter les orientations définies quant aux engagements de politique économique à souscrire par les pays membres bénéficiaires, et dont la décision fait état, et quant aux principes généraux de gestion et aux conditions de crédit régissant les activités du Fonds monétaire international, et aux conditions en vigueur sur les marchés des capitaux. Cela signifie, par conséquent, que ce mécanisme ne doit pas mener automatiquement à la reconduction pure et simple de la politique de crédit du Fonds monétaire international qui est appliquée depuis 25 ans. Mais d'un autre côté, ce mécanisme ne doit pas non plus inciter les pays à s'informer d'abord des crédits qu'ils peuvent obtenir à l'extérieur, au lieu de faire appel au concours financier de la Communauté. Au fond, ce que nous voulons ici, c'est la quadrature du cercle. Si toutefois, compte tenu également de la politique économique à moyen terme, tel ou tel pays membre à la recherche de crédits se voit imposer une conduite correspondante en matière de politique économique, il me semble que cette politique économique à moyen terme constitue d'ores et déjà une attache telle qu'il n'est pratiquement plus possible de s'y soustraire. Nous espérons en tout cas qu'il en sera ainsi.

Il est encore un autre point sur lequel votre commission a concentré plus particulièrement son attention : elle s'est demandé en effet si les plafonds — leur répartition n'a fait l'objet d'aucune critique — étaient fixés à un niveau suffisamment élevé. On nous a déclaré que la fixation de ces plafonds était en fait le résultat d'un compromis auquel était parvenu le Comité monétaire, c'est-à-dire les Six, compromis que la Commission ne pouvait plus remettre en cause. Ainsi s'explique donc cette proposition de l'exécutif. En principe, la commission économique estime que nous devrions tenter l'expérience sous cette forme.

Monsieur le Président, permettez-moi de demander que la proposition de résolution, que je n'expliquerai pas plus en détail, ne serait-ce qu'en raison de l'heure avancée, soit adoptée dans sa forme actuelle. Je voudrais simplement ajouter que nous avons jugé nécessaire, comme en d'autres occasions déjà, d'informer les candidats à l'adhésion de cette décision. D'autre part, la Commission devrait présenter, au moins une fois par an, un rapport sur le concours financier, et le Parlement européen devrait charger sa commission de maintenir le contact avec la Commission au sujet des problèmes inhérents à l'organisation et à la mise en œuvre du concours financier à moyen terme, et, le cas échéant, de lui faire rapport sur ce point. Cette formule signifie d'autre part que la commission des finances et des budgets, saisie pour avis, reste égale-

ment associée à cette procédure, de sorte qu'il n'est pas besoin de précision particulière dans la proposition de résolution.

Permettez-moi une dernière remarque, Monsieur le Président. Comme je l'ai déjà fait hier, je vous prie d'interpréter le dernier point de la résolution en ce sens que, l'exposé oral du rapporteur constituant le rapport de la commission, il soit transmis également au Conseil.

Monsieur le Président, je vous remercie, de même que l'Assemblée et mes collègues, de la patience avec laquelle vous m'avez écouté et j'espère que, pour ce qui est de l'union économique et monétaire, ainsi que de la politique économique à moyen terme et du concours financier à moyen terme, le Parlement aura donné au Conseil les instruments nécessaires et les possibilités qui lui permettront de veiller à la poursuite de l'intégration de notre Communauté.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Van Amelsvoort.

**M. Van Amelsvoort, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets.** — (N) Monsieur le Président, je serai très bref, puisque les travaux de la commission des finances et des budgets ont déjà été longuement commentés par M. Lange.

Au sein de cette commission des finances et des budgets, on a rappelé qu'à l'origine la proposition relative à la mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme faisait partie d'un ensemble composé de quatre parties : la consultation obligatoire sur les mesures nationales de politique économique, un programme quantifié de politique économique à moyen terme dans les pays de la Communauté, un système d'assistance financière à court terme et un mécanisme de concours financier à moyen terme. C'est cette quatrième partie que nous étudions en ce moment.

Entre-temps, le premier de ces quatre points se situe dans une perspective tout à fait nouvelle : nous considérons aujourd'hui la consultation obligatoire sur les mesures nationales de politique économique dans la perspective d'une union économique et monétaire, qui fait également l'objet de propositions.

La commission des finances et des budgets attache une grande importance à ce que le nouveau système de concours financier prévu soit adapté à cette nouvelle perspective à moyen terme. Nous en avons amplement discuté et nous avons formulé à ce propos diverses critiques. Certains membres de la commission ont voulu rejeter la proposition ; mais la majorité s'est contentée d'exprimer les réserves formulées par la commission, que je tenterai de vous exposer en quelques mots.



**Van Amelsvoort**

La commission des finances et des budgets pense qu'il ne faut pas surestimer la portée financière du système de concours à moyen terme proposé. En effet, il existe d'autres moyens. Par ailleurs, un groupe de six pays est trop faible pour pouvoir travailler avec efficacité. Des déséquilibres apparaîtront sans cesse entre ces pays, mais il y aura parfois des déséquilibres plus graves encore entre ces six pays et le reste du monde. Et dans ce cas le concours mutuel n'est d'aucun secours.

Une institution telle que le Fonds monétaire international ne connaît pas cette faiblesse, car les balances des paiements de tous les pays du monde pris ensemble sont par définition en équilibre.

Pour la commission des finances et des budgets, l'intérêt du mécanisme proposé ne se situe donc pas tant sur le plan financier que sur le plan politique. Elle voit surtout dans ce mécanisme l'expression de la solidarité entre les États membres, et c'est dans cette optique qu'elle veut le considérer. Il est important que cette solidarité mène à une union économique et monétaire. C'est là son objectif principal et final, dont la poursuite entraîne une interdépendance croissante des États membres en ce qui concerne leur balance des paiements, et il se peut, au cours de la transition vers une union, qu'un bouleversement plus rapide intervienne dans les balances des paiements, aussi bien en ce qui concerne les échanges commerciaux que la circulation des capitaux.

Il existe naturellement un contrepoids à cette tendance au déséquilibre, et c'est la coordination des politiques économiques. Pour l'instant toutefois nous doutons que ce contrepoids soit suffisamment puissant. La commission des finances et des budgets a considéré ce point comme une faiblesse dans la conception du mécanisme. Le concours financier peut en effet affaiblir l'encouragement à la coordination, puisqu'il atténuera les conséquences d'un manque de coordination. En effet, des crédits sont octroyés lorsqu'il y a déficit de la balance des paiements.

Il semble que le Conseil se soit rendu compte de cette difficulté, puisque, dans les considérants de la proposition et dans la décision elle-même, il stipule qu'un État membre qui fait appel à des crédits peut se voir imposer des engagements en matière de politique économique.

La commission des finances et des budgets a estimé cependant devoir formuler cette disposition plus clairement dans la proposition de résolution. C'est pourquoi vous trouvez, au paragraphe 1, l'affirmation catégorique, insérée par la commission des finances et des budgets, selon laquelle le Parlement ne peut approuver la décision qu'à condition que le Conseil établisse un lien indissoluble et concret entre le mécanisme envisagé et les autres instruments de politique économique en vue de la réalisation de la politique économique à moyen terme et de l'union économique et monétaire.

A cette condition, la commission des finances et des budgets est prête à donner son accord. Elle adopte bien volontiers une attitude positive à l'égard du mécanisme prévu et espère qu'il pourra contribuer à l'unification économique de nos États membres.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Boersma, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Boersma.** — (N) Monsieur le Président, si je reprends brièvement la parole, ce n'est pas pour revenir aux aspects techniques de la question, un certain nombre d'entre eux, parmi les plus importants, ayant déjà été abordés par M. Lange et M. Van Amelsvoort.

Je ferai tout d'abord quelques brèves remarques au nom du groupe démocrate-chrétien. Le mécanisme d'aide à moyen terme est déclenché par un accord entre États membres ; il se distingue par là du mécanisme d'aide à court terme qui fonctionne sur la base d'un accord entre banques d'émission.

Cela signifie — et c'est là l'aspect politique du problème — que si les parlements nationaux seront appelés à approuver le déclenchement du mécanisme, ils ne seront pas pour autant autorisés par la suite à le contrôler. Que chacun donc, dans son parlement, examine soigneusement la question pour voir s'il reste des possibilités de contrôle a posteriori et cela notamment à la lumière des tâches que le Parlement européen doit assumer à ce point de vue.

Naturellement, les compétences ne sont pas comparables en ce moment, mais vous venez, Monsieur le Président, d'ouvrir des perspectives assez encourageantes en ce qui concerne le transfert de pouvoirs parlementaires nationaux au Parlement européen.

Une deuxième remarque a trait au montant sur lequel porte le mécanisme : deux milliards d'unités de compte. Si, pour le simple individu, ce montant dépasse facilement toute imagination, il n'en est plus de même lorsqu'on considère que cinq pays se le partagent.

Il est un autre problème qui n'a pas encore été résolu et sur lequel je voudrais attirer l'attention : la mobilisation des fonds. En effet, il est possible que les balances des paiements des cinq États membres en cause présentent globalement un déficit, contrairement à celles des pays membres du Fonds monétaire international qui, entre elles, sont nécessairement en équilibre. Aussi sommes-nous heureux de constater que tant les propositions de la Commission européenne que la proposition de résolution sont fort précises à ce sujet. Nous attachons beaucoup de prix à la réalisation d'une étroite collaboration avec le Fonds monétaire international et nous nous réjouissons d'apprendre par la bouche de M. Barre que cette forme d'assistance reçoit également l'approbation de ce Fonds.

**Boersma**

Une troisième remarque concerne le manque de progrès concrets en matière d'harmonisation et d'intégration de la politique économique à moyen terme. En effet, les mécanismes d'aide du type proposé ne permettent pas de prévenir des perturbations et des déséquilibres importants. Ils ne permettent pas de contrecarrer les conséquences néfastes de crises et de spéculations monétaires. Ils ne permettent pas d'en supprimer les causes mais seulement d'en atténuer les effets. Il nous faut, en menant une politique commune, faire en sorte que ces effets ne se produisent pas et c'est pourquoi l'intégration de la politique économique est beaucoup plus importante. C'est pourquoi aussi il y a un rapport très réel entre les trois points inscrits à l'ordre du jour de cette semaine, à savoir le développement de l'union économique et monétaire, le programme de politique économique à moyen terme et le problème du mécanisme d'aide.

Je voudrais encore poser brièvement quelques questions à M. Barre. Il en est une que j'aurais naturellement pu poser plus tôt, mais j'aimerais la voir figurer dans le compte rendu de nos débats : Qu'est-ce qu'un débiteur et qu'est-ce qu'un créancier, dans l'esprit et dans les propositions de la Commission européenne ?

Le pays débiteur serait celui dont le compte courant de la balance des paiements accuserait un déficit. Mais les déficits sur un compte courant de la balance des paiements n'exigent pas nécessairement tous l'octroi d'une aide. C'est pourquoi je voudrais bien savoir quel est le critère retenu par la Commission européenne à cet égard.

Ma deuxième question concerne les délais. Dans notre groupe aussi des réserves ont été formulées à l'égard du système de deux fois cinq ans. Au total, ces deux périodes de cinq ans représentent la durée fixée pour le développement et la mise en œuvre de l'union économique et monétaire. Cela étant, on peut se demander : pourquoi pas une période de trois ans ? Une période de trois ans coïnciderait en effet avec la première phase, telle qu'elle est prévue dans le plan Werner.

Ce qui se profile ici à l'arrière-plan, c'est naturellement la crainte que ce mécanisme n'ait pour effet, d'une manière ou d'une autre, de compromettre le développement de l'union économique et monétaire ou, tout au moins, que l'incitation à créer cette union monétaire ne soit affaiblie.

Nous savons que nos collègues français du groupe socialiste ont présenté à cet égard un amendement très éloquent lors du débat sur le rapport Bousch ; ils considèrent l'introduction de ce mécanisme d'aide à moyen terme comme une condition indispensable du développement ultérieur de l'union économique et monétaire. A notre avis, ce sont deux éléments qui ne peuvent être liés, et c'est pourquoi nous les rejetons.

Monsieur le Président, j'aimerais donc, pour qu'elle puisse figurer au compte rendu, obtenir de M. Barre une réponse à ma question de savoir pourquoi une période de cinq ans a été retenue. J'ajouterai immédiatement qu'en dépit des réserves qu'il fait sur un certain nombre de points, notre groupe marquera son accord sur la proposition. Nous acceptons ce mécanisme, à condition qu'il ne devienne pas un élément de perturbation dans le développement tel qu'il est décrit dans le plan Werner.

En résumé et en conclusion : notre groupe se montre quelque peu réticent. Mais il est disposé à donner son accord en dépit d'un certain nombre de risques que présente le lien établi entre ce mécanisme d'aide et l'union économique et monétaire qu'il préconise. Il est d'autant plus prêt à donner cet accord qu'un mécanisme comme celui qui est en cause est, à son avis, une nouvelle preuve de l'interdépendance croissante des États membres et du renforcement de la solidarité qu'elle implique.

Monsieur le Président, nous sommes, enfin, curieux de connaître le pays qui le premier aura recours à ce mécanisme, cela tant en espérant qu'il ne sera pas nécessaire d'en arriver là.

*(Applaudissements)*

M. le Président. — La parole est à M. Wolfram, au nom du groupe socialiste.

M. Wolfram. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi tout d'abord, au nom du groupe socialiste, d'exprimer mes remerciements à la commission économique et aux commissions compétentes pour avis et surtout à M. Lange, président de la commission économique, ainsi qu'à Monsieur le Président Barre, pour leur célérité à conclure les délibérations dans les délais, en dépit du peu de temps dont nous disposons, ce qui a permis à cette haute Assemblée d'émettre aujourd'hui un avis à l'intention du Conseil. Je voudrais également souligner combien il est regrettable que nous ayons dû délibérer sous la pression du temps. Le Conseil aurait certes été bien inspiré de prendre plus tôt sa décision de consulter le Parlement. Il aurait ainsi souligné l'importance qu'il attache à l'amélioration de la coopération avec notre Assemblée. Quoi qu'il en soit, les délibérations ont eu lieu et nous avons donné notre avis. Bien entendu nous y associons le vœu que le Conseil tienne compte, lorsqu'il statuera, des recommandations du Parlement.

Le mécanisme de concours financier à moyen terme fait partie du paquet de mesures portant sur la coordination et le concours ainsi que sur la politique économique à moyen terme. Il représente une partie essentielle de la politique communautaire et il est compréhensible que des intérêts divergents soient apparus lors des discussions et des efforts en vue d'aboutir à un compromis équilibré. Il est possible

**Wolfram**

que les uns aient eu tendance à représenter le point de vue d'un pays créancier et les autres peut-être d'un pays débiteur. Mais la solution raisonnable, défendable, acceptable de ce problème ne peut consister dans la fixation de positions extrêmes. Il ne s'agit pas, par un tel système d'obtenir facilement un concours financier à bon marché et sans en limiter le montant. Il serait tout aussi erroné de fixer des conditions qui enrayeraient dès le départ le mécanisme. La présente proposition semble être un compromis équilibré par lequel ont été résolus de façon satisfaisante aussi bien les problèmes matériels que juridiques.

Dans la mesure où des problèmes demeurent en suspens, nous attendons du Conseil qu'il prenne, le 14 décembre 1970, les décisions qui s'imposent. A propos du montant du taux d'intérêt, je voudrais faire remarquer que les taux d'intérêts du marché des capitaux et du Fonds monétaire international représentent une fourchette d'orientation à l'intérieur de laquelle pourrait sans doute se situer le taux d'intérêt du concours financier à moyen terme.

Le principal critère doit être que le système de concours doit pouvoir fonctionner et que tout en respectant la priorité du concours communautaire, des combinaisons avec des systèmes de concours internationaux déjà existants doivent être possibles. En statuant sur la demande de concours financier le Conseil doit avoir la possibilité de renvoyer le pays demandeur également au Fonds monétaire international. Ce mécanisme doit, et cela vaut pour la fixation du taux d'intérêt, pouvoir s'appliquer avec souplesse selon chaque cas individuel.

J'ai déjà souligné précisément que la Communauté était une Communauté dans laquelle il importe d'accepter les risques encourus éventuellement du fait des partenaires. Ce principe s'applique également au mécanisme du système de concours financier à moyen terme. Dans le cas concret d'une aide, tous les autres pays doivent donc être disposés à prêter leur concours. Les conditions relatives à la suppression de l'obligation de concours doivent être très strictes. Il est impossible qu'un pays demandeur décide seul et exclusivement qu'il éprouve des difficultés en matière de balance des paiements et/ou que la situation s'est rétablie et qu'il participe à nouveau au système de concours. Dans de tels cas, le Conseil doit demander au pays en cause qu'il participe à nouveau à ce mécanisme dans un délai que le Conseil devra fixer lui-même. Le Conseil aura à statuer, le 14 décembre 1970, sur le point de savoir si, dans ce cas, une décision juridique précise est nécessaire ou si une manifestation de volonté politique suffit. Il importe aussi de garantir qu'un pays créancier qui traverse lui-même des difficultés de balance des paiements puisse faire appel au concours. En pratique certaines difficultés pourraient sans doute surgir, mais on doit y trouver une solution.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi d'ajouter un mot sur les conditions d'octroi des crédits. Nous trouvons juste qu'en vertu de l'article 3, paragraphe 1, le Conseil détermine les obligations en matière de politique économique que doit remplir l'État membre bénéficiaire. Il n'est pas autrement précisé de quels engagements de politique économique il s'agit; sans doute s'agira-t-il d'avis sur la politique budgétaire de l'État demandeur et de mesures analogues. J'espère, sans vouloir me prononcer plus en détail sur ce problème, que la référence à l'article 103, paragraphe 2 du traité de Rome et la volonté exprimée par les États membres suffiront juridiquement au moment de l'adoption de la décision pour que le pays demandeur respecte les obligations économiques.

Quoi qu'il en soit, le groupe socialiste appuie le vœu de la commission économique de concrétiser les directives relatives aux engagements en matière de politique économique et de consulter le Parlement à ce sujet. Je voudrais insister encore, Monsieur le Président, sur l'importance qu'il faut attacher à une étroite et confiante coopération entre l'institution communautaire à créer et le Fonds monétaire international. Nous avons été heureux d'apprendre de la bouche de M. le Président Barre qu'au stade même de l'élaboration il y avait eu des contacts étroits avec la direction du Fonds monétaire international. Nous avons également eu la satisfaction d'entendre le Président Barre dire que le Fonds monétaire international approuve en principe cette décision.

La question du volume financier a également joué un rôle dans les débats multiples et animés qui ont eu lieu. Les uns trouvaient le montant trop bas alors que d'autres estimaient que le volume était trop élevé et surtout outrepassait la capacité financière des pays. Nous estimons pour notre part, ainsi que l'a exprimé M. Lange, président de la commission économique, que sur ce point également on pourrait trouver un compromis acceptable qui permettrait d'accorder un soutien sensible et efficace en cas de besoin.

Nous espérons, bien entendu, qu'il ne soit pas nécessaire de faire appel au concours financier à moyen terme et, d'ailleurs, la poursuite de l'intégration économique et monétaire, la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire contribueront sans aucun doute à réduire toujours plus les déséquilibres apparaissant dans les balances des paiements des États membres.

A l'article 6 de la décision il est stipulé que les États membres prendront les mesures prévues en temps utile pour qu'elles soient d'application dans leur droit interne au plus tard à une date qui reste à fixer. Les mesures juridiques à prendre par les divers États membres sont variables. M. Boersma a déjà présenté certaines observations à ce sujet. Quant à nous, Monsieur le Président, nous n'avons qu'un vœu à formuler et nous vous demandons de le transmettre

**Wolfram**

au Conseil : que chaque membre, dès que sera prise la décision qui, nous le souhaitons, interviendra le 14 décembre prochain, engage les procédures juridiques qui s'imposent dans son pays.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le mécanisme de concours financier à moyen terme est une nouvelle pierre de l'édifice du système communautaire de coordination et d'assistance. C'est aussi un nouveau et important facteur d'intégration qui témoigne une fois de plus de la volonté politique des pays de notre Communauté à coopérer. A côté de la consultation à court terme, de l'assistance monétaire à court terme qui existent déjà, et de la concertation de la politique économique à moyen terme, le système de concours financier à moyen terme est une nouvelle mesure décisive.

Le groupe socialiste part de l'idée que la mesure à arrêter, loin de bloquer, favorisera au contraire l'intégration économique et monétaire. Nous sommes convaincus de la nécessité de progrès parallèles entre l'harmonisation de la politique économique et la coopération en matière de politique monétaire.

En dépit du peu de temps dont il disposait, le groupe socialiste a participé à la discussion de la proposition de décision. Ses conceptions ont servi à l'élaboration de la résolution qui a été adoptée à l'unanimité par la commission économique.

Le groupe socialiste approuvera cette résolution. A son vote il rattache le vœu que le Conseil des ministres tienne compte, lors de sa session du 14 décembre prochain, des points de vue de cette assemblée et statuera une fois qu'auront été éclaircies les questions en suspens.

**M. le Président.** — La parole est à M. Barre.

**M. Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, je voudrais remercier la commission économique et le Parlement européen d'avoir répondu aussi rapidement et aussi complètement à la demande du Conseil de formuler un avis. Certes, les conditions dans lesquelles cet avis a été demandé ont conduit les commissions et le Parlement à délibérer dans des conditions de rapidité que, personnellement, je regrette. Mais je voudrais rappeler au Parlement qu'en 1969, il a déjà tenu un long débat sur les propositions que la Commission avait faites. J'ai entendu aujourd'hui un certain nombre d'observations qui avaient été présentées déjà en 1969. Il y a des choses qui se répètent toujours. Les explications que l'on peut donner ne semblent pas toujours avoir l'audience suffisante.

Il y a trois observations principales qui ont été faites et auxquelles je voudrais maintenant répondre brièvement. Premièrement, la liaison entre la création de ce mécanisme et l'union économique et monétaire. J'ai entendu dire qu'il fallait savoir si cela allait au

détriment des orientations ou des décisions que l'on prendrait plus tard, si cela s'inscrivait dans la perspective de l'union économique et monétaire. Je demanderai à ceux qui ont posé ces questions de relire le communiqué de La Haye et de relire le rapport Werner, auquel ils attachent l'importance que ce rapport mérite. Je lis ici le rapport Werner : « Le communiqué de La Haye prévoit que le plan par étapes pour l'union économique et monétaire soit élaboré sur la base du mémorandum présenté par la Commission le 12 février 1969. » On ne peut pas mieux dire dans le communiqué de La Haye qu'il n'y a pas d'opposition entre le mémorandum de la Commission et la perspective de l'union économique et monétaire. Le rapport Werner ajoute : « Aussi le groupe a-t-il considéré que les actions préconisées par ce mémorandum constituent le point de départ du processus d'ensemble » — je ne crois pas qu'on puisse être plus clair — « et qu'il importe par conséquent que le Conseil statue, avant la fin de 1970, sur les seuls éléments encore en suspens de ce mémorandum, c'est-à-dire, d'une part, le troisième programme à moyen terme comportant des orientations chiffrées et des actions structurelles et, d'autre part, le concours financier à moyen terme ». Voilà ce qui est écrit dans le rapport Werner. Il est écrit un peu plus loin — et je renvoie à ce rapport, qu'il conviendrait, je crois, de lire plus attentivement — il est dit un peu plus loin, lorsqu'il s'agit de la transition vers le point d'arrivée, au chapitre VI du rapport : « Pour autant que les techniques d'intervention sur les marchés des changes prévues pour la première étape et décrites aux pages 23, 24 auront fonctionné normalement et sans heurts, et qu'une convergence suffisante des politiques économiques aura été réalisée, le Fonds européen de coopération monétaire pourra éventuellement être instauré déjà au cours de la première étape. En tout cas, il devra être mis en place au cours de la seconde étape. Ce Fonds devra alors absorber les mécanismes de soutien monétaires à court terme et de concours financier à moyen terme. » La liaison est directement marquée entre les mécanismes existants et ceux que l'on pourrait créer, soit dans la première étape, soit au cours de la seconde étape, période qui n'a jamais été clairement définie. Pourquoi cinq ans, pourquoi pas trois ans ? Le Conseil a décidé cinq ans et, dans la mesure où ce mécanisme s'inscrit dans le processus d'ensemble — pour reprendre les termes mêmes du rapport Werner — que ce soit trois ans ou que ce soit cinq ans, cela ne pose pas, de l'avis de la Commission, un problème majeur. Voilà ma première observation.

Deuxièmement, la liaison avec la coordination des politiques économiques. Il y a à peu près dix-huit mois que j'explique régulièrement que toutes les propositions que nous avons faites se fondent, d'une part, pour ce qui concerne le court terme, sur des mécanismes de consultation préalable et de coordination des politiques économiques et, d'autre part, pour ce qui concerne le moyen terme, sur des orientations

**Barre**

chiffrées dont vous avez discuté hier. Par conséquent, je ne vois pas comment ce mécanisme pourrait jouer indépendamment de la coordination des politiques économiques. Et je rappelle à ceux qui m'ont posé des questions sur ce sujet qu'il y a des mécanismes d'aide internationale qui jouent en dehors de toute coordination des politiques économiques. Or précisément, ce qui fait la caractéristique des mesures qui ont été proposées par la Commission, c'est que les mécanismes en question jouent dans le cadre d'une coordination des politiques économiques. Il y a dix-huit mois que je dis et que je répète cela. Je le répète une fois de plus. Je le répéterai le temps qu'il faudra, jusqu'à ce que cela ait été compris.

Troisième observation, la liaison avec les mécanismes internationaux. La Commission a toujours souligné que les mécanismes à créer devaient être établis en liaison avec les mécanismes de coopération internationale, sur le court terme ou sur le moyen terme. Pour ce qui est du mécanisme à moyen terme, la Commission avait indiqué qu'il était nécessaire d'établir une relation avec le Fonds monétaire international. J'ai indiqué hier à la commission économique que le Fonds monétaire international n'avait jamais manifesté d'opposition à la mesure à envisager. Ce qui fait que nous espérons que des relations étroites pourront s'établir entre les mécanismes communautaires et les mécanismes internationaux. En conclusion, je dirai que, depuis hier, le Parlement a examiné, dans des conditions de rapidité et avec une tenue de débats auxquelles je tiens à rendre hommage, des éléments fondamentaux pour le développement de l'union économique et monétaire au sein de la Communauté : d'une part, le programme à moyen terme, d'autre part, la proposition de résolution et les propositions de décision de la Commission en vue de la mise en œuvre concrète et pratique, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1971, de mesures tendant à la réalisation de l'union économique et monétaire, enfin, le soutien financier à moyen terme qui viendra compléter le soutien financier à court terme. Il importe, en effet, que la Communauté ne soit pas dépourvue des mécanismes qui sont nécessaires pour assurer cette coopération monétaire, qui doit aller de pair avec la coordination des politiques économiques.

Sur les trois grandes idées qui ont été exprimées dans le projet de résolution de la commission économique, la liaison avec l'union économique et monétaire, la liaison avec la politique économique, la liaison avec la coopération économique internationale, sur ces trois points, je peux dire, au nom de la Commission, qu'il n'y a absolument aucune divergence de vues entre la commission économique, les points de vue qui ont été exprimés ici et ce que nous avons proposé. Monsieur le Président, pour terminer, je remercie une fois de plus la commission économique qui, au cours de ces trois derniers jours, sous la présidence de M. Lange, a contribué d'une façon remarquable à ce que l'Assemblée puisse prendre position

et fournir au Conseil son avis et ses opinions circonstanciées sur ces éléments fondamentaux pour le développement de l'union économique et monétaire.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange.

**M. Lange, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je regrette de devoir intervenir une fois de plus, mais je voudrais faire remarquer que tout participant au présent débat a bien entendu le droit de répéter ce qu'on affirme depuis longtemps déjà. Ensuite, je voudrais dire à M. Barre qu'il ne me semble pas utile de manifester une certaine passion en la matière. On doit en effet considérer qu'il y a des appréciations différentes de situations différentes et on ne peut guère se féliciter, Monsieur Barre, de vous entendre dire — et vous le ferez encore à l'avenir — qu'il y a 18 mois que vous défendez le même point de vue au nom de la Commission. Cela ne garantit en rien que cette conception de la Commission est suffisamment honorée dans les actions communautaires. L'organe législatif de la Communauté est, en vertu du traité de Rome, le Conseil. Il n'est pas évident que cette volonté démontrée par l'exécutif se manifeste dans toutes les institutions et en particulier au Conseil. Permettez-moi une autre remarque. Réunie sous le nom de « Conseil » cette institution se compose en fait de quatre ou cinq Conseils différents dont chacun, selon la matière et les intérêts en cause, peut varier totalement dans sa composition. Vous comprendrez donc, Monsieur Barre, que des questions qui ont déjà été discutées en commission économique et en grande partie élucidées, soient rediscutées en assemblée plénière ; cela permet notamment aussi de les concrétiser dans les actes du Parlement. Je serais heureux qu'aux questions nullement malignes on ne réponde pas comme on vient de le faire. Je regrette de devoir faire cette remarque, Monsieur Barre. J'estime que nous devrions absolument éviter que par des réactions injustifiées l'atmosphère jusqu'alors toujours sereine entre le Parlement et la Commission ainsi qu'entre les commissions et la Commission et notamment entre la commission économique et vous-même ne soit perturbée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Boersma.

**M. Boersma.** — (N) Monsieur le Président, après l'exposé de M. Lange, je ferai simplement observer que je me rallie pleinement aux déclarations qu'il vient de faire en sa qualité, je présume, de président de la commission économique.

J'ajouterai toutefois encore ceci. En matière de compétences parlementaires, nous avons peut-être quelque retard par rapport aux parlements nationaux. Mais nous ne restons pas confinés dans une spécialisation : nous tenons compte des implications politiques. Et c'est pourquoi nous avons attaché du

**Boersma**

prix à soulever ici de nouveau un certain nombre de problèmes.

**M. le Président.** — La parole est à M. Barre.

**M. Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes** — Monsieur le Président, je remercie M. Lange de ses remarques. Je fais simplement observer que je faisais allusion à tout ce que j'ai déclaré au nom de la commission, depuis 1969 sur les divers points qui sont ainsi indiqués et qui figurent d'ailleurs dans les divers documents de la Commission qui ont été transmis à la commission économique et au Parlement européen. Si le Parlement européen veut manifester sa position à l'égard d'autres que la Commission, je le comprends fort bien. Et sur ce point, je voulais simplement faire observer qu'en ce qui concernait la Commission, les explications que j'avais fournies depuis très longtemps allaient dans le sens de ce qui avait été dit à la fois par la commission économique et par M. Boersma. Et il ne s'agit pas de parler de comités d'experts ou de points de vue politiques. J'ai rappelé simplement que, sur un certain nombre de points fondamentaux, la position de la Commission avait été toujours très claire, quelles que puissent être par ailleurs les positions qu'avaient prises d'autres institutions plus directement intéressées à la mise en œuvre de ces mécanismes. Et j'ajouterais, à l'intention de M. Lange, que je crois avoir montré à la commission économique déjà depuis assez longtemps l'intérêt que j'attache aux bonnes relations pour considérer que je peux, dans certains cas, m'exprimer avec franchise, notamment au sein de l'Assemblée plénière du Parlement européen.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Monsieur Barre, ne faites pas mentir l'adage latin : « repetita iuvant ».

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

#### 4. Règlement relatif au concours du FEOGA

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion, selon la procédure d'urgence, du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement portant prorogation, pour l'année 1970, du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1

du règlement n° 17/64/CEE relatif au concours du FEOGA (doc. 210/70).

La parole est à M. Vredeling, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Vredeling, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, il me faut d'abord, au sujet du rapport que je dois présenter au nom de la commission de l'agriculture, ouvrir une parenthèse. Je commence à avoir honte de devoir de nouveau attirer l'attention de l'Assemblée plénière sur une question que nous avons eu déjà maintes fois l'occasion d'exposer dans le passé : le report des dates prévues pour la présentation des programmes de la section orientation du FEOGA et pour leur appréciation par la Commission.

Monsieur le Président, au cours d'une précédente session, nous avons examiné une proposition de l'Exécutif tendant à permettre aux intéressés de nos États membres désireux de profiter de la possibilité offerte par la section « Orientation », de proroger, de six mois au maximum, leurs demandes de concours au titre de l'exercice 1970. Nous avons alors fait un commentaire critique, dans lequel nous déclarions que c'était la dernière fois que nous acceptions ce perpétuel report de délais fixés dans les règlements et qui n'ont jamais été respectés. Cette fois-là encore donc, Monsieur le Président, nous avons accepté. Voici à présent que nous nous trouvons de nouveau devant une proposition de règlement reportant des délais, encore qu'il s'agisse, cette fois, de l'exercice précédent, de 1970. La Commission européenne souhaite pouvoir disposer, pour apprécier les programmes — présentés, eux aussi, avec retard — et statuer à leur sujet, d'un long délai supplémentaire. Normalement les programmes de l'exercice budgétaire 1970 auraient dû être présentés pour le 31 octobre. Ce délai a déjà été reporté au 31 mars 1970, soit un ajournement de six mois. Maintenant, de plus, la Commission européenne demande à disposer d'un délai supplémentaire avant de prendre une décision sur ces programmes, eux-mêmes déjà présentés avec retard. A mon avis, il est permis d'émettre des critiques à ce sujet.

Nous avons examiné cette question. Je me rappelle très bien que le représentant des services de la Commission a insisté, l'autre fois, sur le fait que c'était la dernière fois que nous aurions à donner notre accord, à savoir pour l'exercice 1970. Nous avons même dit alors, en séance plénière, que nous accordions à la Commission le bénéfice du doute. Elle déclara alors qu'elle entrevoyait la possibilité de respecter les délais à l'avenir. Monsieur le Président, la présente proposition nous fait de nouveau douter, et sérieusement, de cette promesse de la Commission, car l'ajournement des décisions de la Commission sur les projets de 1970 porte sur une période notablement plus longue qu'il n'était initialement prévu. La période de décision devrait, selon le

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.



**Vredeling**

règlement de base, être de 14 mois, mais d'après les nouvelles dispositions, elle serait de 19 mois en tout. Nous avons été saisis si tardivement de cette affaire que, dans notre hâte, nous avons commis certaines erreurs quant aux délais. Je vous prierai donc de me permettre ultérieurement d'apporter à mon rapport les corrections nécessaires.

Que devons-nous, dès lors, faire ? Nous avons, sur ce point, l'appui de la commission des finances et des budgets, qui n'accepte pas non plus sans réserve la proposition de l'Exécutif. Elle estime que nous ne devrions pas fixer au 31 décembre, mais au 30 juin 1971 le délai extrême proposé, auquel cas la période de décision serait 15 mois, soit un mois de plus que ce qui était prévu dans le règlement de base n° 17/64.

La commission de l'agriculture a, une fois de plus, fait preuve de cette longanimité qui m'a déjà souvent étonné. Je l'ai pourtant soutenue, car je ne désire pas, dans une affaire comme celle-ci, troubler le bon esprit de coopération qui existe entre la Commission et notre Parlement et auquel on vient de faire allusion. Dans le rapport que nous devons présenter, nous avons, en manière de compromis, proposé d'indiquer le 31 octobre 1971 comme date à laquelle la Commission devrait s'être prononcée sur les programmes présentés. Cela donne à la Commission, si l'on compte à partir du dernier délai de présentation des programmes, un total de 17 mois pour examiner les projets et préparer les décisions les concernant. Dix-sept mois sont, à notre avis, un laps de temps très raisonnable ; c'est pourquoi nous devons, par un amendement, ramener au 31 octobre 1971 la date, proposée par la Commission, du 31 décembre 1971.

A cette occasion, je voudrais faire une remarque sur l'avis de la commission des finances et des budgets, saisie pour avis. Au cours des débats, l'on a déjà montré que la Commission exerce délibérément une action de retardement, qu'elle rejette délibérément les programmes afin de créer ainsi une sorte de réserve secrète destinée à des objectifs déterminés dont nous ne pouvons avoir totalement connaissance. Ainsi mise en cause, la Commission européenne s'est toujours défendue de nourrir de telles intentions. J'ajouterai qu'à la commission de l'agriculture, nous croyons la Commission européenne sur parole. Nous n'aimons pas lancer, dans toutes sortes de rapports, des accusations — disons, sans les prouver. Dans l'avis présenté par M. Aigner, toutefois, l'accusation est exprimée : le document déclare que la pratique mentionnée n'a pas uniquement un caractère technique, mais que l'on souhaite, en fait, freiner quelque peu le financement des projets individuels afin, par une sorte d'abus de pouvoir, de mener une politique que nous ne saurions accepter.

Monsieur le Président, nous croyons la Commission lorsqu'elle fait état de difficultés techniques et d'une pénurie de personnel. Mais s'il apparaissait que la

commission des finances et des budgets a raison et qu'en dépit de sa déclaration officielle, l'Exécutif mène une sorte de politique secrète en vue de réserver certains fonds à des objectifs sur lesquels personne ne s'est encore prononcé, la chose prendrait une toute autre tournure, car nous nous trouverions dans une situation très voisine de celle que les Anglais appellent le mépris du Parlement. Ce serait une très vilaine affaire. Mais nous partons du principe que la Commission dit la vérité et nous estimons qu'il faut tenir compte de ces difficultés techniques. Nous lui accordons donc un délai plus long, sans toutefois aller jusqu'au 31 décembre, mais seulement jusqu'au 31 octobre 1971. Cela donne quand même à la Commission un supplément de plusieurs mois, qui devrait lui suffire pour examiner et approuver les programmes ; de cette manière les intéressés, qui ont déjà dû attendre fort longtemps l'accord du Fonds, seront servis un peu plus rapidement.

La section orientation du FEOGA s'occupe de projets qui, dans certaines régions de notre Communauté, sont le seul exemple vivant d'activités de la Communauté économique européenne. C'est pourquoi il faut songer aussi à l'aspect psychologique. Il ne convient pas, en effet, qu'après avoir soumis des projets, les gens doivent en attendre tellement longtemps l'appréciation qu'à l'expiration de ce délai, n'osant plus espérer encore une réponse de Bruxelles, ils ont presque oublié qu'ils avaient présenté des projets.

Monsieur le Président, en dépit de ces remarques critiques, j'invite le Parlement à adopter notre rapport et notre résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, mon intervention sera très brève parce que, comme l'a dit le rapporteur, il s'agit d'un problème que le Parlement a déjà examiné à de nombreuses reprises. Je suis d'accord sur cette prorogation, même si celle-ci est concédée à contrecoeur, les arguments invoqués dans le rapport de la commission de l'agriculture et dans l'avis de la commission des finances et des budgets, qui lui est annexé, étant fondés.

Je dois dire que j'ai pris la parole pour deux motifs : le premier est que nous devons, à mon avis, et la Commission des Communautés avec nous, nous rendre compte de l'énorme importance de l'opinion publique. Celle-ci est en ce cas très sensible, parce que, s'il est vrai que les interventions de la politique agricole commune entraînent de nombreux inconvénients — nous nous en sommes aperçus en discutant des poires, des pommes, des pêches, du lait, du lait en poudre etc. : il s'agit ici des inconvénients de la section garantie — il est également vrai que, pour la section orientation, l'opinion publique se demande ce que nous parvenons à réaliser effectivement là où entrent en jeu les côtés positifs de la politique agri-



Cifarelli

cole commune. Face aux incohérences, aux anomalies, aux gaspillages, à la permanence de situations qui rendent notre économie européenne égoïste et antisociale, nous persistons à dire : regardez, en remontant du marché vers la production, nous recherchons un renouvellement de l'agriculture européenne dans la stabilité, un renouvellement sans heurts à l'avantage de la population européenne, voilà l'importance réelle de la section orientation et, partant, des projets d'amélioration, des projets visant à créer une nouvelle économie agricole. Mais quand nous constatons que, pour différents motifs, c'est-à-dire par manque de personnel ou à cause d'analyses trop poussées, qui ne peuvent être faites au sein de la Communauté, parce qu'il faut connaître les situations locales concrètement, ou à cause d'autres obstacles qui peuvent surgir dans les rapports entre les autorités communautaires, ces projets restent trop longtemps dans les cartons des autorités nationales ou communautaires et déçoivent les espoirs que l'on a fondés sur eux, vous comprenez bien que cela n'est pas sans avoir des répercussions négatives sur l'opinion publique.

J'estime qu'il convenait de souligner dans ce Parlement, non seulement les différentes raisons techniques, juridiques et économiques de la question, mais aussi les réactions de l'opinion publique européenne, de cette opinion publique que nous devons contribuer à informer et à former parce que c'est à elle qu'est confié le destin de l'œuvre communautaire.

Tel est le premier motif pour lequel j'ai pris la parole. Le deuxième, Monsieur le Président, est que le Sénat de la République italienne a ces jours-ci discuté de la ratification du traité de Luxembourg concernant l'attribution de ressources propres à la Communauté. A cette occasion, il s'est penché aussi sur la situation à laquelle M. Vredeling vient de faire allusion. Il a émis des réserves parce qu'il a connaissance de beaucoup de fonds disponibles qui ne sont pas utilisés dans le cadre et selon les objectifs de la section orientation. Je tiens donc à vous informer que le Sénat italien a été unanime — et c'est un fait symptomatique qui peut fournir d'importantes indications sur l'orientation future de l'un des gouvernements représentés au Conseil des ministres — à dire que cette mise en réserve de fonds est inadmissible et que ces fonds doivent être affectés immédiatement à des projets communautaires et, en tout cas, à des projets des États de la Communauté. Ces projets, qui portent sur des travaux d'irrigation, des réformes commerciales, ou des reboisements et des aménagements, font partie des efforts visant à renouveler l'économie agricole et ont une valeur indiscutable. On se retrouve donc en présence de l'exigence formulée par la commission de l'agriculture — M. Richarts peut en témoigner lui aussi —, qui a été défendue non seulement par le rapporteur mais aussi bien par nous-mêmes, et qui a été différemment reconnue ou méconnue par la Commission des Communautés. Je comprends la réticence de cette dernière à dépenser ces fonds. Je

comprends et approuve le fait que celle-ci veuille que les projets soient appréciés en fonction des intérêts de toute la Communauté, et donc que l'on ne veuille pas gaspiller dans de nombreuses actions dispersées les chances qui s'offrent à la Communauté de rénover la politique agricole et, partant, l'économie agricole des différents États qui la composent.

Je ne comprends pourtant pas, cela ne me semble pas défendable, en effet, que l'on fasse cette mise en réserve qui, en définitive, reviendrait à réduire à néant des règles en vigueur et des dispositions qui doivent être appliquées dans le cadre du fonctionnement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

Je n'aurais pas fait un long exposé pour formuler cette observation si je n'avais pas dû rappeler que l'une des Chambres de l'un des parlements nationaux s'est prononcée à l'unanimité en ce sens et qu'elle a invité les représentants de l'Italie au Conseil des ministres à faire valoir cette exigence d'une utilisation rationnelle des fonds, exigence qui devient pressante, grave, et impossible à ajourner.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, je n'avais pas l'intention de demander la parole, mais après l'exposé de M. Cifarelli je me vois dans l'obligation de le faire. Je voudrais tout d'abord constater que bien des discours sont prononcés dans ce Parlement, qui auraient mieux leur place dans des parlements nationaux, parce qu'en bien des cas ils s'adressent plutôt au parlement national qu'à la Commission. Cela vaut avant tout pour le secteur des structures.

Je me permettrai de vous dire ici ce qui suit : sur les crédits approuvés par la Commission pour les États membres, 85 % sont imputés à un État membre, 65 % à un autre, et à un autre, enfin, 2 % ? et c'est justement de cet État membre que proviennent constamment des plaintes à la Commission. Je voulais vous dire ces choses afin que vous puissiez les examiner. J'espère qu'au moment de la discussion des directives, nous aboutirons à des déclarations claires et nettes et j'ajoute que les directives dans les États membres offrent précisément à ceux-ci la possibilité de participer au financement de leur politique agricole commune, ce qui leur permet de réclamer autant de crédits communautaires qu'ils aimeraient en obtenir.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes, pour faire connaître au Parlement la position de la Commission exécutive sur les propositions de modification adoptées par la commission parlementaire.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président,

**Coppé**

M. Vredeling vient de faire état d'une action de retardement qui serait menée délibérément lors de l'examen...

M. Vredeling. — (N) J'ai cité la commission des finances et des budgets.

M. Coppé. — ... Ce n'est donc pas l'opinion de M. Vredeling, mais celle de la commission des finances et des budgets. Je dois réfuter cette affirmation ; M. Vredeling sait d'ailleurs probablement aussi bien que moi que la part prise par ces projets individuels n'a cessé d'augmenter depuis 1964. On me dit qu'avant que je fusse membre de la Commission, ce montant s'élevait à 9 millions d'u.c. Actuellement, je crois qu'il est de 160 millions d'u.c. pour les années 1960 et 1970, et que le même montant est prévu pour 1971. On ne peut donc prétendre qu'une action de retardement soit délibérément menée contre cette activité du Fonds agricole commun.

Je voudrais encore une fois souligner — je l'ai déjà fait ce matin — que la réserve de la section orientation n'est nullement une réserve occulte, mais une réserve publique. Pour l'année 1969 — je n'ai pas sous les yeux le document relatif à l'année 1970, mais c'est exactement le même — le Parlement a adopté le texte suivant : « La fraction restante est destinée au financement des mesures particulières à prendre à la suite des décisions qui seront arrêtées dans le domaine des structures agricoles. » Il y a là en effet une lacune qui ne pourra être comblée que lorsque le Conseil se sera prononcé dans un sens favorable ou défavorable sur les cinq directives proposées par la Commission.

En ce qui concerne le rattrapage de ce retard et la réduction du délai, je prends acte de la décision de la commission, qui deviendra peut-être tout à l'heure aussi celle du Parlement, de substituer la date du 31 octobre 1971 à celle du 31 décembre 1971. La Commission aura ainsi deux mois de moins pour prendre une décision. Cette réduction ne pourra être compensée que si la section intéressée de la Direction générale de l'Agriculture est dotée d'un personnel plus nombreux. Or, elle ne pourra l'être que si l'on accroît les effectifs de tous les services. J'ai déjà eu l'occasion, ce matin, d'exprimer mes préoccupations à cet égard. Je prends donc acte de la position de la commission de l'agriculture et suis déjà heureux de ne pas avoir suivi entièrement l'avis de la commission des finances et des budgets.

Monsieur le Président, en demandant une dernière fois que l'on comprenne les raisons de ce retard indépendant de notre volonté, je remercie la commission de l'agriculture de s'être quand même efforcée de tenir compte des difficultés auxquelles doit faire face cette section de la Direction générale VI.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, *rapporteur*. — (N) Monsieur le Président, je remercie M. Coppé de son intervention. Je tiens seulement à faire remarquer que sa déclaration selon laquelle la Commission européenne prend acte sans plus de notre proposition de modification qui, je l'espère, sera adoptée tout à l'heure par l'Assemblée, ne me donne, en tant que rapporteur de la commission de l'agriculture, pas entière satisfaction. J'aimerais notamment savoir si M. Coppé est disposé à aller jusqu'à proposer à la Commission européenne de modifier en seconde lecture sa proposition au Conseil, et aussi s'il informera aussi vite que possible l'Assemblée plénière de la décision que la Commission prendra sur la base de notre proposition de modification.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, par respect pour le Parlement, j'informe évidemment la Commission de ce qui aura été décidé ici et de la position que le Parlement adoptera tout à l'heure par son vote.

L'adoption par la Commission de la proposition de modification dépend d'un entretien que je dois encore avoir avec M. Mansholt, au cours duquel il sera probablement question aussi de la répartition du personnel pour l'année 1971. Je ne puis donc actuellement m'engager sur ce point.

D'autre part, j'accepte bien volontiers la proposition de M. Vredeling de discuter la situation aussi rapidement que possible avec la commission de l'agriculture.

J'en ferai aussi immédiatement part à M. Mansholt.

M. le Président. — En vertu des accords intervenus entre le Parlement européen et la Commission — accords dont l'Assemblée a pris acte à plusieurs reprises — lorsqu'il y a modification aux propositions de la Commission, le représentant de la Commission doit faire connaître en séance plénière s'il accepte ou non cette modification. A cet effet, il est évidemment nécessaire que la modification soit présentée à temps, c'est-à-dire en sorte que la Commission puisse l'examiner en temps voulu. Si elle n'est pas présentée à temps pour être examinée par la Commission, il est évident que le commissaire présent ici peut se réserver le droit d'en référer à son institution, afin que celle-ci puisse en décider.

Je ne sais si, en l'espèce, la Commission a eu le temps d'examiner la proposition de modification mais, si elle l'a eu, le Parlement a le droit de demander à son représentant quel est son point de vue, car si le Parlement exprime un avis contraire au point de vue de la Commission, celle-ci est tenue d'en tenir compte. L'avis du Parlement a donc un caractère contraignant. La Commission pourra en faire une question de confiance entre elle et le Parlement, si la modification

**Président**

a une grande importance politique, mais lorsque le Parlement, en désaccord avec la Commission, modifie la proposition, la Commission est tenue de faire sienne cette modification, de la présenter et de la défendre devant le Conseil. Telle est la procédure valable pour tous les cas, que nous avons établie en accord avec la Commission.

Si donc M. Coppé n'est pas en mesure de se prononcer sur cette proposition de modification, il a le droit de réserver sur ce point la position du collège qu'il représente ici. Pour notre part, nous nous réservons le droit d'obtenir plus tard cette prise de position et de voir expliquer les raisons éventuelles qui amèneraient la Commission à ne pas faire sienne cette modification devant le Conseil. Le Parlement tirera alors les conséquences logiques de l'attitude de la Commission.

La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, pour l'instant je ne puis que prendre acte de cette proposition et donner l'assurance que je soumettrai la question à mes collègues, parce qu'elle a un rapport incontestable avec la répartition du personnel. Je dois par conséquent voir comment, dans le courant de l'année 1971, nous pourrions affecter un personnel plus nombreux à la section en question, avant de pouvoir dire dans quelle mesure il nous sera possible de rattraper notre retard qui est à présent de quinze mois.

Je ne pourrai donc que dire à mes collègues que j'ai la plus grande compréhension pour l'opinion qui est exprimée ici, que le retard doit être rattrapé le plus rapidement possible et que, par conséquent, il faut tenir compte de cette situation dans la répartition de notre personnel.

M. Vredeling a déclaré qu'il serait heureux d'entendre mon collègue, M. Mansholt, faire rapport sur la question lors des prochaines sessions du Parlement. J'informerai donc mes collègues en ce sens.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, je vous remercie de votre intervention de tout à l'heure. Il est important que l'exécutif sache que, lorsque des amendements sont déposés au Parlement, il faut s'efforcer autant que possible de les adopter ou de les rejeter immédiatement.

Dans le cas présent, je ne vois comme circonstance atténuante en faveur de l'exécutif que le fait que la décision n'a été prise qu'hier par la commission de l'agriculture. J'ai parlé d'une circonstance atténuante, en fait elle ne l'est pas tellement, car la Commission a présenté très tard sa proposition alors qu'elle aurait dû considérer depuis longtemps qu'elle devrait inévi-

tablement la présenter ; nous n'avons donc pu nous prononcer à ce sujet que la semaine dernière.

La chose en soi n'est pas tellement importante, Monsieur le Président ; c'est la manière dont elle est traitée qui l'est.

M. Coppé a dit qu'il examinerait la question ; la Commission fera une communication à ce sujet par la voix de M. Mansholt. Je trouve, Monsieur le Président, et je sais à présent que vous partagez mon point de vue, que, lorsque des modifications ont été adoptées en séance plénière, il ne suffit pas d'informer uniquement la commission compétente du sort qui leur est réservé. Une communication officielle doit être faite à l'Assemblée plénière, d'autant que c'est en tant qu'Assemblée plénière que nous sommes sur le point d'adopter cet amendement.

**M. le Président.** — Monsieur Coppé n'est donc pas en mesure d'engager la Commission exécutive sur cette modification qui a été présentée hier seulement. Par ailleurs, ce n'est pas la faute de la commission de l'agriculture car la consultation a été demandée tardivement.

Le Parlement, en votant ce texte, sait qu'il ne fait pas obligation à la Commission de l'accepter ; il lui fait seulement obligation d'informer par la suite le Parlement de la position qu'elle aura adoptée à son sujet. Si elle l'accepte, toute discussion devient superflue.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

# 5. Règlement concernant le règlement n° 816/70

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion selon la procédure d'urgence du rapport de M. Dröschner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 816/70 du Conseil (doc. 209/70).

Le rapporteur n'ayant pas demandé à présenter son rapport, et comme, par ailleurs, je n'ai aucun orateur inscrit, je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.

**6. Règlement concernant le prix du beurre et du lait écrémé en poudre en Belgique et au Luxembourg**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion selon la procédure d'urgence du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à un règlement modifiant le prix d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre appliqué par les organismes d'intervention belge et luxembourgeois (doc. 208/70).

Le rapporteur n'ayant pas demandé à présenter son rapport, et comme, par ailleurs, je n'ai aucun orateur inscrit, je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

**7. Règlement concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion selon la procédure d'urgence du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 804/68, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (doc. 211/70).

Le rapporteur n'ayant pas demandé à présenter son rapport, et comme, par ailleurs, je n'ai aucun orateur inscrit, je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

**8. Composition des commissions**

**M. le Président.** — J'ai reçu du groupe socialiste une demande tendant à nommer M. Broeks, mem-

bre de la commission politique, en remplacement de M. Oele, et membre de la commission des finances et des budgets, en remplacement de M. Posthumus.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Cette nomination est ratifiée.

**9. Calendrier des prochaines séances**

**M. le Président.** — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances les 19 et 20 janvier 1971 à Luxembourg.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

J'informe le Parlement que la prochaine réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association CEE-EAMA aura lieu du 11 au 13 janvier 1971 à Yaoundé.

**10. Adoption du procès-verbal**

**M. le Président.** — Conformément à l'article 17, paragraphe 2 du Règlement, je dois soumettre à l'approbation du Parlement le procès-verbal de la présente séance, qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

**11. Interruption de la session**

**M. le Président.** — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 12 h 35)

(\*) JO n° C 151 du 29 décembre 1970.